



Prise d'otages au Pérou

Deux cents personnes, dont quarante diplomates, sont retenues en otages à l'ambassade du Japon à Lima. Notre correspondante, Nicole Bonnet, figure parmi les personnes libérées. p. 32

Arabisation en Algérie

Le pouvoir relance une politique d'arabisation dirigée contre le français et le berbère. p. 3 et notre éditorial page 15

Le retour de Mobutu

De retour à Kinshasa après quatre mois d'absence, le maréchal Mobutu a promis aux Zaïrois, dans une allocution radiotélévisée, qu'il ne reculerait pas devant les rebelles du Kivu. p. 2

Ouverture à Belgrade

Pour la première fois depuis le début des manifestations à Belgrade, le président Milosevic a reçu une délégation d'étudiants protestataires. p. 4

Le prix de Thomson

L'Etat aura du mal à vendre le secteur de défense de Thomson au prix estimé par les experts, au moins 24 milliards de francs. p. 19

Noël à Stockholm

Queues de renard et saucisson de renne sur le marché de Noël à Stockholm. p. 24

L'affaire Isola 2000

Sophie Deniau, belle-fille du garde des sceaux, a été mise en examen dans l'affaire Isola 2000. p. 10

François Santoni écroué

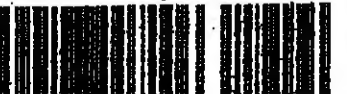
Sept personnes, dont le dirigeant nationaliste corse François Santoni, ont été écrouées par le juge antiterroriste Bruguière. p. 32

Le « marché » des champions

Un an après l'arrêt Bosman, le « marché » des sportifs en Europe n'est pas encore totalement libre. p. 22

Allemagne, 9 DM; Autriche-Guyane, 9 F; Belgique, 26 ATG; Belgique, 45 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Côte d'Ivoire, 200 F CFA; Danemark, 34 DKK; Espagne, 220 PTA; Grande-Bretagne, 163 £; Grèce, 330 DR; Italie, 1.400 L; Japon, 2000 ¥; Luxembourg, 40 FF; Maroc, 30 DH; Mexique, 14 000 P; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, 200 Esc; République tchèque, 200 Kč; Royaume-Uni, 9 £; Suède, 100 SKr; Suisse, 75 Sfr; Thaïlande, 20 Baht; Turquie, 1,2 TL; USA, 1,25 \$; USA, 1,25 \$.

M 0147-1219-7,80 F

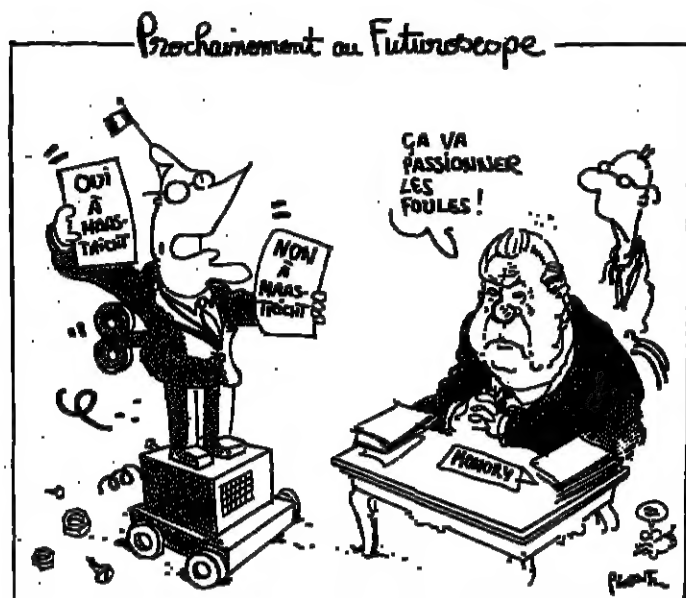


Epreuve de force au sein de la majorité autour du conseil de la Banque de France

Les partisans de l'orthodoxie monétaire s'opposent à l'entrée d'un anti-maastrichtien

LA POLITIQUE MONÉTAIRE alimente une sourde polémique. Les mandats de deux membres du conseil de la politique monétaire de la Banque de France - Bruno de Manil et Jean Boissonnat - arrivent à échéance à la fin de l'année et leur renouvellement pourrait permettre au chef de l'Etat de modifier les rapports de force interne dans l'instance dirigeante de la banque centrale française.

Les trois présidents de l'Assemblée nationale, du Sénat et du Conseil économique et social ne sont pas parvenus à s'entendre sur une liste de six noms qui doit être soumise au chef de l'Etat. Ils ont donc arrêté, chacun de son côté, une liste de deux noms. Soutenu en coulisses par l'Élysée et présenté par le président du Conseil économique et social, Jean-Marie Dedecker, Pierre Guille, ancien responsable de la fédération patronale de la métallurgie, anti-maastrichtien, pourrait ainsi faire son entrée au conseil de la Banque. Dans cette hypothèse, les partisans de la politique du « franc stable » au sein du conseil ne disposeraient plus que d'une voix de



majorité. Très hostile à cette nomination, René Monory, président du Sénat, a souhaité, mercredi 18 décembre, sur RTL, que « l'on preserve l'orthodoxie de la Banque de France ». Dans un entretien pu-

blié mercredi par *Le Parisien*, M. Monory multiplie, par ailleurs, les critiques à l'encontre d'Alain Juppé. « La première qualité d'un bon premier ministre, dit-il, c'est de ne pas vouloir tout faire lui-même. » Après un mois de polémiques, de revirements et de flottements, le Parlement, sous la pression du gouvernement, a entériné mardi 17 décembre l'allègement de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF). Introduit il y a un mois par le Sénat dans le projet de budget pour 1997, cet amendement qui aurait concerné mille patrimonies d'au moins 15 millions de francs avait été inspiré aux sénateurs par une prise de position en ce sens du président de la République, fin octobre. Le gouvernement échappe ainsi à un débat parlementaire sur un sujet propre à choquer l'opinion et qui aurait mis à jour les déchirements de la majorité.

A l'occasion de la présentation, mardi 17 décembre, du bilan de la politique monétaire pour 1996, le gouverneur de la Banque de France Jean-Claude Trichet, a estimé que « le moment est venu d'investir pour les entreprises et les ménages ». La Banque de France a réduit, mardi, ses deux principaux taux directeurs.

Lire page 5

«Porno du pauvre» au festival cinématographique du Caire

LE CAIRE de notre correspondant « Vais-je, fonce ! », hurlent les spectateurs du cinéma Normandy à Hélopolis, dans la banlieue du Caire, à l'adresse de l'acteur qui hésite à déshabiller la blonde consentante. Succède un silence de cathédrale fait de respirations retenues : la séquence pour laquelle huit cents spectateurs ont payé très cher leur billet d'entrée a commencé. Cette scène s'est répétée indéfiniment du 2 au 15 décembre, au 20^e Festival international du film du Caire, au cours duquel deux cents films d'une cinquantaine de pays ont été projetés.

Les principaux prix ont été raflés par l'Égypte. Pyramide d'or du meilleur film pour *Tajma*, de Rana El Miry, et prix du meilleur acteur pour Abou Bakr Ezzat. La Française Sandrine Veysset a obtenu le prix Naguib Mahfouz de la meilleure première réalisation pour *Y aura-t-il de la neige à Noël ?*. Le prix du meilleur film arabe est allé au Palestinien Rachid Macharawi pour *Hayfa*, mais le cinéma

israélien était absent faute d'avoir pu remplir la condition du président du festival, « le retrait préalable de tous les territoires arabes occupés ».

A vrai dire, tout cela n'a intéressé qu'une minorité de cinéphiles. Depuis une vingtaine d'années, le succès populaire du festival tient surtout aux films hors compétition, projetés dans les salles commerciales. L'homme de la rue guette les scènes de nus, car le festival est une sorte de « porno du pauvre », très couru de ceux qui n'ont ni magnétoscope ni antenne parabolique. Durant ces deux semaines bénies, les films ne sont pas charcutés par la censure, ce qui permet d'admirer la rondeur d'un sein ou une belle chute de reins.

Au fil des ans et après de nombreuses déceptions, les spectateurs ont appris à se méfier des affiches aguicheuses et du label « strictement pour adultes ». Les plus prévoyants attendent la sortie de la première séance pour demander si le film est « une histoire » ou « des scènes ». Dans le second cas, ils prennent leur billet, d'autant plus cher au

marché noir que les scènes sont nombreuses. L'appât du gain est tel que même les publications du festival ont décidé d'en tirer parti. Les revues publient des photos d'actrices comme Sophie Marceau, baptisée « la fusée de l'érotisme », ou Pamela Anderson, « la blonde torride ». Cette année, grâce au libéralisme de la censure qui n'a pratiquement pas interdit de films, l'affluence a battu tous les records et les cinémas ont fonctionné à guichets fermés.

Pour les islamistes, le festival est un exemple de « stupre et de débâche faisant partie du complot sioniste-croisé ». C'est la raison pour laquelle, en décembre 1993, un commando a mitraillé un cinéma dans la banlieue populaire de Hélopolis, faisant quatre blessés. Cette année, les mesures de sécurité étaient draconiennes. La cabine de projection du Caire, au centre-ville, a quand même brûlé, victime d'un incendie de nature indéterminée.

Alexandre Bucciatti

Lire page 6

et notre enquête page 13

Insécurité à l'école

UNE ÉCOLE SUR DIX, primaire ou maternelle, présente des risques pour la sécurité des élèves en cas d'incendie. C'est la principale conclusion du rapport annuel de l'Observatoire national de la sécurité des établissements scolaires, remis mardi 17 décembre au ministre de l'Éducation nationale, François Bayrou. L'Observatoire estime que les conditions d'évacuation ne sont pas assurées correctement, en raison essentiellement de défauts de construction ou d'équipement. Il ne chiffre pas le montant des travaux à engager, dont le financement devra être supporté par les collectivités locales.

Lire page 8

Intermittents en lutte, culture en crise

JEUDI 19 DÉCEMBRE, des milliers d'artistes et de techniciens du spectacle, intermittents payés au cachet rejointront par les salariés à plein temps du secteur culturel, devant manifester dans de nombreuses villes leur attachement à leur système particulier d'assurance-chômage. Voilà plusieurs semaines que ces agents essentiels de la vie artistique - acteurs, décorateurs, techniciens de plateau, musiciens, danseurs, cameramen, compositeurs, etc. - disent tout haut une inquiétude sérieuse qui dépasse de beaucoup le maintien de leurs avantages acquis.

En quoi consistent lesdits avantages ? A bénéficier, pendant douze mois, d'indemnités de chômage - plafonnées à 15 000 francs -, pour 507 heures travaillées dans les douze mois précédents. Ce statut, acquis dès 1964 dans les secteurs du cinéma et de l'audiovisuel (annexe 8) et élargi à tout le secteur du spectacle en 1969 (annexe 10), est dérogatoire de la convention nationale de l'Union nationale interprofessionnelle pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (Unedic) qui régit l'assurance-chômage des salariés du secteur privé. Avantageux pour les employeurs comme

pour les intermittents, il s'est surtout développé dans les années 80, à la faveur de la forte croissance de la vie culturelle et de la privatisation de l'audiovisuel. Quand de nombreux professionnels comptaient sur ces indemnités pour mener, entre deux contrats, des activités artistiques que personne n'assumerait autrement - comme le tournage de courts métrages ou des actions bénévoles de toutes sortes dans les milieux extra-culturels (quartiers, hôpitaux, prisons, écoles, etc.) -, beaucoup d'employeurs, et particulièrement les chaînes de télévision, en ont pris prétexte pour calculer au plus juste leurs plans de travail, transformant abusivement un système adapté à des professions atypiques en dispositif auxiliaire de leurs productions.

Ce statut est donc devenu, au début des années 90, à un moment où l'Unedic connaissait de forts déficits, un « privilège » que le collège des employeurs a voulu abolir en raison de son coût, soit 2,8 milliards d'indemnités versées en 1995 à 39 999 professionnels.

Olivier Schmitt

Lire la suite page 15

Un drôle de conte de fées



SANDRINE VEYSSET

CINÉMA. A vingt-neuf ans, Sandrine Veysset signe son premier film, immédiatement remarqué et distingué, notamment par le prix Louis-Delluc. *Y aura-t-il de la neige à Noël ?* est un drôle de conte de fées, mené avec une vigueur et un humour qui présagent un bel avenir pour cette jeune cinéaste. Critique, entretien et toutes les autres sorties de la semaine.

Lire pages 26 à 29

International	2	Aujourd'hui	22
France	5	Agenda	25
Société	8	Abonnements	25
Régions	11	Météorologie	25
Carpe	12	Mots croisés	25
Horizons	15	Culture	26
Entreprises	19	Communication	30
Finances	20	Radio-télévision	31

dans l'est du pays. Les Zaïrois visent notamment le chef de l'Etat ougandais, Yoweri Museveni, qui passe pour jouer un rôle de « parrain » dans la région des Grands Lacs.

Profitez des prix du 1^{er} réseau de magasins 100 % informatique.

8 393,76 FTTC

6960^{FHT}



Apple
Macintosh Performa 5300/100
PowerPC 603e à 100 MHz
8 Mo RAM/DD 1,2 Go/CD 4x
moniteur 15" Multiréseau intégré
+ nombreux logiciels

10 480,14 FTTC

8690^{FHT}



Compaq
Presario 4110
Pentium à 120 MHz/16 Mo RAM/DD 1,6 Go/CD 4x
+ 15" SVGA + modem/fax : 33,6/14,4 Kbps + 2 HP
+ Windows 95 et Microsoft Works 4

11 987,64 FTTC

9940^{FHT}



Escom
Pentium 133 Multimedia
Pentium à 133 MHz/16 Mo RAM/DD 1,2 Go/CD 4x
+ moniteur 15" Sony + 2 enceintes 25 W
+ carte graphique Matrox Mystique
+ carte son 16 bits stéréo + clavier et souris
+ Windows 95 + Word 7 et Works (version OEM)

21 points de vente en France (ouverts les samedis de décembre)

82 Paris Boulogne - 75004 Paris - Tél. : 01 44 78 26 26 - Fax : 01 42 72 05 04 - 83 Paris Lafayette - 75002 Paris - Tél. : 01 44 03 80 20 - Fax : 01 45 23 35 01 - 84 Paris Marais Valet - 75003 Paris - Tél. : 01 40 35 03 03 - Fax : 01 45 77 05 71 - 85 Paris Montmartre - 75001 Paris - Tél. : 01 42 99 50 50 - Fax : 01 42 95 51 51 - 86 Clermont - 63000 Clermont-Ferrand - Tél. : 01 34 35 18 28 - Fax : 01 34 35 18 28 - 87 Bayonne - 64000 Bayonne - Tél. : 05 59 41 03 03 - Fax : 05 59 41 03 03 - 88 Brest - 29000 Brest - Tél. : 02 98 46 21 17 - Fax : 02 98 46 21 17 - 89 Bordeaux Miroir - 33000 Bordeaux - Tél. : 05 59 41 03 03 - Fax : 05 59 41 03 03 - 90 Bordeaux - 33000 Bordeaux - Tél. : 05 59 46 14 14 - Fax : 05 59 46 14 14 - 91 Caen - 14000 Caen - Tél. : 02 31 62 35 35 - Fax : 02 31 62 35 35 - 92 Caen - 14000 Caen - Tél. : 02 31 62 35 35 - Fax : 02 31 62 35 35 - 93 Caen - 14000 Caen - Tél. : 02 31 62 35 35 - Fax : 02 31 62 35 35 - 94 Caen - 14000 Caen - Tél. : 02 31 62 35 35 - Fax : 02 31 62 35 35 - 95 Caen - 14000 Caen - Tél. : 02 31 62 35 35 - Fax : 02 31 62 35 35 - 96 Caen - 14000 Caen - Tél. : 02 31 62 35 35 - Fax : 02 31 62 35 35 - 97 Caen - 14000 Caen - Tél. : 02 31 62 35 35 - Fax : 02 31 62 35 35 - 98 Caen - 14000 Caen - Tél. : 02 31 62 35 35 - Fax : 02 31 62 35 35 - 99 Caen - 14000 Caen - Tél. : 02 31 62 35 35 - Fax : 02 31 62 35 35 - 100 Caen - 14000 Caen - Tél. : 02 31 62 35 35 - Fax : 02 31 62 35 35

Prix pour paiement comptant. Offres valables jusqu'au 31 décembre 1996 dans la limite des stocks disponibles. Photos non contractuelles.

Le nouveau secrétaire général appelle la communauté internationale à la restauration de l'ONU

« Ne la laissez pas dépérir par inattention ou parcimonie », a déclaré M. Kofi Annan

Le choix de Kofi Annan comme prochain secrétaire général de l'ONU a été approuvé mardi 17 décembre, par acclamation, par l'Assemblée

générale des Nations unies. M. Annan prendra ses fonctions début janvier. Dans sa prestation de serment, il a souligné « la dimension mo-

rale » de l'Organisation et appelé les Etats membres à ne pas la laisser dépérir « par inattention ou parcimonie ».

NEW YORK (Nations unies) de notre correspondant. « Enthousiasme. Désillusion. Réalisme. » C'est ainsi que Boutros Boutros-Ghali a résumé l'histoire des cinq dernières années des Nations unies, en prononçant, mardi 17 décembre devant l'Assemblée générale, son dernier discours en tant que secrétaire général. Enthousiasme pour l'Organisation des Nations unies après la guerre du Golfe et pour le soutien accordé, pour la première fois, par Moscou à une intervention dirigée par les Occidentaux ; désillusion après la débâcle en Somalie ; réalisme, enfin, avec la prise de conscience des capacités et des faiblesses de l'ONU.

A propos de la réforme de l'Organisation, invoquée par les Etats-Unis comme motif officiel de leur opposition à un second mandat de M. Boutros-Ghali, le secrétaire général sortant a déclaré qu'« une réforme qui chercherait à écarter l'ONU de ses responsabilités fondamentales peut être l'objet d'une opposition légitime ». Une réforme profonde de l'Organisation ne peut résulter que d'un consensus entre les Etats qui, pour l'instant, n'existe pas, a-t-il souligné, en ajoutant que la crise financière lui fait gravement obstacle. Cette crise n'est pas le résultat d'une mauvaise gestion mais « du fait

que l'on refuse de s'acquiescer de ses obligations », a-t-il appelé en direction des Etats-Unis. Aujourd'hui, a dit M. Boutros-Ghali avec une pointe d'amertume, « un nouveau secrétaire général est nommé, tous les arriérés doivent donc être immédiatement payés, comme cela a été promis au cours des derniers mois ». Le diplomate égyptien, ovationné à plusieurs reprises, a enfin souligné parmi les principes indispensables à la bonne image de l'ONU l'« indépendance » de son secrétaire général.

Prenant la parole alternativement en anglais et en français, Kofi Annan, qui succédera à Boutros Boutros-Ghali en janvier, a à son tour estimé que c'est bien le « consensus et la détermination » des Etats qui manquent à l'ONU, laquelle « ne peut être ni plus sage, ni plus compétente, ni plus efficace que les Etats qui la constituent et la guident ». « L'Organisation des Nations unies est votre instrument de paix et de justice. Faites-en le meilleur usage, respectez-la, défendez-la. Applaudissez nos succès, condamnez nos échecs, mais, de grâce, ne laissez pas cette indispensable, cette irremplaçable institution dépérir (...) par inattention ou par grande parcimonie », a-t-il ajouté.

Le septième secrétaire général,

qui s'adressait à l'Assemblée générale après avoir prêté serment, s'est fait applaudir lorsqu'il a rendu hommage à la « hauteur de vues, la clairvoyance et l'énergie » de son prédécesseur et qu'il l'a qualifié d'« homme d'Etat hors du commun ».

« DIMENSION MORALE »

Au grand plaisir des délégués, Kofi Annan s'est engagé à « faire savoir aux Etats membres ce qu'il pense vraiment », à offrir ses bons offices de médiateur, à contribuer avec « efficacité, intégrité et indépendance » à l'amélioration des conditions de vie des peuples. Il entend, a-t-il promis, mettre « surtout » l'accent sur « la dimension morale de l'Organisation ». « Le moment est venu de penser nos pires » en sarmant les « fractures et frictions entre Etats membres », a-t-il encore déclaré, et il a souhaité, en direction du personnel de l'ONU, que l'on soit arrivé au bout de la période « du découragement et de la lassitude, des coupes sombres et de la critique ». Il a terminé son discours en soulignant que le « véritable enjeu » concerne « des gens bien réels qu'il faut nourrir, vêtir, loger, soigner ».

Quelques vérités ont aussi été prononcées par le président de l'Assemblée générale, le diplo-

mate malaysien M. Ismail Razali, qui semble déjà s'imaginer en futur secrétaire général, le poste devant en principe aller la prochaine fois à un pays d'Asie. Comme pour son franc-parler, M. Razali a interpellé Kofi Annan : « L'essentiel n'est pas que vous soyez ou non un homme d'Etat ; ce qui importe c'est que vous soyez en mesure d'influencer l'opinion et les décisions des hommes d'Etat (...) Vous devrez défendre ceux qui sont marginalisés, pas ceux qui créent et renforcent la marginalisation ».

M. Ismail est parmi ceux que le comportement des Etats-Unis envers l'ONU ces six derniers mois a le plus choqués, bien que son pays ait été l'un des rares à prendre ouvertement position contre la réélection de M. Boutros-Ghali. Lundi, il avait rendu un hommage appuyé à la France. « Au bout du compte, avait-il dit, les Français se sont placés dans une position très avantageuse, très constructive (...) Contrairement à d'autres membres permanents du Conseil de sécurité, ils ont montré qu'ils étaient prêts à dire : "ça suffit" et cela pour le bien de l'ONU (...) On peut compter sur les Français pour jouer un grand rôle sur les questions importantes », et les Nations unies doivent leur en savoir gré, avait-il conclu.

Afiane Bassir Pour

Le pouvoir algérien relance la politique d'arabisation

« LANGUE nationale et officielle », selon la Constitution adoptée le mois passé (et les trois précédentes), l'arabe devrait devenir la seule langue en usage en Algérie après le vote, mardi 17 décembre, à l'unanimité, par les membres du Conseil national de transition (CNT, l'Assemblée constituante), d'une loi de « généralisation de l'utilisation de la langue nationale ».

Cette généralisation interviendra au plus tard le 5 juillet 1998 (date anniversaire de l'indépendance). A compter de cette date, toutes les activités publiques et officielles de l'administration, des partis et des associations, les conférences et les séminaires, les émissions de télévision devront se faire en langue arabe. Tout responsable qui, par exemple, signerait un document rédigé en une autre langue que l'arabe risque une amende de 2 000 à 5 000 dinars (200 à 500 francs).

Pour l'enseignement supérieur, l'entrée en vigueur de la nouvelle loi a été reportée au 5 juillet 2000 tandis que les membres du CNT, modifiant le projet initial, ont renoncé à imposer aux sociétés étrangères de conclure leurs contrats avec l'Algérie en arabe.

Dirigé contre le français et, dans une moindre mesure, la langue tamazight, celle parlée par les Berbères, la nouvelle loi a fait mercredi 18 décembre les gros titres de la presse algérienne. Le quotidien privé franco-

phone El Watan parle de « loi scélérates » aux conséquences « désastreuses », de « projet insensé et démagogique » qui va à l'encontre de « l'ouverture économique, culturelle et humaine au monde extérieur ». Quotidien également privé mais plus proche du pouvoir, Le Matin reproche que cette politique du « fait accompli » ne fasse monter d'un cran les revendications des défenseurs de la langue berbère. Quant à El Khabar (l'Information), le principal quotidien privé arabophone, il manifeste son scepticisme vis-à-vis d'une loi dont « la simple application ne suffira pas à affaiblir la langue française ».

ENTREPRISES ÉTRANGÈRES COURTOISÉES

Problème qui hante l'Algérie depuis son indépendance, l'arabisation de la vie publique avait subi un coup d'arrêt en juillet 1992, avec le report sine die d'une loi votée en décembre 1990 par l'Assemblée nationale, grâce à une alliance de circonstance entre les représentants du FLN, l'ex-parti unique, et les représentants du Front islamique du salut (FIS), aujourd'hui interdit.

Hormis le fait qu'elle exonère les entreprises étrangères, aujourd'hui courtisées par le régime, la nouvelle loi sur l'arabisation est de la même essence que celle de 1990. Celle-ci avait donné lieu à d'importantes manifestations dans les rues d'Alger, à l'initiative du Front des

forces socialistes (FFS), d'Hocine Aït-Ahmed. Un an plus tard, des mouvements de grève avaient secoué l'université où l'on dénonçait la mise à l'écart de certains professeurs francophones. Éphémère président du Haut Conseil d'Etat (HCE), Mohamed Boudiaf avait préconisé le report de la loi car, disait-il, « l'amour de la patrie n'est pas une question de loi ».

Jusqu'ici, l'opposition n'a pas officiellement réagi à cette arabisation à marche forcée que Le Matin dans son édition de mardi présentait comme « une guerre » dont l'ennemi serait le « franco-berbère-démocrate ». A travers cette offensive, estiment certains analystes, le président Lamine Zeroual chercherait à conforter l'appui des « islamo-conservateurs » dont il bénéficie aujourd'hui.

Au-delà de son exploitation politique, il n'en reste pas moins que l'arabisation progresse en Algérie. Qu'il s'agisse du primaire ou du secondaire, l'ensemble des cours a lieu en arabe. C'est également le cas pour une partie de l'enseignement universitaire. La filière des sciences humaines, en particulier, est arabisée, mais pas les filières techniques et scientifiques. La nouvelle loi accélère brutalement cette évolution.

Jean-Pierre Tuquoi

Lire aussi notre éditorial page 15

L'Afghanistan est dans une situation humanitaire désastreuse

L'Unicef veut toujours bloquer les programmes d'éducation tant que les filles n'auront pas accès à l'école

GENÈVE

Le fonds des Nations unies pour l'aide à l'enfance (Unicef) vient de réaffirmer son intention de bloquer ses programmes d'éducation en Afghanistan tant que les filles n'auront pas accès à l'école. Avant la prise de Kaboul par les talibans, déjà près de 96 % des femmes afghanes étaient analphabètes, et ce taux risque de grimper après la décision des nouveaux maîtres de Kaboul de ne plus scolariser les filles et d'interdire aux femmes de travailler. L'Unicef continuera néanmoins à agir sous diverses formes en faveur des femmes et des enfants d'Afghanistan : il vient de solliciter, le 3 décembre, auprès de la communauté internationale près de 10 millions de dollars (plus de 50 millions de francs).

D'autre part, l'Afghanistan, qui est l'un des pays les plus pauvres du monde, constitue aussi le plus vaste chantier de mines antipersonnel de la planète, selon le bureau de coordination d'assistance humanitaire des Nations unies. Plus de dix millions de ces engins meurtriers y sont disséminés. Malgré le gel du programme éducatif dans certaines zones (celles contrôlées par les talibans),

l'Unicef poursuit ses distributions à travers l'ensemble du territoire afghan. Des brochures expliquent, à l'aide de photographies, de dessins et de schémas, ce que sont les mines, comment pouvoir les éviter et comment les signaler à l'entourage.

UN FLEAU SUPPLÉMENTAIRE

Près d'un Afghan sur dix est gravement handicapé après avoir sauté sur une mine, mais la cause

majeure d'invalidité dans ce pays n'est pas la guerre mais un fleau supplémentaire : la polio. Depuis 1979, plus de 4 millions d'enfants sont morts de malnutrition et de diverses maladies. On estime à 20 % ceux qui auraient pu survivre s'ils avaient été vaccinés. 249 000 enfants afghans de moins de cinq ans meurent chaque année de maladies diarrhéiques, de la rougeole et d'infections respiratoires. Un enfant sur quatre

meurt avant d'avoir atteint l'âge de cinq ans.

Les organisations humanitaires de l'ONU estiment que l'Afghanistan détient aussi le triste record du taux de mortalité maternelle et infantile en Asie : 1 700 femmes sur 100 000 meurent lors de leur accouchement, seulement 5 % de la population rurale et moins de 39 % de la population urbaine ont accès à l'eau potable. Le projet d'approvisionnement en eau, prévu par l'appel de l'ONU, devra profiter à quelque 900 000 personnes.

C'est ce contexte de guerre continue depuis plus de dix-sept ans déjà qui contraint à l'exil - principalement en Iran et au Pakistan - près de 2 millions d'Afghans. La plupart de ceux qui étaient les plus qualifiés techniquement ont quitté le pays. Les réfugiés qui voudront être rapatriés pourront être aidés grâce aux sommes recueillies à la suite de l'appel du 3 décembre. L'argent devrait servir également au secours d'urgence, au déminage, à l'assistance aux handicapés, aux campagnes de vaccination et à la lutte contre les stupéfiants.

Isabelle Viciniac

L'obscurantisme taliban persiste

Les talibans (« étudiants en religion ») avaient été très dépités de la couverture négative faite par les médias internationaux de leur prise de contrôle de Kaboul, le 27 septembre, et notamment des mesures attentatoires aux droits des femmes prises quelques heures à peine après leur arrivée dans la capitale. Désireux de rassurer les Occidentaux, au premier rang desquels les Américains, qui avaient initialement accueilli avec bienveillance l'émergence de leur mouvement, les talibans ont semblé dans un deuxième temps modérer leur ardeur fondamentaliste. Mais les faits sont tristes : un responsable taliban vient d'annoncer à Karachi (Pakistan) que sept Afghans accusés d'adultère ont été lapidés ces six dernières semaines dans les régions contrôlées par le mouvement ultra-orthodoxe. D'autre part, Radio Charia, la nouvelle radio officielle de Kaboul, a annoncé que deux cent vingt-cinq femmes ont été punies pour avoir enfreint les codes islamiques (interprétés par les talibans) sur le port du voile et du vêtement. Pour ce type de « punition », les femmes sont en général battues en public.

La francophonie pourrait choisir

M. Boutros-Ghali comme secrétaire général

LES MINISTRES responsables de la francophonie dans les quarante-neuf pays composant cet ensemble se sont réunis à Marrakech, les mardi 17 et mercredi 18 décembre, afin de préparer le sommet des chefs d'Etat ou de gouvernement prévu à la mi-novembre 1997 à Hanoï. Ils ont examiné la création d'un secrétariat général de la francophonie et la transformation de l'Agence de coopération culturelle et technique, fondée en 1970, en Agence de la francophonie. Le secrétaire général sera nommé par les chefs d'Etat francophones pour un mandat de quatre années, en principe renouvelable. Le nom de Boutros Boutros-Ghali, ancien secrétaire général des Nations unies, militant francophone de longue date et généralement bien vu par les nations du Sud, est sur toutes les lèvres. D'autres noms circulent toutefois, dont celui du diplomate sénégalais Mustapha Nyasse.

Israël repousse les remarques américaines contre la reprise de la colonisation

ISRAËL A REPOUSSE mardi 17 décembre les déclarations du président Bill Clinton condamnant la colonisation juive dans les territoires palestiniens en les qualifiant de « petite escalade sémantique ». « Nous [la] déplorons, mais ne nous attendons absolument pas à une crise ou à un bras de fer », a affirmé le conseiller diplomatique du premier ministre israélien David Bar Ilan. M. Clinton avait déclaré lundi que les colonies sont un obstacle et que « toute décision anticipant le règlement d'une question que les deux parties s'étaient engagées à négocier plus tard ne sert pas l'objectif de la paix ». Il faisait allusion à l'annonce faite par le gouvernement israélien d'un plan de soutien aux implantations existantes en Cisjordanie et à Gaza. - (AFP)

AMÉRIQUES

■ CUBA : le cardinal Jaime Ortega, archevêque de La Havane, a annoncé « officiellement », mardi 17 décembre, devant dix mille fidèles à El Rincón, la visite du pape à Cuba. A La Havane, on estime désormais que Jean Paul II pourrait venir à Cuba dès le printemps 1997, sans attendre sa visite en octobre au Brésil. - (AFP)

ASIE

■ AUSTRALIE : le gouvernement australien a désigné un nouvel attaché de défense - un colonel de l'armée de terre - auprès de son ambassade à Paris. Le poste était vacant depuis juillet 1995. Canberra avait ainsi protesté contre la reprise des essais nucléaires de la France en Polynésie : six tirs entre septembre 1995 et janvier 1996. - (AFP)

■ CAMBODGE : Hun Sen, second premier ministre, a effectué une visite à l'ambassade de France à Phnom Penh, mardi 17 décembre, qu'il ne s'opposerait pas au retour du prince Norodom Sihamoni au Cambodge, à condition que ce dernier, condamné à dix ans de prison par contumace au cours d'un procès controversé, bénéficie d'abord d'une amnistie royale. Dimanche, Hun Sen avait déclaré qu'il ferait abattre tout avion ramenant le demi-frère du roi au Cambodge. - (Reuters)

■ JAPON : la France prévoit d'expédier une cargaison de déchets hautement radioactifs par mer vers le Japon, au départ de Cherbourg, le mois prochain, a affirmé Greenpeace-Nouvelle Zélande, mercredi 18 décembre, à Auckland. L'organisation écologiste fonde son information sur un télégramme confidentiel attribué au ministre français des affaires étrangères et qui aurait fait l'objet d'une fuite à Paris. - (Corresp.)

EUROPE

■ RUSSIE : le ministre russe de l'Intérieur, Anatoli Koulikov, a été condamné, mardi 17 décembre, par un tribunal de Moscou, à un roulement symbolique pour « atteinte à l'honneur » d'Alexandre Lebed, qu'il avait accusé en octobre de préparer un « coup d'Etat rampant » et une « mutinerie » au sein de l'armée. M. Koulikov est en outre condamné à démentir publiquement ces accusations, qui avaient provoqué le limogeage du général Lebed de son poste de secrétaire du Conseil de sécurité russe, le 17 octobre. - (AFP)

■ SLOVAQUIE : les députés slovaques ont adopté, mardi 17 décembre, un amendement anti-subversion au code pénal prévoyant jusqu'à trois ans de prison pour les organisateurs de réunions publiques, de grèves ou d'appels à la désobéissance visant à nuire au système constitutionnel slovaque, à son intégrité territoriale ou à son indépendance. L'opposition a critiqué ce texte estimant qu'il « pourrait être utilisé contre les libertés civiles ». Le président Michal Kovac devrait refuser de le signer et le renvoyer aux députés. - (AFP)

MAGHREB

■ ALGÉRIE : des personnalités du Front de libération nationale (FLN, ex-parti unique) ont invité, mardi 17 décembre, dans un communiqué, les militants à se rebeller contre la direction du parti pour arrêter une nouvelle politique en vue des élections législatives prévues au premier semestre 1997. - (Reuters)

ÉCONOMIE

■ ESPAGNE : les faibles taux d'inflation dans de nombreux pays de l'Union européenne (UE) ont incité la Banque d'Espagne à fixer un objectif d'inflation de 2 % en Espagne pour 1998, a affirmé, mardi 17 décembre, à Madrid, le gouverneur de l'institut d'émission Luis Angel Rojo. Pour cela, la hausse des prix devra tomber à 2,5 % à la fin 97 contre 3,2 % sur les douze derniers mois. - (AFP)

■ JAPON : l'excédent commercial a augmenté en novembre, pour la première fois depuis deux ans, atteignant 675,2 milliards de yens (30 milliards de francs environ), a annoncé le ministère des finances, mercredi 18 décembre. Cette hausse, de 0,2 % par rapport à novembre 1995, a été rendue possible par une forte reprise des exportations (+10,1 % sur un an), alors que les importations restaient soutenues. - (AFP)

Deux attentats laissent présager une vague terroriste en Colombie

BOGOTÁ. En moins de quarante-huit heures, deux bombes de forte puissance ont explosé en Colombie, laissant présager une nouvelle vague de terrorisme. Le premier attentat a eu lieu, lundi 16 décembre au matin, à Medellín, capitale du département d'Antioquia, lorsqu'une voiture piégée a explosé devant le domicile de l'ex-ministre conservateur et ex-maire de la ville Juan Gomez Martinez, tuant une femme et blessant quarante-trois personnes. Le second attentat a coûté la vie, mardi après-midi, à au moins quatre personnes et en a blessé trente-sept autres, à Montería, une petite ville du nord-ouest de la Colombie. Aucun des attentats n'a été, jusque-là, revendiqué. Pour le chef de la police, le général José Rosso Serrano, ces crimes étaient « prévisibles » après l'approbation par le Parlement colombien d'une loi qui devrait permettre la confiscation de tous les biens de la mafia grâce à une clause de rétroactivité. Les attentats rappellent aux Colombiens les années 80, lorsque le cartel de Medellín, pour protester contre des extraditions, posait alors des bombes dans les lieux publics. - (Corresp.)

D'anciens dissidents est-allemands se tournent vers la CDU, le parti de M. Kohl

Ils refusent le rapprochement Verts-communistes

BONN

de notre correspondant
L'anticommunisme demeure un élément fort de la vie politique allemande. C'est particulièrement vrai dans les nouveaux Länder de l'Est, comme on a pu le voir, mardi 17 décembre, avec l'initiative de sept anciens dissidents de RDA d'entrer à la CDU, le parti du chancelier Kohl. Jusqu'ici membres des Verts ou du Parti social-démocrate (SPD), ces représentants éminents des anciens mouvements civiques de RDA ont ainsi voulu protester contre les tentatives de rapprochement des écologistes et des sociaux-démocrates avec les communistes réformateurs du PDS, héritiers du SED au pouvoir à Berlin-Est. Cette stratégie d'alliance entre la gauche et les communistes du PDS demeure un sujet tabou au niveau national, mais elle est sérieusement envisagée à l'échelon local dans certaines régions est-allemandes.

Ce geste spectaculaire a eu l'effet d'un mini-tremblement de terre politique en Allemagne. En passant à la CDU, la députée « verte » Vera Lengsfeld, initiatrice du mouvement, renforce la majorité parlementaire de la coalition de Bonn. Les chrétiens-démocrates (CDU et CSU) disposent à présent, avec les libéraux du FDP, de 342 voix au Bundestag, contre 330 à l'opposition (SPD, Verts et PDS). Le secrétaire général de la CDU, Peter Hintze, a parlé d'un « triomphe » pour son parti. Furieux, le porte-parole des Verts au Bundestag, Joschka Fischer, a quant à lui demandé à Vera Lengsfeld de remettre son mandat de député « par respect pour la volonté des électeurs ».

Quoi qu'il arrive, il s'agit bel et bien d'une fille infiltée aux partis de gauche. Par le rôle qu'ils ont joué au moment de la chute du régime communiste de Berlin-Est, les défenseurs des droits civiques est-allemands disposent d'une grande réputation morale, à défaut d'avoir su constituer un véritable groupe d'influence. Vera Lengsfeld avait fait parler d'elle après la chute du Mur, lorsqu'elle avait appris que son ancien mari, Knut Wollenberger, l'avait espionnée pendant des

années pour le compte de la Stasi. Parmi les autres dissidents passés à la CDU, on retrouve des figures historiques comme Erhart Neubert, fondateur du Renouveau démocratique, Angelika Barbe, membre fondatrice du SPD à l'Est, ou Günter Nook, leader des Verts dans le Land de Brandebourg.

LE GRAND GAGNANT

Depuis 1989, ces militants se sont battus sans relâche contre les notables qui ont réussi, après la chute du mur de Berlin, à conserver une position dominante dans les nouveaux rouages du pouvoir. Leur bête noire : Manfred Stolpe, ancien haut fonctionnaire de l'Église protestante, proche à ce titre du pouvoir communiste de Berlin-Est et aujourd'hui ministre-président (SPD) du Land de Brandebourg. « Nous sommes entrés en politique avec l'intention de chasser les communistes du pouvoir. Nous ne pouvons accepter le moindre rapprochement avec le PDS », a souligné Vera Lengsfeld, mardi, à Berlin.

Le grand gagnant, dans tout cela, est bien entendu le chancelier Kohl. Ce dernier cherche, depuis deux ans, à se montrer en compagnie d'anciens leaders des mouvements civiques d'ex-RDA, dont certains, comme Rainer Eppelmann, ont rejoint les rangs de la CDU dès la réunification. Le chancelier sait que la légitimité démocratique des anciens mouvements de dissidents est nettement plus grande que celle des deux partis de l'Est que la CDU a intégrés en 1990 (le Parti paysan et la CDU de l'Est).

A deux reprises (en août 1995 et en mai 1996), Helmut Kohl s'était rendu personnellement dans l'atelier de Bärbel Bohley, la plus connue des défenseurs des droits civiques, pour y rencontrer d'anciens opposants au régime communiste. Il a créé, avec eux, un « bureau de citoyens » conçu pour aider les victimes de l'ancien régime à faire valoir leurs droits auprès de l'administration. La stratégie du chancelier a indéniablement porté ses fruits.

Lucas Delattre

L'attaque d'un hôpital de la Croix-Rouge en Tchétchénie fragilise le processus de paix

Les indépendantistes tchétchènes dénoncent une « provocation »

Six employés ont été assassinés dans l'attaque, par un commando d'hommes masqués, d'un hôpital de la Croix-Rouge à Novye Atagui, au sud-ouest de la capi-

tale tchétchène. Et ce, à six semaines des élections prévues en Tchétchénie, dans le cadre de l'accord conclu fin août entre Russes et indépendantistes.

MOSCOU

de notre envoyée spéciale
Six employés du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), dont cinq femmes, ont été assassinés dans la nuit du lundi 16 au mardi 17 décembre à l'hôpital de Novye Atagui, à une vingtaine de kilomètres au sud-ouest de Grozny. Selon les premiers éléments de l'enquête, un commando composé d'une dizaine d'hommes masqués et armés s'est introduit peu avant l'aube dans cet hôpital spécialisé dans le traitement à long terme des blessés de guerre, ouvert peu après les terribles combats du mois d'août à Grozny.

Après avoir forcé les portes des chambres où le personnel médical dormait, les agresseurs ont tué, à bout portant et en plein sommeil, deux techniciens et quatre infirmières, blessant grièvement une septième personne. « Nous ne savons pas quel type d'armes a été utilisé, mais d'après le bruit, elles étaient munies de silencieux. Nous avions quinze collaborateurs dans le bâtiment et nous ne savons pas pour quel motif ils ont été épargnés », a déclaré, lors d'une conférence de presse, le chef de la délégation du CICR à Moscou, Thierry Meyer.

LE VILLAGE DU PRÉSIDENT

Déniant au crime tout motif crapuleux – les médicaments, l'argent ou les effets personnels des victimes n'ayant pas été touchés – le représentant du CICR l'a qualifié d'acte « délibéré », visant à frapper l'opinion internationale et la veille de l'envoi d'éventuels observateurs étrangers en vue des élections prévues le 27 janvier 1997 en Tchétchénie. L'assassinat, l'un des plus graves de toute l'histoire du CICR, n'a pas été revendiqué et a poussé l'organisation à suspendre ses activités en Tchétchénie. Dès mardi, soixante dix délégués ont été évacués vers Nalchik, la capitale d'une petite république caucasienne voisine.

Le départ de cette organisation humanitaire, une des plus engagées en Tchétchénie, porte avant tout un rude coup à la population locale. Celle-ci, privée d'eau et



PANUO

d'électricité, continue à vivre dans des ruines et souffre d'un manque de nourriture. Constatés, les habitants de Novye Atagui, un village où réside le président tchétchène, Zelimkhan Idrisiev et le premier ministre du gouvernement provisoire, Aslan Maskhadov, se sont rassemblés toute la journée de mardi autour de l'hôpital. « On ne pouvait pas nous porter un plus mauvais coup », a déclaré mardi sur les ondes de Radio-Liberté, le chef des services tchétchènes de sécurité, Abou Movsae. « Des Tchétchènes n'ont pas pu faire ça aux médecins qui les soignent » a-t-il ajouté.

Qualifié par la partie tchétchène, de « provocation » sciemment organisée à la veille des élections, ce drame donne des arguments à ceux, en Russie, qui ne voient pas d'un bon œil la poursuite du processus de paix. Alors que le retrait des troupes et l'organisation des élections battent leur plein en Tchétchénie, des voix s'élèvent, notamment dans les rangs de l'armée russe : les officiers de la 205 brigade blindée-motorisée, évacués de Grozny vers Boudennovsk au sud de la Russie protestent contre

leur conditions de vie « sous des tentes », a indiqué l'agence Itar-Tass. A Moscou, les « national-patriotes », majoritaires à la Douma (chambre basse du parlement) et partisans d'une restauration de l'URSS, contestent la poursuite du processus de paix.

LE PRÉCÉDENT « ROMANOV »

L'idée selon laquelle « l'armée a été empêchée de mener la guerre jusqu'au bout » a été exprimée plusieurs fois ces dernières semaines dans les colonnes du quotidien militaire Krasnaia Zvezda et lors de l'émission télévisée de l'armée « Aty-Baty » sur la chaîne d'Etat ORT. Interrogé par la chaîne NTV, l'ancien apparatchik et actuel dirigeant de l'Union des entrepreneurs et des industriels russe, Arkadi Volkov, a déclaré qu'« à chaque fois que des négociations ont été engagées, semblables provocations ont vu le jour ». Il a notamment évoqué l'assassinat en juillet 1995 en Tchétchénie du général Romanov, qui menait les pourparlers côté russe. « Les coupables n'ont jamais été retrouvés ».

Marie Jégo

L'OTAN donne l'ordre de déployer une nouvelle force en Bosnie

LE CONSEIL de l'Atlantique-Nord, qui réunit les ambassadeurs des seize pays membres de l'OTAN, a donné son accord, lundi 16 décembre, au projet de déploiement de la nouvelle force de stabilisation (SFOR), qui doit remplacer, à partir du 20 décembre, l'IFOR en Bosnie. Forte d'une trentaine de pays, dont la moitié sont membres de l'OTAN, la SFOR achèvera son déploiement en février 1997 pour exécuter ensuite une mission de dix-huit mois. Le ministre français de la défense, Charles Millon, et son collègue allemand, Volker Rühe, ont prévu d'aller en Bosnie, lundi 23 et mardi 24 décembre, pour y inspecter le dispositif commun aux deux pays, à partir de leur brigade conjointe.

Sous les ordres du général (américain)

William Crouch, commandant les forces terrestres du Centre-Europe à Heidelberg, en Allemagne, qui sera secondé par le général (français) Marc Wymel, la SFOR comprendra 31 000 hommes, dont 5 000 seront en réalité pré-positionnés hors de la Bosnie, prêts à épauler le dispositif principal. Selon les circonstances, la SFOR peut recevoir l'appui aérien et naval de commandements alliés dans le Sud-Europe, principalement en Italie et en état d'alerte à dix jours.

La SFOR sera organisée en trois commandements de forces terrestres : un contingent à base de soldats américains dans le Nord (autour de Tuzla et du col de Posavina), un détachement composé essentiellement de Britanniques dans le Sud-Ouest (autour de Banja Luka), et un détachement sous res-

ponsabilité française dans le Sud-Est (autour de Sarajevo, Mostar et Gorazde).

UNE PREMIÈRE POUR LA BUNDESWEHR

Le dispositif français sera sous l'autorité du général Yves Le Chatelier, adjoint au général commandant la circonscription militaire de défense « Méditerranée » à Marseille. Avec un état-major à Orléans, non loin de Mostar, cette force sous commandement français comprend trois groupements multinationaux réunissant 2 500 Français, 2 030 Allemands, 1 700 Italiens, 1 420 Espagnols, 800 Marocains, 400 Ukrainiens, 330 Portugais, 200 Égyptiens, 30 Albanais et 10 Jordaniens. Les Français et les Allemands – ces derniers étant chargés, en outre, de déployer un hôpital – proviennent de la bri-

gade mixte créée à la fin des années 80 et ils sont aussi responsables de la logistique arrière commune à la SFOR, depuis le port croate de Ploce où sont basés des hélicoptères. C'est la première fois que la Bundeswehr s'engage au sein d'une force en Bosnie.

Officiellement, la force sous commandement français a reçu pour consignes de constituer un dispositif de surveillance et de renseignement, de faire preuve d'une capacité de réaction immédiate susceptible d'empêcher toute escalade sur le terrain, et de pouvoir engager des renforts pour un retour à une situation normale si celle-ci venait à être troublée par des incidents.

Jacques Isnard

En signe de détente, le président de Serbie a reçu une délégation d'étudiants

Slobodan Milosevic a estimé que les litiges électoraux devaient « être tirés au clair » sans « cacher la vérité »

EN RECEVANT, mardi 17 décembre, pour la première fois, un groupe d'étudiants contestataires venus de Nis, dans le sud du pays, Slobodan Milosevic a fait un nouveau geste de détente en direction de ses opposants. Le président de Serbie a assuré, à cette occasion, que les litiges concernant les élections municipales devaient être examinés. « Les élections municipales sont terminées, il y a des remarques. Petites ou grandes, elles doivent être tirées au clair, a-t-il affirmé en assurant : à cet égard, vous pouvez compter sur un ferme engagement de l'Etat de droit ».

M. Milosevic a encore assuré, au cours de cet entretien dont la télévision officielle a diffusé de larges extraits, qu'« il n'y a aucune volonté de cacher la vérité ». A l'issue de la rencontre, qui constituait aussi la première apparition du président Milosevic depuis le début des ma-

nifestations, les étudiants ont indiqué que le président leur avait promis de « faire tout le nécessaire pour que la loi et la volonté électorale des citoyens soient respectées ».

29^e JOURNÉE DE PROTESTATIONS

Selon l'agence officielle Tanjug, les étudiants ont remis au chef de l'Etat un dossier concernant les élections municipales dans leur ville et prouvant la victoire de l'opposition, que M. Milosevic a transmis au gouvernement. Le président de Serbie a « demandé au gouvernement d'ordonner au ministère de la Justice d'examiner d'une manière approfondie cette documentation », écrit l'agence.

Peu après cette entrevue, plus de 70 000 personnes ont de nouveau manifesté à Belgrade contre le régime, pour la 29^e journée consécutive. Devant les manifestants, l'un des trois dirigeants de la coali-

tion de l'opposition, Vuk Draskovic, a réclamé une nouvelle fois le départ de M. Milosevic. « Le système doit changer, et il [M. Milosevic] doit partir », a lancé M. Draskovic. « Ceci n'est pas une révolte contre un vol électoral, c'est une révolte contre tous les vols commis depuis qu'il est au pouvoir », a dit le chef du Mouvement serbe de renouveau (SPO).

La Cour suprême de Serbie a d'autre part reconnu, mardi, la victoire de l'opposition dans l'une des seize maires de Belgrade aux municipales du 17 novembre. Le Parti socialiste (SPS) du président Milosevic a aussitôt annoncé qu'il faisait appel de ce jugement. La maire de Savski Venac est la troisième où la justice – considérée par ses détracteurs comme proche du pouvoir – reconnaît la victoire de l'opposition. Dimanche et lundi, elle avait annulé les victoires que le SPS

s'était attribuées à Nis, la deuxième ville de Serbie, et à Smederevska Palanka (Centre).

De son côté, Zoran Ljilic, président la République fédérale de Yougoslavie (RFY-Serbie et Monténégro), a déclaré à la télévision que « les décisions des tribunaux doivent être respectées aussi bien par le parti au pouvoir que par l'opposition ». Le Parlement de Serbie, boycotté par la coalition d'opposition Ensemble, a décidé, à l'initiative du SPS, d'organiser une discussion entre représentants de tous les partis sur « les enseignements des élections » municipales controversées et le rôle des médias, a rapporté Tanjug.

Dans la soirée, la télévision officielle de Belgrade a annoncé qu'une première manifestation de soutien au président Milosevic avait eu lieu, mardi, à Majdanpek (110 km au sud-est de Belgrade). La télévision a montré plusieurs mil-

liers de personnes brandissant des portraits du président et des pancartes sur lesquelles on pouvait lire « Vive Sloba », « Vive la Serbie » et « Pour la paix et le progrès », tandis qu'une militante du Parti socialiste (SPS, au pouvoir) dénonçait l'opposition et sa « politique destructrice ».

L'ancien président du gouvernement espagnol, Felipe Gonzalez, a d'autre part été officiellement chargé, mardi, d'enquêter sur la crise en Serbie. Le président en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), Flavio Cotti, a indiqué que M. Gonzalez et sa délégation partiront dans les prochains jours pour Belgrade, afin « d'obtenir des informations de toutes les forces politiques et de toutes les institutions, y compris les médias, sur les faits et événements liés aux élections municipales ». (APR)

Des documents secrets sur les GAL sont publiés par la presse espagnole

MADRID

de notre correspondante
Depuis des mois, l'Espagne vivait au rythme d'un débat qui semblait devoir durer encore jusqu'au début de l'année prochaine et qui se résumait à une seule question : fallait-il, oui ou non, déclasser les papiers du Cesid ? C'est-à-dire permettre aux juges qui les réclament d'avoir accès à certains documents des services secrets militaires (Cesid), pour l'instruction de l'affaire des GAL, ces commandos de la mort antiterroristes responsables d'une vingtaine d'assassinats dans les milieux indépendantistes basques du sud de la France, entre 1983 et 1987.

Le gouvernement socialiste de Felipe Gonzalez, dont plusieurs membres sont officiellement impliqués dans l'affaire, avait refusé. Comme a refusé également, en août, l'actuel gouvernement conservateur de José Maria Aznar, pour « disait-il » « ne pas mettre en cause la sécurité de l'Etat ».

Mais, en deux jours, tout semble avoir basculé, vidant de son sens ce fameux débat sur la « sécurité de l'Etat » et mettant dans l'embarras justice et gouvernement : les « papiers » ultra-secrets du Cesid non seulement ne le sont plus, mais ils peuvent même être consultés commodément dans la presse. Lundi 16 décembre, El Mundo, le quotidien conservateur auquel ne déplaît pas un certain côté sensationnaliste, a commencé à les publier par tranches. Mardi, c'était au tour d'El País de prendre la relève en imprimant dans un cahier spécial les vingt documents d'un coup.

« MARCHE » AVEC LA MAFIA ?

Il ressort de ces textes et comptes-rendus téléphoniques que les services secrets espagnols, même si le mot GAL n'est pas prononcé, se sont préparés, comme l'écrit clairement un document, « dès 1983, à mener des actions violentes dans le sud de la France ». Il est aussi indiqué que les futures « actions » devaient être menées par du personnel de la Guardia Civil de Intauro de Saint-Sébastien. D'autres documents font état d'un « marché » éventuel avec la Mafia qui, moyennant quelques accommodements, aurait pu fournir une assistance « technique » dans la lutte antiterroriste.

L'interprétation de ces documents est radicalement différente : pour El Mundo, ils apportent la preuve que le Cesid a créé les GAL, y compris leur logo où un serpent a la tête tranchée par une hache (le serpent et la hache appartiennent aussi au symbole de l'ETA), et surtout que Felipe Gonzalez, bien que blanchi dans cette affaire par le Tribunal suprême le 5 novembre, est en fait directement impliqué. Cette interprétation est au contraire vigoureusement démentie par El País. Tout se joue en fait sur trois petites lettres figurant dans plusieurs documents : PTE. El Mundo estime qu'il s'agit là de l'abréviation de « Presidente », ce qui renvoie à Felipe Gonzalez, alors au gouvernement. El País au contraire estime que PTE signifie « pendiente » (« affaire en cours »).

Quant à la véracité de ces papiers, dont El País dit lui-même qu'il s'agit de « photocopies de photocopies », et qui proviennent vraisemblablement de certains documents volés au Cesid, saisis dans la cellule de prison du colonel Juan Alberto Perote (ex-numéro deux des services secrets), elle est difficile à établir. Le ministre de la défense, Eduardo Serra, s'est borné à déclarer mardi soir que ce qu'avait publié la presse était bien conforme aux fameux papiers qu'il avait vus au Cesid mais que les originaux ayant été détruits, on ne pouvait savoir si ces copies de copies n'avaient pas été manipulées à l'origine.

Marie-Claude Decamps

Jeune Ligne

s documents
rets sur les Gal
nt publiés
r la presse
pagnole

FRANCE

LE MONDE / JEUDI 19 DÉCEMBRE 1996

POLITIQUE ÉCONOMIQUE

La désignation de deux nouveaux membres du conseil de la politique monétaire de la Banque de France, à laquelle Jacques Chirac doit pro-

céder d'ici la fin de l'année, provoque un conflit larvé entre le président centriste du Sénat, René Monory, et le chef de l'Etat. Le sénateur de la Vienne estime que la

composition de la liste des candidats risque d'aboutir à réduire la majorité des partisans du « franc fort » au sein du conseil. ● LA POSITION adoptée par les partisans

d'Alain Juppé a eu pour effet d'annuler, à l'Assemblée, le plafonnement de l'impôt sur la fortune adopté par le Sénat. ● LE GOUVERNEUR de la Banque de France, Jean-

Claude Trichet, a annoncé, mardi 17 décembre, ses objectifs de politique monétaire pour l'année 1997. La banque a réduit ses deux principaux taux directeurs.

René Monory part en guerre pour l'« orthodoxie » de la Banque de France

Mécontent de la façon dont se prépare la nomination de deux nouveaux membres du conseil de la politique monétaire, le président du Sénat reproche à Jacques Chirac de faire la part belle aux adversaires du traité de Maastricht et de la politique de Jean-Claude Trichet

LA COMPOSITION du conseil de la politique monétaire (CPM) de la Banque de France risque-t-elle d'être sensiblement modifiée ? Et, par contre-coup, la politique monétaire risque-t-elle d'en être affectée ?

Pour l'heure, René Monory, qui est l'un des protagonistes de cette affaire, n'a pas encore véritablement paru sur le terrain. Mais à déjà laissé paraître son mécontentement. Sur RTL, mercredi 18 décembre, il s'est borné à une mise en garde : « Il est impératif, a-t-il observé, que l'on garde l'orthodoxie de la Banque de France ». En apparence anodine, cette petite phrase doit être décodée : très en colère, le président du Sénat craint, en réalité, que la politique monétaire n'entre de nouveau dans une phase de turbulence.

L'histoire commence au début du mois de novembre. Les mandats de deux membres du CPM arrivant à échéance à la fin de l'année (celui de l'ancien journaliste Jean Boissonnat et celui de Bruno de Maulde), le président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin, celui du Sénat, M. Monory, et celui du Conseil économique et social, Jean-

Mattéoli, commencent à se concerter. Au terme de la loi, ils doivent élaborer une liste de six noms, soumise pour avis au conseil de la politique monétaire, avant que le chef de l'Etat n'arrête son choix sur deux noms.

Pour constituer cette liste de six noms, les trois présidents ont deux possibilités : soit constituer une liste commune ; soit, en cas de désaccord, présenter chacun deux candidats. Au début, tout se passe pour le mieux : M. Séguin fait savoir à ses interlocuteurs que les deux sortants ayant été choisis sur les listes présentées en leur temps par MM. Monory et Mattéoli, il ne se sent pas directement concerné par la question. Il accepte donc la procédure de la liste unique.

La première liste commune qui voit le jour est composée de Jean Boissonnat, dont la reconduction est proposée ; de Daniel Lebègue, ancien directeur du Trésor, proche des socialistes et, actuellement, directeur général de la BNP ; de Jean-René Bernard, sous-gouverneur du Crédit foncier et ancien collaborateur de Georges Pompidou à l'Elysée ; de Pierre Achard, conseiller fi-

nancier à Bonn et ancien membre du cabinet de Raymond Barre à Matignon ; d'Alain Prate, dirigeant de la Banque européenne d'investissement ; de Robert Pelletier, ancien directeur général de l'Association française des établissements de crédits.

A l'époque, le président du Sénat est satisfait : d'abord, la liste commune ne comprend qu'un seul anti-maastrichtien, en la personne de M. Pelletier, dont les chances

sont minimes ; ensuite et surtout, M. Monory est parvenu à éviter la présence sur la liste d'un autre candidat anti-maastrichtien, Pierre Guillen, l'ancien homme fort de la puissante fédération patronale de la métallurgie et fondateur de la Conférence de l'entreprise, association qui s'est fortement impliquée dans la campagne présidentielle de M. Chirac.

Le président du Sénat peut donc penser que les rapports de force in-

terne au CPM ne seront pas modifiés avec, d'un côté, six partisans déclarés de la politique du « franc fort » (dont le gouverneur, Jean-Claude Trichet, les deux sous-gouverneurs, Denis Fennan et Hervé Hannoun, Michel Albert et les deux entrants) et, de l'autre côté, trois « hétérodoxes », partisans plus ou moins déclarés d'une baisse accélé-

rée des taux d'intérêt (Denise Flouzat, Jean-Pierre Gérard et Paul Marchelli).

Subitement, le savant montage s'effondre. Le 30 novembre, de Pérouges où il rencontre Helmut Kohl, M. Chirac appelle M. Monory, qui est à la chasse, pour s'étonner que M. Guillen ne figure pas sur la liste. Peu après, le président de l'Assemblée nationale fait savoir à son homologue du Sénat qu'il est revenu sur sa décision et qu'il préfère la procédure de la désignation séparée.

Pourquoi cette volte-face ? Tous les experts du dossier sont convaincus que le chef de l'Etat ne choisira pas les deux nouveaux membres sur la liste de M. Séguin, sa sensibilité étant déjà représentée à la Banque de France, mais sur celles de M. Monory et de M. Mattéoli. Il semble donc acquis que les deux candidats finalement présentés par le président de l'Assemblée (MM. Guillen et Bernard) n'ont aucune chance et que le choix se portera sur les listes des présidents du

Le président du Sénat tance le premier ministre

Dans un entretien publié par *Le Parisien* mercredi 18 décembre, René Monory (UDF-FD), président du Sénat, estime que « la première qualité d'un bon premier ministre, c'est de ne pas vouloir tout faire lui-même ». « Qu'il laisse donc à ses ministres davantage d'autonomie ! Et qu'il ne s'engage pas dans des dossiers, comme celui des rotiers, où il n'a rien à faire ! » lance-t-il à l'adresse d'Alain Juppé, qu'il juge cependant « fidèle, sûr, courageux ».

S'il réaffirme son regret « que le président [de la République] n'ait pas dissous l'Assemblée dans la foulée de son élection » et s'il émet des réserves sur le style de son intervention sur TF1, le 12 décembre, M. Monory rend toutefois hommage à Jacques Chirac sur l'Europe. « La réussite de l'euro, déclare-t-il, va accélérer forcément la construction politique de l'Europe (...). Alors là, sans hésitation, je dis : bravo Chirac ! Il est allé bien au-delà de ce que nous pouvions espérer de lui sur ce dossier central. »

La majorité renonce à rétablir le plafonnement de l'impôt sur la fortune

APRÈS UN MOIS de polémiques et de flottements, le Parlement a rejeté, mardi 17 décembre, un amendement du Sénat au projet de budget 1997 qui allégerait l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) pour un million de patrimoines d'un montant de 15 millions de francs. La commission mixte paritaire (CMP), composée de sept députés et de sept sénateurs, chargée de rédiger une version commune aux deux Assemblées du projet de loi de finances pour 1997, a pris sa décision par 8 voix contre 5, un terme d'un long débat.

Outre les trois représentants de l'opposition, cinq députés de la majorité ont voté contre la modification de l'ISF. Les cinq sénateurs de la majorité sont restés fidèles à la ligne éditoriale par la majorité sénatoriale. Le centriste Pierre Méhaignerie, président de la commission des finances de l'Assemblée, qui était favorable à la position du Sénat, n'a pas participé au scrutin.

Après avoir sollicité une modification de l'ISF par le biais des déclarations du président de la République fin octobre, après l'avoir encouragée durant les débats budgétaires du Sénat, le gouvernement a organisé un repli précipité sur un dossier devenu source de déchirements à l'intérieur de la majorité et d'un conflit entre les deux Assemblées. Aussi, dans l'entourage du premier ministre, s'est-on activé pour organiser, dans le cadre de la CMP, un barrage à l'amendement des sénateurs.

Michel Péricard, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, opposé à l'amendement

du Sénat, reconnaît que la majorité a « travaillé pendant trois jours » à cette solution. Jean-François Copé (RPR), dans un premier temps favorable à l'allègement de l'ISF, a annoncé, le 16 décembre, qu'il changerait d'avis (*Le Monde* du 18 décembre). Le revirement de ce proche d'Alain Juppé ne pouvait qu'apparaître comme un signal aux deux députés de la majorité dont les voix étaient incertaines, Michel Imbach (RPR) et Jean-Pierre Thomas (UDF-PP).

ATMOSPHÈRE « TENDUE »

Il s'agissait, surtout, pour l'exécutif, d'éviter que ne soit organisé, mercredi 18 décembre, un débat en séance publique sur un sujet politiquement embarrassant et qui serait apparu comme une nouvelle fissure de la base RPR. Une centaine de députés RPR, dont les partisans de Philippe Séguin, avaient annoncé leur décision de déposer un amendement visant à supprimer celui du Sénat. « Le gouvernement n'avait aucune raison de satisfaire Philippe Séguin », observe M. Copé.

Mécontents de la tournure des événements, les cinq sénateurs RPR et UDF de la CMP ont refusé de prendre part au vote sur l'ensemble du texte de la loi de finances. « Il n'est pas sain qu'une commission mixte paritaire, pour se prononcer, se préoccupe des préoccupations du gouvernement ou des sentiments du président de l'Assemblée nationale », a déclaré Alain Lambert (Union centriste), rapporteur général du budget

au Sénat et principal promoteur de l'amendement sur l'ISF.

Plusieurs participants affirment que cette réunion s'est déroulée dans une atmosphère « tendue ». « Si les députés n'allaient pas toutes les deux minutes chercher des instructions à Matignon, ils auraient moins d'avis d'âme », a encore relevé M. Lambert. Le sénateur fait allusion au fait que les députés de la majorité, durant toute la séance de la CMP, avaient chargé deux d'entre eux, M. Thomas et M. Copé, de prendre contact avec l'entourage de M. Juppé. Il s'agissait de s'assurer que Matignon était disposé à accepter les « conditions » posées par la CMP sous l'impulsion de M. Méhaignerie.

Par un communiqué, la majorité de la CMP souligne qu'elle a accepté de maintenir le système actuel de taxation des patrimoines, qu'elle juge « négative pour l'emploi », à la « condition », dans un prochain texte à caractère financier (il en est prévu un en mars), « le gouvernement propose les réformes de la fiscalité du patrimoine de nature à encourager la création ou la préservation de l'emploi, et ce, en prévoyant leur application dès l'année 1997 ». Reconnaissant que l'opinion publique n'y était pas préparée, M. Méhaignerie estime qu'une « explication pédagogique » doit être faite avant que la question de l'ISF ne soit de nouveau soumise - cette fois par le gouvernement - aux parlementaires.

Fabien Roland-Lévy

Jean-Claude Trichet appelle les entreprises à investir

L'institut d'émission a légèrement abaissé ses deux taux directeurs, mardi 17 décembre

LE CONSEIL de la politique monétaire de la Banque de France (CPM) a annoncé, mardi 17 décembre, une baisse de ses deux taux directeurs. Le niveau - plafond - des prises en pension de cinq à dix jours a été ramené de 4,75 % à 4,60 %. Celui - plancher - des appels d'offres a été porté de 3,20 % à 3,15 %. Il s'agit de la onzième baisse de ce taux depuis le début de l'année.

L'institut d'émission a pris acte du rebond du franc face à la monnaie allemande observé après l'adoption, le 13 décembre, à Dublin, du « pacte de stabilité » par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne. Aux yeux des investisseurs, cet accord a renforcé la probabilité de voir l'euro être lancé le 1^{er} janvier 1999. Du même coup, le deutschemark, qui bénéficie d'un statut de monnaie refuge, s'est affaibli face à l'ensemble des devises. Lundi soir, le franc s'échangeait à 3,3730 francs pour 1 mark, son plus haut niveau depuis la fin du mois d'avril. Il était tombé à 3,40 francs pour 1 mark le 29 novembre, à la suite des remous provoqués par les appels à la réévaluation du dollar lancés par l'ancien chef de l'Etat Valéry Gis-

card d'Estaing et relayés par Paul Marchelli et Jean-Pierre Gérard, membres du conseil de la Banque de France.

L'écart entre le taux des appels d'offres français et les prises en pension de la Bundesbank (fixé à 3 %) est désormais ramené à 0,15 %. En l'absence d'un nouvel assouplissement de la politique monétaire allemande, la marge de manœuvre de la Banque de France apparaît très limitée : il n'est pas envisagé pour l'instant, compte tenu de la composition actuelle du conseil de l'institut d'émission, que les taux français passent sous leurs homologues allemands.

Or un geste de la Bundesbank semble de moins en moins probable. Dans son rapport mensuel, publié mardi, la banque centrale allemande estime que « les taux directeurs paraissent adaptés à la situation de l'ensemble de l'économie ». Elle ajoute qu'« accroître le rôle de la politique monétaire pour stimuler l'économie risquerait de faire remonter les taux d'intérêt à long terme et accroître le danger de bulles spéculatives sur les marchés ».

Après la réunion du CPM, le gouverneur de la Banque de

France, Jean-Claude Trichet, a dressé le bilan de la politique monétaire pour 1996. Il s'est félicité de la stabilité des prix, de celle du franc « vis-à-vis des monnaies les plus crédibles » d'Europe et de la détente des taux d'intérêt « d'une ampleur et d'une rapidité sans précédent ». Depuis le début de l'année, les rendements à trois mois ont retenu de 4,70 % à 3,35 %. Les taux d'intérêt à dix ans - indicateur très suivi par l'institut d'émission, qui y voit une mesure de sa crédibilité - se sont repliés de 6,65 % à 5,80 %. Dans ce contexte, M. Trichet juge que « le moment est venu d'investir » pour les entreprises et pour les ménages.

NOUVELLE RÉFÉRENCE INTERNE

Présentant les perspectives économiques et monétaires du CPM pour 1997, M. Trichet a souligné que « les banques centrales ne commandent pas la croissance ». Il a précisé que « la croissance potentielle de l'économie française est sur le moyen terme de 2,5 %, niveau qui peut être dépassé compte tenu d'une capacité de rattrapage de la croissance ».

La nouveauté monétaire pour 1997 tient à la modification de

Fobjectif interne. Jusqu'à présent, la Banque de France prenait pour référence l'agrégat de monnaie M3, censé mesurer l'ensemble des liquidités à la disposition de l'économie. Estimant que l'évolution de M3 a été perturbée dans la période récente par « une réallocation massive des flux de placement en faveur d'actifs non monétaires », le CPM a décidé de suivre désormais une large gamme d'agrégats monétaires, des plus étroits (comme M1, qui mesure la quantité de billets, de monnaies et de dépôts à vue) aux plus larges. Au cours des quatre dernières années, la croissance de M3 s'est inscrite au-dessous de l'objectif de 5 % défini par la Banque de France.

La Bundesbank pourrait d'ailleurs également annoncer, jeudi, qu'elle modifie elle aussi sa référence monétaire interne. Au lieu d'un objectif annuel, elle fixerait pour M3 un cap sur deux ans. Certains économistes s'étonnent à l'avance que les deux banques centrales, supposées coopérer de façon très étroite, n'aient pas choisi d'adopter le même indicateur monétaire.

Pierre-Antoine Delhommais

LE COUPLE FRANCO-ALLEMAND

GEORGES-HENRI SOUTOU

L'alliance incertaine

104 p.
160 F

C'est une histoire perdue de bonne volonté et d'arrière-pensées que raconte ce livre marqué par l'érudition et la précision universitaires de son auteur. Historien, professeur à la Sorbonne, Georges-Henri Soutou rappelle quelques faits oubliés ou secoue quelques idées reçues, devenues depuis des années des tabous de la pensée politique française.

Daniel Verneil, *Le Monde*

L'Histoire chez FAYARD

Louis Viannet va quitter le bureau national du Parti communiste

Le vingt-neuvième congrès du PCF, qui s'est ouvert mercredi à la Grande Arche de La Défense, sera notamment marqué par l'arrivée de nouveaux dirigeants, et le départ des « poids lourds » de la CGT

Le 29^e congrès du Parti communiste s'est ouvert, mercredi 18 décembre, à la Grande Arche de la Défense. Dans son rapport inaugural, Robert Hue a défendu « l'union » de la gauche. Le secrétaire na-

tional du PCF a plaidé pour une participation de ministres communistes, présentés comme des « relais citoyens », à un gouvernement d'union de la gauche en cas de victoire électorale en 1998. M. Hue a cepen-

dant interpellé les socialistes en évoquant, « d'ici l'échéance électorale » de 1998, une « base d'engagement commun » et a dénoncé le « carcan » de Maastricht. Ce congrès devrait être marqué par le départ

du bureau national des dirigeants de la CGT, Louis Viannet et François Duteil, qui y siégeaient encore. Par ce geste, qui écorne le modèle de la « courroie de transmission » défini en 1919 par la III^e Internatio-

nale, le secrétaire général de la CGT veut donner un nouveau signe de son autonomie, afin notamment de favoriser la candidature de son organisation à la Confédération européenne des syndicats.

« LE BESOIN d'une réflexion nouvelle me paraît être maintenant assez largement ressenti, aussi bien du côté des syndicats que des partis politiques. J'estime cette maturité très bénéfique pour les uns comme pour les autres. Des pages doivent être tournées », expliquait Louis Viannet, en novembre 1995, un mois avant le 45^e congrès de la CGT, dans son livre *Syndicalisme, les nouveaux défis* (VO Éditions).

A l'issue du 29^e congrès du PCF, qui se tient du 18 au 22 décembre, à la Défense, une page risque effectivement de se tourner. Plus aucun membre de la direction de la CGT ne devrait faire partie du bureau national du PCF. Louis Viannet qui, depuis février 1982, siège au bureau politique du PCF, transféré en bureau national en février 1994, et François Duteil, membre du bureau confédéral de la CGT, ne devraient pas se repré-

senter. Après le départ de la FSM, l'ex-internationale syndicale communiste, acquis lors du dernier congrès de la CGT, il s'agit d'une seconde manifestation d'autonomie.

M. Viannet compte ainsi inaugurer une nouvelle phase des relations entre le parti politique et l'organisation syndicale, placée sous le signe d'une plus grande clarté et d'une plus grande indépendance. Le modèle de la « courroie de transmission », institué par la III^e Internationale en mars 1919, est sérieusement écorché.

Il s'agit toutefois d'une transition en douceur. Les liens entre les deux organisations sont loin d'être coupés. Le secrétaire général de la CGT tient à rester membre du comité national du PCF. Sa décision ne constitue pas non plus un acte de défiance vis-à-vis de la ligne de « mutation » du PCF, dé-

fendue par Robert Hue. Contrairement aux relations exécrables qui existaient entre Georges Marchais et Georges Séguin, M. Hue et M. Viannet se connaissent depuis longtemps et s'apprécient.

Mais déjà le secrétaire général de la CGT n'assiste quasiment plus aux réunions du bureau national. En décembre 1995, il avait remercié M. Hue de ne pas avoir pris part au mouvement social, reconnaissant implicitement le champ de compétence des deux organisations.

Pragmatique, M. Viannet sent que cette mutation est nécessaire. Chaque année, depuis quatre ans, la CGT commande en septembre un sondage à l'Institut CSA sur son image, auprès de 1 000 personnes, selon la méthode des quotas. La réponse qui vient en tête auprès de 47 % des salariés pour modifier l'image de la CGT est de « se cou-

per de toute influence politique ». Cette réponse est en progression constante, elle était de 43 % en 1994 et de 45 % en 1995. Auprès des sympathisants de la CGT, elle atteint, dans la vague de septembre, 43 %.

AUTONOMIE CROISSANTE

M. Viannet a aussi pu constater que l'autonomie paie. Les distantes prises par le MRAP et le SNES (Syndicat national de l'enseignement du secondaire) vis-à-vis du PCF ont renforcé l'autorité de ces organisations. De plus, dans les départements, les relations se sont distendues. Alors que le secrétaire général de l'union départementale CGT siégeait traditionnellement au bureau fédéral du PCF, cette pratique est désormais battue en brèche. Dans le Pas-de-Calais, où le PCF est particulièrement dur, la secrétaire de l'UD-CGT, élue en

juin, membre du PCF, a refusé de siéger dans cette instance. Dans d'autres départements, qui se comptent sur les doigts d'une main, il y a des secrétaires d'UD non communistes. Dans beaucoup de départements, le secrétaire de la CGT n'assiste pas aux réunions, à l'instar de M. Viannet.

L'aspiration à une plus grande autonomie apparaît très forte parmi les nouveaux délégués CGT. Mais cette tendance se heurte aux conservatismes de l'appareil cégétiste. Le nouveau secrétaire de l'UD de Paris, qui vient d'être élu, a aussitôt été proposé au bureau fédéral du PCF. Les UD du Rhône ou des Bouches-du-Rhône fonctionnent sur la même pratique. Au sommet de la CGT, les débats sont aussi vifs. Certains cagiques ont parlé de « mutilation » lorsqu'on leur a demandé de ne plus cumuler leurs fonctions dans les instances

dirigeantes de la CGT et du PCF.

Toutefois, le comité national du PCF va être l'objet d'un fort renouvellement parmi les cégétistes. Gérard Alezard et Jean-Christophe Le Duigou, qui représentent l'aile moderniste de la CGT, quittent cette instance, tandis que Bernard Thibault, secrétaire général de la fédération des cheminots et Denis Cohen, son homologue de la fédération de l'énergie, deux « poids lourds », vont faire leur entrée.

Sur l'Europe, tout comme sur la politique de l'immigration, la CGT a adopté des positions plus en pointe que le PCF. En quittant le bureau national du PCF, M. Viannet fait aussi un nouveau geste pour faciliter son entrée à la Confédération européenne des syndicats (CES).

Alain Beauvillier

La lutte des classes remplacée par l'« intervention citoyenne »

PLUS DE « BANLIEUE ROUGE », plus de docte estrade : pour son 29^e congrès, le Parti communiste, soucieux de témoigner de sa « mutation » et de son ouverture, a décidé de jouer sur les symboles. Du mercredi 18 au dimanche 22 décembre, les 1 170 délégués et les quelque 600 invités, étrangers et français, se réuniront dans un lieu non communiste, à la Grande Arche de La Défense. Fini le strict encadrement de l'île des Vannes, à Saint-Ouen : les tables, disposées en cercle, rappelleront « l'esprit de la Constituante », ancrant du même coup le congrès dans une histoire bien française. Souci de rupture, donc, pour un congrès que Robert Hue, qui tient son premier discours de secrétaire national, souhaite marquer de son empreinte.

La préparation du 29^e congrès — marquée par un nouveau recul de la participation dans les réunions organisées à tous les échelons, que la direction n'évalue pourtant qu'à 10 % — n'a pas donné lieu à des batailles au grand jour. Le texte a été largement approuvé, comme de coutume, avec 90,45 % de « oui » dans les conférences fédérales (5,3 % de contre, 4,2 % d'abstentions). Des 18 fédérations, une seule, le Pas-de-Calais, a voté contre, à 85,11 %. La Corse-du-Sud qui, depuis le 25^e congrès, votait

contre les textes de la direction, a voté « pour » à 73 %. Pour le secrétaire national, le 29^e congrès, où les opinions des minoritaires étaient indiquées en caractères italiques dans le texte, instaure néanmoins une « nouvelle culture de débats ».

LES ULTRA-ORTHODOXES SEULES

Dans le Pas-de-Calais, à Paris ou ailleurs, les ultra-orthodoxes ont été les seuls à se battre sur des bases claires — en dénonçant le « réformisme » du parti —, n'hésitant pas à reprendre les débats réglés par les précédents congrès, par exemple sur l'« abolition du capitalisme » ou l'« abandon du socialisme ». A ceux-là, Robert Hue rappelle, dans son rapport inaugural au congrès, les leçons déjà enseignées lors du précédent congrès de 1994.

Autour du député des Bouches-du-Rhône, Guy Hermier, les réformateurs, qui avaient exprimé lors du dernier comité national, en octobre, leur opposition au texte unique, ont fait preuve, pendant les conférences fédérales, d'une grande discrétion.

Dans son discours, Robert Hue rappelle son opposition à leur projet de « pôle de radicalité » à la gauche du PS, de manière moins vive que d'habitude. Si, par tradition, le parti s'oppose à de telles alliances dans les élections, il pour-

rait très vite envisager d'autres initiatives communes à la gauche de la gauche.

Face aux « huîtres » convaincus, les conservateurs, au centre, ont manifesté leur opposition à la direction de manière plus subtile. Ralliés, dans les discours, à la « mutation » de Robert Hue, ils ont relayé plusieurs inquiétudes.

D'abord, le devenir et l'identité du parti, et sa vocation à s'impliquer dans les luttes : rompant avec une longue parenthèse, le secrétaire national du PCF réaffirme à leur intention — quoiqu'en des termes nouveaux — la vocation révolutionnaire de son parti, parlant d'un « processus de révolution citoyenne et solidaire ».

De nombreux amendements sont venus aussi rappeler les réticences de nombreux communistes face à la construction européenne : l'appel à un référendum sur l'Europe est ainsi devenu, depuis la mi-novembre, le signe de ralliement de l'opposition orthodoxe à la direction de la place du Colonel-Pabien, discrètement accusée de l'avoir mise sous le boisseau pour faciliter un ralliement au PS.

Dans son texte, le secrétaire national rappelle son attachement à une construction européenne, mais, évoquant le « carcan » de Maastricht, il indique qu'il « exigera » une consultation et « développera une grande campagne pour imposer l'organisation ». Enfin, Robert Hue a répondu clairement « oui », dans son discours à ceux qui, dans les fédérations, se sont inquiétés de la participation des communistes à un gouvernement d'union de la gauche en exigeant, le cas échéant, que « les communistes soient consultés à tous les échelons ».

Plus que les amendements qui seront retenus, c'est pourtant la

nouvelle composition du bureau (22 membres) et du comité national (121) qui témoignent, dimanche, de la réalité de la mutation imposée par Robert Hue. Parmi les figures d'ouverture proposées par les fédérations, qui devraient être accueillies au comité national, Patrick Braouezec, maire refoondateur de Saint-Denis, Marie-Pierre Vieu, la secrétaire nationale de l'UNEF, et Bernard Thibault, le patron CGT des cheminots.

Cinq ou six personnes devraient céder leur place au bureau national. Deux départs ont déjà été annoncés par les intéressés : ceux de Georges Marchais, qui, hospitalisé, n'assistera pas au congrès, et de Philippe Herzog, mardi 17 décembre, qui pourrait aussi annoncer devant les délégués, au congrès, son départ du PCF. « Je suis un peu arrivé au bout de ce que je sais faire dans cette maison. Le Parti ne prépare pas les communistes à assumer les réformes et les transformations sociales qu'ils appellent de leurs vœux », nous a confié le député européen. Dans son sillage, ses amis Bernard Marx, Jean-Christophe Le Duigou et Gérard Alezard quittent d'ailleurs le comité national.

Outre Louis Viannet et François Duteil, qui quittent aussi la direction (lire ci-dessus), Françoise Lazard et Antoine Casanova, proches de Robert Hue, vont laisser la place aux « nouvelles générations ». Plusieurs secrétaires de fédération devraient faire leur entrée au bureau à leur place, parmi lesquels Paul Lescapoul, instituteur, premier secrétaire de la fédération d'Ille-et-Vilaine, Dominique Grador, éducatrice, première secrétaire de la fédération de la Corrèze, et Annick Mattighello, secrétaire de la fédération du Nord.

Ariane Chemin

Robert Hue souligne la vocation du PCF à participer au gouvernement

DANS SON DISCOURS d'ouverture du 29^e congrès du PCF, mercredi 18 décembre à la Défense (Hauts-de-Seine), Robert Hue a notamment déclaré :

« LE PARTI : « Nous voulons être à la hauteur de nos responsabilités. C'est d'un Parti communiste constructif que notre peuple et notre pays ont besoin [...] pour contribuer à rassembler le plus largement possible dans la riposte aux agressions du pouvoir [...] pour ouvrir une perspective politique alternative de changement. [...] Cette "fonction communiste nouvelle", à la fois sociale et politique, ne suppose pas un PC du type "III^e Internationale", mais un PC moderne, ouvert, dynamique, démocratique, en un mot d'un "nouveau type". »

« LE COMMUNISME FRANÇAIS : « A voir ce qu'était le Parti de la fin des années 20 — divisé, squelettique, qui tenait plus d'une secte que d'un parti — et ce qu'il est devenu alors, grâce à tous les efforts qui allaient permettre la victoire de 1936, ne peut-on véritablement parler d'une "première mutation" ? »

« LA LUTTE DES CLASSES : « Pendant longtemps, le mouvement ouvrier s'est mêlé de la notion même de "citoyen", lui préférant celle de "travailleur", de "classe ouvrière". Une telle distinction a eu certes ses mérites, mais elle a eu aussi de terribles inconvénients. Tout cela est à présent largement derrière nous. L'intervention citoyenne rassemblant toutes les catégories [de salariés] dans la riposte n'est-elle pas au cœur de la nouvelle

configuration de la lutte des classes évoquée dans notre projet ? »

« L'UNION À GAUCHE : « Des désaccords importants subsistent entre [le PS] et nous, sur la question de l'argent, comme sur celle de la monnaie unique. Surtout, le PS persiste dans sa démarche passée en présentant son programme [économique] comme celui de "la gauche", dont il ignore le pluralisme. Nous ne nous résignons pas à cette situation. Nous voulons l'union. »

« LE PÔLE DE RADICALITÉ À LA GAUCHE DU PARTI SOCIALISTE : « Cette démarche porte en elle, fit-ce à son corps défendant, le risque de diviser plus que de rassembler. »

« GOUVERNEMENT : « Nous considérons que notre Parti a vocation à participer au gouvernement de la France pour y faire prévaloir la mise en œuvre d'une politique de changement. Nous concevons l'action des élus communistes — et éventuellement des ministres communistes — comme autant de « relais-citoyens » des exigences populaires de la société vers les institutions et le pouvoir. »

« CONTRAT DE MAJORITÉ : « Des camarades proposent que l'on discute dès maintenant d'une « plate-forme » avec les autres forces de gauche, de progrès, écologistes, syndicats, associations. Nous ne pensons pas que ce soit la bonne voie. [...] Mais faut-il exclure que l'intervention citoyenne soit suffisamment efficace pour permettre que se dégage d'ici l'échéance électorale une base d'engagements communs devant les citoyens, répondant aux exigences qu'ils auront exprimées ? Nous ne ménagerons pas nos efforts en ce sens. »

M. Cambadélis (PS) préconise la recherche d'un « lien unitaire »

JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS, chargé des relations extérieures au secrétariat national du PS, fonde la stratégie d'alliance de son parti sur une « souveraineté-association ». Dans une note adressée, mercredi 18 décembre, aux membres du bureau national du PS, l'ancien député de Paris, proche de Lionel Jospin, affirme que les socialistes doivent rechercher, « autour de leur programme », « une nouvelle alliance des couches moyennes, des salariés, des exclus, des jeunes en formation ».

Pour favoriser un nouveau rapport avec les écologistes et les autres partis de gauche, M. Cambadélis souligne deux « écarts » à éviter : « l'unité organique autour d'un programme », avec un « PS tellement modeste qu'il serait un coucou sans lame » ; « le refus de toute alliance », qu'il caractérise par une « attitude hégémonique d'un talon de fer électoral ».

Le but de la démarche proposée, qui doit faire l'objet d'un prochain débat au sein du bureau national après un premier examen le 11 décembre, est de poursuivre la « démarche de souveraineté-association », entamée en 1993 lors des Assises de la transformation sociale. Depuis cette date, le PS a cherché à « remonter la gauche » par une « unité à petits pas » qui a consisté, en 1996, à tenir, de la Mutualité en mars à Bercy en avril, plusieurs rencontres au sommet

des partis de gauche. Pour « entraîner le peuple de gauche » et « aider au rassemblement », M. Cambadélis reprend la formule de M. Jospin sur « un accord politique symbolique ».

« Quelles que soient les postures de nos partenaires, estime le conseiller de Paris, nous cherchons le lien unitaire » : « alliance organique avec Radical ; alliance de deuxième tour avec le PCF », « accords partiels préservant à la fois l'unité et l'autonomie de chacun » avec les écologistes et le Mouvement des citoyens. Passant en revue les « alliés » du PS, M. Cambadélis juge « intéressant » le texte du congrès du PCF, qui définit « ce que ne veut plus le PCF, le "stalinisme" », mais « sans pour autant définir encore précisément ce qu'est le "communisme moderne", son identité, ou sa pertinence historique ».

Ce texte, ajoute-t-il, « allie à la fois l'idée que le PCF ne saurait s'extraire d'une victoire de la gauche, y compris au niveau gouvernemental, tout en faisant de son programme ou de ses exigences le centre de gravité nécessaire à sa participation gouvernementale ».

Les discussions s'annoncent délicates avec le PCF qui, contrairement au PS, refuse tout accord dans les circonscriptions où il y a un danger Front national, une quinzaine selon les socialistes.

Michel Noblecourt

M. Gandois qualifie de « niaiseries » les projets de réduction du temps de travail

LA CONFÉRENCE DE PRESSE qui a suivi l'Assemblée générale annuelle du CNPF a fait souffler, mardi 17 décembre, un grand vent libéral après une réunion ordinaire où les discours sur le « moins d'Etat » avaient été soigneusement contrebalancés par des déclarations sur la fracture sociale et le chômage des jeunes.

Jean Gandois, président du CNPF, a bouleversé cette belle ordonnance en demandant « qu'on cesse avec toutes ces niaiseries » telles que les projets du Parti socialiste de réduire la durée hebdomadaire du travail à trente-cinq heures. « Je vais finir par avoir une attitude que certains qualifient de réactionnaire, bien que je ne sois pas mon genre », s'est-il écrié. Si elle est généralisée, la réduction du temps de travail, non seulement ne crée pas d'emplois, mais en détruit.

M. Gandois a reçu le renfort de l'un de ses vice-présidents, Victor Scherrer. « Plus on réduit le temps de travail, plus on augmente le coût de l'heure travaillée et plus on fragi-

lise les gens que l'on peut remplacer le plus facilement par des machines, c'est-à-dire les moins payés, a affirmé celui-ci. Et nous sommes placés en face d'entreprises américaines où l'on travaille quarante-deux heures et de firmes britanniques qui déclinent rarement en dessous de quarante-huit heures ! »

CRITIQUE DE LA LOI ROBEN

La tonalité a été identique à propos de la loi de Robien, qui allège depuis juillet les charges des entreprises qui réduisent le temps de travail. « Son coût, si elle réussit, ou son échec (...) suffiront à démontrer la nécessité de l'abroger », a lancé M. Gandois qui avait déclaré dans son allocution officielle : « A qui fera-t-on croire que, dans les périodes difficiles, c'est en travaillant moins que l'on remportera la victoire ? Allons-nous également dans ce domaine, comme dans quelques autres, continuer à être persuadés que, si nous sommes seuls à aller dans une direction, c'est parce que nous sommes plus intelligents que les autres ; qu'il y a un

« modèle français » du temps de travail, des services publics et de bien d'autres choses encore... ? »

M. Gandois s'est attiré, le jour même, cette réplique de Gilles de Robien : « En cherchant à discréditer une loi sur l'emploi qui marche, le CNPF prend la responsabilité d'atteindre davantage le moral des Français et de casser la consommation et les chances de croissance », a déclaré le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale.

Sur l'abaissement de l'âge de la retraite à cinquante-cinq ans, M. Gandois s'est déclaré « effrayé par le nombre des professions qui trouvent beaucoup de charme à la retraite ou à la préretraite à cinquante-cinq ans ». Après un coup de griffe à l'amendement Aubry confiant aux tribunaux le soin d'apprécier les plans sociaux alors que, selon le « patron des patrons », ils connaissent mal l'entreprise, Denis Kessler, vice-président chargé de la commission économique, n'a pas détonné en se lançant dans une philippique à propos de l'impôt de solidarité sur

la fortune (ISF) : « Demander à quelqu'un d'utiliser plus que la totalité de son revenu pour payer cet impôt est de l'imbécillité pure », a-t-il dit. « L'ISF a été déplaçonné en 1995 par erreur. Il faut réintroduire un plafond pour éviter que les gens placent leur fortune ailleurs qu'en France. Cela ne concerne pas seulement un millier de personnalités, mais tous ceux qui prennent des risques dans l'entreprise. »

Autant dire que, dans ce contexte, la « main tendue » aux jeunes, auxquels des stages de neuf mois seront proposés dans le cadre de leur cursus universitaire, est passée inaperçue. Tout comme l'annonce d'une assemblée extraordinaire pour l'automne 1997 qui sera consacrée à la remise à neuf d'un CNPF « qui sent le vieux », selon M. Gandois et que M. Scherrer propose de refondre en un « conseil des entreprises françaises », auquel pourraient adjoindre directement les grands groupes.

Alain Faujas

Service

nuniste

La qualité d'anciens combattants reconnue aux volontaires en Espagne provoque des remous au Sénat

Une mesure prise en hommage à André Malraux

LA GUERRE D'ESPAGNE n'est pas finie pour tout le monde. Du moins si l'on en croit certaines réactions hostiles de sénateurs à la disposition du « collectif » budgétaire 1996, introduite le 6 décembre à l'Assemblée nationale en mémoire d'André Malraux et accordant la qualité d'anciens combattants aux volontaires des Brigades internationales.

L'examen de ce « collectif », article par article, doit débiter en séance publique, mercredi 18 décembre, au Sénat. Le débat sur cette fameuse « disposition Malraux » promet d'être animé. Mardi, adoptant une ligne prudente, Christian Poncelet, président (RPR) de la commission des finances, et Alain Lambert (Union centriste), rapporteur général du budget, étaient tentés de s'en remettre à la « sagesse » du Sénat, s'agissant d'une « disposition politique qui n'est pas strictement budgétaire ». « Est-ce réellement le problème le plus important du moment ? » s'interrogeait M. Lambert, sans doute pas mécontent de trouver le président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin, revendique la paternité. Pour avoir fait pression contre l'amendement sénatorial sur l'ISF (lire page 5).

M. Séguin est devenu plutôt impopulaire, ces jours derniers, au Palais du Luxembourg.

En tout cas, lors d'une première réunion en commission, Angèle Cazalet (RPR, Pyrénées-Atlantiques) a mis en garde ses collègues contre le fait que cette mesure, annoncée par Jacques Chirac (Le Monde du 24 octobre) suscitait chez les anciens combattants la désapprobation la plus vive est venue de Jacques-Richard Delong (RPR, Haute-Marne), « très hostile » car « les volontaires de la guerre d'Espagne n'ont pas combattu dans l'armée française ».

SE RÉFÉRER À LA « DÉFINITION »

Pour justifier son hostilité, M. Delong a précisé qu'il agit par « fidélité », en se référant à « la définition des anciens combattants retenue par l'Union nationale des combattants ». L'UNC a connu une histoire houleuse : créée au lendemain de la première guerre mondiale, elle s'est distinguée en appelant à manifester avec les lignes le 6 février 1934. Par ailleurs, sous Vichy, une partie de ses cadres ont rejoint la Légion des combattants. A la Libération, l'UNC n'a pas été dissoute, mais intégrée d'office dans l'Union fédérale des associations d'anciens combattants. Le

temps aidant, elle a repris son autonomie.

L'UNC a fait de la question des volontaires de la guerre d'Espagne son cheval de bataille. Elle argue du fait qu'on refuse la carte d'anciens combattants aux supplétifs d'Indochine, qui, eux, soulignent-elle, se sont battus pour la France. « L'UNC est très remuée », confirme Roland du Luart (Républicains et Indépendants, Sarthe) qui, lui aussi, se déclare « choqué ». L'UNC avait déjà exercé un lobbying intense, fin 1992, lors de l'adoption par le Parlement de la loi Méxandeau. Ce texte prévoyait de régulariser diverses situations : celle des soldats de l'armée des Alpes, qui, bien qu'ayant repoussé les Italiens en 1940, ne s'étaient pas battus suffisamment longtemps pour faire valoir leurs droits ; et celle des anciens « brigadistes ». Promulguée à la veille de l'alternance de mars 1993, cette loi n'a donné lieu à des décrets d'application qu'en avril 1995 et pour les seuls soldats des Alpes. Ancien député de Vendée, département où l'UNC est bien représenté, Philippe Mestre, le ministre des anciens combattants du gouvernement Balladur, avait préfacé surseoir.

Caroline Mornot

Le gouvernement veut renforcer l'autonomie des préfets

Ce projet se heurte à la résistance des administrations centrales

Enveloppes globales, délégations de crédits plus importantes et droit de veto sur la politique immobilière des services déconcentrés vont assaillir l'autorité des

préfets. Les représentants de l'Etat dans les départements et les régions n'auront plus à faire « remonter » leurs dossiers à Paris pour prendre une décision.

DAVANTAGE de pouvoirs et de crédits pour les préfets : telles seront les principales conséquences de la politique de déconcentration, voulue par Dominique Perben, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation, qui en a fait la présentation au conseil des ministres mercredi 18 décembre.

M. Perben a persuadé le premier ministre du bien fondé de cette réforme. Dans son livre *Entre nous* (Le Monde du 18 décembre), Alain Juppé affirme ainsi que le préfet ne doit pas « être obligé d'en référer à Paris chaque fois qu'une initiative régionale lui est proposée ». Le chef du gouvernement a usé de son autorité pour l'imposer aux ministres, qui n'appréciaient guère de perdre une partie de leurs pouvoirs.

Au congrès de l'Association des maires de France, M. Juppé avait déjà annoncé que les ministres devaient, dès le mois de janvier 1997, identifier clairement le pourcentage des crédits d'intervention susceptibles d'être alloués aux services déconcentrés (Le Monde du 22 novembre). Depuis, le gouvernement a décidé que les administrations centrales ne conservent que les crédits « strictement nécessaires au financement d'opé-

érations à caractère national ». Les autres devront être gérés localement.

Pour que cette opération ne dépende pas du bon vouloir des ministres, le gouvernement a décidé que le Parlement lui-même voterait le montant des crédits devant être déconcentrés, dans la loi de finances pour 1998. Ces crédits, qu'ils soient de fonctionnement (destinés à l'achat de matériel) ou d'intervention (destinés à mener des politiques), seront inscrits sur des chapitres spécifiques, ne pouvant être modifiés que par décret. En outre, la plupart des lignes budgétaires qui concourent aux politiques de l'emploi, de la ville et de la lutte contre l'exclusion se regroupent au sein d'« enveloppes globales », que les préfets adapteront aux besoins du terrain.

DISPOSER TÔT DES CRÉDITS

Savoir sur quels crédits tabler est une chose. Disposer effectivement de l'argent en est une autre. Joël Thoraval, président de l'Association du corps préfectoral, a rappelé, lors de l'assemblée générale annuelle de cette association (Le Monde du 13 décembre), que les « délégations » de crédits sont trop tardives. Pour remédier à ce problème, le gouvernement sou-

haite que les administrations centrales transfèrent, en début d'année, 80 % des crédits déconcentrés.

Les préfets vont devenir les véritables patrons de la politique immobilière de l'Etat : aucune administration centrale ne pourra plus modifier l'implantation de ses services déconcentrés, sans leur accord express, ce qui constitue une petite révolution. Ce sont encore les préfets, et non plus les ministères, qui prendront les décisions administratives dites « individuelles » (autoriser une chambre de commerce à recourir à l'emprunt, reconnaître l'utilité publique d'une association locale...).

Les chefs de services déconcentrés aussi disposeront d'une plus grande marge de manœuvre. Ils pourront obtenir des enveloppes globales de fonctionnement s'ils signent des « contrats » par lesquels ils s'engagent à tenir certains objectifs. Les premiers « contrats de service », héritiers des « centres de responsabilité » lancés par Michel Rocard en 1990, seront signés par les ministères de l'éducation nationale (académies de Strasbourg et de Reims), de l'équipement et de l'industrie.

Rafaële Rivais

Bras de fer RPR-UDF sur le mode de scrutin régional

LE CONSEIL de l'Union de la majorité, qui regroupe les principaux dirigeants du RPR et de l'UDF, s'est réuni pour la deuxième fois, mardi 17 décembre, au siège de la confédération libérale et centriste, en présence d'Alain Juppé. Le RPR et l'UDF continuent de s'opposer sur la question du mode de scrutin pour les élections régionales. Le RPR, préoccupé par le sort de l'île-de-France, souhaite accorder une prime majoritaire à la liste arrivée en tête dans l'électorat de circonscriptions départementales, tandis que l'UDF réclame le *statu quo*.

Cette question devait être de nouveau évoquée, mercredi, avant le déjeuner de la majorité, à Marignac. Les deux partis sont, en revanche, convenus de réunir leur commission d'investitures communes pour les élections de 1998 entre février et mars. Ils ont indiqué leur intention de présenter un projet commun pour les élections législatives.

Le Conseil d'Etat pourrait rejeter le recours électoral de M. Tapie

BERNARD TAPIE pourrait ne pas participer à la prochaine session du Parlement européen, qui s'ouvrira le 13 janvier. D'ici cette date, le Conseil d'Etat se sera prononcé sur sa demande d'annulation d'un décret du 28 octobre, par lequel le premier ministre constatait qu'il était mis fin à son mandat de représentant au Parlement européen. Si les conclusions prononcées, mardi 17 décembre, par le commissaire du gouvernement, Jacques-Henri Stahl, sont suivies, la décision du Conseil d'Etat pourrait ne pas être favorable à M. Tapie.

M. Tapie a affirmé que la mise en liquidation judiciaire personnelle de M. Tapie entraine bien son indigibilité, en vertu du principe selon lequel « celui qui ne peut gérer ses affaires privées ne peut être reconnu digne de gérer les affaires de la cité ». Il a expliqué qu'il n'y a pas d'incompatibilité entre droit interne et droit communautaire, et pas de contradiction entre ce droit interne et la Convention européenne des droits de l'homme.

DÉPÊCHES

■ FISCALITÉ : Alain Juppé a évoqué, mardi 17 décembre, devant le groupe UDF de l'Assemblée nationale, la nouvelle baisse des impôts qu'il avait souhaitée, le 12 décembre, le président de la République. Selon Gilles de Robien, président de ce groupe, le premier ministre a suggéré, dans l'hypothèse d'une reprise économique, de contracter « de cinq à quatre ans » le calendrier de réduction de l'impôt sur le revenu. Il a également évoqué une baisse de la TVA que le gouvernement avait augmentée de deux points en 1995.

■ FONCTIONNAIRES : le ministre de la fonction publique, Dominique Perben, a annoncé, lundi 16 décembre, devant le conseil supérieur de la fonction publique d'Etat, qu'il ouvrira la négociation sur les salaires au début du mois de janvier.

■ DÉFENSE : Charles Millon a officialisé, lundi 16 décembre, la fusion entre la Fondation pour les études de défense et le Centre de recherches et d'études stratégiques et techniques (Le Monde du 4 décembre). Le ministre de la défense a confié à Thierry de Montbrial, président de l'Institut français des relations internationales, la tâche de « garantir la qualité de cette nouvelle structure ».

■ APPEL : deux conseillers généraux RPR des Hauts-de-Seine, Manuel Aeschlimann et Daniel Léon, ont pris l'initiative de lancer un appel national aux élus locaux de la majorité en faveur de Philippe Séguin. « Nous sommes des millions dans le pays à croire dans le message que vous portez (...) Nos espoirs reposent sur vous », écrivent-ils au président de l'Assemblée nationale.

■ SONDAGES : selon la dernière enquête de CSA, réalisée le 13 décembre auprès d'un échantillon de 1 001 personnes et publiée par l'hebdomadaire *La Vie* (daté 19 décembre), les cotes de confiance de Jacques Chirac et d'Alain Juppé enregistrent respectivement 38 % et 31 % de bonnes opinions, soit une hausse de un et trois points par rapport au mois de novembre. A l'inverse, selon l'enquête de BVA, réalisée auprès de 886 personnes du 12 au 14 décembre et publiée par *Paris-Match* (daté 19-25 décembre), la cote de popularité du président de la République reste stable (avec 35 % de bonnes opinions) et celle de son premier ministre a encore perdu deux points en un mois, à 20 % de bonnes opinions.

LONDON Les bonnes pistes de Londres en Eurostar

Londres c'est plein de charmes exotiques à goûter en amoureux.

PARIS GARE DU NORD 8 H 10 Matin edlin sur Eurostar LONDRES

GARE DE WATERLOO 10 H 43 Londres à nous deux M° WATERLOO LES

PAYSAGES DE RUBENS Un éveil des sens NATIONAL GALLERY jusqu'au 19 Janvier 1997 M°

CHARING CROSS Trafalgar Square, SW1 THE RED LION PUB Déjeuner

Intime M° PICCADILLY CIRCUS Duke of York Street, SW1 SAINT JAMES'S PARK

Roulez dans un parc royal M° SAINT JAMES'S PARK SAINT JAMES'S STREET, JERMYN STREET, PICCADILLY SHOPPING Souvenirs,

souvenirs... M° GREEN PARK LE MERIDIEN Le tea time

le petit doigt en l'air M° PICCADILLY CIRCUS 21 Piccadilly, W1 SOHO SOHO

RESTAURANT Tête à tête jazzy M° TOTTENHAM COURT ROAD 11-13 Frith Street, W1 RONNIE

SCOTT'S JAZZ CLUB Partez dans la nuit M° TOTTENHAM COURT ROAD 46 Frith Street, W1.

eurostar

PROMOTION PARIS-LONDRES A/R
A PARTIR DE 490€ EN 2^{ème} CLASSE
En vente jusqu'au 28.03.97
Prix soumis à conditions :
information et réservation dans
les gares SNCF, les agences de voyages
et au 06 36 36 36 36 (2.00F la mn)

LES BONNES PISTES DE LONDRES
SUR 36.15 LONDRES (2.00F la mn)

ÉDUCATION Jean-Marie Schléret, président de l'Observatoire national de la sécurité des établissements scolaires, a remis, mardi 17 décembre, son rapport annuel à

François Bayrou. L'essentiel de ce travail concerne les conditions de sécurité dans les écoles maternelles et primaires. ● **UNE ÉCOLE SUR DIX** présente des risques pour la sécurité

des élèves en cas d'incendie. Les conditions d'évacuation ne sont pas assurées correctement, les installations électriques sont à revoir. L'observatoire ne chiffre pas le coût des

travaux. ● **PLUS URGENTE** encore est la remise aux normes, dans les lycées professionnels et techniques, du parc de machines-outils. Un tiers d'entre elles sont jugées « obso-

lètes » et pouvant présenter de graves dangers. Une circulaire du ministère demande aux chefs d'établissement d'arrêter dans certains cas leur utilisation.

Une école sur dix ne respecte pas les normes de sécurité incendie

Dans son rapport annuel remis le 17 décembre à M. Bayrou, l'Observatoire national de la sécurité des établissements scolaires souligne l'urgence des travaux à réaliser sur les bâtiments publics et privés. Il préconise une formation spécifique pour les enseignants

PRÈS DE TROIS ANS après avoir dressé le bilan des risques d'incendie dans les lycées et les collèges (*Le Monde* du 20 avril 1994), l'Observatoire national de la sécurité des établissements scolaires, présidé par Jean-Marie Schléret, publie un premier état des lieux dans les écoles maternelles et primaires. Sur la base de questionnaires, de rapports des préfets, des procès-verbaux des commissions de sécurité et de visites sur le terrain, les membres de cette instance ont établi un diagnostic portant sur 5 982 bâtiments de 4 388 écoles dans 32 départements, dont 1 062 du secteur privé sous contrat. Sans attendre le retour de l'ensemble des réponses, l'échantillon a été jugé suffisamment représentatif des 66 000 établissements du territoire, dans la répartition à la fois entre public et privé et entre zones urbaines et rurales.

Éléments essentiels du rapport an-

nuel de l'Observatoire remis par M. Schléret, mardi 17 décembre, à François Bayrou, les résultats de cette étude ne manquent pas de susciter quelque inquiétude. Ils révèlent qu'un bâtiment sur dix - 9,8 % dans les maternelles et 10,5 % dans les écoles élémentaires publiques - présente des risques pour la sécurité des élèves en cas d'incendie. Les conditions d'évacuation ne sont pas assurées correctement, en raison essentiellement de défauts de construction ou d'équipements. Par ailleurs, les installations électriques sont à revoir dans un bâtiment sur quatre. Enfin, 20 % des écoles maternelles ne disposent pas de locaux de stockage de matériaux facilement inflammables (papiers, cartons, chiffons, matelas).

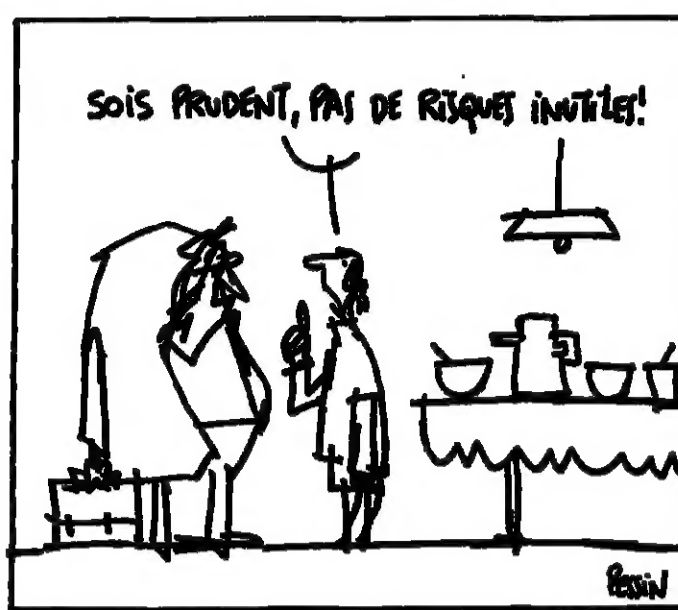
Plusieurs critères ont été pris en compte pour établir ce constat. Sans se prononcer sur la structure des bâtiments, les membres de

l'Observatoire ont fondé leur diagnostic sur l'état des installations techniques, l'isolement des locaux à risques, l'éclairage de sécurité, les dispositifs d'alarme, la conception et l'entretien des escaliers, l'encombrement des couloirs... Ils ont aussi relevé l'absence d'affichage des consignes et, d'une manière générale, l'insuffisance notoire d'information et de formation des enseignants. C'est d'ailleurs à leur intention qu'a été rédigé un guide dont la diffusion, à 100 000 exemplaires, a dû être retardée, faute de financement.

CRÉDITS EN RÉSERVE

On pourrait croire que les écoles des zones rurales, souvent anciennes et vétustes, sont les plus exposées. Il n'en est rien. Les risques majeurs sont atteints dans les écoles urbaines, construites après 1958, donc déjà soumises à la réglementation. Le bilan fait également apparaître que les écoles maternelles et primaires sont, dans ce domaine, moins bien surveillées que les lycées et les collèges, qui accueillent des effectifs beaucoup plus importants. D'après l'enquête de 1994, 6 % des établissements publics et 15 % du privé présentaient de graves défaillances.

Le rapport de l'Observatoire était attendu avec impatience par les responsables des établissements privés, pressés d'obtenir un plan d'urgence pour la mise aux normes de leurs bâtiments. Sur le seul point de la sécurité incendie, ses conclusions contredisent quelque peu la mission Vedel, qui avait servi de détonateur à la polémique sur la réforme de la loi Falloux. Sur



la foi des observations fournies par les directeurs d'établissement, la mission Vedel avait estimé que plus de la moitié des bâtiments n'étaient pas conformes aux normes de sécurité, en évaluant le financement nécessaire à un montant situé entre 3,8 et 5,3 milliards de francs.

L'Observatoire national de la sécurité, où siègent les représentants du privé, se garde bien d'avancer le chiffre de ses prescriptions. Bien qu'un grand nombre de ses propositions n'aient aucune incidence budgétaire, l'engagement des communes risque de représenter des sommes non négligeables. Les collectivités locales peuvent en-

core puiser dans la réserve des 2,5 milliards de francs du plan d'urgence mis en œuvre, en 1994, par le premier ministre Edouard Balladur. A ce jour, 46 % de ces crédits ont été utilisés. Mais cette somme pourrait rapidement s'avérer insuffisante si la relance d'un nouveau programme s'avérait indispensable et si, comme l'a suggéré le gouvernement, les travaux de désamiantage des locaux scolaires devaient être financés sur l'enveloppe des crédits de sécurité.

Les communes et les autres collectivités locales, conseils généraux et régionaux, ne sont pas quittes pour autant. Dans une autre étude, consacrée cette fois aux accidents

scolaires, l'Observatoire a émis un certain nombre de recommandations pour tenter de limiter le nombre considérable d'incidents : 156 000 ont été relevés, qui ont provoqué la mort de 16 élèves, nécessité 13 000 hospitalisations de moins de quarante-huit heures et 1 500 séjours prolongés. Dans les écoles primaires et maternelles, ces accidents surviennent principalement dans les cours et les aires de jeux mal adaptées, durant les récréations. Au collège, ils se produisent essentiellement pendant les cours d'éducation physique, où 4 décès ont été constatés à la suite de malaises cardiaques. Au lycée, enfin, la majorité des accidents sont enregistrés dans les ateliers.

« PRINCIPES DE PRÉCAUTION »

Alors que les recherches sur le patrimoine de l'enseignement supérieur ont à peine démarré, l'Observatoire national de la sécurité dispose désormais d'un état des lieux quasi exhaustif des risques recensés dans les établissements du premier et du second degré. Selon Jean-Marie Schléret, « il faut passer d'une politique de prévention au principe de précaution » et introduire une « culture de la sécurité » afin d'éviter de devoir agir dans l'urgence. Tout autant que les recommandations de l'Observatoire, l'engagement de la responsabilité pénale des chefs d'établissement, des directeurs d'école, des enseignants et des collectivités locales dans des affaires récentes devrait contribuer à accélérer cette prise de conscience.

Michel Delberghe

Première évaluation sur la présence d'amiante

Sans attendre les résultats du recensement général sur la présence d'amiante dans les lycées et les collèges, qui devrait être achevé le 31 décembre, l'Observatoire national de la sécurité des établissements scolaires a publié ses premières estimations. Portant sur le tiers des établissements, elles révèlent que 13,2 % des lycées et 5,3 % des collèges contiennent de l'amiante à des titres divers.

On ne trouve des traces essentiellement dans les ateliers et les salles de restauration, mais aussi dans les locaux d'enseignement et les couloirs. Toutefois, les analyses effectuées indiquent que, dans 85 % des cas, le taux de pollution est inférieur à 5 fibres par litre d'air. Un recensement spécifique sera effectué en 1997 dans les établissements d'enseignement supérieur pour évaluer l'importance des travaux à effectuer, en dehors du site de Jussieu, où les travaux de défrichage doivent être prochainement entrepris pour une durée de trois ans.

Le ministère recommande aux lycées professionnels d'arrêter les machines-outils dangereuses

SOUS LA PRESSION d'une directive européenne applicable au 1^{er} janvier 1997, les directeurs de lycées techniques et professionnels seront-ils contraints d'arrêter des machines-outils non conformes à la réglementation sur la sécurité ? Cette éventualité est clairement évoquée dans une circulaire adressée, le 12 décembre, à l'ensemble des chefs d'établissement par Francis Delon, directeur de cabinet de François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale. Constatant que les régions, propriétaires des équipements n'auront sûrement pas achevé à cette date leur plan de rénovation de l'ensemble du parc, M. Delon fournit des indications de précaution destinées à atténuer la responsabilité des personnels d'encadrement en cas d'accident.

Déjà, dans une lettre adressée le 6 juin au premier ministre, Alain Juppé, Jean-Marie Schléret, président de l'Observatoire national

de la sécurité des établissements scolaires, avait attiré l'attention sur la gravité de la situation dans les ateliers (*Le Monde* du 11 juillet). Selon l'Observatoire, en effet, près de 60 % des 33 097 machines-outils recensées dans 1 933 établissements ne sont pas conformes aux normes définies par le décret du 11 janvier 1993 résultant de la directive européenne du 30 novembre 1989. La proportion atteint 70 % dans les établissements privés. Parmi elles, près de 30 % sont jugées « obsolètes » et présentent de graves dangers pour les élèves et les personnels.

Certaines régions n'ont pas attendu l'échéance pour anticiper la nouvelle réglementation. Mais, à

la fin de l'année 1996, seuls avaient été engagés 900 millions de francs d'un programme évalué par l'Observatoire entre 1,5 et 2,2 milliards de francs. C'est dire l'impossibilité de rattraper le retard d'ici au 1^{er} janvier 1997.

Cette réalité inquiète les chefs d'établissement, qui, par l'intermédiaire de leur syndicat, le SNEPDEP, s'apprêtent à lancer une campagne de mobilisation. Leur détermination est renforcée par l'attente du jugement que devra rendre, mercredi 18 décembre, la cour d'appel de Grenoble contre l'un des leurs, Francis Gibello, professeur de lycée Vaucluse. Après l'accident d'un élève gravement blessé au bras, il avait été condam-

né en première instance à 10 000 francs d'amende avec sursis pour blessures involontaires, bien qu'il ait alerté le conseil régional sur l'état désastreux de certaines machines.

MESURES D'URGENCE

Dans sa circulaire, M. Delon tient à rappeler aux provinciaux et aux directeurs la « nature » de leur responsabilité au regard des textes en vigueur. En premier lieu, les chefs d'établissement devront établir un « état des équipements non conformes » et alerter aussitôt les autorités académiques et régionales. Il leur faudra saisir la commission d'hygiène et de sécurité, le conseil d'administration

et éventuellement l'inspection du travail. Les chefs de travaux, les professeurs et les élèves seront eux aussi avertis des anomalies constatées.

Le ministère leur conseille également d'« arrêter des mesures qui, compte tenu de leur urgence et de leur coût, pourraient être directement prises en charge par l'établissement lui-même », sans attendre l'engagement de la collectivité régionale. Enfin, dernière extrémité, « au cas où un équipement présenterait un danger grave et imminent », il leur est recommandé d'arrêter son fonctionnement. Entre le respect de la sécurité des élèves et des personnels et « la continuité du service public de

l'éducation », le ministère s'en remet en fait à l'appréciation des chefs d'établissement. Sur ce point, l'Observatoire de la sécurité, dans son rapport annuel, s'est bien gardé de trancher, en relevant seulement que ces « deux principes peuvent se révéler ponctuellement et localement contradictoires ». Personne, en effet, n'ose envisager les conséquences de l'arrêt d'un tiers des machines sur la nature de l'enseignement dispensé. Première à réagir, la Fédération de l'enseignement privé (FEP-CFDT) s'est engagée à soutenir les enseignants qui décideront de ne pas utiliser les équipements non conformes.

M. D.

Vingt ans de réclusion criminelle ont été requis conjointement contre les trois accusés de l'assassinat de Jacques Roseau

RAFAL

Fait à la gare St-Lazare

Habille les hommes

GRANDS FORTS

15, place du Havre
Paris 6^e - Tél. 01.43.87.34.84

CAP 3000 - MICE
18, av. J. Médecin
LYON - Rouy
80, rue E. Herriot

MONTPELLIER
de notre envoyé spécial
Alors que les débats s'achèvent devant la cour d'assises de l'Hérault, la cage de verre qui abrite Gérard Huntz, Jean-Claude Lozano et Marcel Navarro ressemble de plus en plus à une immense bulle qui les isole du monde extérieur. Presque indifférents aux réalités du procès, aucun des trois hommes n'a admis avoir tiré sur Jacques Roseau, porte-parole du Recours-France, abattu le 5 mars 1993 de trois balles dans la tête, à Montpellier.

Non sans logique, le procureur général de Montpellier, Paul-Louis Aumeras, a donc demandé, mardi 17 décembre, contre les trois hommes, la même peine de vingt ans de réclusion criminelle. « Ils sont tous liés », insistait le procureur général, en considérant que, dans ce crime, les trois accusés étaient « interchangeables » et qu'il n'était donc pas important

de savoir qui avait tenu l'arme. Pour M. Aumeras, il s'agit d'un « crime politique », car « il ne peut être toléré que l'on tue quelqu'un pour ses idées ».

Derrière une apparente sévérité, le magistrat a dénoncé une série de faits qui, sans être de véritables éléments de décharge, permettent de porter un regard pondéré sur le dossier. « Leur acte est un crime, mais en plus, il est vide de sens, car ils vont finir leur vie en prison pour rien. La mort de Jacques Roseau est la conséquence de la haine, de la calomnie, de la rancœur et de la diffusion d'éléments faux. » Disant cela, il pensait à l'Union syndicale de défense des intérêts des Français rapatriés d'Algérie (Usdifra), association dont le langage et les pratiques reposent sur la violence ont souvent servi de toile de fond aux débats. « Ce n'est pas l'Usdifra qui m'intéresse, mais les idées auxquelles les trois accusés ont adhéré », soupire le procureur général avant d'ajouter : « Comment peut-on tolérer cette forme de syndicalisme où l'on pratique l'action de force en faisant peur aux huissiers avec des fusils de chasse ? » Regret-

tant de ne pouvoir poursuivre « une responsabilité morale », le magistrat a cependant insisté sur la prudence dont devaient faire preuve ceux qui diffusent des informations.

« EXÉCUTION SOMMAIRE »

Restait à évoquer la personnalité des accusés. Et, sur ce plan, les débats devant la cour d'assises n'ont fourni que peu d'éléments. A aucun moment, les accusés n'ont livré leurs sentiments ou leurs responsabilités. L'émotion n'a pas traversé la bulle de verre. M. Aumeras en fut donc réduit à dénoncer leur « médiocrité » en constatant : « Ils sont tous en situation d'échec professionnel et économique. Ils sont en état d'anxiété, ils ont tout raté. » C'est sans doute cette somme d'observations et la réunion des trois accusés dans une même sanction qui a conduit le magistrat à ne pas requérir la réclusion criminelle à perpétuité pour un crime qu'il qualifie cependant d'« exécution sommaire ».

Le rôle « moral » de l'Usdifra n'était pas négligeable. Il fut largement dénoncé par les avocats de la

famille de Jacques Roseau, qui ont d'ailleurs annoncé leur intention de poursuivre cette association pour provocation au meurtre. « Jacques Roseau est la première victime de l'extrême droite sur la route du pouvoir », déclarait M. Gilbert Collard. Et si M. Pascal Dewinter fustigeait Eugène Ibagues, président de l'Usdifra, pour ses pertes de mémoire à l'audience, M. Jacques Martin lançait, caustique : « L'Usdifra, présidée par un homme dont j'ai oublié le nom, a insufflé la haine. » Celle-ci a été peu évoquée par les trois accusés, qui ont adhéré quelques mois avant le crime et se refusaient à lui imputer une quelconque responsabilité. « Vous êtes d'extrême-droite fusibles », remarquait M. André Ferrand, mais je pense que vous n'avez pas pu agir seuls. »

M. Jean-Robert N'Guyen-Phung, défenseur de Gérard Huntz, en était convaincu. Mais l'attitude de son client le paralysait, le réduisant, depuis le début des débats, à une défense quasiment passive. Jusqu'à l'instant où il se leva pour dire qu'il avait obtenu de Gérard Huntz la liberté de

le défendre comme il l'entendait. Et le fusible sauta. « A l'Usdifra, de rumeur en rumeur, de fantasme en fantasme, on a travesti l'histoire, on a falsifié, on a déformé l'image de Jacques Roseau », a plaidé M. N'Guyen-Phung.

Apparemment sévère avec son client, l'avocat présentait pourtant la seule défense possible en rejoignant sur certains points le procureur général et les parties civiles, sans toutefois admettre que Gérard Huntz ait lui-même tiré. Il acceptait la théorie de ses adversaires en évoquant un trio globalement responsable et manipulé par l'Usdifra. « Huntz s'est rendu compte qu'il s'était trompé et qu'on l'avait trompé. Jacques Roseau n'était pas celui qu'il croyait », a expliqué M. N'Guyen-Phung. Visiblement soulagé par sa toute nouvelle liberté de parole, l'avocat ajoutait : « Je voudrais que Huntz ne rate pas son dernier combat et que, quel que soit le verdict qui sera rendu demain, il puisse se regarder en face et dire : je me suis trompé, mais j'assumais. »

Maurice Peyrot

كتاب من اجل

Jeux vidéo

(Publicité)

LE MONDE / JEUDI 19 DÉCEMBRE 1996 / 9

AVANT MÊME QUE LES AUTRES, IL AURA ÉTÉ PILOTÉ PAR DES COMPAGNIES AÉRIENNES EUROPÉENNES.



Nous avons demandé à des compagnies aériennes de décrire l'avion idéal pour desservir grandes et petites destinations dans toute l'Europe. Nous les avons écoutées. Puis, ensemble, nous avons conçu cet avion. Le résultat est le tout récent "Next Generation 737". Cet avion à la technologie de pointe donne aux vols européens un niveau de confort et de performance jamais atteint. Il est plus fiable et moins cher

que tout autre avion de sa catégorie. Il est encore plus respectueux de l'environnement qu'auparavant, grâce à la SNECMA qui en a construit les moteurs. Et il vole plus haut, plus vite et plus loin. Plus de 500 "Next Generation 737" ont déjà été commandés. Dans toute l'histoire de l'aviation, jamais le lancement d'un appareil n'aura connu autant de succès. L'avion à réaction le plus vendu au monde confirme sa réussite.

BOEING

incendie

dangereuses

itement
seau

Le gouvernement restreindrait les catégories de sans-papiers régularisables

Pour M. Mazeaud, la réforme des certificats d'hébergement pose un « redoutable problème »

Au premier jour de l'examen du projet de loi sur l'immigration à l'Assemblée nationale, le rapporteur de la commission des lois, Pierre Mazeaud, a mis en garde les députés contre l'extension des prérogatives des maires en matière d'attribution des certificats d'hébergement. Le

gouvernement pourrait renoncer à régulariser les étrangers présents en France depuis au moins quinze ans.

L'INTENSE PRESSION exercée sur le gouvernement par la frange radicale de la majorité semble avoir porté quelques fruits. Lors de l'examen des articles du projet de loi sur l'immigration, qui devait débiter mercredi 18 décembre à l'Assemblée nationale, le gouvernement pourrait ainsi laisser passer un amendement de la commission des lois, visant à exclure du bénéfice de la régularisation les étrangers présents sur le territoire depuis plus de quinze ans.

Lors de la présentation de son projet, le ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré, a évoqué les différentes catégories de sans-papiers susceptibles de se voir accorder une carte de séjour temporaire, parmi lesquelles les conjoints de Français (lire ci-dessous), en «mettant» de signaler le cas de «l'étranger non polygame qui justifie par tous moyens résider en France habituellement depuis plus de quinze ans», pourtant prévu dans le texte du gouvernement. Selon l'«étude d'impact» réalisée par les services du ministère de l'Intérieur, une vingtaine de personnes entreraient chaque année dans cette catégorie. Leur régularisation, réclamée notamment par le collège des médiateurs et la Commission nationale des droits de

l'homme, a été demandée, mardi, par le conseil d'Églises chrétiennes en France, qui évoque ces «étrangers (...) qui, par leur travail et leur insertion, ont souvent acquis des droits qu'il nous faut reconnaître».

« LA SAGESSE DE L'ASSEMBLÉE »

Dans les couloirs du Palais-Bourbon, certains conseillers de M. Debré ont indiqué que le gouvernement, sur ce point, s'en remettrait à la «sagesse» de l'Assemblée. Ce qui, compte tenu de l'état d'esprit d'une bonne partie de la majorité, équivaut à un blanc-seing. L'adoption de cet amendement pourrait permettre à Suzanne Sauvalgo (RPR, Alpes-Maritimes), ancien rapporteur de la commission d'enquête sur l'immigration clandestine, de défendre à nouveau un amendement qui vise, à l'inverse des objectifs affichés par le gouvernement, à permettre l'expulsion de la catégorie de sans-papiers en question.

Tout en regrettant vivement, dans les couloirs, que le gouvernement soit sur le point de «lâcher» sur cet amendement, Pierre Mazeaud, président (RPR) de la commission des lois et rapporteur du projet, a préféré consacrer l'essentiel de son intervention aux dis-

positions du texte concernant le certificat d'hébergement. Évoquant l'avis défavorable rendu sur ce point par le Conseil d'État (Le Monde du 18 décembre), M. Mazeaud, qui se pose en garant du respect des principes constitutionnels, n'a pas caché qu'un «redoutable problème» était ainsi posé au législateur. M. Mazeaud a surtout mis en garde ses collègues contre les risques induits par une extension des prérogatives des maires en matière de délivrance des certificats d'hébergement. «Certes, c'est le maire qui dispose de la meilleure information; mais il est peut-être le moins apte à intervenir de façon complètement impartiale, compte tenu des pressions que peuvent exercer sur lui ses administrés», a-t-il indiqué. Quant à la disposition qui prévoit que la personne hébergeant l'étranger est tenue de déclarer son départ à la mairie, M. Mazeaud a noté qu'elle concerne un domaine qui «relève directement de la vie privée». En guise de conclusion, le président de la commission des lois a rappelé que «nous ne devons toucher aux lois que d'une main tremblante, en particulier quand il s'agit de réglementer l'exercice de la liberté individuelle et de confier des responsabilités dans ce domaine à des per-

sonnes soumises aux pressions de l'opinion».

Outre les interventions de quelques «ultras» de la majorité, la discussion générale a donné lieu à un affrontement classique droite-gauche, plusieurs orateurs de la majorité choisissant de s'en prendre aux thèses défendues par l'opposition, à défaut de pouvoir critiquer trop ouvertement la «modestie» qui caractérise, à leurs yeux, le texte de M. Debré. Défendant en vain une motion de procédure, Julien Dray (PS, Essonne) a dénoncé «l'échec des lois Pasqua» et, plus généralement, «l'échec du fondement politique qui les a inspirées, de la philosophie de l'immigration zéro». Le député socialiste a proposé, au contraire, «une grande loi de naturalisation» permettant à «tous ceux qui le demandent» même en situation irrégulière, d'obtenir la nationalité française par une «procédure simple». Au nom du Parti communiste, André Gérin (Rhône) a affirmé qu'il fallait abroger les lois de 1993 afin de «revenir à l'esprit de 1945», date à laquelle la France avait «choisi une politique nouvelle d'immigration, plus humaniste».

Jean-Baptiste de Montvalon

L'UDAF, dernier espoir de vie commune pour les couples mixtes

ELLE A D'ABORD passé la tête, puis est entrée à petits pas. Près de la chaise, elle a hésité un moment. Enfin, elle a pris son inspiration. «C'est pour mon mari !», a-t-elle lâché d'une voix blanche. L'homme installé de l'autre côté du bureau a observé ses doigts fins crispés sur le dossier cartonné. «Commencez par vous asseoir !», a-t-il souri.

Maintenant, elle parle. Elle n'a pas quitté son manteau de laine. Ses yeux bruns trahissent toujours ce vertige qui l'a submergée lorsqu'elle a appris que son mari, égyptien, ne pourrait pas, faute de visa, la rejoindre. Mais devant Daniel Foundouls, responsable du service couples mixtes de l'Union départementale des associations familiales (UDAF), elle peut au moins tout dire. Leur mariage, le 6 octobre 1995 : elle, la petite étudiante, française sur toutes les coutures, et lui, peintre en bâtiment, égyptien et, depuis cinq ans, en situation irrégulière. La récépissé remis par la préfecture de police qui leur permettait enfin de «vivre comme tout le monde». Puis une nouvelle convocation. «On y est allés. Ils lui ont retiré son récépissé et remis une invitation à quitter le territoire. Il avait trente jours pour le faire», Georges Foundouls soupire. «Et il est parti ?» Elle s'excuse : «Ils nous ont dit que, là-bas, il demanderait un visa pour me rejoindre, qu'il n'y aurait pas de problème. Le mari d'une copine avait fait ça, il était revenu.»

Le sien est toujours là-bas. Les papiers qu'elle a fournis et dont elle conserve les photocopies sur elle, ses multiples visites au consulat d'Alexandrie, l'appartement loué en prévision de son arrivée : rien n'y a fait. «Le ministre de l'Intérieur m'a dit d'appeler le service des visas, à Nantes», explique-t-elle. Daniel Foundouls la coupe : «Ils ne répondent jamais. Ils n'ont d'ailleurs pas à se justifier, c'est comme ça. Mais écoutez-moi : vous allez faire une nouvelle demande.»

Lentement, l'homme aux cheveux gris, patron du service depuis sa création, dresse la liste, chaque année plus fournie, des formalités nécessaires à l'obtention d'un visa. Il ex-

plique la situation, décrit l'intervention que lui-même va effectuer auprès des ministères de l'Intérieur et des affaires étrangères. «Et dans votre lettre au consul, vous mettez : Monsieur l'ambassadeur, il sera flatté», souffle-t-il. Lorsque la jeune femme quitte la permanence, dix minutes plus tard, elle a presque retrouvé le sourire, même si elle reconnaît ne pas encore «trop y croire». Ce mardi, ils seront neuf à passer. Femmes attendant leur mari, maris désespérant de retrouver leur femme, couples redoutant une prochaine séparation.

Il y a deux ans, la création – à titre expérimental – d'un tel service était apparue comme un pari. «Rappelez-vous, explique M. Foundouls, les lois Pasqua avaient été construites sur la peur des mariages blancs». En octobre, la décision de le pérenniser a été prise à l'unanimité.

EXPLOSION DE LA DEMANDE

En deux ans, la demande a explosé. Au lieu des trois cents couples prévus, 1 200 familles ont fait, rien qu'à Paris, appel cette année au service, traduisant la dégradation incessante de la situation. Même si la loi de 1993 ne permet pas aux maires de refuser la célébration du mariage d'un étranger en situation irrégulière, «l'imagination des administrations est sans bornes», souligne M. Foundouls. En travers administratives, signalements au procureur, dénonciation à la police : la mairie du V^e arrondissement s'est ainsi taillé une réputation de coupe-gorge. «Récemment, un Tunisien en situation irrégulière s'y est marié avec une Française. A 11 heures, la cérémonie a commencé. A 11 h 30, les policiers l'attendaient à la sortie. A 18 h 30, il était à Tunis.»

Le mariage n'offre en effet aucune protection. Fini le temps où le conjoint obtenait immédiatement ses papiers. Depuis les lois Pasqua, ne peuvent demander leur régularisation que les étrangers déjà en situation régulière (munis au moins d'un visa). Et encore : après un an de vie commune. Une contrainte que le

texte de Jean-Louis Debré entend alléger. En attendant, les irréguliers ne peuvent compter que sur la clemence des préfets.

Célébrance après laquelle ce petit homme à l'imperméable vert olive court depuis des mois. Sa femme et lui s'étaient mariés à Dakar, pensant ainsi éviter les problèmes. La régularisation viendrait dans un second temps. Depuis, ils se battent pour obtenir la transcription de cette cérémonie dans le registre français d'état-civil. «Tout bloque à cause d'un problème d'orthographe de prénom», se désole l'homme. Faire rectifier l'erreur, transcrire le mariage au consulat de Dakar, attendre que le service de l'état-civil l'enregistre, puis courir après un hypothétique visa, Daniel Foundouls fait ses comptes. «Votre femme est-elle ? Et vous avez deux enfants nés ici ?» Son visage s'illumine. «On va la faire régulariser comme mère d'enfant français. Le mariage, vous vous en occupez après...»

Contourner l'obstacle. Attendre l'ouverture dans cette muraille du refus et saisir toutes les occasions. Ainsi travaille l'UDAF, avec quelques principes intangibles – pas de polygames, pas de trafiquants de drogue – mais aussi une bonne dose de colère. Colère devant ces familles inutilement écartées. Colère devant cette femme algérienne dont le compagnon refuse de reconnaître l'enfant : «Il serait français, et moi régulière». Colère enfin en repensant à ce gendarme amoureux d'une étudiante ivrolienne : «Elle est tombée enceinte, alors ils ont décidé de se marier. La préfecture a alors estimé qu'elle avait voulu tromper l'administration en poursuivant des études. Elle s'est retrouvée irrégulière. Et lui complice d'étranger clandestin. Soit il abandonnait sa femme, soit il quittait la gendarmerie.» Daniel Foundouls sourit : «Nous sommes finalement intervenus auprès de ses supérieurs hiérarchiques. Il était bien noté, ils ont accepté d'attendre la naissance de l'enfant : il sera français, la mère aura donc droit à des papiers.»

Nathaniel Herzberg

La qualité de syndicat est ôtée au FN-pénitentiaire

LE FRONT NATIONAL-PÉNITENTIAIRE (FNP) ne peut se prévaloir de la qualité de syndicat professionnel. Ainsi en a décidé, mardi 17 décembre, le tribunal de grande instance de Montpellier, qui était saisi d'une requête, allant dans ce sens, émanant de la Fédé-

ration justice CFDT, de l'Union générale des syndicats pénitentiaires (UGSP-CGT) et de l'Etat, représenté par Gilbert Azibert, directeur de l'administration pénitentiaire. Le Syndicat de la magistrature, le syndicat national des personnels de l'éducation surveillée-protection de la jeunesse (ESU) et la CCF s'étaient constitués parties civiles.

Dans ses attendus, le tribunal présidé par Jacques Mallet estime que le Front national-pénitentiaire, «par sa dénomination et son sigle, par sa connotation et se référant aux discours du parti politique Front national, par certains des objectifs poursuivis, ne présente pas une identité spécifiquement syndicale». Le tribunal ajoute que «loin de vouloir se démarquer par son objet de ce parti politique, il entretient volontairement une confusion sinon une ambiguïté qui lui font privilégier l'action politique sur l'action syndi-

cale, portant ainsi atteinte au principe de spécialité». En conséquence, le tribunal décide que le Front national-pénitentiaire «ne peut revendiquer la qualité de syndicat professionnel au sens de l'article L. 411-1 du code du travail», lequel article stipule que les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des «droits ainsi que des intérêts matériels et moraux, tant collectifs qu'individuels, des personnes visées par leurs statuts».

INTERDICTION D'UTILISATION

Cette interdiction d'utilisation de la qualité de syndicat professionnel frappe l'organisation satellite du parti de Jean-Marie Le Pen, que ce soit sous la dénomination de Front national-pénitentiaire ou le sigle FNP. Le tribunal donne satisfaction à la direction de l'administration pénitentiaire en pronon-

çant l'exécution provisoire du jugement. «Le défendeur ne saurait continuer d'agir en qualité de syndicat professionnel qui lui est déniée et pouvoir ainsi se présenter sous cette étiquette aux élections professionnelles de janvier 1997», explique le tribunal.

L'UGSP-CGT et la Fédération justice-CFDT se déclarent satisfaites du jugement. L'UGSP-CGT estime que cette décision «porte un coup d'arrêt à l'implantation de pseudo-syndicats mis en place par le Front national», même si «rien n'est définitivement réglé». La Fédération justice de la CFDT entame déjà un autre combat et annonce qu'elle désire à nouveau se tourner vers la justice contre, cette fois, Force nationale pénitentiaire, syndicat nouvellement créé à Toulouse (Le Monde du 13 décembre).

Christiane Chombeau

La belle-fille de M. Toubon est mise en examen dans l'affaire Isola 2000

Sophie Deniau placée sous contrôle judiciaire

LE CABINET D'INSTRUCTION

N° 126 du palais de justice de Paris, bureau du juge Eva Joly, a été le théâtre, mardi soir 17 décembre, d'une scène inédite. Après avoir notifié à la belle-fille du garde des sceaux, Sophie Deniau, une mise en examen pour «abus de biens sociaux, complicité d'abus de biens sociaux et complicité d'abus de confiance», dans l'affaire de la station Isola 2000 (Alpes-Maritimes), le magistrat a organisé un débat contradictoire afin d'envisager son placement en détention provisoire, obligeant ainsi le parquet à prendre officiellement position sur ce dossier, classé «particulièrement signalé» à la chancellerie. Le représentant du parquet n'a pas requis un mandat de dépôt contre M^{me} Deniau, mais de sévères mesures de contrôle judiciaire. Le juge Eva Joly a suivi cet avis, infligeant à la belle-fille de M. Toubon le paiement d'une caution de 750 000 francs, assorti d'une interdiction de quitter le territoire, de gérer une société et de rencontrer toute autre personne mise en examen dans ce dossier.

La première personne visée par cette interdiction est Roland Guyot, jusqu'alors directeur général de la Société d'aménagement et de promotion de la station Isola 2000 (Sapsi). Convoqué par la brigade financière, lundi 16 décembre, et placé en garde à vue, M. Guyot a lui aussi été mis en examen. Dominique Bouillon, considéré comme le dirigeant de fait de la station de sports d'hiver, placé en garde à vue mardi, devait être présenté à son tour au juge d'instruction mercredi matin.

M. Bouillon avait racheté, en 1991, la station Isola 2000 à un groupe de financiers libanais. Les conditions de cette acquisition, via une holding luxembourgeoise dénommée Sladif et grâce aux 100 millions de francs avancés par la Société de banque occidentale (SBO), filiale du Crédit lyonnais, sont au cœur de l'information judiciaire confiée, le 19 juillet 1995, à M^{me} Joly. L'enquête porte également sur la gestion de la Sapsi, dont la présidence avait été confiée par Dominique Bouillon à Sophie

Deniau, et dont les comptes présentent un passif de 548 millions de francs. Le 31 mars 1995 l'avocat de la SBO, M^{re} Georges Jourde, avait déposé plainte contre X... dénonçant l'existence de mouvements de fonds suspects entre les comptes de la Sapsi et ceux de la holding luxembourgeoise Sladif (Le Monde du 1^{er} février).

TRAIN DE VIE LUXUEUX

L'enquête de la brigade financière a semblé-t-il permis de vérifier certaines accusations de la banque, concernant notamment le train de vie des dirigeants de la Sapsi. Sophie Deniau percevait un salaire annuel de 850 000 francs, pour une fonction de PDG exercée «à temps partiel», ainsi que divers avantages en nature, et un autre salaire de 600 000 francs annuels, versé par la société de promotion immobilière Frank Arthur, contrôlée par Dominique Bouillon (Le Monde du 13 décembre). Ce dernier, qui n'apparaissait sur aucun document officiel de la Sapsi – mais figurait, avec M^{me} Deniau et M. Guyot, au conseil d'administration de la Sladif –, a disposé d'un luxueux chalet de 560 mètres carrés, construit et aménagé par la Sapsi, puis acquis par le promoteur par simple compensation avec son compte courant dans la société. En 1993, les «frais de réception» des dirigeants de la Sapsi atteignaient 1,49 million de francs.

La procédure collective ouverte au tribunal de commerce de Nice sur le déviant de la station semble, quant à elle, dans l'impasse. Le 21 novembre, les juges avaient choisi pour représenter l'exploitateur varois Bernard Riccobono, dont le plan de cession avait reçu le soutien du parquet. Mais, curieusement, ce même parquet a subitement décidé de faire appel, bloquant les travaux projetés dans la station, à la veille de l'ouverture des pistes. Lundi 16 décembre, l'office du toubonisme a fait savoir que la station était bien ouverte et qu'elle avait déjà accueilli, le week-end dernier, «un très grand nombre de skieurs».

Hervé Gattegno

Prison ferme requise contre le pilote de l'Airbus d'Habsheim

LE PROCUREUR du tribunal correctionnel de Colmar (Haut-Rhin), a requis, mardi 17 décembre, «une peine particulièrement sévère d'emprisonnement de longue durée avec sursis et avec une partie ferme» à l'encontre de Michel Asseline, le pilote de l'Airbus A-320 d'Air France qui s'était écrasé, le 26 juin 1988 à Habsheim, provoquant la mort de trois personnes (Le Monde des 27, 28 et 30 novembre). Le procureur René Fech a reproché au pilote d'avoir décidé un passage à basse altitude dans des conditions de cabrage extrême. Il a catégoriquement refusé l'hypothèse de la falsification des boîtes noires de l'appareil. Pour Henri Petit, directeur des opérations en vol au moment de la catastrophe, accusé d'avoir autorisé des vols de présentation avec des passagers à bord, le procureur a requis une peine de prison avec sursis. Une peine de prison avec sursis non amnistiable a en outre été requise à l'encontre de Pierre Mazères, le copilote, et une peine de prison avec sursis éventuellement amnistiable à l'encontre de Jacques Gauthier, officier de sécurité des vols d'Air France à l'époque. Le procureur a enfin demandé une peine de prison avec sursis amnistiable à l'encontre de François Rustenberger, l'organisateur du meeting aérien.

DÉPÊCHES

■ JUSTICE : Jean-Louis Campredon, le second vice-président (RPR) du conseil général de l'Essonne, a été placé en garde à vue, mardi 17 décembre. Son bureau, la mairie de Salmay et son domicile ont été perquisitionnés par la brigade financière de la PJ de Versailles. L'enquête a été saluée de fin 1988 à début 1993 par deux filiales du groupe Sater-Parachini.

■ DIFFAMATION : le parquet a demandé à la 17^e chambre correctionnelle de Paris, mardi 17 décembre, la condamnation de Pierre Mazeaud, président (RPR) de la commission des lois de l'Assemblée nationale, pour diffamation envers Eric Halphen, juge d'instruction de Créteil (Val-de-Marne). Dans une interview au Figaro du 2 juillet 1996, Pierre Mazeaud avait accusé le juge d'avoir violé le secret de l'instruction, en prévenant la presse de la perquisition qu'il avait effectuée le 27 juin au domicile de Jean Tiberi, maire de Paris.

■ IMMIGRATION : cinquante et un Roumains en situation irrégulière ont été reconduits vers Bucarest, mardi 17 décembre, à bord d'un appareil de la compagnie Tarom affrété par le ministère de l'Intérieur. Cinq d'entre eux venaient d'être libérés de prison. Ce vol constitue le 33^e «charter de clandestins» organisé par les services de Jean-Louis Debré.

■ FAITS DIVERS : un garçon de onze ans s'est donné la mort, mardi 17 décembre, en se jetant par la fenêtre de l'appartement familial situé au sixième étage d'un immeuble du quartier Belleville, à Toulouse. Il n'avait pas supporté d'être ramené chez lui par les policiers, après avoir été pris en flagrant délit de vol d'un jouet, d'une valeur de 70 francs, dans un supermarché voisin.

78 Francs Franco de port
«De l'Hôtel de Ville de Paris à l'Élysée : la méthode Chirac»

par JP Renaud, ancien haut fonctionnaire - 120 pages

Adressez chèque libellé
CCF 78 132 5880 à J.P. RENAUD
B.P. 23816 - 75785 Paris Cedex 16

مكتبة الامن

Service 1150

RÉGIONS

LE MONDE / JEUDI 19 DÉCEMBRE 1996

ÉLEVAGE La concentration industrielle de l'élevage porcin produit d'importantes pollutions que la législation cherche maintenant à limiter. ● EN BRETAGNE, où vit 55 % du

cheptel français, la production de la filière porcine continue de progresser alors qu'elle a tendance à faiblir en Europe. ● MAIS LA NORME de 50 milligrammes de nitrates par litre d'eau

est dépassée dans plusieurs zones, et le ministère de l'environnement a obtenu que le développement des élevages soit stoppé. L'approvisionnement en eau potable de la région est

en péril. ● LES INDUSTRIELS cherchent par conséquent à s'implanter ailleurs, en particulier dans le Massif Central, où le mouvement de concentration a fait disparaître un

grand nombre de petits éleveurs. ● DES ÉLEVÉS DE L'AVEYRON proposent en alternative une production de qualité intégrée dans la réalité économique et culturelle du pays.

Les porcheries industrielles bretonnes cherchent à se délocaliser

La production porcine à grande échelle provoque de graves pollutions de l'eau et des terres en Bretagne. Aussi les professionnels de la filière partent-ils à la conquête de nouveaux espaces, comme le Massif Central

RODÉZ
de notre correspondant
Daniel Carles est un petit éleveur aveyronnais. Ancien de la Fédération départementale des syndicats agricoles (FDSEA), il a rejoint la Confédération paysanne voilà quelques années et suit, pour elle, le dossier porcs. Or les grands projets de porcheries industrielles dans le département, dont on soupçonne qu'ils sont élaborés par des industriels bretons, sont soutenus par la FDSEA. « Ce qu'ils ne veulent plus faire chez eux, ils viennent le faire chez nous », entend-on du côté de la Confédération et des associations de défense de l'environnement, qui accusent l'industrie agroalimentaire bretonne. Car la terre et les eaux de Bretagne n'en peuvent plus de supporter les tonnages excessifs de lisier.

Daniel Carles s'oppose catégoriquement à ce système « de spéculation et de course au volume ». Pour des raisons d'emploi, mais aussi pour des raisons environnementales en des lieux touristiques, au cœur du parc régional des Grands Causses. « Pour nous, la seule voie est de se démarquer en jouant sur la qualité du produit et en s'intégrant au paysage ».

Sur la commune de Comus, sur le plateau du Larzac, l'ayant-garde de l'industrie porcine à la mode bre-

tonne est en place : l'élevage de Combrex compte déjà quatre cent trente truies. Un projet d'extension, rejeté par l'enquête d'utilité publique mais reconnu par le comité départemental d'hygiène, prévoit de porter le cheptel à mille truies, alors que le troupeau moyen d'un exploitant aveyronnais en compte quarante. Combrex emploie trois salariés. « Ce type d'industrie remplacera le travail paysan. S'il y a un jour huit Combrex en Aveyron, on se passera des autres éleveurs, dans un département qui en recense moins de neuf cents et qui en comptait pourtant huit mille en 1975 », estime Daniel Carles. Une chute vertigineuse, également constatée sur l'ensemble de Midi-Pyrénées depuis vingt ans où les élevages sont passés de 22 500 à 2 400, « au seul bénéfice de la Bretagne qui, bien sûr, en contrepartie, souffre de ses effluents ».

À la FDSEA, on ne l'entend pas de cette oreille. Le président départemental, Christian Dédès, parle de projets portés par des familles et de regroupements d'agriculteurs en ateliers : « Dans ces conditions, je ne vois pas où se situe la perte d'emploi. Il est seulement question de regrouper les moyens afin de garantir un plus grand confort de travail aux agriculteurs ». Christian Dédès avoue en outre sa franche opposition aux structures industrielles venues d'ail-

leurs. « Il y aurait danger, dit-il, s'il y avait des intégrateurs (structures industrielles fournissant le capital, les aliments et les porcelets) ; à priori, il n'y en a pas ».

Sur l'ensemble de Midi-Pyrénées, depuis vingt ans, les élevages sont passés de 22 500 à 2 400

Un « a priori » qui laisse une place au doute, et le doute, dans les rangs de la Confédération paysanne, prend forme de certitude. Le problème économique est doublé d'un problème écologique. La FDSEA reconnaît que « les ré-

gions de l'Ouest sont au bout parce qu'elles ont fait n'importe quoi ». Mais elle assure dans le même temps que le secteur porcin est le seul où les déjections d'élevages sont parfaitement maîtrisées. « Lorsque les doses sont respectées, cela ne pose aucun problème ». On imagine mal cependant comment un site de production rejetant annuellement 10 000 mètres cubes de lisier va pouvoir demeurer dans la limite légale de nitrates à l'hectare, dans une région, comme celle des Causses, où l'eau potable est puisée directement dans le sous-sol, sous les pieds des cochons.

Outre les atteintes à la terre et au réseau d'eau souterrain, il y a aussi nuisance olfactive. Pas de quoi renforcer l'image d'un pays vert vendue par le comité départemental du tourisme. C'est ainsi par exemple qu'à Saint-Saturnin-de-Lenne, il y a un château, une campagne charmante

et des gîtes ruraux. Mais les vacanciers doivent subir l'odeur des 1 300 porcs élevés à cent mètres de là. Rien d'étonnant, fait remarquer l'un des propriétaires de chambres d'hôtes : « Dans ce département, le tourisme est entre les mains des gens de l'agriculture. Les décideurs de l'Apaur (chargée de promouvoir le tourisme vert en Aveyron) sont salariés par la chambre d'agriculture, alors... ».

Alors, des éleveurs aveyronnais expérimentent ce qui pourrait être une réponse à la dégringolade des prix provoquée par le système breton et une solution pour un pays qui pourrait ainsi cohabiter avec ses porcs. D'un côté, charcutiers et bouchers forment un besoin en salaisons et en viandes de qualité qui est de plus en plus celui de leur clientèle. De l'autre, les éleveurs se lancent dans une production de porcs lourds nourris d'aliments issus

Elban Da Silva

La Bretagne saturée de nitrates

RENNES
de notre correspondant régional
Sept millions et demi de cochons vivent sur la sol breton, soit environ 55 % du cheptel français. Chaque truie ayant en moyenne une douzaine de petits, c'est environ douze millions et demi de bêtes qui sont abattues chaque année. La filière porcine n'a cessé de se développer depuis trente ans. Alors que la production européenne a tendance à faiblir, elle a connu, en Bretagne, une progression de 8 % en 1994 et de 3 % en 1995.

Cette « industrie » représente 22 650 emplois directs : plus de 10 000 dans l'élevage, le reste se répartissant entre les entreprises d'alimentation du bétail, la charcuterie-salaison, l'abattage et la découpe (les dix plus gros abattoirs français sont situés dans l'Ouest). Les éleveurs sont organisés en groupements qui contrôlent l'ensemble de la filière et pèsent de toutes leurs forces sur l'économie régionale.

Avec environ 250 porcs au kilomètre carré, la Bretagne est encore loin d'atteindre la concentration de terres d'élevage hors-sol très sophistiquées, comme par exemple en Hollande, où les conditions d'exploitation sont cependant beaucoup plus strictes sur le plan écologique. Néanmoins, la Bretagne risque la saturation. Elle ne sait plus où épandre le lisier que

ses usines à porc produisent. Le ministre de l'Agriculture, Philippe Vasseur, insiste sur l'absence de mesures « importantes », 50 % des captages d'eau potable seraient pollués d'ici à l'année 2005 par les nitrates dus à l'élevage et aux engrais.

Ce trop-plein serait tout relatif, à en croire Bernard Mégret, président de la Coopérative, le plus gros groupement français basé dans les Côtes-d'Armor. « À force de parler de limitation, d'interdiction, nous allons mourir ! », s'agacait-il lors des premières Rencontres du développement durable, début décembre, à Rennes.

EXCÉDENTS STRUCTURELS
L'industrie porcine s'oppose à Corinne Lepage, ministre de l'environnement, qui a obtenu que dans les « zones d'excédents structurels », c'est-à-dire là où la norme de 50 milligrammes de nitrates par litre d'eau est dépassée (soit actuellement le quart des surfaces d'eau), le développement des élevages soit désormais stoppé.

En conséquence, certains éleveurs ont d'ores et déjà choisi de faire engraisser leurs bêtes en Mayenne ou dans la Sarthe, des départements limitrophes. Un mouvement de délocalisation qui devrait s'élargir.

Martine Vale

La SNCF lance sur Paris-Lyon le TGV à deux étages

LE PREMIER TGV à deux étages devait effectuer son premier Paris-Lyon, jeudi 19 décembre. Cette première rame « duplex », capable de transporter 516 passagers (soit 40 % de plus qu'un TGV Sud-Est ordinaire) effectuera, pour commencer, un aller-retour quotidien en semaine et deux aller-retour le week-end. Les trente rames commandées à GEC-Alsthom rentreront progressivement en service, jusqu'au milieu de l'année 1998, date à laquelle elles représenteront environ 30 % du parc installé. Les voyageurs pourront exprimer leur choix de voyager en haut (« ambiance conviviale et panoramique », selon la SNCF) ou en bas (« ambiance plus calme »).

Quinze ans après son inauguration, la première ligne à grande vitesse en France était saturée, avec 170 trains par jour et 23 millions de passagers par an. Après avoir augmenté la capacité des trains en associant les rames deux à deux, la SNCF et GEC-Alsthom ont mis dix ans à développer ce nouveau train. Les TGV Sud-Est classiques vont quant à eux subir une cure de jouvence dès le printemps 1997. L'aménagement intérieur et extérieur va être complètement revu pour s'aligner sur le modèle du TGV réseau (TGV Atlantique). Ce programme total, d'un coût de 500 millions de francs, sera achevé en 2002.

Young & Rubicam France SA - Société Générale - Photos : Photo/Alain et Jean - Agence

J'aime donner le cap



Je n'aime pas tenir la barre

SÉLECT GESTION

NOUVEAU SERVICE DE GESTION DE PORTEFEUILLE

Parlez-nous de vos objectifs.
Nos spécialistes s'occupent de tout.

Pour vous qui n'avez ni le temps, ni le goût de gérer vous-même votre capital, la Société Générale a créé Sélect Gestion. Avec un placement minimum de 50 000 F*, vous accédez à l'ensemble des marchés mondiaux et des secteurs économiques, ainsi qu'aux techniques de gestion élaborées pour de grands investisseurs.

Vous définissez avec nos conseillers votre profil d'investisseur - prudent, équilibré ou dynamique. Les spécialistes de la Société Générale vous déchargent de tout souci de gestion et gèrent au quotidien votre capital en respectant l'orientation définie. Vous recevez régulièrement une information personnalisée sur l'évolution et la performance de vos placements.

Pour la Société Générale, valoriser votre capital en vous libérant de tout souci de gestion, c'est normal. N'hésitez pas à rencontrer nos conseillers en agence.

*Valeur au 02/12/1996 de 50 actions de Suez, hors droits d'entrée.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

DISPARITIONS

Gaston Miron

Le chantre d'un Québec souverain

LE POÈTE Gaston Miron est mort d'un cancer à Montréal, samedi 14 décembre, à l'âge de soixante-huit ans. La nouvelle de sa maladie subite avait tétanisé ses amis - il en avait beaucoup, poètes ou non, et pas seulement au Québec, mais aussi en France, dans beaucoup de pays du monde francophone et du monde tout court. On l'avait encore vu à Paris en mai dernier, six mois à peine après l'échec - d'un cheveu - « des parisiens d'un Québec souverain », expliquant au public nombreux de la librairie québécoise de la rue Gay-Lussac les raisons d'espérer malgré tout. Il était comme toujours : passionné et lucide, sa voix presque cavernueuse mêlant les atermoiements du poète et le sursaut du journaliste, et sachant résumer le scandale et la justice en quelques formules lumineuses.

En moins de six mois, le cancer a foudroyé cet homme dont n'avaient eu raison ni la pauvreté ni la difficulté d'écrire en français dans un pays où le français mourait, ni l'emprisonnement politique (en octobre 1970), ni le dévouement devant les lenteurs de l'histoire. Il était né le 8 janvier 1928 à Sainte-Agathe-des-Monts, dans les « pays d'en haut », au nord de Montréal. Descendant de coureurs des bois ou de paysans qui ne savaient pas écrire, il est devenu instituteur et, très vite, poète. Il a été, avec quelques autres et le premier d'entre eux, de cette génération

d'auteurs qui, se sentant étrangers dans leur propre pays, ont compris que leur destin poétique était lié à celui de leur langue et, *ipso facto*, à celui de cette société canadienne française, bientôt rebaptisée « québécoise », dont l'émancipation restait à entreprendre.

D'où un patient et simultané travail d'éditeur et de militant. Fondant en 1953 avec des amis les éditions de l'Hexagone, participant à la création de la revue *Parti pris*, Miron s'engage en même temps, à gauche, tour à tour au Nouveau Parti démocratique (NPD), au RIN (dont les manifestants souffrirent en 1967 au général de Gaulle son « vive le Québec libre ! »), au Parti socialiste québécois, au Parti québécois, et, plus récemment, au Mouvement du Québec français et dans divers mouvements humanitaires.

Cette dualité se retrouve dans sa poésie. Célébrant le printemps qui « liseronne aux fenêtres », « le bruit rous des chevreaux dans la lumière » ou l'amour, elle ne cesse en même temps de passer par le « recours didactique » pour évoquer les luttes nécessaires. Elle est écrite et orale, dans la lumière de Cendrars et d'Eluard, modeste (« je suis un homme simple avec des mots qui peinent »), soucieuse de sa forme et solidaire de « l'obscur respiration commune ».

Miron est comme Socrate, toujours sur la place publique, es-

sayant ses vers qu'il savait par cœur, sur ses amis, anciens ou de rencontre, dans les tavernes ou dans les rues. N'hésitant pas non plus à apparaître sur scène, avec des musiciens (comme au Centre Pompidou, plusieurs fois). En même temps grand lecteur et propagandiste des autres, passant plus de temps à leurs œuvres qu'aux siennes. En témoignent une foule de conférences et deux anthologies (*Écrivains contemporains du Québec*, avec Lise Gauvin, chez Seghers, 1989, et *Les Grands Textes indépendants*, 1974-1992, avec André Ferretti, à l'Hexagone, 1992).

Francophile, faisant dès 1949-1950 un stage d'écriture à Paris, ami des poètes Frénaud, Guillevic, Clancier, Oster ou Deguy, il a été assez vite reconnu en France, salué dans la presse par Alain Bosquet ou André Laude, à la télévision par Jean-Marie Drot ou Bernard Pivot, couronné par le prix Guillaume-Apollinaire, élu à l'académie Mallarmé. Publié pour la première fois en 1970 par Georges-André Vachon aux Presses de l'université de Montréal, *L'Homme rapaillé* (c'est-à-dire « remplacé, reconstitué », son principal et presque unique recueil cent fois remis sur le métier, est ressorti en 1988 à Paris chez Maspero, avant de trouver, il y a peu, et non sans hésitations, sa forme « définitive ».

Il aurait fait un bon Prix Nobel. Il était de la race des Hugo et des Neruda, de ces poètes qui savent

incarner le combat pacifique d'un peuple pour sa liberté. Mais plus que de lui-même, plus même que du Québec, il a été infatigablement, dans le monde entier, par la poésie et le discours, l'ambassadeur de notre langue commune et le militant de la résistance à l'uniformisation culturelle. Tout cela se tenait, le combat pour l'indépendance et l'ouverture aux autres, la résistance et la générosité : « Plus je suis assuré de ma culture et de ma langue, plus je suis ouvert à celles des autres », disait-il. Le message vaut pour la Terre entière.

Dominique Nogués

■ JEAN ZUCCARELLI, maire de Bastia de 1968 à 1989, député de Haute-Corse, membre éminent du Mouvement des radicaux de gauche (MRG), est décédé, lundi 16 décembre, à Bastia, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Il est le père d'Emile Zuccarelli, ex-ministre des postes et des télécommunications dans le gouvernement Pierre Bérégovoy (1992-1993), aujourd'hui député de Haute-Corse, maire de Bastia et président délégué du Parti radical-socialiste. Né le 7 mars 1907, à Bastia, Jean Zuccarelli suit des études de droit. Il est avocat au barreau de Bastia en juillet 1929. Elu au conseil de l'ordre, bâtonnier, Jean Zuccarelli commence sa carrière politique après la guerre : en 1945, il est élu

François Tuefferd

Promoteur de l'image dans les années 30

FRANÇOIS TUEFFERD, une des figures de la photographie française des années 30 à 50, est mort mardi 17 décembre. Il avait quatre-vingt-quatre ans. Après avoir débuté dans le groupe de presse Condé Nast, en 1932, par l'intermédiaire du grand photographe de mode Hoyningen-Huene, et publié ses images dans *Vogue* et *Vu*, François Tuefferd monte un laboratoire et perfectionne sa technique de l'appareil petit format. Il se tourne vers la photo d'illustration, réalise nombre de reportages, notamment sur le paquebot *Normandie*, et se lie avec des photographes comme Pierre Jahan, Daniel

Masclat, Man Ray, Robert Capa, Rémi Duval.

En 1937, il ouvre à Paris une galerie de photographies sous le nom « Le Chasseur d'images » et y présente les photos d'Emmanuel Sougez, Herbert List, Ilse Bing, Bill Brandt. Il avait raconté cette aventure, en 1993 à Sophie Rochard, pour la revue *Georges* : « Toutes les photographies étaient à vendre au prix de 100 francs environ. Je ne faisais aucune transaction et ne prenais aucun pourcentage. Je me chargeais uniquement de mettre en rapport l'acheteur et le photographe. D'ailleurs, ma carte de visite s'intitulait « Centre de propagande pour la photographie ». La clientèle était pratiquement inexistant. J'ai perdu tout mon héritage dans cette affaire (mais) j'avais l'impression de servir à quelque chose ».

François Tuefferd imagine en 1939 le premier Salon du chasseur d'images, mais la guerre vient arrêter ses projets et il doit vendre sa galerie en 1941. Il séjourne en Tunisie après la guerre avant de s'installer aux États-Unis en 1953, où il devient portraitiste d'enfants et collabore avec *Life*, *Fortune* et *Sport Illustrated*. L'historien Thomas Michael Gunther retrouve sa trace aux États-Unis et met à jour une œuvre sensible qui sera exposée, en 1993, à la Bibliothèque historique de la Ville de Paris.

Michel Guerin

AU CARNET DU MONDE

Naissances

Anne-Karoline, Charles-Henry, Charles-Xavier, Charles-Gauthier et Claire-Hélène sont heureux d'annoncer la naissance de leur frère.

Charles-Grégoire BEKUS-SORET,

le 19 novembre 1996.

Rue du Golf,
50290 Bréville-sur-Mer.

Noces de rubis

- Paris, Jakarta.

Papym et Granny

Tout nos vœux de bonheur pour ce bel anniversaire.

Valérie, Marion, Emmanuelle et Bruno, Laurent et Delphine, Louis, Adrien et Arthur.

Décès

- Elisabeth Buisson.

sa fille,

Aline Buisson,

son gendre,

Ses petits-enfants,

Monique Rosenzweig,

Lionel et Eddy Cherk,

ses neveux.

Les familles Benassayag et Narboni,

ont la douleur de faire part du décès

accidentel de

Robert BENASSAYAG,

survenu le jeudi 12 décembre 1996, à

l'âge de soixante-deux ans.

Que ceux qui l'ont aimé continuent à l'aimer.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Laurence Bénéoliel,

son épouse,

Frédéric Bénéoliel et sa famille,

Isabelle Bénéoliel

et Stéphane Lebrun,

ses enfants.

Les familles Bénéoliel, Nesure,

ont le chagrin de faire part de la

disparition, à l'âge de soixante-quinze

ans, de

Claude BÉNEOLIEL.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité,

au cimetière du Montparnasse.

Sa mémoire sera évoquée lors d'une

messe célébrée le samedi 21 décembre

1996, à 18 h 30, en l'église Saint-Louis

des Invalides.

Nos abonnés et nos action-

naires, bénéficiant d'une

réduction sur les insertions

du « Carnet du Monde »,

sont priés de bien vouloir

nous communiquer leur

numéro de référence.

- M^{me} Frédéric Bloch,

née Diana Poquin,

son épouse,

M. Marc Lehmann,

M. Bernard Glauberstein,

ses beaux-frères,

M^{me} Nicole Lehmann,

sa sœur,

ont la très grande tristesse de faire part du

décès de

M. Frédéric BLOCH,

survenu le 15 décembre 1996, dans sa

quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques ont eu lieu dans

l'intimité, le 17 décembre, au cimetière de

Montparnasse.

13, rue des Princes,
92100 Boulogne.

- Denise,

sa femme,

Myriam et Jérôme,

Noémie et Stéphane,

Serge et Claudie,

ses enfants,

Mathieu, Margot et Jeanne,

ses petits-enfants,

Le docteur Pierre Montez,

Le docteur Philippe Montez et Joëlle,

M^{me} Pierrette Lesieur,

ses cousins,

ont le grand chagrin de faire part du décès

de

Jacques DECORNOY,

à l'âge de cinquante-neuf ans, le

16 décembre 1996.

Ses obsèques auront lieu le

23 décembre, à 11 heures, en l'église

Saint-Eusèbe, Paris-1^{re}.

Selon sa volonté, il sera inhumé.

Ni fleurs ni couronnes. Des dons

peuvent être faits au Comité catholique

contre la faim et pour le développement

(CCFD), 4, rue Lamier, Paris-1^{re}.

« Si tu me donnes l'éternité

sous quelque forme,

Que je garde la touche

avec mes grands objets

Poésie et musique

Et que je les entends en orbes éternels.

Pierre Jean Jouve (Mortier).

(Le Monde du 18 décembre.)

- Egüilles, Fort-National.

Jean Pierre, Paul, Geneviève, Colette,

Catherine, Antoine, Michel, Marcelle

font part du décès de leur mère,

Marcelle FRAPOLLI,

sage-femme.

survenu à l'âge de quatre-vingt-trois ans,

à son domicile, entourée de toute sa

famille.

La cérémonie religieuse aura lieu le

vendredi 20 décembre, à 11 heures, en

l'église d'Egüilles (Bouches-du-Rhône).

Son esprit a rejoint dans les cieux de

Kabylie celui de

Marcel FRAPOLLI,

qui fut enlevé en 1955.

- Tous ses amis,

Ses frères et sœurs,

ont la tristesse de faire part du décès de

Nina DESTREL,

née GROSJEAN,

artiste peintre,

survenu dans des circonstances tragiques.

Elle sera inhumée le samedi

21 décembre 1996, à 10 heures, au cimetière

de Mamey (Alpes-de-Haute-

Provence).

Une cérémonie réunira tous ceux qui

l'aiment et l'ont aimée, le samedi

21 décembre, à 14 h 30, en l'église de

Savournon (Hautes-Alpes).

- M^{me} René Durand,

son épouse,

MM. Pierre, Alain et Yves Durand,

M. et M^{me} Claude Gendreau,

M. et M^{me} Christiane Chateau,

ses enfants,

Nicolas, Anthony, Guillaume, Stéphan,

Camille, Anne-Laure, Jean-Sébastien

et Olivier,

ses petits-enfants,

Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. René DURAND,

ancien élève de l'École polytechnique

(promo 34),

ingénieur des Ponts et Chaussées,

ancien dirigeant d'affaires

d'ingénierie et de construction

en Afrique du Nord et en France.

survenu à Paris, le 11 décembre 1996, dans

sa quatre-vingt-deuxième année.

L'inhumation a eu lieu au cimetière

d'Auteuil, dans l'intimité familiale.

93, rue Michel-Ange,
75016 Paris.

- Le conseil de surveillance de la

Compagnie bancaire.

Le conseil d'administration.

La direction.

Et l'ensemble des collaborateurs de la

Ségécé,

ont la profonde tristesse de faire part du

décès de

M. René DURAND,

ancien élève de l'École polytechnique,

ingénieur des Ponts et Chaussées,

président d'honneur de Ségécé,

survenu le 11 décembre 1996, à Paris.

Il s'associe au chagrin de sa famille

qu'il assure de toute leur sympathie.

- Le conseil de surveillance,

Le directeur,

Et l'ensemble des collaborateurs de

Cogedim,

ont la profonde tristesse de faire part du

décès de

M. René DURAND,

ancien élève de l'École polytechnique,

ingénieur des Ponts et Chaussées,

président d'honneur de Cogedim,

survenu le 11 décembre 1996, à Paris.

Il prie sa famille d'accepter leurs

plus sincères condoléances.

- Ses enfants,

Ses petits-enfants,

Ses arrière-petits-enfants,

four part du décès de

M. Olivier de LAPPARENT,

officier des Palmes académiques,

survenu dans sa quatre-vingt-neuvième

année, le 16 décembre 1996, à Paris.

Une messe sera célébrée vendredi

20 décembre, à 11 heures, en l'église

Notre-Dame d'Auteuil, Paris-16^e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

18, rue Gaston-de-Callavet,
75015 Paris.

- Les familles Lautier, Lagrange,

Le Guern, Noël, Pasquier, Jacquier, Juvén,

Les familles parentes et alliées,

Ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} veuve GUY LAUTIER,

née Germaine JACQUIER,

survenu le 14 décembre 1996, dans sa

quatre-vingt-septième année.

- Isabelle Madesclaire, Tim, Odile,

Valdo et leurs enfants,

François et Francis Subra, Antoine,

Renard,

Michel et Hélène Madesclaire, Julie,

Thomas,

Georges Madesclaire et Annie Rosso,

Sidonie,

Hélène Madesclaire,

Pierre et Michèle Madesclaire,

Vincent,

Les familles Abond, Madesclaire,

Bérache, Lafarge, Le Pallec, Pinget,

Roussanne et alliés,

ont la très grande tristesse d'annoncer le

décès de leur mère, grand-mère et

parente,

M^{me} Suzanne MADESCLAIRE,

née ABOND,

survenu le 15 décembre 1996, à Paris,

dans sa quatre-vingt-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée

le 20 décembre, à 10 heures, en l'église de

Lagarde-Eyval (Corrèze).

21, rue Saint-Amant,
75015 Paris.

- Londres.

Ely Schröder, née Coquini,

Astrid et Michel Arnould

et leur fils Christian,

Ingrid Stephenson,

Ivar Schröder,

Axel et Claude Schröder,

Louis Schröder et sa fille Françoise,

HORIZONS

ENQUÊTE

Le dimanche, Gérard, le père, et Guy, le fils, vont à la pêche ensemble. Les Payen s'entendent bien. Parfois même, avec leurs compagnes, ils partent en vacances à Dieppe. Gérard, soixante-huit ans, ajusteur-outilleur, a pris sa retraite il y a douze ans. Il a gardé sa carte du parti, prise l'année du mariage, en 1946 : celle de Valloures-Louvill, Maubeuge (Nord). Guy, le fils, a adhéré en 1967. Pourtant, même seuls au bord de la rivière, ils « n'ont pas envie de parler de tout cela ». « A quoi ça sert, si c'est pour se dire : merde, t'as gâché ta vie ? »

Dans le pavillon briqué, le café fume, les vases sont fleuris, les nappes sont amidonnées et les petits-enfants s'agitent dans les cadres dorés. Gérard, le père, a tout donné au communisme. « Jamais là », résume Guy, qui, contrairement aux autres frères et à sa mère, a pardonné. Pour la CGT, pour le parti, Gérard a gardé toutes ses soirées. Quand il voulait prendre une journée pour aller à la pêche, le parti disait non. « J'ai fait pareil, dit le fils. Je croyais qu'au parti il n'y avait pas d'arrière-pensées. Je suis un peu naïf dans la vie. »

Les joies de Gérard, tout d'un coup, deviennent toutes rouges. Dans les années 70, raconte-t-il, il a fait une dépression nerveuse, pendant quatre mois. « Je pleurais la nuit à cause du parti. Je faisais des cauchemars, je voyais mes camarades de la cellule avec des têtes de nazis. Pas leurs visages personnellement, mais leurs ombres. » Gérard dit : « Je suis malade, j'en peux plus, aidez-moi. » Mais le parti n'entendait pas. « J'avais trop de discipline », dit Gérard, qui se taisait pour ne pas rendre malheureux sa femme et les autres.

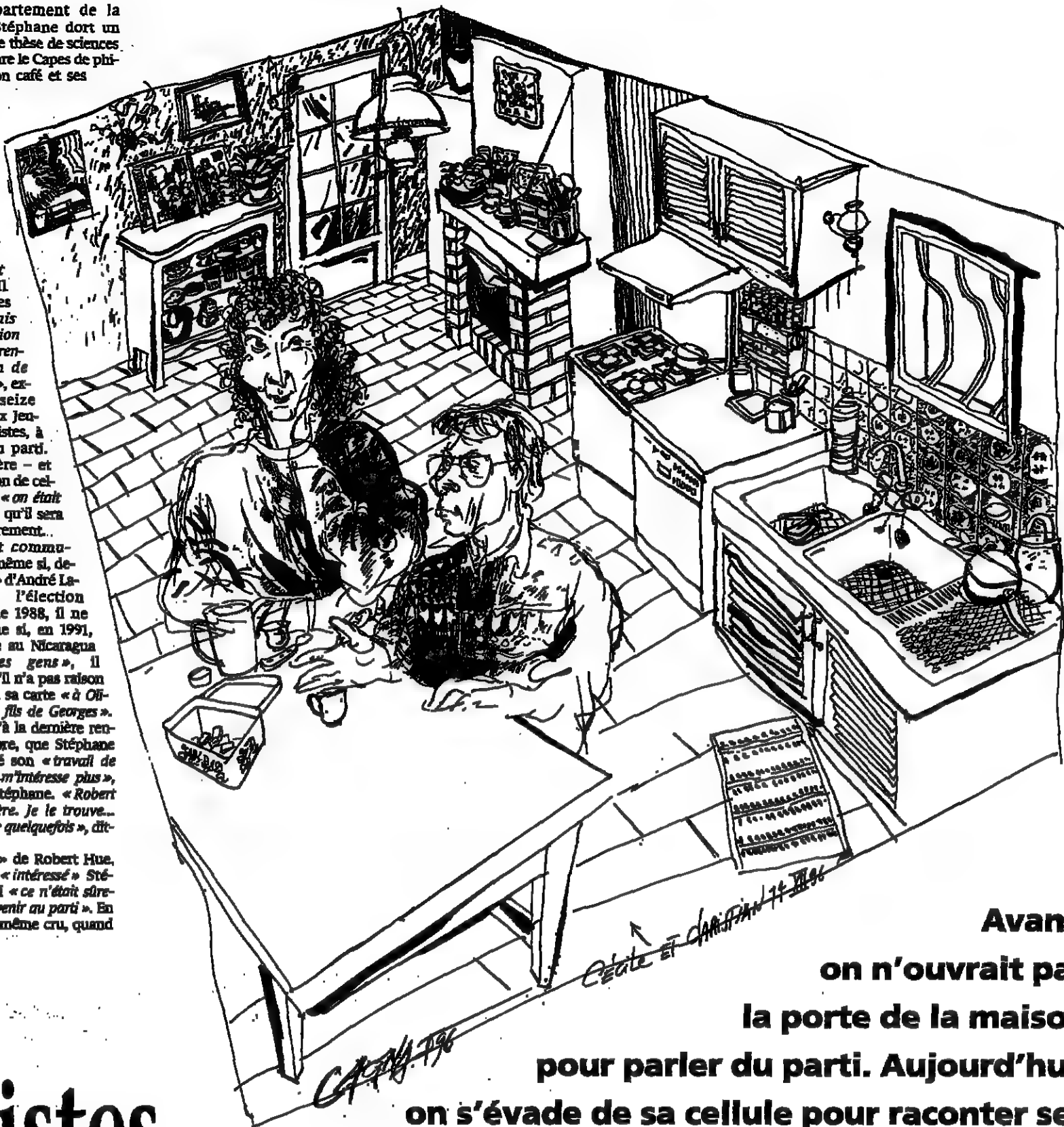
Le « traumatisme » a mis du temps à s'apaiser. « C'était la période où il y avait beaucoup de doutes dans notre tête, explique Guy. Un monde tout bouleversé : en

dans son appartement de la Goutte-d'Or, Stéphane dort un peu, termine une thèse de sciences politiques, prépare le Capes de philo. Il partage son café et ses gâteaux.

Stéphane vient d'Aulnay-sous-Bois. Son père, ouvrier à l'usine, est un militant modèle : « A la mort de Jacques Duclos, il portait le cercueil. » Il était de toutes les luttes. « J'avais plein d'admiration pour ce père qui rentrait avec plein de trucs à raconter », explique-t-il. A seize ans, il rentre aux Jeunesses communistes, à dix-huit ans, au parti. Après la première - et dernière - réunion de cellule, à Aulnay - « on était cinq », il se dit qu'il sera communiste autrement.

Stéphane est communiste. Il y tient, même si, depuis la « clique » d'André Lajoie à l'élection présidentielle de 1988, il ne vote plus. Même si, en 1991, après un voyage au Nicaragua avec « d'autres gens », il « comprend » qu'il n'a pas raison tout seul. Il rend sa carte « à Olivier Marchais, le fils de Georges ». Mais ce n'est qu'à la dernière rentrée, en septembre, que Stéphane dit avoir entamé son « travail de deuil ». « Ça ne m'attriste plus », dit sobrement Stéphane. « Robert Hue, il m'indiffère. Je le trouve... rien ; si, grotesque quelquefois », dit-il.

La « mutation » de Robert Hue, pourtant, avait « intéressé » Stéphane - même si « ce n'était sûrement pas pour revenir au parti ». En juin, Stéphane a même cru, quand



Avant, on n'ouvrait pas la porte de la maison pour parler du parti. Aujourd'hui, on s'évade de sa cellule pour raconter ses états d'âme. « C'est la mutation », expliquent-ils

Intimités communistes

1980, la Pologne, les ouvriers de Gdansk. Et puis la déception, en 1982, avec la gauche qui ne fait rien. Gérard se souvient avec précision. Il est ensuite tombé sur un livre qui s'appelait : *Penser par soi-même*. « J'ai gardé cette phrase dans ma tête. Pendant des mois ça m'a travaillé, un peu comme un cauchemar. »

Quelques années plus tard, en 1995, quand la cellule a acheté le livre de Robert Hue *Communisme, la mutation*, Gérard a regardé l'index. Dans la table des matières, il a cherché « S », comme « stalinisme ». « C'était intéressant, par rapport à cette vie que j'avais menée et qui ne m'avait pas donné toute satisfaction. Ça m'a rafraîchi, comme une source. » Guy est d'accord : « C'est vrai qu'après ce livre des voix se sont élevées. »

Tous les deux, « mais tranquillement », ils ont préparé le congrès dans la cellule, la section. Ils pensent que le secrétaire national « tient le bon bout ». Tout cela, « ce n'est pas tellement une question d'homme », dit Guy. « Les dieux, ce n'est plus mon affaire », ajoute Gérard.

« On ne demande pas grand-chose », disent-ils tous les deux. « La paix, de quoi vivre de son travail, le nécessaire, un logement », dit le fils. « Se reposer, profiter de la nature », ajoute le père. Gérard, par exemple, aime bien l'Huma-dimanche. « L'autre jour, j'ai lu un reportage sur les églises. Ça change. Ça relativise. On se rend compte qu'on est rien, qu'on est rien du tout. »

STÉPHANE est étudiant de jour et gardien de nuit. Une grande baraque de vingt-six ans, une dégaîne à être forcément passé par le service d'ordre de l'Union des étudiants communistes (UEC). Un visage grave qui a déjà tout vu. La nuit, dans la banque qu'il surveille, Stéphane lit *Le Contrat social* et René Char ; le jour,

Robert Hue parlait d'un vingt-neuvième congrès résolument différent, que tout cela le concernerait. Mais il y a eu le « tournant sur le texte unique, en octobre ». Stéphane comprend qu'on ne votera au bout du compte que sur la position de la direction. « J'ai cru qu'il se débarrasserait de ceux qui l'ont fait roi, qu'il essaierait de moderniser le parti tout en gardant les structures. S'il voulait vraiment changer, il vivrait les vieux qui bloquent. »

« Ils sont nuls », soupire Stéphane. On pourrait arrêter là. Mais Stéphane insiste. Il est communiste. « Etre communiste, ça implique d'avoir une mémoire. C'est une fidélité à une Histoire, même si elle n'est pas belle. On a eu une démarche collective. On a eu une ambition - transformer le monde. » Comme un poignard au fond de sa mémoire, Stéphane se souvient de cette sentence, balancée à une copine, pendant un camp de construction au Nicaragua, en 1991. « J'ai dit, je m'en souviens : "L'URSS est le pays le plus démocratique au monde". » Stéphane rit et mime, en posant la main sur le mur de la chambre : « J'ose pas le dire. On avait fait une escalade à l'aéroport de Moscou. Discrètement, je suis allé toucher les murs avec la main. »

Stéphane est communiste. Le parti, son histoire, tout cela le passionne. Il y a consacré sa thèse. « Mais ceux qui m'intéressent, ce ne sont pas ceux qui y sont aujourd'hui. Quand je vois cette bourgeoisie rouge, qui lisait *Démocratie* de Georges Marchais, et qui, aujourd'hui, se précipite sur *La Mutation* de Robert Hue... ce sont les mêmes. Le mot humanisme, on ne sait pas ce qu'ils mettent derrière. Là où je suis d'accord avec les stalinien, c'est quand ils disent : mais à quoi sert un parti qui ne veut pas changer le monde ? Ils ne sont même pas magouilleurs, comme les Italiens.

Même Marx, il parlait de ça : la politique, c'est de la tactique, de la stratégie. »

Stéphane se souvient de son père, qui regardait une émission de télé consacrée au « vrai » Jacques Duclos. « Il s'est levé, il n'a pas dit un mot. » Depuis, le père de Stéphane a « tourné la page ». Il n'est plus militant. Il a divorcé, vit avec une nouvelle femme, est devenu libéral, « mange macarbis ». Il ne veut plus entendre parler du parti. « N'empêche, estime son fils, sans le parti, il n'aurait pas lu, il n'aurait

« Etre communiste, ça implique d'avoir une mémoire. C'est une fidélité à une Histoire, même si elle n'est pas belle. On a eu une démarche collective. On a eu une ambition : transformer le monde »

pas voyagé en URSS, il serait toujours à l'usine. » Stéphane enfle ses habits de vigile. « Quand j'avais treize ans, je me souviens, j'étais pressé de grandir. Pour la révolution. Tu vois qu'aujourd'hui il faut prendre son temps. » Stéphane soupire : « Ah ! Les cons... »

CÉCILE a trente-quatre ans, deux jolis enfants blonds et, à Pontcarré, (Seine-et-Marne), une petite maison pleine de petites portes qui s'ouvrent comme les calendriers de l'avenant accrochés au mur de la cuisine. Cécile, employée de mairie, est une « vraie militante », dit son compagnon, Christian, technicien, qui n'assiste plus aux réunions de cellule, sauf « quand elles sont à la maison ». Mais les copines de Cécile ne sont pas seulement au parti. Pour parler, Cécile mâche ses mots.

La période est faite « d'interrogations », et elle trouve ça « plutôt bien ». Elle dit qu'il faut que le parti s'ouvre à la société. Elle évoque « cette alternance sans alternative qui pourrait intervenir en 1998, et qui offrirait un boulevard au Front national », comme on dit dans les réunions de cellule. Mais Cécile sait aussi retrouver ses propres indignations. Depuis les dernières élections municipales, à Pontcarré, elle « a envie de casser du socialiste ». Cécile est communiste « en regardant l'état du monde ». Avec ses

confiance. On ne va pas gouverner avec le PS s'il ne remet pas en cause Maastricht. » Et si, quand même, tout cela arrivait ? Cécile est désemparée. Elle hésite. Elle dit dans un souffle : « Il faut voir comment on réagira au niveau du parti, mais il n'en est pas question. »

Le père de Cécile, lui, « pense qu'il va y avoir une alliance avec le PS ». Il continue de lire *L'Huma*, mais il ne milite plus. « Il a peur, dit Cécile, il est sceptique sur la politique du parti en ce moment. » Hier, les parents de Cécile sont passés devant la petite maison de Pontcarré. Sa mère a dit : « Alors, ton parti, il devient rose ? »

Au téléphone, Roland a réfléchi. Il a dit : « Il faut que je réunisse mon bureau », c'est-à-dire lui-même. Et puis il a répondu : « Maintenant, ça ne me dérange plus. » Il fait bon dans le petit appartement encombré de souvenirs. Dans un cadre, Lénine tient un chat dans ses bras. Roland a offert cette photo à sa femme, parce qu'« elle adore Lénine et les chats ».

Roland, soixante et un ans, belle barbe blanche et regard doux, précise en liminaire, comme embêté, qu'il a été « trempé dans une certaine potion magique au départ ». Aujourd'hui, « c'est difficile de se défaire d'une certaine culture ». En décembre 1949, vaillant petit communiste, il reçoit récompensé du cadeau qu'il a envoyé à Staline, pour ses soixante-dix ans. « Une lettre, un mouchoir brodé », dit le papier. « J'y tenais, explique-t-il. C'est une petite Hongroise qui me l'avait donné à un camp de pionniers. » En 1952, il rejoint le parti, pour une belle vie de militant « sans responsabilités », dit-il. Des roubles sont accrochés au mur, avec des billets venus de Corée du Nord. La famille reçoit toujours les amis de l'ex-RDA.

Chaque semaine, à l'heure de la

messe, Roland part vendre *L'Huma-dimanche*. Il a préparé le congrès avec sa cellule, même s'il y va moins et qu'il regrette un peu les « études de textes ». Il votera pour le texte, car il n'est pas comme « ceux du Pas-de-Calais ». Il suivra les discussions, regardera la télé, et, avec sa femme, dépliera le canapé-lit pour accueillir deux copines de l'Aube, venues assister au congrès.

Roland n'est pas contre « tout ça ». Il regrette un peu le « punch » de Georges Marchais à la télévision, mais il ne pense aucun mal de Robert Hue. « Simplement, je me pose des questions : "Jusqu'où le parti peut-il perdre son identité ?" », s'interroge-t-il. Quand il entend dire « qu'on va faire ce que veulent les gens », Roland « trouve ça dangereux : il y a beaucoup de gens qui votent Front national ». Lui qui est « de la vieille école », il trouve aussi que le parti doit « répercuter » ce que les militants disent sur Maastricht.

« Il y a soixante ans, c'était plus facile », réfléchit Roland, en fermant les gros classeurs pleins de coupures et l'album de photos du voyage en Sibérie et en Asie centrale. « Il y a une chose qui me fait peur, c'est les tendances. C'est peut-être plus démocrate en soi, mais au détriment de la clarté. On n'est pas un cercle d'intellectuels. On est là pour prendre les gens en charge et les responsabiliser. » Parfois, ici ou là, ses amis communistes lui disent : « Apprends-leur. T'as de l'expérience. » « C'est vrai, dit Roland, mais à quoi me sert cette expérience dans une époque où tout a changé ? » Roland ne veut pas embêter les jeunes et passer pour un « ancien combattant ». « Encore que, ancien combattant, ça puisse être honorifique », précise-t-il.

Ariane Chemin
Croquis-reportage :
Jean-Pierre Cagnat

Clovis et l'euro

par Max Gallo

La célébration du baptême d'un roi franc et la mort programmée du franc à Dublin : tel aura donc été le double visage symbolique de l'année 1996. Et ce paradoxe apparent révèle l'ambiguïté de cette fin de siècle pour notre vieille nation. D'un côté, on rappelle les origines historiques et mythiques d'une communauté de destin. Certains le rêvent même éternel puisque scellé par Dieu. De l'autre, on abandonne le signe et le moyen classique de la souveraineté nationale. Le franc sera remplacé par l'euro.

L'objet monétaire est à lui seul un avertissement : il n'a pas été possible de faire figurer sur ce billet (à la vignette nationale, près, si elle est retenue en juin 1997) un seul vrai monument européen : ni le Grand Canal, ni Versailles ou Notre-Dame, ni le château de Louis II de Bavière, ni les façades d'Amsterdam.

On a inventé une architecture « virtuelle », qui n'a jamais existé, une « image de synthèse » censée « condenser » les monuments-témoins et ne s'enraciner dans aucune histoire vécue, architecturale, nationale ou européenne : pas une abbaye, l'imaginaire. Des lignes abstraites pour la vraie puissance insaisissable, l'argent, l'euro, tout et rien.

Mais cette représentation d'une Europe qui n'a donc jamais existé exprime évidemment un désir, une

volonté : en finir avec l'Europe réelle, celle des nations. Notre ministre des finances est passé aux aveux. A la question d'un journaliste lui demandant si, comme aux États-Unis, d'un État à l'autre, l'adaptation aux crises économiques dans telle ou telle « région » européenne se fera, euro régnant, par déplacement des hommes en mobil-home de la Sicile au Danemark, du Portugal à l'Irlande, il a répondu par l'affirmative. « Nos enfants s'adapteront ».

Cette fin des frontières, c'est bien la fin des nations, donc de la France. Qu'on ose le proclamer, alors ! Après tout, c'est un choix comme un autre, et d'autant moins étonnant que c'est ce choix-là qui a dominé toute l'histoire de France au XX^e siècle. Car ce siècle, pour nous, fut celui de l'être ou du non-être national. Comme l'avaient été, déjà dans notre histoire, le XIV^e (la guerre de Cent Ans) ou le XVI^e (les guerres de religion). Ne portons pas de jugement : constatons.

En 1914-1918, comme en 1936-1944, ce qui a été en question, c'est l'indépendance nationale. Et par deux fois, dans des conditions presque antagonistes (unanimité pendant la première crise, divisions durant la seconde), le refus de la soumission l'a emporté. Les « Européens » des années 20 (lettres à un jeune Européen de Dreu la Rochelle), les « internationalistes » des années 30, les « col-

laborateurs » des années 40 ont été battus par les « patriotes ».

Mais à partir des années 70, les élites politiques – droite et gauche confondues – ont considéré que la France n'était plus capable, dans un monde en transformation, de s'adapter autrement qu'en se fondant dans l'ensemble européen. Bien entendu, rares sont ceux qui, parmi les hommes politiques, ont osé proclamer que cela impliquait la fin de la souveraineté nationale

néreux, moderne, internationaliste, antiraciste. Les années Mitterrand – et la génération Mitterrand – ont été de ce point de vue déterminantes : du multiculturalisme au traité de Maastricht (analysé par l'aile gauche du PS comme un compromis de gauche), de l'europhisme présenté comme le moyen de combattre la xénophobie, rien n'a manqué pour caricaturer la nation, cette formation historique révolution-

naire, moderne, internationale, antiraciste. Les années Mitterrand – et la génération Mitterrand – ont été de ce point de vue déterminantes : du multiculturalisme au traité de Maastricht (analysé par l'aile gauche du PS comme un compromis de gauche), de l'europhisme présenté comme le moyen de combattre la xénophobie, rien n'a manqué pour caricaturer la nation, cette formation historique révolution-

naire, moderne, internationale, antiraciste. Les années Mitterrand – et la génération Mitterrand – ont été de ce point de vue déterminantes : du multiculturalisme au traité de Maastricht (analysé par l'aile gauche du PS comme un compromis de gauche), de l'europhisme présenté comme le moyen de combattre la xénophobie, rien n'a manqué pour caricaturer la nation, cette formation historique révolution-

naire, moderne, internationale, antiraciste. Les années Mitterrand – et la génération Mitterrand – ont été de ce point de vue déterminantes : du multiculturalisme au traité de Maastricht (analysé par l'aile gauche du PS comme un compromis de gauche), de l'europhisme présenté comme le moyen de combattre la xénophobie, rien n'a manqué pour caricaturer la nation, cette formation historique révolution-

naire, moderne, internationale, antiraciste. Les années Mitterrand – et la génération Mitterrand – ont été de ce point de vue déterminantes : du multiculturalisme au traité de Maastricht (analysé par l'aile gauche du PS comme un compromis de gauche), de l'europhisme présenté comme le moyen de combattre la xénophobie, rien n'a manqué pour caricaturer la nation, cette formation historique révolution-

naire, moderne, internationale, antiraciste. Les années Mitterrand – et la génération Mitterrand – ont été de ce point de vue déterminantes : du multiculturalisme au traité de Maastricht (analysé par l'aile gauche du PS comme un compromis de gauche), de l'europhisme présenté comme le moyen de combattre la xénophobie, rien n'a manqué pour caricaturer la nation, cette formation historique révolution-

naire, moderne, internationale, antiraciste. Les années Mitterrand – et la génération Mitterrand – ont été de ce point de vue déterminantes : du multiculturalisme au traité de Maastricht (analysé par l'aile gauche du PS comme un compromis de gauche), de l'europhisme présenté comme le moyen de combattre la xénophobie, rien n'a manqué pour caricaturer la nation, cette formation historique révolution-

naire, moderne, internationale, antiraciste. Les années Mitterrand – et la génération Mitterrand – ont été de ce point de vue déterminantes : du multiculturalisme au traité de Maastricht (analysé par l'aile gauche du PS comme un compromis de gauche), de l'europhisme présenté comme le moyen de combattre la xénophobie, rien n'a manqué pour caricaturer la nation, cette formation historique révolution-

L'essentiel, pour détruire l'idée nationale et républicaine, est sans doute venu de la « gauche », et de son discours qui se veut généreux, moderne, internationaliste, antiraciste. Les années Mitterrand ont été déterminantes

et la fin de la nation. Cependant, peu à peu, cette idée a été répandue : fédéralisme, régionalisme, discours « économiste » ou « technocratique » partout – une place ne peut plus trouver sa place dans la mondialisation et dans l'univers technologique d'aujourd'hui.

Mais l'essentiel, pour détruire l'idée nationale et républicaine, est sans doute venu de la « gauche », et de son discours qui se veut gé-

néreux, moderne, internationaliste, antiraciste. Les années Mitterrand – et la génération Mitterrand – ont été de ce point de vue déterminantes : du multiculturalisme au traité de Maastricht (analysé par l'aile gauche du PS comme un compromis de gauche), de l'europhisme présenté comme le moyen de combattre la xénophobie, rien n'a manqué pour caricaturer la nation, cette formation historique révolution-

naire, moderne, internationale, antiraciste. Les années Mitterrand – et la génération Mitterrand – ont été de ce point de vue déterminantes : du multiculturalisme au traité de Maastricht (analysé par l'aile gauche du PS comme un compromis de gauche), de l'europhisme présenté comme le moyen de combattre la xénophobie, rien n'a manqué pour caricaturer la nation, cette formation historique révolution-

AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTES PUBLIQUES

Réalisation de la première ligne de tramway de l'Agglomération Orléanaise

Il est porté à la connaissance du public qu'il sera procédé conjointement, DU LUNDI 16 DÉCEMBRE 1996 AU VENDREDI 31 JANVIER 1997 INCLUS, sur le territoire des communes d'Orléans, Olivet et Fleury-les-Aubrais à plusieurs enquêtes publiques :

— préalable à la déclaration d'utilité publique du projet de réalisation de la première ligne de tramway de l'Agglomération Orléanaise entre Orléans - La Source et Fleury-les-Aubrais.

— préalable à la mise en compatibilité des P.O.S. des communes d'Orléans, Olivet et Fleury-les-Aubrais.

— parcelaires, en vue de la détermination des propriétaires intéressés et des tenants de droits réels.

Pendant toute la durée de l'enquête, SOIT DU LUNDI 16 DÉCEMBRE 1996 AU VENDREDI 31 JANVIER 1997 INCLUS, les pièces des dossiers soumis aux enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique du projet et à la mise en compatibilité des P.O.S. d'Orléans, Olivet et Fleury-les-Aubrais seront tenues à disposition du public en mairie d'Orléans, Olivet et Fleury-les-Aubrais, en mairie d'Orléans et dans les mairies annexes des quartiers Saint-Marcou et La Source, ainsi qu'à la Préfecture du Loiret (Direction des Collectivités Locales et de l'Environnement - Bureau de l'Aménagement et de l'Urbanisme) où chacun pourra en prendre connaissance aux jours et heures d'ouverture habituels des bureaux, exceptés les dimanches et jours fériés, soit :

• en mairie d'Orléans (Place de l'Étape) :

du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h

le samedi, de 9 h à 12 h

• en mairie annexe de Saint-Marcou :

le lundi, de 14 h à 17 h

du mardi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h

le samedi, de 9 h à 12 h

• en mairie annexe de La Source :

du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h

le samedi, de 9 h à 12 h

• à Olivet, "au Petit Ponty" (près de la mairie) :

du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h 30

le samedi, de 8 h 30 à 12 h

• en mairie de Fleury-les-Aubrais (Direction des Services Techniques) :

du lundi au jeudi, de 8 h 45 à 12 h 30 et de 13 h 45 à 17 h 30

le vendredi, de 8 h 45 à 12 h 30 et de 13 h 45 à 17 h

le samedi, de 9 h à 12 h

• à la Préfecture du Loiret (Direction des Collectivités Locales et de l'Environnement - Bureau de l'Aménagement et de l'Urbanisme) :

du lundi au jeudi, de 8 h 30 à 17 h sans interruption

le vendredi, de 8 h 30 à 16 h

Devant cette même période, les plans et états parcelaires relatifs aux projets seront également déposés dans l'ensemble des lieux précités.

Par ailleurs, une exposition sur le projet de réalisation de la première ligne de tramway sera accessible au public, pendant toute la durée de l'enquête, dans l'ensemble des lieux précités, excepté à la Préfecture du Loiret.

Les personnes qui le désirent pourront, au cours de cette période, soit consigner leurs observations sur les registres d'enquête ouverts à cet effet, soit les adresser, par écrit, en mairie d'Orléans, siège de la commission d'enquête, à l'attention de M. Jacques COURTOUX, cadre de société pétrolière en retraite, Président - M. Gérard FOUET, colonel en retraite - M. Jacques LANQUETOT, géomètre-expert foncier - M. Robert LECOMTE, ingénieur T.P.E. en retraite - M. Jean AUSTRISSE, conseiller en aménagement et en environnement industriel en retraite, commissaires-enquêteurs chargés de diligenter ces enquêtes.

L'un des membres de la commission d'enquête recevra, en personne, les observations du public sur le projet consistant :

• le lundi 16 décembre 1996, de 14 h à 17 h :

— en mairie de quartier à La Source,

— en mairie d'Orléans,

— en mairie de Fleury-les-Aubrais.

• le samedi 4 janvier 1997, de 9 h à 12 h :

— en mairie de quartier à Saint-Marcou,

— en mairie d'Orléans,

— à Olivet, "au Petit Ponty".

• le mercredi 8 janvier 1997, de 14 h à 17 h :

— en mairie de quartier à La Source,

— en mairie d'Orléans,

— en mairie de Fleury-les-Aubrais.

• le samedi 18 janvier 1997, de 9 h à 12 h :

— en mairie de quartier à Saint-Marcou,

— en mairie d'Orléans,

— à Olivet, "au Petit Ponty".

Les rapports et les conclusions de la commission d'enquête seront tenus à disposition du public, pendant un délai d'un an, au siège du SYVOH de l'Agglomération Orléanaise, en mairies d'Orléans et dans les mairies annexes de Saint-Marcou et La Source, en mairies d'Olivet et de Fleury-les-Aubrais ainsi qu'à la Préfecture du Loiret (Direction des Collectivités Locales et de l'Environnement - Bureau de l'Aménagement et de l'Urbanisme).

Le Préfet,

Bernard GERARD

Jouets : toujours aussi sexistes !

par Alain Bihr et Roland Pfefferkorn

BIENTÔT NOËL ! Les catalogues de jouets sont déjà distribués à la pelle. Les jouets y sont présentés en fonction du sexe des enfants suivant les stéréotypes les plus traditionnels. Rien n'a changé depuis les enquêtes, menées dans les années 70 et 80, qui ont montré que les jouets offerts aux enfants de trois à dix ans étaient conformes à ces stéréotypes dans environ quatre cas sur cinq.

Parents et enfants sont toujours fortement influencés par ces classements élaborés ou repris par les fabricants et les distributeurs, comme l'illustre de manière caricaturale le récent catalogue d'un distributeur de jouets. Il classe les jouets en trois rubriques centrales : « pour les petits », « pour les filles » et « pour les garçons ». S'y ajoutent les rubriques « pour les bricoleurs », « pour les musiciens et les sportifs » et « pour toute la famille ».

La présentation de la partie du catalogue destinée aux filles est tout un programme : « Ça y est ! C'est Noël ! Mademoiselle... est ravie : elle va enfin pouvoir câliner le bébé, le promener dans le landau dont elle rêve tant ! Elle a été si sage qu'elle aura très certainement le vanity avec lequel elle pourra enfin s'occuper d'Esmeralda, danseuse qui, ainsi, ne se fera peut-être plus prier pour passer l'aspirateur ! Pourvu que le Père Noël n'oublie rien ! »

L'univers des filles est d'abord celui des poupées : du « vrai bé-

bé » au « bébé glouglou », des « gros câlins » aux « mini-câlins », la poupée « avec son bousseau », celle qui rit, celle qui pleure, celle qui marche, celle qui bouge, sans compter celle qui « mouille sa couche » et « doit être changée » ! Suivent les accessoires essentiels du bébé : berceau, landau-couffin, landau à suspensions, landau convertible, landau clim, poussette américaine, poussette canne, poussette capote, poussette panier, poussette clim, lit, lit-babou, meuble à langer, panier baby

fond : douze accessoires de ménage ».

Plus loin, on découvre encore, avant d'arriver aux pages Barbie, des coffretes, certes dorénavant électroniques, ou une mallette de maquillage. Bref, les jouets attribués aux filles sont toujours réduits pour l'essentiel au champ des activités maternelles ou domestiques : poupées, berceaux, diadèmes, ménage, etc.

La présentation de la partie du catalogue destinée aux garçons n'est pas en reste : chacun « port

professionnels » s'ajoutent les véhicules ad hoc : tracteur et son chargement, maxi-grue de chantier, camion-grue Volvo, camion de pompier, grue filoguidée, motos, voitures (et aussi des garages). Liés à l'activité, au mouvement et à la mécanique, les jouets « pour garçons » renvoient aussi à l'aventure, au mythe : à une certaine conception télévisuelle de l'aventure.

Rien n'échappe à l'agression : les jouets guerriers. Des bugsies d'assaut au kam-fu, du sabre laser aux « micro-armes véhicules star wars », et, le fin du fin, « une vigile et son chien : « Brigade spéciale et Asphalte ». « Action Man est accompagné de son fidèle compagnon Asphalte qui aboie ! ».

Certes les enfants ne subissent pas de manière passive que leur soient imposés des jouets en fonction de ces stéréotypes de sexe. Mais l'examen des représentations et attitudes des enfants face aux jouets montre à quel point les attributs sociaux des sexes inculqués aux jeunes enfants sont intérieurs-appropriés par ces derniers. Les enfants portent en effet très largement leur choix sur les jouets attribués à leur propre sexe. Les deux tiers des garçons et plus de la moitié des filles se conforment au modèle adulte. Les rejets concernent les jouets attribués au sexe opposé ou, quand ils ont entre 6-10 ans, les jouets attribués aux plus jeunes. « L'enfant, remarqué déjà Pierre-Tap il y a dix ans dans Mascuin et féminin chez l'enfant, en vient donc à aimer ce qu'il a le droit ou la possibilité de posséder, à apprécier les jouets qui peuvent être siens, et à rejeter les jouets qui ne font pas partie de son champ d'appropriation ».

L'exemple du classement et de l'attribution des jouets en fonction du sexe nous montre à quel point les stéréotypes sexistes continuent à être véhiculés massivement. Ici par le biais des jouets, mais aussi ailleurs, par exemple dans certains manuels scolaires ou dans la publicité. La persistance de ce phénomène montre, malgré les transformations importantes de la place des femmes dans la société française, en particulier à l'école et au travail, que les progrès accomplis sur la voie de l'égalité entre hommes et femmes n'ont encore qu'un caractère limité. Si l'on n'y prend pas garde, un recul dans ce domaine n'est pas à exclure.

Alain Bihr et Roland Pfefferkorn sont respectivement docteur en sociologie et agrégé en sciences sociales.

La persistance de ce phénomène montre que les progrès accomplis sur la voie de l'égalité entre hommes et femmes n'ont encore qu'un caractère limité

nurse, panoplie de voyage de mon bébé ».

Viennent ensuite les traditionnelles dînantes, la « cuisine super shop », le « chariot petit déjeuner », le « service à café », le « panier de bébé » et « la grande cuisine ». Enfin, parmi les jouets réservés aux filles, on découvre aussi quelques nouveautés destinées sans doute à renforcer l'habitus de la parfaite ménagère : « l'aspirateur swing 160 mini Rowenta » (« il est électrique et brüte le bruit d'un véritable aspirateur », nous précise le catalogue) ou le « clean pouss » : « Le nécessaire de "pro" pour laver la maison du sol au pla-

en voyage, il passe devant la ferme en bois du père François et contourne le circuit spiderman, il roule tranquillement. Oh là là !, il n'a presque plus d'essence, vite un multi-garage. Devant la pompe, quel n'est pas son étonnement, un micro-machinisme « wing [un avion] fait le plein ».

Une large panoplie de jouets s'offre aux garçons. Des jouets anticipant au moins symboliquement une activité professionnelle : « coffret ferraillage » ou « coffret dépannage », « coffret pompier » ou « coffret mod-charlier », « coffret forestier » ou « coffret du fermier ». A ces « coffrets

AU COURRIER DU « MONDE »

DIPLOMATE, ET NON ESPION

Le Monde, citant l'enquête de L'Express du 31 octobre, a indiqué que Charles Hernu aurait été recruté en 1951 par un agent bulgare, Raïko Nikolov, qui, à son départ de Paris, l'aurait confié à « une grande peinture de l'espionnage soviétique », un « diplomate » identifié comme Vladimir Ivanovitch Erofeev.

Les « révélations » de L'Express me concernant sont dénuées de tout fondement. L'hebdomadaire voit ma main derrière l'affaire des fuites qui défraya la chronique en 1954. Or je ne suis arrivé qu'en août 1955 à Paris, où j'ai servi comme conseiller à l'ambassade soviétique, chargé des affaires politiques et de la culture, jusqu'en 1959. J'ai eu ainsi des contacts dans les milieux politiques et intellectuels (ce qui était mon devoir), mais je n'ai rencontré Charles Hernu que deux ou trois fois. Quant à Raïko Niko-

lov, je ne l'ai pas connu et n'avais jamais entendu son nom.

Dans ma fonction de diplomate, j'ai, il est vrai, accompagné quelquefois mon ambassadeur alors qu'il se rendait au siège du Parti communiste français pour y remettre une maquette contenant les subsides que Moscou lui faisait parvenir. Mais mon activité « secrète » s'est arrêtée là. J'ai d'ailleurs été rappelé en URSS en 1959 à la suite d'un conflit d'intérêt entre ma fonction de diplomate et le KGB.

J'ai été un diplomate de carrière pendant plus de cinquante ans, dont dix au cabinet du ministre, puis pendant trente ans en tant qu'ambassadeur dans plusieurs pays africains et enfin à Vienne. La pratique datant de Staline voulait que les collaborateurs du KGB, même les plus haut placés, occupant des postes dans la diplomatie, n'accèdent jamais aux fonctions d'ambassadeur. J'ajoute que j'ai perdu mon

poste d'ambassadeur en Autriche parce que mon fils, Victor, qui est écrivain, avait été à l'origine de la publication de l'album littéraire Metropoli, paru en samizdat en 1979.

Vladimir Ivanovitch Erofeev

Moscou

GOVERNANCE

La good governance, concept de la Banque mondiale, devrait se traduire par « bonne gestion ». Néanmoins, le terme « gouvernance », repris de l'ancien français, n'est pas aussi « loin de l'Afrique » qu'a pu croire Le Monde d'après le Petit Robert, contraint à des choix toujours difficiles. On peut voir dans le Grand Robert qu'un Sénégal au moins, la « gouvernance » est l'administration régionale (services et - comme à l'ère autocratique - l'hôtel du gouverneur militaire - imparable).

Jean-Jacques Hémarquinguer

Paris

هكذا من الامم

Éditorial est édité par le SA LE MONDE.
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani.
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Directeur général : Jean-Marie Colombani ; Directeur général adjoint : Jean-Marie Colombani.
Directeur de la rédaction : Gérard Pélissier.
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Paul Lemerle, Robert Solé.
Médiateur en chef : Jean-Paul Lemerle, Bruno de Camille, Pierre Georges.
Laurent Gaudier, Gildas Sraïeb, Michel Fajon, Bernard Le Gendre.
Directeur artistique : Dominique Royon.
Rédacteur en chef technique : Eric Azzi.
Secrétaire général de la rédaction : Joëlle Fourment.
Médiateur : Thomas Fournier.
Directeur éditorial : Eric Pélissier ; Directeur délégué : Anne Chaussegros.
Conseiller de la rédaction : Alain Rabat ; Directeur des relations internationales : Daniel Vermet.
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président.
Anciens directeurs : Hubert Besson-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1983), André Fontana (1983-1991), Jacques Lescanne (1991-1994).
Le Monde est édité par le SA LE MONDE.
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 993 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Besson-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Héra Presse, Le Monde Privatisé.
SIÈGE SOCIAL : 21 Av. du Général de Gaulle - 75008 PARIS CEDEX 08.
Tél. : 01-42-37-30-00. Télécopieur : 01-42-37-31-21. Fax : 01-42-37-30-01.

Les intermittents en lutte, la culture en crise

Suite de la première page

Jusqu'à-là, les intermittents n'ont obtenu que la prorogation de leur statut actuel jusqu'au 31 mars 1997, après l'intervention du ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy, auprès du président du CNPF, Jean Gandois. Intervention d'autant plus timide qu'elle ne s'est accompagnée d'aucune prise de position du ministre sur le fond d'un dossier toujours aussi explosif. Le ministre du travail et des affaires sociales, Jacques Barrot, a, quant à lui, choisi le silence, alors que l'un de ses prédécesseurs, Martine Aubry, avait favorisé une médiation entre les locaux de son ministère, lors de la crise de 1992.

Cette réserve gouvernementale est d'autant plus dilatoire que les questions posées par les intermittents exigent une réponse qui s'inscrit, tôt ou tard, dans la politique culturelle et sociale française et non pas, si ce n'est pour favoriser quelques aménagements temporaires, dans le cadre des négociations de l'Unedic où se discute, tous les deux ans, la convention générale d'assurance-chômage.

Mallieu faillit d'une vaste politique nationale de la culture inventée voilà trente-sept ans par André Malraux, le statut des intermittents du spectacle - qu'ils servent la création vivante ou audiovisuelle - devra être revu par le pouvoir politique et non par les syndicats.

LE « 1 % » MALMENÉ

Au-delà, les manifestations récentes et à venir peuvent être perçues comme le cri de colère que lance aujourd'hui l'ensemble des professions artistiques confrontées à une situation qui ne cesse de se dégrader depuis 1993 et la formation des cabinets Balladur et Juppé. Leur réponse honnêtement impliquerait de clarifier la politique culturelle menée par l'actuel gouvernement.

Or, leur ministre de tutelle, Philippe Douste-Blazy, est dans une situation d'autant plus inconfortable qu'il doit payer les pots cassés d'une promesse électorale - devenue engagement de mandature - qui n'a pas été tenue et ne le sera pas davantage dans les prochaines années. Jacques Chirac, réunissant non sans difficulté quelques figures de la scène artistique au Théâtre des Bouffes du Nord pendant la campagne pour l'élection présidentielle de 1995, avait assuré qu'il restaurerait le fameux 1 % du budget de l'État consacré à la culture.

Cet objectif avait déjà été malmené, dès son arrivée Rue de Valois deux ans plus tôt, par Jacques Toubon. Le 14 juillet 1996, lors d'une intervention télévisée, le président de la République réaffirmait cette ambition : « Le 1 % pour la culture, je tiens beaucoup à cela, c'est un peu

emblématique, mais dans un pays comme la France, cela compte. » Dont acte ? Eh bien, non : après sa discussion au Parlement, le budget de la culture en 1997 devrait atteindre 0,79 % du budget de l'État, non sans, au passage, quelques nouvelles attributions qui renforcent l'illusion que le ministre aurait sauvé les meubles. Ce pourcentage est rendu encore plus illusoire qu'il faut le rapporter à un budget de l'État lui-même à la baisse depuis 1995.

PRÉCARISATION

Le piège est d'autant plus inextricable pour le ministre de la culture qu'il a choisi d'assumer l'héritage de son - générique - prédécesseur, Jack Lang. L'ancien ministre socialiste de la culture, en plein accord avec François Mitterrand, avait bâti la politique culturelle de la France, qu'il s'agisse des investissements ou des coûts de fonctionnement, sur ce fameux 1 %, frôlé en 1993.

Il tablait, pour l'avenir, sur le maintien de cette enveloppe. Elle est tout juste nécessaire pour faire exister vraiment les grands équipements dont il a doté le pays de 1981 à 1993 - dont le moins coûteux n'est pas la Bibliothèque François-Mitterrand, inaugurée par le chef de l'État le 17 décembre - et la multiplicité des initiatives lancées alors à tous les échelons de la vie publique, et que le gouvernement actuel, pour l'essentiel, n'a pas remis en question. Cette politique a permis de créer plusieurs dizaines de milliers d'emplois culturels et artistiques, des milliers de postes d'intermittents supplémentaires.

En réduisant les moyens de la politique culturelle, on précarise d'autant l'emploi dans ce secteur et de plus en plus de professionnels ont désormais bien du mal à atteindre le seuil, si contesté par les employeurs, de 507 heures travaillées dans l'année.

Les syndicats estiment que l'allègement du statut des intermittents sur celui des intérimaires - proposition récente du CNPF - exacerberait plus de la moitié des avantages actuels. En clair, 20 000 intermittents environ - et les mieux payés d'entre eux - seraient couverts par l'assurance-chômage sur un nombre total estimé à 75 000 personnes. D'où la protestation actuelle, qui risque de ne pas s'apaiser sans de nouvelles garanties.

On comprend donc l'impatience des partenaires sociaux et les critiques, respectables, des employeurs. Le ministre de la culture ne pourra pas faire longtemps l'économie d'une réflexion approfondie sur le volet social de sa politique. La justice voudrait que les charges assumées aujourd'hui par l'Unedic soient inscrites au budget de la culture et payées par la plupart des Français, via l'impôt. Mais, pour citer l'une des petites phrases d'Alain Juppé dans son dernier livre, on ne sait pas si le ministre de la culture est aujourd'hui capable de cette « pulsion révolutionnaire » à même de rompre « avec un conservatisme foncier ».

Olivier Schmitt

RECTIFICATIFS

« L'ART DU CINÉMA »
Contrairement à ce qui était indiqué dans l'article consacré à la revue *L'Art du cinéma* (Le Monde du 21 novembre), le numéro actuellement en vente et qui a fait l'objet de cette rectification n'est pas le numéro 2, mais le numéro 12.

PIERRE VILLON

Nous avons écrit par erreur, dans l'article consacré à Marie-Claude Vaillant-Couturier, décédée le 11 décembre (Le Monde du 13 décembre), que son second mari, Pierre Villon, ancien député communiste comme elle, était né à Strasbourg, alors qu'il était né à Soultz, dans le Haut-Rhin.

BANQUES D'AFFAIRES

Dans son opération de fusion avec Nethold, Canal Plus a été conseillé par l'Union de banques suisses (UBS) et par la Société générale, et non, comme nous l'avons écrit dans nos éditions datées du 11 décembre, par Rothschild et Cie.

PRÉCISION

JOHN DONNE

La formule « pour qui sonne le glas » n'est pas issue d'un « poème » de John Donne, comme nous l'avons écrit dans Le Monde du 6 décembre, mais d'une « méditation » du poète anglais, nous indique un lecteur, Louis Roux, enseignant à Saint-Etienne.

Le Monde

EDITORIAL

Repli autoritaire en Algérie

APPUYÉ sur la légitimité démocratique douteuse apportée par l'élection présidentielle de 1995 et le référendum récent, le président algérien Liamine Zeroul renforce progressivement son emprise sur la vie politique du pays. Faute de pouvoir venir à bout de la terreur islamiste par une répression pourtant féroce, il tente d'asseoir le vivier des intégristes en les concurrençant sur leur propre terrain. C'est ainsi que la nouvelle loi sur la généralisation de la langue arabe, entérinée, mardi 17 décembre, par le Conseil national de transition, sorte de Parlement fictif désigné par le pouvoir, fait partie de la campagne en faveur des « valeurs arabo-islamiques » lancée par le président Zeroul.

Cette loi est évidemment dirigée d'abord contre le français, qui reste la langue de l'élite économique et politique algérienne, la langue des « modernistes » tournés vers l'Occident ou, tout simplement, la langue de l'ouverture sur le monde extérieur. Ce n'est pas la première fois que le régime algérien tente, depuis l'indépendance, d'éradiquer la « langue du colonisateur ». Houari Boumedienne avait lancé le mouvement au début des années 70 dans l'enseignement

primaire et secondaire. D'un point de vue éducatif, le résultat avait été désolant. Faute d'un nombre suffisant d'enseignants maîtrisant l'arabe classique, l'Algérie avait fait appel à des ressortissants des pays du Moyen-Orient, qui ne lui envoyèrent pas leurs meilleurs éléments.

D'un point de vue politique, les conséquences ont été catastrophiques. Car ces maîtres venus d'ailleurs n'étaient pas seulement illettrés : ils étaient bien souvent des intégristes islamistes, dont leurs pays d'origine étaient trop heureux de se débarrasser. Ajoutée aux frustrations nées d'un enseignement de seconde classe débouchant souvent sur des emplois peu qualifiés, alors que les francophones gardaient un avantage certain, l'arabisation de l'école a largement contribué à nourrir l'isla-

lisme que le président Zeroul se propose de combattre aujourd'hui... par l'arabisation de l'administration.

Sans doute la volonté de promouvoir la langue « nationale » peut-elle apparaître légitime. En arabisant l'administration et la vie publique, le régime algérien accroît les chances des jeunes éduqués uniquement en arabe d'accéder à des postes de responsabilité, même si on a quelques raisons de douter qu'il parvienne à ses fins dans les délais fixés. L'aspect politique l'emporte en fait sur les considérations culturelles. Le français n'est d'ailleurs pas la seule langue visée par la loi sur l'arabisation. Celle-ci est aussi un coup porté aux autres langues parlées en Algérie et d'abord à l'amazigh (berbère).

Venant après la loi sur la presse qui réduit à néant la timide libéralisation de ces dernières années, celle sur les partis politiques qui vise à étouffer toute opposition, et la nouvelle Constitution qui fait de l'islam la « religion de l'État », la décision de généraliser l'arabe va accentuer le caractère autoritaire du régime algérien, à peine compensé par son incurie. Ce n'est certes pas la meilleure manière de lutter contre l'intégrisme.

Les gens par Kerleroux



DANS LA PRESSE

■ EUROPE 1

Alain Duhamel

Au moment où s'ouvre son congrès, le Parti communiste peut afficher une certaine satisfaction : il a stoppé son déclin de vingt ans, amorcé une modeste reconquête, accru de nouveau sa présence sur le terrain. Cela n'allait pas de soi : l'effondrement du mur de Berlin, l'implosion du système soviétique, le naufrage du mythe communiste, tout cela risquait de l'obliger à choisir entre la marginalisation (comme beaucoup de partis communistes européens) ou l'abandon (comme la plupart des communistes italiens). Le PC français a pu conserver son identité et amorcer un regain. Il le doit largement à Robert Hue. C'est le nouveau secrétaire national qui, incontestablement (...), a donné un visage plus démocratique, plus ouvert, plus contemporain, plus cordial au Parti communiste. C'est surtout lui qui est parvenu à le pousser vers sa nouvelle vocation : le bouclier social des classes modestes. S'adressant en priorité à ceux qui sont les premières victimes de la crise, il met en avant des thèmes protestataires et détonants.

■ RTL

Michèle Cotta

Il y en a assez. S'il y a une seule chose qu'indépendantistes, autonomistes et nationalistes corcos confondus ont réussi, c'est d'avoir fait l'unité de la métropole contre eux. Il y en a assez des plastiques de bâtiments publics que paient, soit dit en passant, les contribuables français ; assez de règlements de compte, de bombes, de mitraillages, assez de ces opérations nocturnes concoctées pour les seules caméras de télévision, de ces démonstrations de force (...), assez de ces petits marrants qui n'amusent plus personne, de ces revendications soi-disant identitaires, recouvrant souvent sous un voile humaniste des dérives mafieuses ; assez des duplicités et des complaisances de nombre d'élus locaux, virtuoses du double langage. Ce qui n'est pas supportable, c'est que l'État s'en soit remis pendant des années au front nationaliste de François Santoni ou à tel autre mouvement illégal pour ramener l'ordre en Corse.

L'Europe qui marche existe

IL EST DEVENU

commun de décrire l'Europe comme un continent enlisé dans une croissance molle, ne parvenant ni à enrayer le chômage, ni à s'extirper de ses déficits publics, ni à trouver des modes de financement adéquats de ses comptes sociaux. Les États-Unis, eux, auraient trouvé la formule miracle de l'activité soutenue accompagnée du plein emploi. Oh donc, parmi les grands pays industriels, la croissance est-elle la plus rapide ? Ce n'est pourtant pas à Washington, mais à Londres, affirme l'OCDE (Organisation pour la coopération et le développement économiques), dans ses toutes dernières Perspectives économiques. Avec un produit intérieur brut annoncé en hausse de 3,3 % l'an prochain, la Grande-Bretagne aura, en 1997, aux côtés du Canada, le taux de croissance le plus élevé du G7.

Certes, les comptes publics restent très déficitaires, et, même s'il le voulait, le gouvernement de Londres aurait du mal à respecter la sacro-sainte limite de 3 % de déficit budgétaire établie par le traité de Maastricht. Mais la Grande-Bretagne, dont le taux de chômage continue de diminuer (à 8 % de la population active), se trouve aujourd'hui en position bien plus enviable que l'Italie, contrainte d'adopter un programme d'austérité extrêmement rigoureux pour avoir une chance de participer, dès ses débuts, à l'Union économique et monétaire (UEM).

Le souvenir de la forte récession

DES « PETITS » EN VEDETTE

Tous trois ont des taux de chômage faible (Pays-Bas), ou en baisse (Irlande et Danemark) ; ces deux derniers se distinguent aussi par leur fort taux d'investissement, par la modernisation de leur déficit budgétaire. Dans les trois pays, le solde des échanges extérieurs est fortement excédentaire. A 20 milliards de dollars environ, l'excédent commercial néerlandais est sensiblement égal à celui de la France, pour une production nationale trois fois inférieure.

L'Irlande est le pays européen dont la croissance est la plus rapide depuis le début des années 90 ; elle a atteint jusqu'à 10 % l'an dernier, un résultat digne de la Chine ! On peut considérer qu'il s'agit de la poursuite du rattrapage de la richesse moyenne de l'Eu-

rope, aidée par d'importants versements de fonds structurels communautaires. L'activité soutenue (la dernière récession remonte à 1986) a permis une nette diminution du taux de chômage, à 12 % de la population active, contre 17 % en 1986, et encore 15 % en 1993.

L'économie des Pays-Bas, elle, a toujours fait partie des plus prospères de l'Union. Mais nombre de spécialistes saluent aujourd'hui la grande capacité d'adaptation du gouvernement néerlandais au ralentissement de la croissance du continent, et au défi de la mondialisation. « En général, lorsque l'économie va mal, les gens essaient de travailler davantage pour s'en sortir. Chez nous, les citoyens savent mieux faire face à la globalisation, ils ne se bornent pas à défendre la situation présente », déclarait l'ancien premier ministre, Ruud Lubbers, lors d'un colloque sur la flexibilité et la cohésion de la société, organisé le 16 décembre à l'OCDE. Et d'ajouter : « La flexibilité du travail est comprise en France comme une menace. Cela n'est pas le cas aux Pays-Bas. »

Face à ces « vedettes » européennes, l'Allemagne, la France, l'Italie, font plutôt piètre figure. Le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, a répété, mardi 17 décembre, à l'occasion de la présentation des orientations de la politique monétaire pour 1997, que la croissance du PIB de 2,5 % à moyen terme sur laquelle table la Banque de France « pourrait être dépassée » l'an pro-

chain. Mais la faiblesse de la consommation et la hausse du chômage ne sont guère encourageantes, tandis que les observateurs étrangers ne paraissent toujours pas convaincus de la capacité de Paris à respecter les critères de Maastricht. L'Allemagne semble enfin entrer dans une phase de croissance plus soutenue. Mais rien ne prouve encore qu'elle saura également contenir ses déficits publics et réduire son taux de chômage.

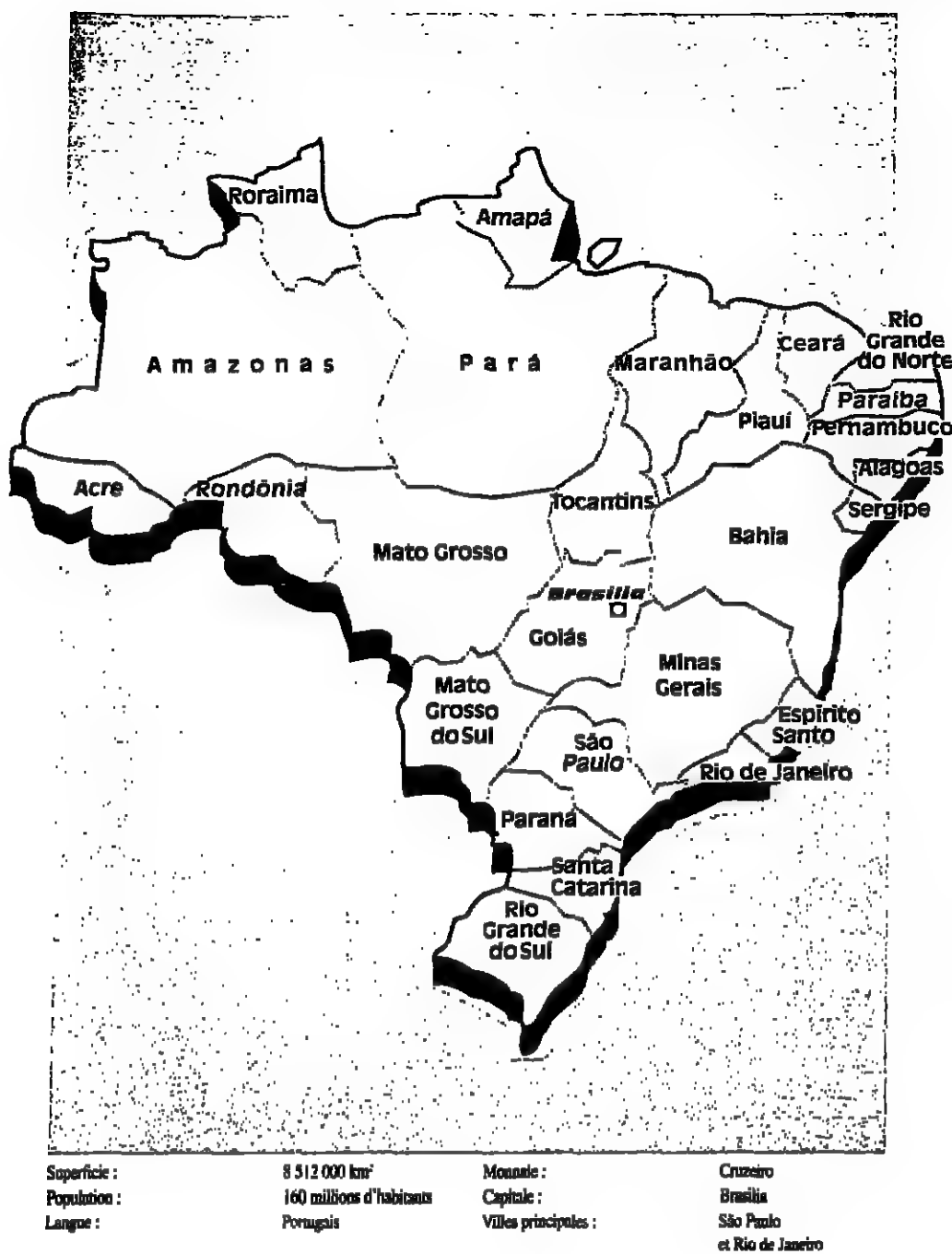
L'Irlande, les Pays-Bas, ou le Danemark se distinguent bien sûr par leur statut de petites économies, très ouvertes sur l'extérieur. La bonne tenue des exportations étant pour eux presque une question de survie, ils ont su s'adapter aux exigences nouvelles de la concurrence internationale, réduire leurs coûts de production pour mieux concurrencer les pays émergents.

Cette recherche de la compétitivité passe forcément par des réformes structurelles : refonte des systèmes de protection sociale, flexibilisation du travail. Mais les petits pays européens, tout comme la Grande-Bretagne, se distinguent aussi par la vigueur de l'investissement de leurs entreprises et par celle des dépenses de consommation de leurs ménages. Deux composantes essentielles de la croissance qui font toujours largement défaut à l'Allemagne ou à la France.

Françoise Lazare

BRÉSIL

PUBLICITÉ



Le Brésil un pays émergent bien placé pour devenir une super puissance économique

"Le Brésil n'est pas un pays sérieux !" avait dit le Général de Gaulle dans les années soixante, mais par un sentiment de frustration dû à une tentative avortée avec le plus grand pays d'Amérique du Sud.

Il n'est pas tout à fait certain que de Gaulle l'ait vraiment dit, même si cela fait partie de l'enseignement dispensé à tous les brésiliens, mais il ne fait aucun doute qu'aujourd'hui aucun président français moderne ne se permettrait de dénigrer ainsi le Brésil.

Le Brésil compte certainement parmi les pays les plus courtisés du monde par les entreprises françaises en matière d'investissements. En sa qualité de leader de fait de la zone commerciale du Mercosul, il figure en tête de liste des priorités pour les diplomates et les bureaucrates qui travaillent aux ministères des Affaires étrangères et de l'Union Européenne.

Le Brésil est très certainement à fin 1996 un pays "sérieux". Son économie est la plus importante et la plus sophistiquée d'Amérique latine, sa population la plus nombreuse, en faisant ainsi le candidat numéro un au niveau mondial pour le passage du statut de pays "en développement" à celui de vrai super puissance économique.

"La modernisation de l'économie permet aux brésiliens de comprendre que leur pays sera à même de jouer pleinement son rôle sur les marchés internationaux", déclarait récemment le Président Fernando Henrique Cardoso.

Il n'est pas surprenant que les sociétés françaises se soient mises en quête d'ouvertures dans ce nouveau Brésil.

Au cours des années quatre-vingt et au début des années quatre-vingt dix, les sociétés françaises n'ont que peu investi au Brésil, régressant ainsi de la quatrième à la sixième place des investisseurs étrangers directs dans ce pays.

La modernisation de l'économie permet aux brésiliens de comprendre que leur pays sera à même de jouer pleinement son rôle sur les marchés internationaux, déclarait récemment le Président Fernando Henrique Cardoso.

Cet intérêt manifesté par les sociétés françaises à l'égard du Brésil est facile à comprendre. Son économie est déjà passée au dixième rang mondial avec un PIB de 718,4 milliards de dollars US en décembre 1995, selon l'IBGE, l'agence de statistiques du gouvernement (Seules des nations industrialisées figurent devant le Brésil : les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, la France, l'ex-URSS, l'Italie, le Royaume-Uni, le Canada et l'Espagne). Le pays possède environ 60 % du PIB et l'Amérique du Sud et 3 % du PIB mondial.

Le gouvernement en place pense atteindre le mille milliard de dollars US pour la fin du siècle. Fin 1995, le PIB par habitant avait atteint le niveau record (à l'exception d'une brève période en 1987 lors du gonflement temporaire du PIB par habitant dû à un plan économique finalement voué à l'échec) de 4 632,83 dollars US selon un rapport de l'IBGE publié en octobre.

Depuis 1993, le Brésil a connu une phase d'expansion suite à une période de stagnation et d'appauvrissement de toute l'Amérique Latine au cours des années quatre-vingt et au début des années quatre-vingt dix. La croissance du PIB a été de 4,2% en 1993, 5,7% en 1994 et 4,2% en 1995. Pour 1996, les prévisions sont de 3 % d'expansion avec une progression pour 1997 et 1998 prévue autour de 4 % par an, ce qui signifie pour le pays six années de rythme de croissance de PIB bien supérieur à celui de la croissance démographique.

Le taux de progression moyen du PIB entre 1993 et 1995 a été de 4,7 % alors qu'il se situait à -1,6 % pour 1990-92, à 2 % tout juste pour 1983-92 et à 3 % au cours des années quatre-vingt. Entre 1981 et 1992, le Brésil a connu sept années de baisse de production par habitant (1981, 1982, 1983, 1988, 1990, 1991 et 1992).

En 1995, le secteur industriel représentait 40,79 % du PIB, en régression constante depuis 1980 où il se situait à 47,47 %. À l'inverse, le secteur agricole a progressé, passant de 11,93 % en 1980 à 13 % l'an passé. Les services ont aussi grimpé à 45,4 % par rapport à 40,6 % en 1980.

En matière de réserves en devises, le Brésil figure parmi les dix premiers mondiaux avec quelques 57 milliards de dollars US, suffisant pour couvrir plus d'une année d'importations de biens et de services.

Si l'économie brésilienne est la plus importante d'Amérique Latine, elle est aussi la plus diversifiée. La liste des ressources naturelles est longue, les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et des services sont dynamiques avec une autosuffisance pour la plupart des matières premières de base à l'exception évidente du pétrole (avec une couverture de 55 % de ses besoins courants).

338 des 500 plus importantes multinationales du monde figurent sur la liste annuelle du magazine *Forbes* sont présentes au Brésil.

Le Brésil est le plus industrialisé des pays en développement avec le marché de consommateurs le plus développé. Ses réserves hydroélectriques sont supérieures à celles de tous les autres pays.

Il est le plus gros exportateur du monde de café, le plus gros producteur de sucre, le numéro deux pour le soja et le cacao et possède le deuxième cheptel mondial.

Il compte parmi les six grands producteurs d'acier dans le monde et figure en huitième place pour l'industrie automobile. Sa production de minerais de fer se place au deuxième rang, d'aluminium au troisième, de manganeses et de bauxite au quatrième.

Ses mines produisent aussi d'importantes quantités de barytène, d'ain, de cobalt, de chrome, de manganèse, de nickel et de diamants, sans parler des pierres précieuses. Ses réserves en or sont comparables à celles d'Afrique du Sud.

Ce n'est que tardivement que l'industrialisation a touché le Brésil, signalé par la Deuxième Guerre Mondiale. Le pays dispose actuellement du plus important parc industriel d'Amérique Latine, produisant de nombreux biens de

consommation et d'équipement destinés au marché intérieur et à l'exportation. Le nombre d'entreprises brésiliennes certifiées ISO 9000 est supérieur à celui de tous les autres pays d'Amérique Latine combinés. De même, le secteur des services financiers a pris de l'ampleur, devenant de toute évidence le plus sophistiqué de la région. Au plan politique, le Brésil est devenu une démocratie à part entière au cours des années quatre-vingt dix. À partir de 1964, le pays a connu 21 ans de gouvernement militaire auxquels ont mis fin des élections présidentielles au suffrage indirect d'un civil en 1985 (Tancredino Neves, décédé avant d'occuper son poste).

Depuis, plusieurs élections démocratiques successives ont eu lieu et les observateurs sont pratiquement unanimes pour dire qu'une nouvelle interférence militaire dans la structure de pouvoir présidentielle reste peu probable.

Le président actuel du Brésil, Monsieur Fernando Henrique Cardoso, est un sociologue connu dès 1994 pour un mandat de quatre ans à dater du 1er janvier 1995. Il existe de fortes probabilités qu'un amendement constitutionnel soit adopté pour permettre à Monsieur Cardoso de briser un deuxième mandat, ce qui fait l'objet de controverses politiques au sein du congrès.

Le Brésil a toujours connu des excédents de sa balance du commerce extérieur même si l'année dernière a été marquée par un déficit qui devrait persister cette année.

Mercosul
Le Brésil est le poids lourd de la zone d'échange la plus récente du monde, celle qui connaît la croissance la plus rapide, le marché commun du cône sud (désormais "Mercosul" en portugais et "Mercosur" en espagnol).

Le Brésil s'est uni à l'Argentine, à l'Uruguay et au Paraguay pour créer le Mercosul, rejoint cette année par le Chili et la Bolivie à titre de pays affiliés. Par la suite, d'autres pays pourront devenir membres de l'organisation qui deviendra ainsi un des grands acteurs économiques mondiaux, aux côtés de l'UE, de l'ALENA et de l'ANASE.

Le traité d'Association instituant le Mercosul prévoit la constitution d'un espace économique élargi avec droits de douane unifiés, une libre circulation des biens et des moyens de production (capital et main d'œuvre), la coordination des politiques économiques et commerciales et des concours conjoints au niveau international. L'Union Douanière Mercosul a pris effet au 1er janvier 1995.

Le PIB total du Mercosul représentait plus de 13 milliards de dollars US à la fin du siècle. Les échanges entre le Brésil et les autres pays du Mercosul restent florissants et ont atteint l'an passé 131 milliards de dollars US, soit une progression marquée par rapport aux 10,6 milliards de dollars US de 1994. Il ne faut pas que 3,6 milliards de dollars US en 1990.

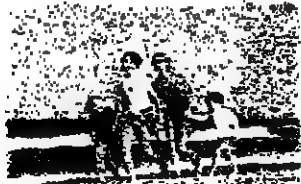
Des négociations sont déjà bien avancées entre l'Union Européenne et le Mercosul sur la réduction des barrières aux échanges entre les deux grandes zones commerciales.

Steve Yvelin

Vous avez sous vos yeux un pétrolier navigant sur des eaux calmes.



Et une famille sur une mer de tranquillité.



Être client des AGF Brasil Seguros, c'est pouvoir bénéficier de l'expérience internationale du Groupe Assurances Générales de

France. Installées au Brésil depuis 1904, les AGF Brasil Seguros ont fait de la Qualité, le différentiel de base de leurs produits et services. Aujourd'hui, leader dans le domaine des Risques Industriels, les AGF Brasil Seguros, gèrent des actifs d'un montant de 345,7 millions de dollars et offrent leurs garanties et couvertures aux principales multinationales françaises, européennes,

américaines, ainsi qu'aux grandes entreprises brésiliennes. Au Brésil, faites comme Rhône-Poulenc, Carrefour, General Motors, Gillette, ainsi que les entreprises du Groupe Saint Gobain et bien d'autres encore, choisissez les AGF Brasil Seguros.

Nous vous voulons à 100% bien assurés.
Phone (55-11) 281-5533
Fax (55-11) 288-3849



AGF BRASIL SEGUROS

Internet: <http://www.agf.com.br>

Parce que demain se décide aujourd'hui.

Les Intérêts français au Brésil

Electricité de France, constituée en consortium avec deux compagnies américaines d'électricité, a fait une offre de 2,2 milliards de dollars US au début de l'année pour l'acquisition de la compagnie d'électricité de l'état de Rio de Janeiro, Light, dans le cadre de la plus grande opération de privatisation à ce jour en Amérique Latine.

Si l'opération Light est la plus spectaculaire des prises de participations récentes de sociétés françaises au Brésil, la présence des investisseurs français est bien ancrée et date de plusieurs décennies.

Les investissements directs français au Brésil se chiffrent à plus de 3 milliards de dollars US, la France remportant vers le quatrième rang (juste derrière les USA, le Japon et l'Allemagne) qu'elle

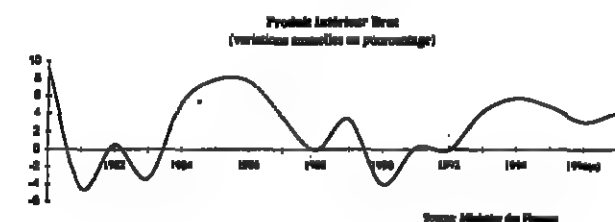
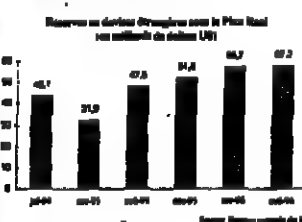
avait cédé ces dix dernières années au Royaume-Uni et à la Suisse. La foire professionnelle "France 2000" tenue en octobre à São Paulo a été considérée comme l'événement le plus important du genre organisé par le gouvernement brésilien, réunissant 330 fournisseurs de biens et de services et 35 000 visiteurs.

De grandes sociétés françaises sont présentes dans la plupart des secteurs de l'économie brésilienne, commerce de détail, industrie lourde et légère, assurance, cosmétiques, produits pharmaceutiques, construction, infrastructures, loisirs et hôtels ainsi que les produits de luxe. Les échanges franco-brésiliens sont à la hausse avec, pour la première fois l'an passé, un total de plus de 2,0 milliards de dollars US.

Pour les trois ans à venir, des sociétés telles que Peugeot, Carrefour, Electricité de France, Michelin et Saint Gobain ont annoncé des investissements en capitaux français au Brésil pour plus d'un milliard de dollars US. Sans compter un projet de Renault d'un milliard de dollars US pour une usine d'assemblage automobile dans l'état de Paraná au Brésil qui devrait aussi attirer nombre de fabricants de pièces automobiles.

"Optimisme" tel est le mot d'ordre parmi les 600 membres de la Chambre de Commerce Franco-Brésilienne créée il y a 96 ans. Son responsable, Monsieur Christian Depalle, déclare : "Cela fait belle nuit. Maintenant que le Mercosul compte même le Chili, nombreuses sont les sociétés françaises qui veulent être présentes au Brésil".

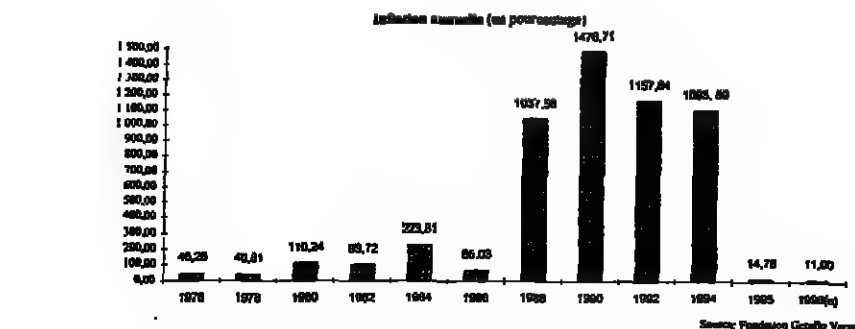
Steve Yvelin



Evolution des échanges franco-brésiliens (en millions de dollars US)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Exports	922	864	844	791	900	1 038
Imports	574	607	594	691	863	1 381
Balance	327	257	250	109	37	-343

Source: Ministère des Affaires Étrangères



مكتبة القرآن

TOURISME

A l'échelle d'un continent, le Brésil est une des grandes destinations de la planète avec des paysages merveilleux, des destinations écologiques, un climat parfait et 8 000 kilomètres de plages sublimes, le tout avec un peuple, une cuisine et une culture fantastiques.

Toutefois le Brésil reste en deçà de ses capacités en termes touristiques : l'an passé il n'a accueilli que 1,6 million de visiteurs étrangers quand le Mexique en recevait 15 millions. Ce secteur représente tout de même, avec le tourisme local, un chiffre d'affaires d'environ 45 milliards de dollars par an, soit une part notable du PIB brésilien (environ 10 %).

Pays de contrastes forts, le Brésil compte, entre autres, les atouts suivants : la forêt tropicale humide la plus grande du monde avec le système fluvial le plus étendu (l'Amazonie), les climats d'une variété impressionnante (tropicale, la plus belle ville (Rio de Janeiro), les plages les plus merveilleuses (de long de sa côte pacifique, longue d'environ 4 500 miles), la réserve d'animaux sauvages de zone humide la plus importante d'Amérique du Sud (le Pantanal) le tout avec suffisamment de sites et de bâtiments coloniaux pour satisfaire l'historien le plus difficile. En outre la population du Brésil est considérée comme l'une des plus accueillantes, des plus chaleureuses de l'hémisphère et sa musique, ses danses variées et son fantastique carnaval sont connus du monde entier.

Le Brésil s'offre une destination idéale pour les amoureux de la nature, les admirateurs du soleil, les chasseurs de bikini, les fans de miel, les aventuriers, les amateurs d'histoire, les voyageurs, les pêcheurs sportifs, les plaisanciers et tous ceux qui désirent visiter un pays combinant l'exotisme avec toutes les exigences du voyageur moderne : une bonne destination aérienne et de bons hôtels, une cuisine et un service excellent, une population chaleureuse et accueillante. Il offre un mélange attrayant de l'exotisme, du naturel et du moderne au sein d'un pays au climat tempéré et aux attraits merveilleux, qu'il s'agisse de la mer ou de la main de l'homme.

Voici quelques destinations les plus intéressantes du Brésil, dont la liste est forcément incomplète : RIO DE JANEIRO ET SES ENVIRONS : Rio de Janeiro et ses environs offrent une variété de paysages (le Pão de Açúcar et les montagnes de

Corcovado) est la carte de visite même du Brésil. Cette cité vibrante 24 heures sur 24, avec ses huit millions de " cariocas ", est généralement considérée comme l'un des plus beaux centres urbains du monde avec ses pentes aux forêts luxuriantes, son port magnifique, ses lacs, ses chutes de montagnes et ses plages mondifiées connues qui en font un splendide bijou tropical. Rio est aussi le point de départ idéal pour aller voir les autres centres d'intérêt du voisinage. Quelques heures de routes suffisent pour atteindre les villes coloniales magnifiquement restaurées, nichées au flanc des collines, de Minas Gerais (Ouro Preto, Congonhas do Campo, Tiradentes) ainsi que Paraty, le long de la côte de l'est de Rio de Janeiro. Les amateurs de bain de mer pourront se détendre à Búzios ou Angra dos Reis, deux des plus spectaculaires stations balnéaires. A trois heures de Rio, l'État National Forest, le premier parc national du Brésil qui reste l'un des plus remarquables, est l'un des sites les plus beaux du monde pour l'observation des variétés d'oiseaux des forêts subtropicales. Tout près de là, Petropolis et Teropolis sont des stations de montagne qui se prêtent particulièrement aux épreuves de ski de montagne.

LES CHUTES D'IGUAZU : " Paroys Niagara ! " s'est exclamé Eleanor Roosevelt la première fois qu'elle a vu les impressionnantes chutes d'Iguazu, dans le sud brésilien à la frontière de l'Argentine et du Paraguay. Ignorant figure au programme de tous ceux qui font un tour de l'Amérique du Sud avec ses attraits de cascades réparties en 275 chutes de la rivière Paraná, enchâssées dans la forêt vierge tropicale et dévalant sur 3 600 mètres de haut une moyenne de 1 750 mètres cubes d'eau à la seconde dans un précipice de basalte. Le barrage d'Itaipu, proche de là, la plus puissante centrale de houille blanche du monde avec 12,6 MW, est tout un spectacle en soi.

LE BASSIN DE L'AMAZONE : Le gigantesque bassin de l'Amazonie, qui couvre une bonne moitié du territoire national, domine le nord du Brésil traversé par la ligne de l'équateur. La région de l'Amazonie, qui ne représente pas une seule destination mémorable mais des centaines, est l'une des dernières régions du globe encore pratiquement inexplorées. La forêt tropicale, l'Amazonie et ses affluents, l'habitat dans la jungle et son mode de vie, tout cela est fascinant. Il y a tant à faire et à voir dans cette région de pionniers, de Manaus, ville chagrinée de l'ère de caoutchouc, mille kilomètres en amont de la rivière, jusqu'à Belém, port situé proche de l'embouchure. Des voyages sont organisés pour passer la nuit dans des logements de jungle ainsi que des excursions le long des affluents directs, avec visites de villages indiens.

LA CÔTE NORD-EST : Les neuf États situés au Nord-Est du Brésil (Bahia, Sergipe, Alagoas, Maranhão, Pernambuco, Paraíba, Rio Grande do Norte, Piauí et Ceará) sont parmi les plus pauvres du pays au plan économique mais sont riches d'histoire et de beauté sur leurs côtes. Le bord de mer, ensoleillé d'une douceur par un air, dévoile ses immenses plages intactes comme au premier jour, des milliers de kilomètres de sable blanc qui commencent tout juste à attirer les stations balnéaires de haut de gamme. Salvador, à Bahia, ancienne capitale du Brésil, est l'une de ces cités mêlant les influences et les rythmes africains et un merveilleux mélange de cultures. La région du Nord-Est, plus particulièrement à Recife (et Olinda), São Luís et Maceió, est idéale pour les amoureux du soleil à la recherche du nez plus alba de la détente, loin des soucis du monde.

LES PANTANALS : Les sables du Pantanal, situés dans le centre ouest du Brésil et proches de la Bolivie, constituent l'un des zones de vie sauvage les plus importantes d'Amérique Latine et la faune peut y être observée plus aisément que dans la jungle amazonienne. Il est aisé de s'y rendre, les logements sont de bonne qualité et c'est le lieu pour les amateurs de photographie de la nature et de la faune. Les 650 espèces d'oiseaux locaux (y compris le légendaire Ara Hyacinthin, le plus grand perroquet du monde), le capivara, le toucou de rivière, les tatou et les jaguars.

La pêche sportive dans la région est fantastique mais vous pouvez aussi vous contenter d'observer les pingouins à l'heure des repas (24 heures par jour).

Le Brésil est un immense pays aux caractéristiques géographiques multiples : sa surface est plus importante que celle des 48 États des EU d'Amérique, couvre environ la moitié de l'Amérique du Sud, plus de 8,5 millions de kilomètres carrés, avec des frontières avec tous les autres États de l'Amérique du Sud, à l'exception du Chili et de l'Équateur.

Son territoire compte 25 États et territoires avec un district fédéral pour les cinq zones géopolitiques (Nord, Nord-Est, Ouest, Sud-Est et Sud) qui couvre les deux tiers du bassin de l'Amazonie, comprenant le plus grand système fluvial et la plus importante forêt tropicale humide du monde. Ses zones tempérées au Sud et au Sud-Est sont vastes, sa ligne de côtes interromptes comme pour les plus longues du monde (plus de 8 000 kilomètres) et certaines de ses terres agricoles sont parmi les plus fertiles de l'hémisphère occidentale. Les périodes de culture sont longues et permettent de multiples récoltes avec des cycles de croissance rapides.

Le Brésil compte aujourd'hui (novembre 96) une population de 158 491 000 millions d'habitants selon l'IBGE, soit pratiquement la moitié de la population de l'ensemble du continent Sud-Américain. C'est une nation jeune avec 50 % environ de sa population âgée de 18 ans ou moins. Cette population brésilienne, créative et industrielle, représente une ressource naturelle d'importance, un mélange de races locales, d'européennes, d'africaines et même une quantité non négligeable d'asiatiques, en raison de la succession des vagues d'immigration au cours de pratiquement cinq siècles d'histoire (hors de la colonisation par les portugais, serviteurs adaptés des esclaves raciaux) qui ont mêlé leur sang dans une harmonie raciale inhabituelle dans l'histoire du monde.

Les taux de croissance démographique, parmi les plus élevés du monde jusqu'aux années soixante dix (plus de 4 % par an), sont descendus à moins de 2 % par an ces dernières décennies (1,37 % en 1995 selon l'IBGE) avec la montée du planning familial dans ce pays à prédominance de catholiques romains ainsi qu'avec une diffusion accrue des valeurs de la classe moyenne sur l'éducation des enfants (il s'agit moins d'enfants par couple) dans le pays, en partie pour des considérations économiques personnelles des familles brésiliennes.

En dépit de sa taille (il occupe le cinquième rang mondial après la Russie, le Canada, le Chine et les États-Unis et le sixième en matière de population) le Brésil est majoritairement un pays urbain avec deux habitants sur trois, habitant la ville. Le bassin amazonien, pratiquement la taille de l'Europe occidentale, représente 36 % du territoire total du Brésil mais la région de l'Amazonie (y compris les zones humides du Mato Grosso) est une région largement sous-peuplée, avec des conditions de vie difficiles et une densité démographique de moins d'un habitant au kilomètre carré. Il y a

GÉOGRAPHIE, DÉMOGRAPHIE ET EMPLOI

pratiquement autant d'habitants dans la gigantesque zone Amazonie-Mato Grosso qu'à Londres.

La géographie du pays peut se résumer en quatre régions principales : la bande côtière atlantique qui s'étend de la frontière de l'Uruguay à l'est de Maranhão, les hauts plateaux appelés le Planalto Central (le Plateau du Centre) qui couvre une grande partie de l'arrière-pays au sud du bassin de l'Amazonie puis deux larges dépressions, le Bassin de l'Amazonie au Nord (traversé par l'équateur) et le Bassin du Paraguay au Sud-Est.

Le climat brésilien est remarquablement homogène pour un pays à la taille d'un continent et, comme il convient à un pays situé sous les tropiques, les températures sont généralement douces ou chaudes toute l'année, avec que cela implique qu'il n'y a pas de variations saisonnières. C'est dans le Sud qu'elles sont les plus fortes, il va même jusqu'à neiger (un peu) sur les sommets quand les froids arrivent d'Argentine au cours de l'hiver brésilien (de juin à août). Les États du Sud de Rio Grande do Sul, Santa Catarina, Paraná et São Paulo peuvent connaître de longues périodes de froid et de gel, désagréables en raison de la forte hygrométrie. Toutefois ces températures inférieures à zéro sont rares et durent peu.

Le Brésil a la chance géographique de ne pas souffrir des catastrophes naturelles telles que les tsunamis, les tremblements de terre et les ouragans qui ravagent tant de pays. Cependant, nombre de régions brésiliennes sont affligées d'inondations saisonnières et une bonne partie du Nord-Est a souffert de grandes sécheresses durant une grande partie du 20^e siècle.

Le revenu par habitant au Brésil, s'il est, en termes statistiques, à son niveau historique le plus élevé, reste en fait l'un des plus bas du monde. Les 10 % de brésiliens les plus riches contribuent plus de 50 % de la richesse de la nation alors que les plus démunis en ont moins de 0,5 %. Même si le gouvernement souligne que ces chiffres vont en s'améliorant fortement depuis l'introduction du Plan Real (voir ci-dessous la partie consacrée au Real), on estime qu'environ 40 millions de personnes, soit 25 % de la population, ne vivent au niveau de pauvreté officielle ou en dessous, ce qui est faible, même au niveau mondial. Le salaire mensuel minimum officiel correspond à 105 dollars US (taux de change de novembre 1996). Plus de 60 % de la main d'œuvre officielle du Brésil ne gagnent que l'équivalent de deux salaires minimum ou moins (210 dollars US par mois) selon les chiffres de l'IBGE.

D'autres chiffres indiquent que la répartition des revenus au Brésil est très inégale et comparable à certaines des nations les plus défavorisées d'Afrique et d'Asie : pratiquement 40 % des brésiliens souffrent de malnutrition selon les Nations Unies, environ 25 millions vivent dans des bidonvilles (favelas). Le nombre des

enfants abandonnés ou non-scolarisés se monte à plusieurs millions et on estime que pratiquement 20 millions de brésiliens sont illégalement fonctionnels.

Le problème de répartition des âges n'est pas non plus le même partout. Dans les régions relativement riches du Sud et du Sud-Est, l'espérance de vie est de 66 ans. Dans les régions défavorisées du Nord et du Nord-Est, elle est de 56 ans. En ce qui concerne la main d'œuvre, l'IBGE estime que la population active au Brésil se monte à environ 64 millions dont 34,7 % (chiffres de 1990) sont employés dans le secteur informel (à savoir le travail sans garanties juridiques, sans permis de travail, reconnus à la source etc.). Par ailleurs, l'IBGE estime qu'il y a 48 % des femmes adultes actives. Les femmes sont considérées en plus grand nombre sur le marché du travail en raison des départs masculins.

En 1980, le pourcentage des femmes adultes actives se montait à 37 %. Le pourcentage d'hommes adultes actifs par rapport à la population reste stable, soit 86 % pour la période. Les derniers chiffres du recensement de l'IBGE (1990) indiquent que, en ce qui concerne l'économie formelle, 45 % des actifs travaillaient dans des sociétés ayant des effectifs allant jusqu'à cinq personnes, 7,1 % avec des effectifs de 6 à 10 personnes et 43,4 % pour des sociétés ayant des effectifs de 11 personnes ou plus.

Selon l'étude sur l'emploi de l'IBGE, le nombre des personnes au travail dans les six grandes zones métropolitaines est passé de 16 millions en juin 1993 à 16,3 millions en juin 1996, soit une progression de 300 000 personnes ou 1,7 %. Depuis le lancement du Plan Real, le nombre des personnes au travail a progressé de 934 000 soit 6,1 %.

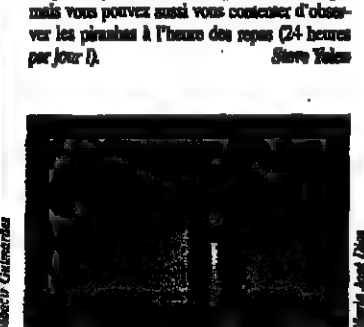
Toujours selon les estimations découlant de l'étude sur l'emploi, le revenu moyen des personnes au travail en termes réels en mai 1996 a progressé de 1,2 % par rapport à avril 1996, de 6,7 % par rapport à mai 1995 et de 25,8 % par rapport au même mois de l'année précédente (juillet 1994). La rémunération moyenne des employés du secteur formel a augmenté de 0,8 %, 6,4 % et de 16,9 % au cours de ces mêmes périodes tandis que les rémunérations moyennes des employés du secteur informel augmentaient de 4,2 %, 6,3 %, et de 33,4 % respectivement. Cela implique que, depuis le démarrage du Plan Real, les revenus moyens des employés du secteur formel et informel ont connu une augmentation en termes réels de 16,9 % et de 33,4 %.

L'IBGE estime que le taux de chômage moyen annuel a baissé au cours des dernières années (5,3 % en 1993, 5,1 % en 1994 et 4,7 % en 1995).

Il faut ajouter qu'il y a actuellement un déplacement de l'emploi, qui s'est détaché des secteurs quinquante, de l'industrie lourde vers les services et la commerce.



Paraná



Brasília

Le climat au Brésil est bon



Des paysages magnifiques, un climat idéal, une culture riche et variée, des destinations écologiques, un climat parfait et 8 000 kilomètres de plages sublimes, le tout avec un peuple, une cuisine et une culture fantastiques.

Le climat au Brésil est bon. Pour plus d'informations, visitez notre site internet : <http://www.bancobrasil.com.br>

BANCO DO BRASIL

بنك البرازيل

LE PLAN REAL

Après avoir lancé le programme de stabilisation économique et monétaire élaboré par le ministre des Finances de l'époque, Monsieur Fernando Henrique Cardoso, le "Plan Real", dont les effets positifs se sont fait sentir en profondeur, laissant présager des avantages durables pour le pays.

Ce plan Real, généralement considéré comme le plus réussi des plans de stabilisation qu'a connus le Brésil, a permis, pour la première fois depuis les années cinquante, accordé aux brésiliens une longue période d'inflation relativement faible.

Après avoir enregistré l'inflation au passif d'un taux annuel supérieur de plus de 7000 % (soit 50 % mensuel) à la mi-94, à environ 11 % en 1996 (moins d'1 % par mois), le gouvernement a pu procéder à la modernisation et à la déregulation progressive de faire face à la mondialisation de l'économie.

L'inflation est sous contrôle depuis la mise en œuvre du Plan Real sans gel des prix, sans confiscation de dépense basicaire ou autres mesures économiques artificielles hors normes. La fin de l'inflation a eu comme conséquence, entre autres, une croissance économique rapide, si rapide que le Ministère des Finances a opté pour une politique de ralentissement de l'expansion monétaire avec restriction du crédit, associée uniquement sur la base des résultats obtenus. Il s'agit de garantir l'avenir du plan pour une croissance auto-induite et une redistribution des revenus.

Cela fait plus d'un quart de siècle que le Brésil n'a pas connu les taux d'inflation accablés, déclare le Ministre des Finances, Monsieur Pedro Malan. "Le désamortissement progressif des mécanismes d'ajustement des prix et la détermination de l'économie brésilienne 100 % d'indépendance, ce qui représente un bouleversement économique et culturel remarquable."

Les milieux d'affaires brésiliens et latino-américains sont très en faveur du Plan Real même si, depuis sa mise en place, nombre de sociétés inefficaces et imprudentes se sont vues obligées de mettre la clé sous la porte, de réduire leurs effectifs ou de vendre en raison de leur manque de compétitivité.

Trois raisons motivent ce large soutien : (1) en premier lieu la stabilisation des prix a permis une amélioration réelle des capacités des entreprises à prévoir, à planifier leurs stratégies et à éviter dans la mesure du possible des surprises déstabilisantes. (2) un autre point important est le fait que l'indépendance des prix a été obtenue ce qui a été important pour lutter contre l'inflation et mettre à plat la situation économique. (3) enfin, l'opinion publique brésilienne a connu un changement significatif et positif. La stabilité des prix a permis aux consommateurs de prendre leurs décisions d'achat en privilégiant des facteurs tels que la qualité et des prix concurrentiels, favorisant par là les sociétés les plus efficaces.

Lors de l'élaboration du Plan Real, le remplacement de l'argent en circulation était d'une grande importance. Lors des changements monétaires précédents au Brésil (à sept reprises entre 1980 et 1994), cela se limitait en premier lieu à éliminer les zéros des billets et des pièces, d'abord par apposition d'un tampon sur les billets existants puis, ultérieurement, par un remplacement par une nouvelle série de billets. Les sociétés monétaires ont bien compris qu'il fallait un changement complet de mentalité pour le versement du Plan Real, afin d'arriver à mettre définitivement sur pied des normes monétaires définitives. Le lancement de la nouvelle monnaie a été précédé par une période de trois mois d'utilisation de l' "unité de valeur réelle" (URV) permettant à la population de s'habituer peu à peu à une nouvelle monnaie forte, correspondant en gros au dollar US (de fait, au cours des premiers 24 mois du plan, le Real brésilien avait une valeur supérieure au dollar et n'est revenu au pair qu'à mi-1996).

Le Plan Real, outre le succès enregistré en matière de stabilité des prix, son objectif premier, a permis d'améliorer les niveaux de consommation en offrant beaucoup plus de confort aux consommateurs dans l'économie brésilienne, principalement en provenance des groupes à faible revenu. On cite généralement le chiffre de cinq millions de nouveaux consommateurs marginalisés de fait avant que le plan de stabilisation ne prenne effet et vengé à la consommation en raison du plan. Le Plan Real, de toute évidence, a mis de l'argent dans la poche des personnes à faible revenu qui le dépensent pour des achats qu'ils ne pouvaient se permettre auparavant.

Une étude récente effectuée dans six régions métropolitaines par l'Ipas, un institut de recherche économique, a montré que le pourcentage de la population en dessous du seuil de survie - incapable de pourvoir à leurs besoins de base - est passé de 42 % au premier semestre 1994 à 22 % au cours du deuxième semestre 1995. D'autres indicateurs, tels que l'augmentation de la consommation alimentaire et des ventes en hausse de biens de consommation non durables, suggèrent une amélioration de la structure des revenus après l'introduction du Plan Real.

Le Plan Real va plus loin que la simple lutte contre l'inflation. Il a aussi provoqué une révision en profondeur de la Constitution, éliminant des restrictions imposées aux capitaux étrangers et permettant une réforme structurelle du secteur public.

La philosophie du gouvernement en matière d'économie de marché s'est traduite par cinq amendements constitutionnels présentés devant le Congrès en 1995, dans une rupture sans précédent par rapport à une économie dominée par le secteur public.

Le premier amendement a levé une distinction constitutionnelle établie entre les sociétés brésiliennes et les sociétés à capitaux étrangers. Avant cette modification, la Constitution exigeait qu'une société, pour être considérée comme brésilienne, devait avoir des contrôleurs résidents au Brésil et son siège dans le pays, éliminant d'emblée les multinationales.

L'important, en ce qui concerne cette distinction est que la Constitution exigeait aussi que lors des appels d'offres du gouvernement, les sociétés brésiliennes devaient se voir accorder la priorité avant que possible. Grâce à l'amendement gouvernemental, cette distinction a été éliminée et les sociétés multinationales peuvent entrer en concurrence avec les sociétés brésiliennes à égalité. Cet amendement a permis aux restrictions pesant sur les investissements étrangers dans le secteur minier, la génération d'électricité et la distribution.

Le deuxième amendement a ouvert le secteur des télécommunications, anciennement monopole gouvernemental, au privé. Des sociétés privées sont maintenant autorisées à exploiter des services allant des systèmes de téléphones cellulaires à la transmission de données. Cela occasionne une concurrence directe entre les sociétés de télécommunication du secteur privé et les sociétés d'état actuellement dominantes dans le secteur.

Un troisième amendement a ouvert le secteur pétrolier aux sociétés de capitaux privés autorisées à signer des contrats avec le gouvernement pour les explorations pétrolières, le raffinage, le transport (y compris par oléoducs), l'exportation et l'importation. Théoriquement, le gouvernement détient toujours le monopole du pétrole mais, de fait, l'ouverture au secteur privé ouvre tous les secteurs anciennement réservés exclusivement à la compagnie pétrolière d'état, Petrobras.

Le quatrième amendement a supprimé un article de la Constitution interdisant aux multinationales étrangères de transporter des marchandises entre les ports le long de la côte brésilienne et sur ses voies d'eau intérieures. Le dernier amendement a mis un terme au monopole d'état en matière de distribution de gaz naturel, autorisant le privé à exploiter ce secteur par le biais de concessions publiques accordées par le gouvernement des États.

Ces mesures adoptées, le gouvernement s'est alors consacré aux réformes structurelles en s'efforçant de réduire les dépenses publiques grâce à des réformes budgétaires dont la nécessité était évidente depuis longtemps. Cela s'est fait par l'adoption de trois amendements constitutionnels limitant des dépenses du système de

sécurité sociale, de l'administration fédérale et du système fiscal.

La réforme de la sécurité sociale vise à réduire la lourde charge que fait peser sur le gouvernement le coût de la retraite des fonctionnaires. L'élément principal de la réforme administrative consiste en un amendement constitutionnel requalifiant la sécurité de l'emploi pour les employés fédéraux. A l'heure actuelle, la plupart des fonctionnaires jouissent d'une sécurité de l'emploi qui interdit virtuellement aux autorités, ce qui est au niveau de la fédération, des États ou au niveau local, de réduire les effectifs.

La réforme fiscale comprend des dispositions de redistribution des recettes fiscales entre les États et le gouvernement fédéral. La Constitution de 1988 a pris 30 % des recettes fiscales fédérales pour les redistribuer entre les autorités locales et celles des États.

Toutefois la constitution maintient les responsabilités du gouvernement central en matière de dépenses, allouant ainsi ses problèmes de déficit. La plupart des analystes estiment que, sans une réforme en profondeur des structures fiscales, le gouvernement ne sera pas en mesure de réduire le déficit du secteur public de manière significative.

La réforme fiscale inscrite en peu d'objectifs au secteur privé brésilien étendue par les impôts. Seront détaxés les produits d'exportation, les entrées agricoles et les biens d'investissement en réponse à une demande d'alignement fiscal des exportateurs.

La lutte politique pour obtenir l'accord du Congrès sur les réformes structurelles est en cours et devrait se poursuivre en 1997. Quelques obstacles auxquels se trouve confronté le gouvernement sont : les analystes politiques estiment que les réformes seront adoptées.

Steve Yalen

Les options prises par le gouvernement Cardoso pour mettre un terme aux maux économiques chroniques du Brésil ne se limitent pas au Plan Real mais comprennent les éléments suivants, tendant tous à la réduction de ce que l'on appelle la "cote brésilienne", puis à la participation du pays sur de nombreux marchés mondiaux :

- Consolidation du processus de stabilisation,
- Poursuite de la politique de libéralisation des échanges,
- Modernisation du secteur public,
- Participation du secteur privé aux projets d'infrastructure,
- Réduction de la dette brésilienne,
- Réduction du coût de la main d'œuvre,
- Élimination des droits sur les exportations,
- Réduction des coûts de production et augmentation de la productivité moyenne de l'économie.



M. Fernando Henrique CARDOSO, Président du Brésil

Le gouvernement Cardoso a compris que pour que le Plan Real soit un succès, il doit s'accompagner d'un renforcement des finances de l'État. Le déficit courant, évalué en décembre 95 à environ 5 % du PIB, devrait être réduit de moitié en décembre 96, sans affecter les capacités de croissance.

Dans le cadre de ses efforts de réduction des dépenses publiques, le gouvernement s'est donc efforcé, avec un certain succès, de faire passer l'ensemble du budget de l'État de déficit à équilibre. Ce programme a permis au cours des quatre premiers mois de l'année 1996, de réduire de 8 milliards de dollars le déficit du secteur public de manière significative.

La réforme fiscale inscrite en peu d'objectifs au secteur privé brésilien étendue par les impôts. Seront détaxés les produits d'exportation, les entrées agricoles et les biens d'investissement en réponse à une demande d'alignement fiscal des exportateurs.

La lutte politique pour obtenir l'accord du Congrès sur les réformes structurelles est en cours et devrait se poursuivre en 1997. Quelques obstacles auxquels se trouve confronté le gouvernement sont : les analystes politiques estiment que les réformes seront adoptées.

Steve Yalen

Les options prises par le gouvernement Cardoso pour mettre un terme aux maux économiques chroniques du Brésil ne se limitent pas au Plan Real mais comprennent les éléments suivants, tendant tous à la réduction de ce que l'on appelle la "cote brésilienne", puis à la participation du pays sur de nombreux marchés mondiaux :

- Consolidation du processus de stabilisation,
- Poursuite de la politique de libéralisation des échanges,
- Modernisation du secteur public,
- Participation du secteur privé aux projets d'infrastructure,
- Réduction de la dette brésilienne,
- Réduction du coût de la main d'œuvre,
- Élimination des droits sur les exportations,
- Réduction des coûts de production et augmentation de la productivité moyenne de l'économie.

FUSIONS ET ACQUISITIONS

Les investisseurs étrangers ont ressenti l'attrait de la stabilisation économique créée par le Plan Real au Brésil.

Les grands hôtels de São Paulo, Rio et des autres grandes villes brésiliennes ont vu arriver les cadres des multinationales et des banques internationales désireuses d'étudier le marché brésilien en vue d'investissements.

Il semble convaincu par leurs visites. Selon la Banque Centrale, les nouveaux investissements directs en provenance de l'étranger et destinés au Brésil à la fin de l'année 1996 devraient se monter à plus de 7 milliards de dollars US. En 1994 et 1995, les deux premières années du Plan Real, les investissements directs en provenance de l'étranger se sont élevés à 2,2 milliards et à 3,2 milliards de dollars US. En comparaison, la moyenne mondiale se situait à 719 millions de dollars entre 1989 et 1993.

Ces fonds sont utilisés dans toutes sortes de secteurs dont la privatisation, les projets d'expansion des sociétés du pays ainsi que la création de nouvelles entreprises. Toutefois, une part de plus en plus importante de ces investissements est destinée au secteur des fusions et acquisitions, florissant au Brésil.

Le programme de stabilisation économique du pays s'est accompagné d'une constante réduction des entraves aux importations. L'arrivée de ces dernières en quantités croissantes sur le marché brésilien a obligé de nombreuses sociétés brésiliennes à se rendre compte qu'elles n'étaient pas en mesure de résister à la concurrence. Simultanément, les investisseurs étrangers ont découvert un grand nombre de sociétés brésiliennes et d'un prix relativement modeste, ce qui a encouragé un vague de rachats et de créations d'entreprises en participation avec des capitaux étrangers.

Pour l'année passée, le volume total des fusions et acquisitions est estimé à 2,8 milliards de dollars US par rapport à seulement 400 millions de dollars US en 1994. 39 % des acquisitions et 88 % des entreprises en participation sont le fait de multinationales. 300 sociétés brésiliennes ont été rachetées par des investisseurs étrangers, soit intégrées dans des multinationales à titre de participations. Les secteurs qui ont dominé la majorité des investissements étrangers sont les produits alimentaires, les boissons et l'énergie.

Les commentateurs estiment qu'en 1996 le marché des fusions et acquisitions devrait avoir doublé. Selon Boon-Alten et Hamilton, le volume de marché atteignant les 7 milliards de dollars US. D'autres estiment que le nombre de sociétés brésiliennes rachetées par des investisseurs étrangers ont atteint plus de 600. Les magazines *Forbes*, qui fait référence à la richesse, prévoit dans son numéro récent que dans les années qui viennent, environ 25 % de la production industrielle brésilienne - soit environ 50 milliards de dollars US - sera le fait de sociétés détenues par des investisseurs étrangers.

Sous-traitance Sabesp.
Car seules les entreprises qui réussissent
peuvent partager leur succès
avec d'autres entreprises.

12 457 500-434 070 556 000 245 500 070

Les bons investisseurs savent bien qu'il n'y a de meilleur investissement que la sous-traitance d'une entreprise qui réussit, financièrement stable et entrepreneuriale, qui a la réserve du marché où elle opère. C'est le cas de la Sabesp. Une entreprise d'économie mixte, concessionnaire de services dans le domaine de l'assainissement. Elle est responsable de la planification, de l'exécution et de l'opération du réseau des systèmes d'eau et de celui des égouts ménagers et industriels. Outre le fait de s'occuper des services de base, la Sabesp opère dans le meilleur marché brésilien, celui de l'État de São Paulo. Elle réalise aussi des services les plus divers pour les pays de l'Amérique Latine. En 1995, son chiffre d'affaires brut a été de plus de 2 milliards de dollars, avec des perspectives d'accroissement pour les prochaines années. La Sabesp recherche, maintenant, de grands partenaires pour la réalisation de travaux et de projets importants. Le partenariat réunira des ressources de l'ordre de plus de 600 millions de dollars. La sous-traitance de la Sabesp suit le modèle B.O.T. - "Build, Operate, Transfer". Il a été développé auprès du IFC, "International Finance Corporation", ce qui garantit la crédibilité du projet. La Sabesp se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire. C'est une bonne affaire dont la réussite est garantie au contrat.

GOVERNO DO ESTADO
DE SÃO PAULO

Rua Costa Carvalho, 300 - Tel: (5511) 3030-4000 - São Paulo - SP - Brasil

APPEL D'OFFRE INTERNATIONAL.

L'ETAT DU PARANÁ, UN GRAND ETAT, CHERCHE DES PARTENAIRES.

Situé dans le sud du Brésil, proche du plus grand centre de consommation du pays et point d'accès par excellence au MERCOSUL, l'Etat du Paraná devient l'une des meilleures occasions d'affaires au monde, car il transforme son infrastructure. Il est alors à la recherche de partenaires nationaux et internationaux.



Informations sur les Lignes:
Secretaria de Estado dos Transportes - Av. Iguaçu, 420 - 2º andar - Sala 06
Grupo de Concessões - Curitiba - Paraná - CEP 80330-020
Téléphone: (041) 322 7080 P. 223/2244 - Télécopie: (041) 322 9521 / 322 4086
e-mail: govpr@leguas.calepar.br

FERROESTE
Le Gouvernement de l'Etat du Paraná cherche des entreprises intéressées à opérer le réseau ferroviaire et à l'intégration continentale de ce chemin de fer. Il assure la liaison, du côté de l'Atlantique, par le Port de Paranaguá et se projette sur le continent par le Paraguay, l'Argentine et le Chili. Le Ferroeste s'élance aussi vers le Centre-Ouest du Brésil, avec un potentiel de transport de marchandises élevé. L'appel d'offre est lancé.

PORT DE PARANAGUÁ
Le Gouvernement de l'Etat du Paraná donne une concession au secteur privé des droits de construction et exploitation d'un terminal de conteneurs dont la capacité prévue est de 250 mille unités, au Port de Paranaguá, l'un des plus grands ports maritimes du Brésil et l'un des plus importants du MERCOSUL. Il passe actuellement par un large processus de modernisation. L'appel d'offre est lancé.

ANNEAU D'INTÉGRATION
Le Gouvernement de l'Etat du Paraná convoque les entreprises nationales et internationales intéressées à la réparation, construction de double voie et entretien des routes qui forment l'Anneau d'intégration. Ce sont plus de 2 mille kilomètres de voies qui seront explorées par le secteur privé. Un appel d'offre international est déjà lancé.

GOVERNO DO ESTADO
PARANÁ

BOURSE

LE MONDE

مكتبة الامم المتحدة

PRIVATISATION Le gouvernement va vendre isolément la participation de 58,63 % de Thomson SA dans le groupe d'électronique de défense Thomson-CSF. Il doit concilier son inté-

rêt patrimonial avec sa volonté de contribuer par cette opération à la restructuration de l'industrie française de la défense. ● L'ACTION de Thomson-CSF s'est envolée de 110 à 170 francs

en un an. Mais le groupe, qui vaut actuellement en Bourse 20,3 milliards de francs, demeure sous-évalué par rapport à ses homologues américains, même en tenant compte de sa plus

faible rentabilité. ● LA VALEUR du groupe public se situerait à plus de 24 milliards de francs. ● LES CANDIDATS à la reprise n'ont pas les moyens financiers de payer au prix fort la fu-

ture privatisée. Ce sont les repreneurs et leurs actionnaires minoritaires, et non l'Etat, qui devraient récolter les fruits de la création d'un grand groupe d'électronique de défense français.

L'Etat aura des difficultés à vendre Thomson-CSF à son vrai prix

Cédé séparément de TMM, le groupe public d'électronique de défense verrait sa valeur intrinsèque dépasser les 24 milliards de francs. Mais les moyens financiers des candidats à la reprise sont limités

THOMSON-CSF, vendu séparément, devrait rapporter un bon prix à l'Etat: le groupe d'électronique de défense, filiale à 58,63 % de Thomson SA, est en bonne santé et peu endetté. Le premier projet, refusé par la Commission de privatisation le 28 novembre, portait sur la vente en bloc de Thomson-CSF et de Thomson Multimédia (TMM), filiale à 100 % de Thomson SA. Dans ce schéma, Thomson-CSF était vendu à un prix modéré au groupe Lagardère, car il débarrassait l'Etat de TMM, lourdement endetté et n'offrait pas des perspectives de redressement à court terme. Aujourd'hui, l'Etat repousse la privatisation de TMM, mais veut accélérer celle de Thomson-CSF. Parviendra-t-il à maximiser la valeur de sa participation dans Thomson-CSF tout en favorisant la restructuration de l'industrie de la défense française? Ces deux ambitions sont difficilement compatibles. Les candidats potentiels à la reprise ne sont pas nombreux et leurs moyens financiers sont limités. Pourtant, Thomson-CSF pourrait valoir beaucoup plus cher qu'il n'y paraît. Il y a un an, l'entreprise valait 15 milliards de francs en Bourse. Depuis, l'action s'est envolée, et l'entreprise vaut 20,3 milliards. Ce prix serait pourtant encore sous-évalué.

Cette somme comprend en effet 8 milliards de francs, correspondant aux participations de Thomson-CSF dans SGS-Thomson et dans le Crédit lyonnais. Les activités industrielles de Thomson-CSF stricto sensu sont valorisées à 12,3 milliards par les marchés, soit 35 % de son chiffre d'affaires. Ce ratio est très inférieur à celui appliqué pour les entreprises américaines de défense. « Celles-ci s'achètent en moyenne 90 % de leur chiffre d'affaires, ce ratio pouvant monter à 140 % », explique un analyste financier.

200 À 230 FRANCS PAR ACTION

Les comparaisons doivent être prises avec précaution. « Thomson-CSF est moins rentable que ses concurrents. Il a une marge opérationnelle de 5,5 %, contre 12 à 15 % pour les américains », note un autre analyste, qui remarque que le retour sur fonds propres est « de 10 % chez Thomson-CSF, quand il se situe entre 14 et 20 % aux Etats-Unis ».

Les séries de production sont plus longues aux Etats-Unis et la recherche-développement, largement financée sur fonds publics, est amortie plus vite. « Les crédits de recherche du Pentagone permettent d'améliorer de près de 3 à 5 % la marge d'exploitation », pour-

suit cet analyste. Les gains potentiels de parts de marché en Europe et les économies pour un repreneur de Thomson-CSF ne sont pas comparables à ceux d'outre-Atlantique. Enfin, Thomson-CSF n'offre pas une gamme complète dans l'électronique de défense justifiant

Raytheon, 9,3 fois; McDonnell Douglas, 10 fois, alors que Thomson n'est valorisé que 6,3 fois son bénéfice opérationnel (1,96 milliard en 1995).

En appliquant un multiple de huit, jugé raisonnable par de nombreux observateurs, on aboutit à

Les difficultés d'une offre publique de vente

Et si Thomson-CSF était privatisé par offre publique de vente (OPV)? La direction du groupe le souhaite, mais les inconvénients ne manqueraient pas. Alors que le cours de Bourse actuel est de 170 francs, « l'Etat devrait vendre entre 155 et 163 francs » pour attirer les investisseurs, selon un proche du dossier. L'entreprise serait alors valorisée à 19,4 milliards de francs maximum. La création d'un groupe d'actionnaires stables poserait également problème, les marchés pénalisant les entreprises qui stérilisent ainsi leurs fonds propres. Surtout, l'Etat n'est pas certain de vendre l'intégralité de sa part (58,63 % du capital) et ne récupérerait alors pas les 11 milliards qu'il veut injecter dans Thomson Multimédia. Enfin, une OPV n'est pas le meilleur moyen de restructurer l'industrie française de défense, comme l'explique Noël Forgeard, le PDG de Matra Défense Espace, candidat au rachat de Thomson-CSF, dans un entretien aux Echos du 18 décembre: « dans l'approche dite du moyen dur, [...] on pourrait voir se créer une situation dans laquelle le périmètre industriel de Thomson-CSF loin d'être augmenté, serait démantelé ».

une valorisation à l'américaine.

Wall Street reste malgré tout plus généreuse que la Bourse de Paris. Lockheed Martin se paie 8,6 fois son bénéfice d'exploitation 1995; Northrop Grumman 8,7;

une valorisation des activités industrielles de Thomson-CSF de 16 milliards. Soit un total de 24 milliards de francs, en prenant en compte les participations dans SGS-Thomson et dans le Crédit

lyonnais, ce qui équivaut à un prix de 200 francs par action. Ce prix offrirait une prime de 17 % par rapport au cours de Bourse actuel de 170 francs, encore insuffisante aux yeux de certains observateurs: la prime devrait osciller entre 20 et 30 %.

Seul problème: qui est prêt à verser une telle somme comptant? Les analystes estiment que même une éventuelle association entre Dassault, Sagem et Compagnie des signaux n'aurait pas les moyens de mobiliser une telle somme, et que son objectif serait de démanteler Thomson. Même s'il a réalisé son programme de cession d'actifs pour 10 milliards de francs, Serge Tchuruk, PDG d'Alcatel Alsthom, qui veut déposer une offre, pourra-t-il convaincre son conseil d'administration de déboursier 16 milliards de liquidités dans la défense alors qu'il doit parachever la restructuration de son activité de télécommunications?

Reste le groupe Lagardère, donné favori par les analystes financiers. Mais en interne on estime qu'il n'est guère possible de payer plus de 16 milliards de francs les activités industrielles de Thomson-CSF, en supposant que le groupe Lagardère apporte ses propres actifs pour 9 milliards de francs.

Le nouvel ensemble Thomson-Matra offrirait la gamme complète d'électronique de défense et réaliserait rapidement un chiffre d'affaires de 60 milliards de francs. La réunion des deux groupes vaudrait beaucoup plus que la simple somme de leur valorisation respective. Plusieurs cabinets d'analyse estiment que, dans ces conditions, Thomson-Matra vaudrait au minimum 50 % de son chiffre d'affaires, soit 30 milliards. L'Etat ferait donc un « cadeau » aux nouveaux actionnaires de Thomson-Matra de 5 milliards de francs. L'action vaudrait 230 francs « dans des hypothèses extrêmement conservatrices », prédit un analyste.

Matra, s'il était choisi comme repreneur, devrait obtenir les bénéfices de cette restructuration. Les actionnaires minoritaires de Lagardère et de Thomson-CSF en profiteront aussi, ce qui explique que les analystes financiers et les investisseurs défendent la candidature de Lagardère. Pour que l'Etat en ait sa part, il aurait fallu que Thomson-CSF, avant sa privatisation, rachète les autres entreprises de la défense. Mais c'est Thomson qui est à vendre...

Philippe Le Coeur et Arnaud Leparmentier

Un compromis se dessine sur le nickel néo-calédonien

APRÈS des mois de tension, de multiples promesses et de manœuvres en coulisses, une discussion semble s'ébaucher sur le problème du nickel de Nouvelle-Calédonie. Le conseil d'administration d'Eramet, société détenue à 54 % par la holding d'Etat Erap, a donné un accord de principe, mardi 17 décembre, sur un échange de massifs miniers en Nouvelle-Calédonie avec la SMSF, société minière néo-calédonienne proche des indépendantistes. Les administrateurs ont chargé la direction d'Eramet de négocier les modalités pratiques avec son concurrent.

Cette réponse d'Eramet fait suite à une proposition de la SMSF en octobre. La société néo-calédonienne, qui souhaite construire une usine de retraitement du minerai dans le nord de l'île, en association avec le canadien Falconbridge, avait d'abord revendiqué la mine de la Tiebaghi, propriété d'Eramet, pour assurer la viabilité de son projet. Le gouvernement, préoccupé par l'avenir politique de l'île, y était très favorable. Mais le groupe français a refusé d'opter pour cette cession d'un site jugé « essentiel pour son avenir ». La SMSF a alors suggéré d'échanger son site minier de Pouni avec celui de Koniambo, détenu par Eramet, de taille à peu près équivalente (460 000 à 500 000 tonnes).

Dans une lettre envoyée le 17 décembre aux administrateurs d'Eramet, le ministre de l'Industrie a tenu à

encadrer cet échange. Prenant acte de l'importance de la Tiebaghi pour le groupe, Franck Borotra souligne que l'opération est subordonnée à la construction d'une usine de traitement dans le nord de l'île.

Les négociations pourraient être rapidement engagées. Une inconnue cependant demeure: la position de Falconbridge. Au printemps, le groupe canadien a rédigé un rapport d'une soixantaine de pages sur l'usine de retraitement. Selon ce document, l'opération n'est envisageable que si le groupe est assuré de bénéficier d'un approvisionnement d'une durée d'au moins vingt-cinq ans, lui garantissant de pouvoir traiter 55 000 tonnes par an. Pour satisfaire ces conditions, il demandait la garantie d'approvisionnement avec un deuxième gisement ainsi que de nombreuses infrastructures (port, réseau routier, centrale électrique au charbon), dont l'essentiel devrait être payé par les pouvoirs publics.

Depuis, Falconbridge n'a jamais précisé ses intentions. L'échange des sites miniers crée-t-il les conditions favorables à la poursuite de son projet d'usine? Falconbridge a expliqué au Monde « qu'il commencerait à mener une étude de faisabilité sur le projet » une fois qu'Eramet et la SMSF se seraient entendus.

Martine Orange

Le secteur des transports négocie sur le temps de travail

ALORS QUE seulement 22 réseaux urbains sur 180 ont répondu à l'appel à la grève lancé par la CGT, mardi 17 décembre, le patronat et les syndicats des transports en commun se sont retrouvés le même jour pour entamer des négociations sur l'emploi et le temps de travail (Le Monde du 17 décembre). Les partenaires sociaux se sont mis d'accord pour fixer les principaux sujets de la négociation qui devra être achevée le 30 juin 1997.

Cinq thèmes seront successivement abordés et feront l'objet d'un accord global. Le premier d'entre eux concerne la réduction et l'organisation du temps de travail. Les employeurs ont accepté d'étudier une réduction de 10 % de la durée conventionnelle du temps de travail dans le cadre de la loi Robien, mais à condition de revoir l'arrêté de 1942 qui organise le temps de travail et de ne pas faire appel aux fonds publics locaux pour compenser la perte de salaire. Autre thème de négociation: les départs anticipés à la retraite. S'il est hors de question de généraliser la retraite à 55 ans, les employeurs acceptent de promouvoir les dispositifs existants au plan national: préretraites progressives, départs avant 60 ans pour les salariés ayant cotisé quarante ans - et même, éventuellement, de les améliorer. D'autres thèmes feront l'objet de négociation: les heures supplémentaires, les contrats à durée

déterminée, le temps partiel et la mise en place d'un compte épargne-temps.

Le conflit dans les bus de Rouen montre le climat relativement insaisissable dans la profession. Un accord a été accepté par 63 % des salariés, mercredi 18 décembre dans la matinée, après qu'un premier protocole eût été majoritairement repoussé la veille. Notre correspondant à Rouen, Étienne Banzet, nous signale que le nouveau texte prévoit un plan de réduction du temps de travail de 38 heures à 34 heures, payées 37 en 1997, puis payées 36 en 1998, avec, en contrepartie, l'embauche de 80 chauffeurs sur les 525 que compte actuellement la TCAR (effectif total 826). La CGT a, de son côté, accepté une réduction des temps de pause de 30 à 25 minutes. La direction propose également le paiement de la moitié des jours de grève sous la forme d'une prime versée à l'ensemble du personnel. Par ailleurs, concernant le temps de travail des routiers, le conseil des ministres du 18 décembre devait promouvoir un nouveau décret fixant la période de repos non rémunéré à un quart de l'amplitude de la journée de travail avec un maximum de trois heures. Dans un premier temps, le maximum était fixé à 3 h 30. Le nouveau décret constitue donc un compromis.

Frédéric Lemaître

Les députés posent leurs conditions à la fusion entre Framatome et GEC-Alsthom

LES DÉPUTÉS ne s'opposent pas à la fusion entre GEC-Alsthom et Framatome, mais ils posent des conditions. La mission parlementaire chargée d'étudier l'absorption du fabricant de chaudières nucléaires français par le groupe franco-britannique GEC-Alsthom a rendu ses conclusions mercredi 18 décembre. Aux conditions, déjà formulées par le ministre de l'Industrie, Franck Borotra, les députés en ajoutent quatre autres. Ils demandent que l'ensemble de la filière nucléaire soit soumise au contrôle du Parlement. Ils souhaitent la reconduction, jusqu'en 2011, de la coopération entre Framatome et la Cogema pour la fabrication des

combustibles. Ils exigent le maintien au sein de Framatome de sa trésorerie et chiffrée à 6,5 milliards de francs les provisions pour risque nucléaire. Enfin, ils veulent que l'actionnaire public représenté aujourd'hui par CEA-Industrie et EDF ait un droit de veto stratégique.

Ces suggestions devraient être accueillies favorablement par les pouvoirs publics. Certaines, comme la pérennité sur le long terme des liens avec Cogema, devaient être intégrées immédiatement dans les négociations avec GEC, qui détient 50 % de GEC-Alsthom. La balle est maintenant dans le camp des Britanniques, qui risquent de ne pas apprécier ces ajouts. Depuis quelques semaines, ils étudient non sans réticence le pacte d'actionnaire imposé par les Français pour préserver la filière nucléaire et la coopération avec l'allemand Siemens pour développer l'EPR, le réacteur du futur.

Après l'annonce-surprise, au mois d'août, de la fusion Framatome-GEC-Alsthom, les députés se sont inquiétés de cette privatisation entraînant le passage d'un pan de l'industrie nucléaire sous l'influence britannique. François-Michel Gonnat, député UDF de l'Oise, président de la Commission de la production et des

échanges de l'Assemblée, créait une mission d'information sur « les conséquences pour la filière électronique française d'un changement de statut de Framatome ». Constituée le 6 décembre, cette mission devait être menée rapidement, pour pouvoir peser dans les négociations entre l'Etat, Alcatel-Alsthom et GEC.

En un mois et demi, les parlementaires ont reconstruit tous les acteurs du dossier, mais sur les sept membres de la délégation, seuls trois se sont vraiment impliqués dans les travaux: le président de la mission, Yves Jacob (RPR, Ile-de-France), son rapporteur Claude Biroux (UDF, Haute-Savoie) et Christian Battaille (PS, Nord).

Les trois parlementaires se sont retrouvés le 17 décembre pour conclure leur rapport, approuvé par les deux représentants de la majorité. M. Battaille a critiqué le principe « du passage dans le privé d'une composante de l'industrie nucléaire française ».

DEMANDE DE CONTRÔLE

Ce document reprend les cinq conditions imposées par le gouvernement français. Elles concernent le contrôle par les pouvoirs publics des décisions stratégiques touchant à l'activité nucléaire, la poursuite de la coo-

pération avec l'allemand Siemens pour construire le réacteur EPR, la préservation de l'identité des activités nucléaires de Framatome. Identification claire des provisions associées au risque nucléaire et la préférence des intérêts français dans le nouvel ensemble. Les parlementaires ont repris à leur compte une suggestion de Jean-Claude Lévy. Le 2 décembre, à la veille de son départ de la présidence de Framatome, ce patron a déposé une petite bombe à retardement sous la forme d'une lettre au parlementaires rappelant l'importance de leur mission. « Cette mobilisation légitime du Parlement est possible aujourd'hui, elle doit être possible demain », écrit-il en évoquant le risque de voir le nucléaire échapper au contrôle public en cas de privatisation. « Quel que soit le statut des entreprises concernées, la filière nucléaire doit faire l'objet d'une loi-cadre, conférant un droit de regard au Parlement sur l'ensemble des enjeux essentiels à la performance de notre outil industriel. » Les Britanniques sont-ils prêts à admettre une telle conception et de tels contrôles? Tout dépendra de la façon dont le gouvernement va maintenant définir ce droit de regard.

Dominique Gallois

Trois navires de la CGM passent sous pavillon de complaisance

ALAIN WILS, le nouveau directeur général de la Compagnie générale maritime (CGM), récemment privatisée, a annoncé mardi 17 décembre, au cours d'un comité central d'entreprise, le plan de réorganisation de l'armateur public, racheté par la Compagnie maritime d'affrètement (CMA). Trois navires sur seize vont passer sous pavillon des Bahamas, ce qui permettra l'emploi à bord de personnels originaires de pays en voie de développement, moins coûteux. La CMA, pour sa part, a annoncé l'arrivée dans sa flotte d'ici fin janvier 1997 de deux grands navires porte-conteneurs, qui seront exploités sous le registre Kerguelen, le « pavillon bis » français. L'union maritime CFDT a déposé un recours devant le Conseil d'Etat pour contester la régularité de la procédure de privatisation.

DÉPÊCHES

■ **BRITISH AIRWAYS**: la compagnie aérienne britannique a mis en vente, mercredi 18 décembre, sa participation de 24,6 % dans le capital de la compagnie américaine USAir, tirant les conséquences de l'opposition d'USAir à son alliance, annoncée en juin, avec le numéro un américain American Airlines. USAir a soixante jours pour se porter candidate au rachat de ses propres titres.

■ **ELF**: le personnel gréviste de l'usine Elf Atochem de Pierre-Bénite (Rhône) a voté mardi 17 décembre la reprise du travail après un mois de conflit. Un protocole d'accord prévoit notamment l'augmentation de 300 francs d'une prime mensuelle de conditions de travail et trois jours de repos compensateur supplémentaires par an pour environ 350 salariés.

■ **EDF**: le tribunal de grande instance de Montpellier a reconnu la représentativité du syndicat SUD chez EDF.

■ **CFP**: l'opportunité d'ouvrir une commission d'enquête parlementaire sur les dérives du Crédit foncier sera prochainement soumise au vote de l'Assemblée. Son président, Philippe Séguin, avait été saisi par la commission des finances pour dire le droit, compte tenu de l'existence d'informations judiciaires sur certaines opérations de l'institution. Il a estimé mardi que ces procédures n'étaient pas incompatibles avec la création d'une commission.

BOURSE

Gérez votre portefeuille sur Minitel

3615 LE MONDE

■ OTMAR ISSING, le chef économiste de la Bundesbank, estime qu'utiliser l'euro pour gagner en compétitivité trahirait les tentatives pour en faire une monnaie stable.

NEW YORK ↓ DOW JONES	LONDRES ↘ FT 100	MILAN → MIB 30	FRANKFURT ↘ DAX 30
----------------------------	------------------------	----------------------	--------------------------

Indice SBF 250 sur 3 mois

Indice second marché sur 3 mois

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100
---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	-----

100

New York. Dow Jones sur 3 mois

100

US/F ↙ 5,2804	US/DM ↗ 1,5495	US/£ ↘ 113,8900	DM/F ↗ 3,3762	£/F ↗ 8,7140
---------------------	----------------------	-----------------------	---------------------	--------------------

devrait pas être considéré comme un mécanisme pour promouvoir les exportations. Cela ne va pas ». Dans son rapport mensuel paru la veille, la Bundesbank avait également jugé que les taux directeurs étaient à un niveau approprié.

Affecté par le durcissement de ton de la part de la banque centrale allemande, le franc s'inscrivait en légère baisse, mercredi matin, face au deutschemark. Il cotait 3,3770 francs pour un mark.

PARTIES DU DOLLAR	18/12	17/12	Var. %
FRANCOFORT - USFDM	2.500	2.500	0.0

FRANCE-POINT : usuryum	1.5495	+3.562	+0.28
TOKYO : usuryum	113.930	113.930	-0.02

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

DEVICES	comptant	demande	offre	demande	1 mois	offre	1 mois
Dollar États-Unis	5.2187	5.2187	5.2187	5.2404	5.2404	5.2404	5.2404
Yen (100)	3.6728	3.6728	3.6728	3.6905	3.6905	3.6905	3.6905
Deutsche mark	3.3764	3.3764	3.3764	3.3748	3.3748	3.3748	3.3748
Franc suisse	1.9576	1.9576	1.9576	1.9576	1.9576	1.9576	1.9576
Franc scandinave	3.3846	3.3846	3.3846	3.3846	3.3846	3.3846	3.3846
Lire ital. (1000)	3.4220	3.4220	3.4220	3.4215	3.4215	3.4215	3.4215
Yen sterling	1.6877	1.6877	1.6877	1.6871	1.6871	1.6871	1.6871
Peseta (100)	4.0109	4.0109	4.0109	4.0152	4.0152	4.0152	4.0152
Franc belge	16.390	16.390	16.390	16.376	16.376	16.376	16.376

TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVICES

	1980	1981	1982
Eurofranc	3.37	3.40	3.44
Eurodollar	5.50	5.50	5.54

Eurofibre	6,06	3,90
Eurodeutschemark	3,28	3,19

TIÈRES PREMIÈRES

MÉTAUX (New-York)	\$/once
-------------------	---------

380,44	380,85	Palladium	117,75	117,75
245,41	245,58	GRAINES, DENRÉES (Chicago)		\$/boisseau
		Ble (Chicago)	4,06	4,06

2161	2199	Maïs (Chicago)	2.21	2.05
2108	2124	Grain, soja (Chicago)	—	—
1489	1470	Tour. soja (Chicago)	240.50	258
135	1392	GRAINES, DENIGES (Londres)	\$/tonne	—
680	688	P. de terre (Londres)	—	£ 15
222	228	Orge (Londres)	—	£ 14 1/2
595	587	SOYFS	\$/tonne	—
569	562	Caïs (New-York)	1325	1350
576	572	Caïs (Londres)	—	£ 14 1/2
1025	1028	Sucre blanc (Paris)	—	£ 14 1/2
1050	1055	GLUCANESUX, AGROUXES	—	£ 14 1/2
6450	6452	Coton (New-York)	—	£ 14 1/2
6545	6552	Latex (New-York)	—	£ 14 1/2

4. *Journal of the American Medical Association*, 2000; 284: 1039-1044.

—

هكذا من الأصل

RÈGLEMENT MENSUEL

MERCREDI 18 DÉCEMBRE
Liquidation : 23 décembre
Taux de report : 3,50
Cours relevés à 12h30

CAC 40

BASIS

+1,01 %
CAC 40 :
2215,95

[illegible]

4021	0.29	-0.33	146493	UMH1 Rosen Wilhelm	1248	5917	+0.36	0.29
4210	0.28	-0.32	146494	Lysander Ester	48	4578	+0.36	0.28
4630	0.30	-0.32	146495	Mariae Wendt	46	4578	+0.37	0.30
122	0.28	-1.06	146496	Melanie Wendt	44	24	+0.37	0.28
250,60	0.30	-0.84	146497	Macgregor Inter.	173	30	+0.38	0.30
4000	0.29	+0.24	146498	Macgregor Inter.	173	30	+0.38	0.29
721	0.27	+0.27	146499	Macgregor Inter.	173	30	+0.38	0.27
453,90	0.29	-1.23	146500	Hard-Est	128	124,66	+0.31	0.29
235	0.28	-0.89	146501	Harmon (Wp)	246	246	+0.31	0.28
195	0.29	-1.53	146502	HVI	81	81	+0.31	0.29
230	0.28	-1.53	146503	OLUPAR	81,50	1	+0.31	0.28
395	0.29	-1.09	146504	Paribus	395	1,046	+0.29	0.29
37,50	0.28	-0.53	146505	Paribus	1215	1,046	+0.29	0.28
113,50	0.28	-0.44	146506	Perot-Bicini	369	579,46	+0.29	0.28
114,80	0.28	-0.44	146507	Perot-Bicini	369	579,46	+0.29	0.28
261	0.29	-0.67	146508	Peugeot	573	573	+0.34	0.29
491	0.29	-0.67	146509	Peugeot	573	573	+0.34	0.29
261	0.29	-0.67	146510	Peugeot	573	573	+0.34	0.29
348	0.29	+0.64	146511	Phisic-Conn (Jah)	421	421	+0.34	0.29
491	0.29	+0.64	146512	Phisic-Conn (Jah)	421	421	+0.34	0.29
1427	0.29	-1.06	146513	Primager	610	610	+0.34	0.29
1295	0.29	-0.89	146514	Primager	610	610	+0.34	0.29
1295	0.29	-0.89	146515	Primager	610	610	+0.34	0.29
1295	0.29	-0.89	146516	Primager	610	610	+0.34	0.29
2300	0.29	-0.45	146517	Primager	610	610	+0.34	0.29
10,10	0.29	-0.45	146518	Primager	610	610	+0.34	0.29
1064	0.29	-0.45	146519	Primager	610	610	+0.34	0.29
1064	0.29	-0.45	146520	Primager	610	610	+0.34	0.29
454,90	0.29	-0.94	146521	Roual Udal	1469	1469	+0.34	0.29
42	0.28	-0.72	146522	Roual Udal	1469	1469	+0.34	0.28
425	0.29	-0.72	146523	Roual Udal	1469	1469	+0.34	0.29
1812	0.29	-0.22	146524	Roual Udal	1469	1469	+0.34	0.29
107,50	0.29	-0.74	146525	Roual Udal	1469	1469	+0.34	0.29
430	0.29	-1.38	146526	Roual Udal	1469	1469	+0.34	0.29
324	0.29	-0.57	146527	Roual Udal	1469	1469	+0.34	0.29
215	0.29	-0.57	146528	Roual Udal	1469	1469	+0.34	0.29
39,60	0.29	-0.60	146529	Roual Udal	1469	1469	+0.34	0.29
112,50	0.29	-0.60	146530	Roual Udal	1469	1469	+0.34	0.29
25,10	0.29	-0.40	146531	Roual Udal	1469	1469	+0.34	0.29
3088	0.29	-1.27	146532	Roual Udal	1469	1469	+0.34	0.29
551	0.29	+1.39	146533	Roual Udal	1469	1469	+0.34	0.29
544	0.29	+1.39	146534	Roual Udal	1469	1469	+0.34	0.29
778	0.29	-1.15	146535	Roual Udal	1469	1469	+0.34	0.29
315	0.29	-1.15	146536	Roual Udal	1469	1469	+0.34	0.29
86	0.29	+0.38	146537	Roual Udal	1469	1469	+0.34	0.29
221	0.29	+0.38	146538	Roual Udal	1469	1469	+0.34	0.29
240	0.29	-1	146539	Roual Udal	1469	1469	+0.3	0.29
630	0.30	+0.76	146540	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.30
221	0.29	-0.66	146541	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
240	0.29	-0.66	146542	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
30,60	0.29	-0.66	146543	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
14,20	0.29	+0.55	146544	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
30,60	0.29	-0.66	146545	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
14,20	0.29	+0.55	146546	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
30,60	0.29	-0.66	146547	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
14,20	0.29	+0.55	146548	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
30,60	0.29	-0.66	146549	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
14,20	0.29	+0.55	146550	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
30,60	0.29	-0.66	146551	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
14,20	0.29	+0.55	146552	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
30,60	0.29	-0.66	146553	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
14,20	0.29	+0.55	146554	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
30,60	0.29	-0.66	146555	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
14,20	0.29	+0.55	146556	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
30,60	0.29	-0.66	146557	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
14,20	0.29	+0.55	146558	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
30,60	0.29	-0.66	146559	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
14,20	0.29	+0.55	146560	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
30,60	0.29	-0.66	146561	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
14,20	0.29	+0.55	146562	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
30,60	0.29	-0.66	146563	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
14,20	0.29	+0.55	146564	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
30,60	0.29	-0.66	146565	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
14,20	0.29	+0.55	146566	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
30,60	0.29	-0.66	146567	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
14,20	0.29	+0.55	146568	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
30,60	0.29	-0.66	146569	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
14,20	0.29	+0.55	146570	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
30,60	0.29	-0.66	146571	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
14,20	0.29	+0.55	146572	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
30,60	0.29	-0.66	146573	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
14,20	0.29	+0.55	146574	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
30,60	0.29	-0.66	146575	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
14,20	0.29	+0.55	146576	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
30,60	0.29	-0.66	146577	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
14,20	0.29	+0.55	146578	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
30,60	0.29	-0.66	146579	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
14,20	0.29	+0.55	146580	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
30,60	0.29	-0.66	146581	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
14,20	0.29	+0.55	146582	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
30,60	0.29	-0.66	146583	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
14,20	0.29	+0.55	146584	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
30,60	0.29	-0.66	146585	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
14,20	0.29	+0.55	146586	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
30,60	0.29	-0.66	146587	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
14,20	0.29	+0.55	146588	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
30,60	0.29	-0.66	146589	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
14,20	0.29	+0.55	146590	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
30,60	0.29	-0.66	146591	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
14,20	0.29	+0.55	146592	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
30,60	0.29	-0.66	146593	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
14,20	0.29	+0.55	146594	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
30,60	0.29	-0.66	146595	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
14,20	0.29	+0.55	146596	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
30,60	0.29	-0.66	146597	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
14,20	0.29	+0.55	146598	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
30,60	0.29	-0.66	146599	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
14,20	0.29	+0.55	146600	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
30,60	0.29	-0.66	146601	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
14,20	0.29	+0.55	146602	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
30,60	0.29	-0.66	146603	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
14,20	0.29	+0.55	146604	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
30,60	0.29	-0.66	146605	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
14,20	0.29	+0.55	146606	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
30,60	0.29	-0.66	146607	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
14,20	0.29	+0.55	146608	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
30,60	0.29	-0.66	146609	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
14,20	0.29	+0.55	146610	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
30,60	0.29	-0.66	146611	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
14,20	0.29	+0.55	146612	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
30,60	0.29	-0.66	146613	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
14,20	0.29	+0.55	146614	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
30,60	0.29	-0.66	146615	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
14,20	0.29	+0.55	146616	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
30,60	0.29	-0.66	146617	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
14,20	0.29	+0.55	146618	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
30,60	0.29	-0.66	146619	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
14,20	0.29	+0.55	146620	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
30,60	0.29	-0.66	146621	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
14,20	0.29	+0.55	146622	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
30,60	0.29	-0.66	146623	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
14,20	0.29	+0.55	146624	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
30,60	0.29	-0.66	146625	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
14,20	0.29	+0.55	146626	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
30,60	0.29	-0.66	146627	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
14,20	0.29	+0.55	146628	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
30,60	0.29	-0.66	146629	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
14,20	0.29	+0.55	146630	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
30,60	0.29	-0.66	146631	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
14,20	0.29	+0.55	146632	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
30,60	0.29	-0.66	146633	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
14,20	0.29	+0.55	146634	Schneider S.	236	736,00	+0.30	0.29
30,60	0.2							

000000	URF	413	400	+1.69	390/96	Harstad	9
000000	US	170	172	-1.17	693/95	Harvest	9
000000	Unibank	691	692	-0.20	100/95	LCI	1
000000	Union Assoc. Fed.	181	182	-0.38	770/95	Lo Volcano	9
000000	Union Sackler	76	75.50	+1.05	100/95	Mac	1
000000	Univ. SCS	325	329	-0.61	100/95	Mac Donald's	1
000000	Valhalla	270/90	268.20	+0.96	70/95	Marck and Co	1
000000	Via Banque	135/95	134.50	+1.09	130/95	Mattel/Chari Corp.	1
000000	Worms & Co.	315	314	+0.99	100/95	McCall Corp.	1
000000	World Bank	146/92	146.2	-0.20	100/95	McDonald's	1
000000	WFL Colston	1300	1305	+0.35	94/95	MetLife SA. Firm	1
000000						My. West Pack.	1
000000						Nabors	1
000000						Nord. Anglo	1
000000						Parafina	1
000000						Patric Morris	1
000000						Phillips NV	1
000000						Place Dome Inc	1
000000						Procter Gamble	1
000000						Quilmes	1
000000						Rafael	1
000000						Reyes Pool Room	1
000000						Royal Dutch	1
000000						ST B	1
000000						Sagel Enterprises	1
000000						Saint-Helena	1
000000						Schlesinger	1
000000						Schneider Milm	1
000000						Sea Transport	1
000000						Siemens	1
000000						Sony Corp.	1
000000						South Bank	1
000000						T.D.B.	1
000000						Telcel	1
000000						Toshiba	1
000000						Transocean	1
000000						United Technol.	1
000000						Wall Rags	1
000000						Walden-Avg	1
000000						Weston Dairy	1
000000						Western Dept	1
000000						Yamamuchi	1
000000						Zimble Copper	1

		Cours	Derniers	%	Paiement	
		précéd.	coups.		différence	
000000	ABN Amro Hold.	322.40	320.00	+0.52	25/95	ABN Amro
000000	Adco SA	13/95	13/95	-0.22	25/95	Adco
000000	Adidas AG	442	446	+0.90	31/95	Adidas
000000	American Express	229.60	229.60	+1.02	00/95	Am. Express
000000	Anglo American	272.20	272.20	+0.74	00/95	Anglo Am.
000000	Anglo Siam	888.10	888.10	+1.13	00/95	Anglo Siam
000000	Argo Wiggins Ag	13.60	13.70	+0.73	15/95	Argo Wiggins
000000	A.T.T. Co.	201.80	205	+1.58	00/95	A.T.T. Co.
000000	Banco Santander	20.20	20.20	+0.74	00/95	Banco S.
000000	Barrick Gold	155	155.80	+1.01	10/95	Barrick
000000	BASF	195	199.30	+2.20	10/95	BASF
000000	Bayer	302	304.90	+1.28	20/95	Bayer
000000	Bechtel AG	17.70	17.95	+3.34	00/95	Bechtel
000000	Crown Cork and Seal	364	365	+0.27	70/95	Crown Cork
000000	Crown Cork PF Co.	255.20	257.30	+1.52	20/95	Crown Cork
000000	Daimler Benz	336.20	338.30	+0.68	20/95	Daimler Benz
000000	De Sneyd	144.00	146	+1.46	00/95	De Sneyd
000000	Deutsche Bank	241	241.76	+0.29	25/95	Deutsche Bank
000000	Dresdner Bank	149.30	149.10	-0.14	13/95	Dresdner Bank
000000	Dynaflex	55.25	54.30	-0.24	00/95	Dynaflex
000000	De Post Houten	473	481	+1.67	10/95	De Post H.
000000	Eastman Kodak	411	411.38	+0.04	00/95	Eastman K.
000000	Eas Rand	1.78	1.80	+0.40	00/95	Eas Rand
000000	Echo Bay Mines	1460	1500	+3.17	40/95	Echo Bay
000000	Enbridge	27.70	27.70	+0.72	00/95	Enbridge
000000	Erco Inc	157.80	153	-0.79	31/95	Erco Inc
000000	Ford Motor	166.90	165.50	-1.01	01/95	Ford Motor
000000	Frangid	127.70	126.17	-1.19	13/95	Frangid
000000	General Motors	177.90	177.97	+0.04	00/95	General M.
000000	General Suez	302	313	+2.19	05/95	General S.
000000	Glaxo PLC	287	291.20	+1.42	10/95	Glaxo PLC
000000	Cib Indushe	94.90	94.90	+0.00	00/95	Cib Indushe
000000	ICI Macroplasma	38	35	-2.63	00/95	ICI Macropl.
000000	Guinness Plc	38.10	38.10	+0.00	10/95	Guinness P.
000000	Hanson Plc	7.40	7.40	+0.00	00/95	Hanson Plc
000000	Harbison Gold	1.40	1.40	+0.00	00/95	Harbison G.
000000	Hitachi	49.30	49.30	+0.14	00/95	Hitachi

242,58	241,50	- 0,01	00,01%
227	226	- 0,01	00,01%
65,95	65,13	+ 0,30	00,10%
243	243	-	00,00%
87,10	16,05	- 1,20	91,02%
225,50	223,48	+ 1,23	00,22%
393,30	399	+ 1,44	00,10%
55,90	123,30	- 1,67	30,12%
630	629	+ 1,12	100,0%
682	527	+ 3,68	00,22%
5480	500,00	+ 0,73	00,00%
68,70	739,00	+ 0,14	91,12%
277	276	+ 3,24	00,00%
259	240	+ 0,38	15,00%
1625	1625	+ 1,22	20,00%
570	575	+ 0,87	100,0%
202,90	208	+ 2,51	10,00%
117,50	117,80	+ 0,25	2,00%
546	539	+ 0,79	13,01%
285,12	285,50	- 0,91	12,00%
36,40	36,65	- 0,94	30,00%
393	393	-	20,01%
88,05	871	+ 8,69	24,00%
195,90	191,50	+ 1,81	20,00%
30,50	195,20	+ 0,40	81,02%
520	30,30	-	1,00%
520	528	+ 0,96	100,0%
544	545	+ 1,45	00,00%
83,45	85,85	+ 1,91	00,10%
240	242	+ 0,83	20,00%
348,10	355,10	- 1,47	31,02%
83,50	24,00	+ 1,67	30,02%
329,10	328	+ 0,27	30,02%
117,20	114,60	+ 1,02	00,00%
33,60	33,45	- 0,44	31,02%
586	586	- 0,11	00,00%
536,58	341,30	+ 1,42	30,12%
345	240,38	+ 1,01	10,00%
2245	2245	+ 0,73	00,00%
111	117,30	- 0,45	00,00%
158	159,00	+ 1,20	13,00%
107	107,80	+ 0,74	91,12%
6	6	- 0,05	00,00%

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12h30
MERCREDI 18 DÉCEMBRE

DEBITATIONS	% du nom.	% du coupon
BFCF 9% 91-02		98.91
CEPME 8.25-89-97CA	100.51	105.94
CEPME 8.5-89-99 CA	112.41	113.39
CEPME 9% 90-16TR	121.83	
CFD 9% 91-04 CA	131.05	
CFD 8.6% 91-05 CA	137.65	
CFD 10% 92-08 CA	110.57	
CF 9% 89-97 CA	108.95	
CF 11.25-89-01 CA	130.49	
CLT 8.5-88-01 CA	114.22	
CLT 9.68-89-06 CA	105.99	
CNA 9% 45-07	122.42	
CMH 8.6% 90-04	116.95	
CMH 6.5% 1087-886	106.78	
EDF 6.5% 88-01 CA	110.75	
EDF 6.5% 88-01 CA	118.63	
Emo.Soc 0.063-97	101.41	
Fluorind 9.5-99	131.62	
GAT 14.8-89-99 CA		99.91
GAT 9.25-89-99 CA		105.94
GAT 6.5-89-06 CA		113.39
GAT 8.00-78 CA		117.20
GAT 10.04-80 CA		103.37
GAT 8.9-87-02 CA		106.49
GAT 8.5% 87-02 CA		112.41
GAT 8.50-89-91 CA		121.83
GAT 8.5-89-92-91 CA		127.65
Lyonn.Ban 6.5% 90CV		990.10

[illegible]

259	54-64	Sofia	17.20	24.25	
259	54-64	Sofia	22.30	25.20	
1006	1006	Scorpion	4290	4085	
1150	1150	Talisker	1494	1405	
2060	2060	True Effort	61	65	
2060	2060	True Effort	21.00	19.50	
177	177	Pinaso	25	28.2	
1309	1309	Callard (M)	1608	1680	
629	629	Champion's Invites	1	1	
496	496	Gold Bazar Lyons(L)	173	125	
39	39	Gal Moulti-Lobouze	1450	1490	
192	192	Imaginal Lyon(L)	479.90	579.40	
7	7	Laurel	1	1	
7	7	Laurel	7880	7380	
7	7	Laurel	18	18	
7	7	Laurel	148	148	
225	225	Maitre Pierre	6.10	58	
1045	1045	Monney Finance	449	2590	
215.58	215.58	M.R.C. (G)	147.50	147.50	
1729	1729	Pure Class (F)(V)(L)	105.60	105.60	
926	926	Poblen	728	721	
35.30	35.30	Samie (L)	1	1	
1707	1707	Sea-Sunrise	913	913	
380	380	Tanquet Fox (W)	284	284	
40	40	Unions Gl Nord(L)	173	173	
247	247				

LES BALES	Cours précéd.	Derniers cours
Banq.	228	230,25
AG.	127,50	129,25
	15,00	15
	305,30	305,50
uth.	129,10	129
	24	24
cc.sp.	10,05	10,05
al.	45	45
	411,90	412,50
	146,40	146,40
	427	425
%	85,20	85
	3181	3185

NOTATIONS

B = Bordeaux; L = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille;
N = Nantes;

Alphabets de cotation - sans indication
 @ coupon détaché; @ droit détaché;
 d = demandé; † offre réduite;
 / = réduite; * cours d'animation.

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12h30
MERCREDI 18 DÉCEMBRE

[illegible][illegible]

NOUVEAU MARCHÉ		HORS		
Cours relevés à 12h30		Une sélection		
MERCREDI 18 DÉCEMBRE		MERCREDI		
VALEURS	Cours précédent	Derniers cours	VALEURS	
Applicatia Omcor	90	90	Eridania-Bagi	170
Coil	170	170	Oréal Cos Lin	460
Electroquim D2	469,30	469,30	Générale des C&M	250
ETM Pharmat	204	204	Industrie de la	252
Genest	250	250	S&L Industrie	150
High Co.	161	161		
Infinito	125,30	125,30		
Indes-Régul	65	65		
Millie Amir	114,70	114,70		
Procapa	150,90	150,90		
Proxide	26	26		
Reiter	4	4		

ABRÉVIATIONS	
B = Bondivisa	
Nr = Nanoro	
SYMBOLS	
1 ou 2 = cat	
catégorie	
détaché :	
d = demand	
réduite : # c	

S-COTE

ion. Cours relevés à 12h30

DI 18 DÉCEMBRE

	Cours précéd.	Derniers cours
in Cl.	725	725
...	21,10	21,10
...	64,35	64,35
...	1360	1360
Monde...	194,50	175,50

IONS

U = Lille; L = Lyon; M = Marseille;
N = Nantes.

S

égories de cotation - sans indication

◊ cours précédent; ■ coupon

◊ droit détaché; o = offert;

△ délé; † offre réduite; ‡ demande

erent d'animation.

SICAV et ECP

Une sélection
Cours de clôture le 17 décembre

[illegible][illegible][illegible]

COTE SALE		
	37485,75	37485,75
C.....	30523,71	30523,71
D.....	1083,96	1073,23
	1070,94	1068,84
	3038,04	3048,26
C.....	405,49	405,69
D.....	376,70	306,32
	8928,32	8839,68
	6687,57	6594,94
France D.....	636,51	599,64
port. C.....	1740,67	1708,50
port. D.....	1680,52	1647,59
	1531,36	1590,39
	1419,27	1385,54
	305,18	302,16
	1870,07	1835,60
placements		
•	1251,11	1284,68
•	1692,10	1675,35
•	155,09	155,08

5
jour; * cours précédent.

LA BOURSE EN DIRECT

5 LEMONDE

cière Le Monde : 01 44 76 26

AUJOURD'HUI

SPORTS

TRANSFERTS Le 15 décembre 1995, la Cour de justice des Communautés européennes rendait l'arrêt Bosman. Elle interdisait les quotas sur le terrain de joueurs ressortis-

sant de l'Union européenne et le versement obligatoire d'une indemnité de transfert à la fin du contrat de ces mêmes personnes. ● POUR JEAN-MARC BOSMAN, c'était la fin

de cinq ans de procédure et le début d'une reconnaissance tardive. ● LES DÉRIVES actuelles du sport ont été imputées à cet arrêt alors qu'il n'a fait qu'entériner - et accélérer - une

tendance plus ancienne : le renforcement du pouvoir des joueurs et des clubs au détriment des fédérations. ● LA JUSTICE a surtout créé une brèche dans l'omnipotence des

autorités sportives. D'autres sportifs n'hésitent plus désormais à les défier devant les tribunaux sur d'autres points, comme Navarro Montoya en Argentine.

Les sportifs professionnels ont toujours du mal à faire valoir leurs droits

La plupart des évolutions mercantiles du football étaient antérieures à l'arrêt Bosman pris par la Cour de justice européenne. Mais depuis ce précédent, les institutions sportives ne sont plus au-dessus des lois

IL EN EST de l'arrêt Bosman comme de la bête du Gévaudan. Il est devenu un mythe qui charrie toutes les peurs. On le voit partout. Pas une affaire où sa présence ne soit évoquée. Il égorge les faibles, il obéit aux puissants, répond à des forces occultes, entend-on. C'est oublier que, depuis bien longtemps, le sport est un loup pour le sport. L'argent y est omniprésent, l'esprit de Pierre de Coubertin passé de mode.

Premier anniversaire, premier bilan. « Il n'est pas possible de juger de toutes les conséquences au bout d'un an mais c'est vrai que ce n'est pas la catastrophe que nous avions envisagée », concède un responsable de l'Union européenne de football (UEFA). L'arrêt Bosman n'a fait qu'accélérer une évolution amorcée de manière ancienne. L'afflux concomitant d'argent - télévision et sponsoring - en a démultiplié l'effet. Plutôt qu'un acte

fondateur, la décision de la Cour de justice des communautés européennes a été le constat d'un décalage entre le règlement et la réalité. Finalement, ce jugement était presque fatal. Le sport était encore régi comme une activité non lucrative quand c'était déjà une grosse industrie. Le 15 décembre 1995, la loi a tout bonnement rattrapé l'esprit. Elle n'a créé aucune situation qui ne couvrait déjà.

L'accaparement des meilleurs joueurs par les clubs les plus fortunés. Avec la suppression des quotas de ressortissants de l'Union européenne dans les équipes, les grosses cylindrées n'ont pas lésiné à la dépense. Mais l'augmentation du nombre des transferts est antérieure. En Angleterre, le montant des transactions a presque triplé entre 1990 et 1995. Aucune loi, aucune limitation n'ont jamais empêché les grands clubs de s'arracher les ve-

dettes, quelle que soit sa nationalité. De nombreuses équipes avaient déjà dans leurs effectifs plus de joueurs étrangers qu'ils n'en pouvaient faire jouer sur le terrain.

L'inflation des salaires des joueurs ? La Fédération internationale de football (FIFA) estime que les revenus des professionnels ont augmenté de 30 %, en moyenne, d'une saison à l'autre. Mais cet envol n'est pas récent. En Angleterre encore, l'enveloppe salariale des clubs avait déjà progressé de 20 % par an ces trois dernières saisons. L'explosion des budgets des clubs a autorisé cette boulimie des feuilles de paye plus que la modification du cadre légal.

Le pouvoir grandissant des clubs face aux fédérations ? Quelques présidents d'équipes prestigieuses ont discrètement assuré de leur soutien Jean-Marc Bosman quand celui-ci a vacillé devant le montant de l'accord amiable que l'UEFA lui proposait en dernier recours. Ils se doutaient que les juges les libéreraient un peu plus d'une tutelle devenue pesante. Aujourd'hui, en Italie, la fédération est en pleine déliquescence. Aux Pays-Bas, l'Ajax d'Amsterdam et Feyenoord disent leur loi dans les négociations sur les droits de télévision. Mais, bien avant le jugement de Luxembourg, le bordelais Claude Bez ou le marseillais Bernard Tapie, pour ne citer qu'eux, ne se préoccupaient plus guère de l'opinion de leur autorité de tutelle.

Un championnat d'Europe réservé à une élite de clubs ? Il existait déjà en filigrane, dans la Ligue des champions, inaugurée au dé-

but de la saison 1991/1992 sous la pression des télévisions et la menace de scission de grosses équipes. Les huit pays les plus puissants viennent d'obtenir - sous la pression de l'arrêt Bosman, dit-on - une deuxième place qualificative à partir de la saison prochaine. Mais, sur les huit équipes qualifiées pour les quarts de finale de la présente édition, sept proviennent déjà de ces pays, la seule surprise ayant été l'élimi-

de l'émancipation des acteurs du terrain. Il a osé traîner des dirigeants devant des tribunaux pour obtenir son bon droit. Mais la lutte contre « l'esclavagisme » qui tenait les joueurs sous la coupe de leur club est antérieure.

En France, dès 1936, Jacques Mairesse créait un syndicat. Les joueurs avaient occupé le siège de la fédération en 1968 et réclamé « la destitution immédiate des profiteurs et des insulteurs de football ».

Transferts, nouvelle formule

L'Union européenne de football (UEFA) a proposé, le 5 décembre à Tenerife, un nouveau système de transferts, valable dans l'Union européenne (ainsi que l'Islande, la Norvège et le Liechtenstein, membres de l'espace économique européen). Il remplacerait celui qu'a aboli l'arrêt Bosman. Il serait applicable aux joueurs âgés de vingt et un à vingt-quatre ans. Son but est de permettre aux clubs de percevoir une indemnité au titre de la formation professionnelle, même à la fin de leur contrat. La commission européenne doit évaluer si cette nouvelle formule est compatible avec l'arrêt Bosman. Dans une déclaration au Monde (datée 24-25 décembre 1995), Karel Van Miert, commissaire européen chargé de la concurrence, affirmait : « [La Cour de justice] nous a laissé très peu de marge de manœuvre. Elle exclut tout système de transfert moyennant paiement et même tout régime où il y aurait un tant soit peu des obstacles à la libre circulation. »

nation du Milan AC au profit des Norvégiens de Rosenborg. Depuis la création de la Ligue des champions, tous les finalistes ont été issus de cette coterie de huit pays.

UN SYNDICAT DES 1936

La plus grande liberté de mouvement des joueurs ? Président d'honneur de l'Association internationale des footballeurs professionnels (AIFP), Jean-Marc Bosman est devenu le porte-drapeau

leurs. Vaste programme, qui est loin d'être achevé. Après l'arrêt Bosman, le syndicalisme sportif avance encore à petits pas. Just Fontaine, pionnier de la fronde, peut légitimement moquer l'attitude timorée de ses successeurs : la puissance des associations de sportifs professionnels aux États-Unis jauge le chemin à parcourir. « Les footballeurs doivent prendre conscience que le football, c'est eux. Qu'il n'y a pas de football sans

Les autres procès

Deux « questions préjudicielles » ayant trait au sport ont été soumises à l'attention de la Cour de justice des Communautés européennes depuis l'arrêt Bosman.

● L'affaire Deligé. Christelle Deligé n'a pas été sélectionnée par la Fédération belge de judo pour les Jeux d'Atlanta. Elle attaquait la réglementation qui exige une autorisation ou une sélection de la fédération nationale pour concourir dans une compétition internationale et qui instaure des quotas nationaux d'engagement dans les

compétitions. Ces restrictions sont-elles compatibles avec la libre circulation des travailleurs de la Communauté européenne et avec la libre concurrence ?

● L'affaire Lehtonen. Un joueur de basket finlandais s'est vu refuser son embauche dans un club belge au motif que la période des mutations était éclose. La réglementation d'une fédération sportive qui fixe des périodes pour les transferts de joueurs professionnels est-elle compatible avec la libre circulation des travailleurs dans l'Union européenne ?

Un obscur du ballon rond devenu star internationale

« EST-CE QUE C'EST la fin du football ? Non... alors ! » Depuis un an qu'il est sorti vainqueur du plus important match de sa carrière, Jean-Marc Bosman en a tant entendu à son sujet... Paria pour les uns, héros pour d'autres, il est et restera un homme bles-



PORTRAITS

« Le combat que j'ai mené a surtout changé beaucoup de choses en moi. » La célébrité dont il jouit aujourd'hui ne rattrapera jamais le mépris des années de solitude. « Aujourd'hui, des joueurs me font de grandes tapes dans le dos. Mais, en mon for intérieur, je me dis : "Il y a cinq ans, vous n'êtes pas venus m'aider." J'ai payé leur liberté. Aujourd'hui, ils gagnent beaucoup d'argent grâce à moi. »

A trente-deux ans, Jean-Marc Bosman est devenu une star internationale qui croule sous les sollicitations. Invité par le Syndicat des joueurs brésiliens, début novembre, le Belge a reçu l'accolade de Pelé, qui l'a remercié en français. Il participera au match

entre une équipe de Brésiliens de l'intérieur et une autre de Brésiliens émigrés qui doit avoir lieu en janvier pour fêter la naissance du contrat à temps, un premier pas vers la liberté de circuler pour les footballeurs de ce pays.

Les hommages se succèdent. Il est devenu de bon ton de s'afficher en sa présence. Lors d'une rencontre entre les deux syndicats de joueurs, l'AIFP et la Fifpro, le joueur belge a été longuement photographié avec Eric Cantona. « Oh, puté ! Ce n'est pas toi qui es à côté de moi. C'est moi qui suis à côté de toi », a déclaré la vedette de Manchester United. Johan Cruyff l'a également remercié. Quel joueur peut se vanter d'être ainsi célébré par un tel aréopage ?

Mais ses adversaires n'ont pas encore totalement désarmé. Récemment, Jean-Marc Bosman a été reçu par l'Unesco, afin d'y recevoir la médaille du cinquantenaire de l'organisation. Quand il a été convoqué au match de gala, à Lille, certaines tracasseries sont intervenues. « On a commencé à me demander si j'avais toutes les autorisations nécessaires de la FIFA », raconte Max-Henri

Boulois, l'organisateur des cérémonies. Une autre rencontre, organisée par les syndicats de joueurs au profit du Belge, a été deux fois repoussée en raison d'obstructions. Elle est à nouveau programmée le 27 avril 1997.

HOMMAGE À GLASSMAN

Jean-Marc Bosman peut espérer gagner bientôt beaucoup d'argent. Il a demandé 4 millions de francs de dommages et intérêts à ceux qui voulaient autrefois l'empêcher de jouer. Les syndicats ont ouvert un compte à son nom et de grands noms ont promis d'y verser une partie de ce que leur a rapporté l'arrêt Bosman. Un livre retraçant son histoire devrait également sortir en avril. Avec toutes ces rentrées financières, peut-être deviendra-t-il comme ces grands joueurs qui terminent leur carrière et fortune faites. Jean-Jacques Glassman, un autre héros malgré lui, n'a pas eu cette chance. « Ce qu'il a fait était extraordinaire », explique Jean-Marc Bosman. Il s'est comporté en homme honnête. Nous avons ce point commun : comme moi, il s'est dit : "Je

reste droit", même si ça devait lui coûter des annués. » Jean-Marc Bosman a achevé la construction de sa maison, dans la campagne belge, entre Liège et Bruxelles. Il y a travaillé tous les jours quand il n'était pas en représentation devant une quelconque caméra. L'autre jour, avec Joseph, un copain de son père qui travaille dans le bâtiment, ils ont débouché une bouteille de beaunois nouveau sur un tréteau. « Ça, c'était de l'amitié. »

Jean-Marc Bosman a récolté beaucoup de coups pendant sa « carrière » judiciaire. De ceux qui font des bleus à l'âme. Mais, d'une certaine manière, sa réussite « professionnelle » dépasse ce que ses dispositions pour le football lui auraient laissé rêver. « Sans ce procès, je n'aurais jamais été aussi connu, résumé l'homme. Mais j'aurais pu être heureux différemment. Je suis quelqu'un qui n'a pas pu exercer son métier. C'était là mon destin. Mais, finalement, j'ai eu la chance de vivre quelque chose de fort que peu de gens ont vécu. »

B. H.

La croisade de Fernando Carlos Navarro Montoya contre « l'article 18 »

FERNANDO Carlos Navarro Montoya a trop parlé. En Colombie, en 1986, ce n'était pas une chose à faire. « Tant que la mafia sera dans le football colombien, celui-ci restera médiocre », avait lancé le gardien de but de Medellín. A vingt ans, il ne fait pas bon défier pareilles gens dans leur fief. Le lendemain, « El Mono », « le petit mignon », comme le surnomme le public d'Amérique latine, recevait une menace de mort. Il devait quitter précipitamment le pays.

Le joueur débarqua en Argentine et intéressa Boca Juniors, un des plus prestigieux clubs du pays. La fédération colombienne fit obstruction dix mois en refusant d'accorder l'indispensable certificat de transfert qu'exige la réglementation internationale. Il fallut l'intervention bienveillante de la Fédération internationale de football (FIFA) pour que les autorités sportives de Bogota laissent vivre celui qui représentait, à

leurs yeux, le mauvais exemple.

Depuis dix ans, « El Mono » est donc l'inamovible gardien de l'équipe de Diego Maradona. Sa popularité est immense et n'a d'égal que celle du fantasque paraguayen Jose-Luis Chilavert, les deux hommes remplissant la presse locale de leur querelle. Personnage cultivé et d'un bon jugement, il est également l'ami du président de la République, Carlos Menem. Un joueur apparemment comblé donc. Pourtant, en juillet 1996, cet homme qui a su refaire sa vie demande à rencontrer l'avocat de Jean-Marc Bosman dont les aventures judiciaires avaient trouvé un écho jusqu'au milieu de la pampa. Les deux hommes se rencontrèrent à Amsterdam, où le joueur évoqua brièvement son problème : en vertu du règlement de la FIFA, il ne peut jouer pour son équipe nationale.

Navarro Montoya, né en 1966 d'un père argentin et d'une mère

colombienne, possédait la double nationalité. En 1985, à dix-neuf ans, il était sélectionné trois fois dans l'équipe de Colombie, dans le cadre des matches éliminatoires de la Coupe du monde de 1986. Mais le gardien de but n'a plus de contact avec son ancienne patrie. Le 16 mai 1991, un tribunal de Buenos Aires entérinait même sa demande d'option de nationalité. Par cette procédure, le joueur tournait définitivement la page : il renouait à sa nationalité colombienne et restait donc simplement argentin.

SUR LA CASE DÉPART

Mais, aux yeux de la FIFA, Navarro Montoya restera à jamais colombien. Il ne peut espérer jouer que sous ces couleurs, en vertu de l'article 18 du règlement qui interdit les transferts d'une équipe nationale à une autre. Le meilleur gardien argentin est donc interdit de sélection dans son pays. Dura lex, sed lex. En

1993, la fédération locale avait tenté, à son intention, d'assouplir cette loi en déposant devant le comité exécutif de la FIFA un amendement autorisant un changement d'équipe nationale dans le cas d'une longue période de non sélection. Elle fut rejetée comme l'a été, le 5 novembre dernier, la procédure conciliatoire entamée par ses avocats devant la commission du statut du joueur de la FIFA.

Navarro Montoya s'approprie donc à entamer devant les tribunaux argentins une action en justice. La procédure peut être longue. Si elle est conduite à son terme, elle devra traverser l'Atlantique et être entérinée par les autorités judiciaires helvétiques, puisque la FIFA a son siège en Suisse. Le joueur argentin est aujourd'hui sur la case départ, comme Jean-Marc Bosman en 1990 lorsqu'il déposa sa demande de réexamen devant un tribunal de Liège.

Mais la demande d'amendement de l'article 18, si elle aboutissait, serait grosse d'une autre révolution. George Weah, par exemple, pourrait jouer en équipe de France. Les équipes nationales des pays pauvres ne manqueraient pas de se retrouver pillées par des naturalisations de complaisance. Comme dans le cas Bosman, l'intransigeance d'instances qui considèrent leur règlement comme des dogmes immuables pourraient conduire à un déréglage aux incalculables conséquences. Qu'elle aboutisse ou non, la démarche de Montoya fragilise un peu plus l'omnipotence des fédérations sportives. Pour la première fois, un joueur attaque le sacro-saint règlement de la FIFA devant les tribunaux. Mais un homme qui a osé défier le cartel de la drogue ne peut pas avoir peur des hiérarchies du football.

B. H.

ballon strato
une fenêtre

SKALPIN : l'Autrichien Thomas Sykora a remporté le slalom de Madonna di Campiglio (Italie), devançant l'Italien Alberto Tomba, alors que le Français Sébastien Amiez se classait troisième de l'épreuve. Thomas Sykora, qui avait obtenu le deuxième temps de la première manche, a réussi un second parcours sans faute pour s'imposer avec 58 centièmes d'avance sur Tomba, qui faisait sa rentrée. Ce succès conforte la première place de l'Autrichien au classement de la Coupe du monde de slalom.

BASKET-BALL : les internationaux français ont fait la grève de l'entraînement, mardi 17 décembre, la veille de rencontrer la Suisse à Besançon, pour le compte des éliminatoires du championnat d'Europe. Les Bleus ne se sont pas rendus aux deux séances d'entraînement prévues. Ils entendaient marquer ainsi leur mécontentement sur le retard pris par la Fédération française dans l'élaboration du statut de joueur international qu'ils appellent de leurs vœux.

CYCLISME : le Français Armand De Las Cuevas a été recruté pour une saison par l'équipe Banesto. Le coureur bordelais, sous contrat avec Petit Casino après avoir porté les couleurs de Castorama, avait déjà fait partie de la formation espagnole de 1989 à 1993. Champion de France professionnel en 1991, le Bordelais, âgé de vingt-neuf ans, a connu une carrière agitée avec ses différents employeurs à cause d'un caractère jugé difficile.

TENNIS : le président de la Fédération française, Christian Bimès, a donné son accord, mardi 17 décembre, pour que Yannick Noah devienne le capitaine de l'équipe de France féminine, actuellement dirigée par Françoise Durr, lors de la prochaine Coupe de la Fédération. Le capitaine de l'équipe de Coupe Davis avait déjà donné son accord de principe aux joueuses qui l'avaient sollicité, mais sa nomination officielle ne devrait pas intervenir avant le 3 janvier.

مكتبة من الامم

Le ballon stratosphérique ouvre au télescope une fenêtre sur l'« Univers froid »

Pronaos permet d'étudier à moindre coût les condensations de matière interstellaire

Le domaine submillimétrique, inaccessible aux télescopes opérant depuis la Terre, est désormais abordé par les satellites astronomiques.

performants mais coûteux. Les ballons stratosphériques, capables d'emporter une charge de plusieurs tonnes à 38 kilomètres d'altitude,

constituent une alternative intéressante. Le télescope français Pronaos a récemment effectué un vol dans ces conditions.

PERFORMANT mais coûteux, le satellite est, de surcroît, toujours à la merci d'une fusée défaillante. La succession d'échecs qui a frappé la communauté scientifique ces derniers mois le démontre. Simple et robuste, le ballon stratosphérique a fait, en plusieurs décennies d'usage, la preuve de sa fiabilité. En astronomie, il peut, parfois, prendre utilement le relais des engins spatiaux. Les brillants résultats obtenus récemment dans le cadre du programme français Pronaos en sont l'illustration frappante.

Sous ce nom barbare — acronyme pour Programme national d'astronomie submillimétrique — se cache un télescope de 2 mètres travaillant dans le domaine submillimétrique, seule partie du spectre des ondes électromagnétiques non encore explorée systématiquement par les astronomes. Un domaine néanmoins important car il ouvre une fenêtre sur l'« Univers froid », appellation qui recouvre le rayonnement fossile que l'Univers nous a légué alors qu'il était vieux de trois cent mille ans, les nuages de poussières interstellaires et la matière invisible située entre les étoiles.

MUSSELS D'ÉTOILES

En septembre, un gigantesque ballon stratosphérique gonflé à l'hélium a décollé d'un site de la NASA à Fort Sumner (Nouveau-Mexique), emportant dans sa nacelle de 3 tonnes le télescope de Pronaos. Le ballon et sa charge ont séjourné dans la stratosphère, à une altitude variant entre 35 et 38 kilomètres, pendant vingt-huit heures et demi pour dix-sept heures d'observations scientifiques.

Le télescope a été pointé en direction de plusieurs constellations : Orion, Ophiucus, le Serpent, le Taureau, le Cygne et la Petite

Ourse. C'était la première fois que les scientifiques obtenaient des images de ces régions du ciel dans le domaine submillimétrique. Elles ont révélé l'existence, à côté du cœur tiède et dense de ces constellations, déjà observé par les satellites travaillant dans l'infrarouge, « des condensations froides et étendues de matière interstellaire », explique Guy Serra, directeur adjoint du Centre d'étude spatiale des rayonnements (CESR).

C'est précisément dans ces zones froides que se forment les

froids, où règne une température de 12 degrés Kelvin (moins 261 degrés centigrades) et les régions « tièdes », qui connaissent une température de 35 degrés Kelvin. « On suppose que, sous l'action du froid, certains grains se couvrent de givre, ce qui modifie leurs propriétés thermodynamiques », estime Guy Serra.

Le télescope français a détecté, par ailleurs, un signal positif dans le domaine submillimétrique en provenance de l'amas de galaxies numéro 2163 du catalogue

n'en est pas encore là. « Si la détection du signal positif est incontestable, il faudra sans doute effectuer des mesures sur une dizaine d'amas pour pouvoir faire des séries statistiques », précise Jean-Michel Lamarre, directeur de recherche au CNRS.

RESTRICTIONS BUDGÉTAIRES

Une nouvelle mission Pronaos serait nécessaire pour compléter cette moisson de données. Mais il n'est pas certain que le télescope — qui avait déjà effectué un premier vol, dans des conditions difficiles, en 1994 — puisse prendre l'air de nouveau. Quand le projet fut lancé, il y a douze ans, par le Centre national d'études spatiales (CNES) avec le concours du CESR, de l'Institut d'astrophysique spatiale, du service d'aéronomie du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et de l'Observatoire de Genève, ses promoteurs prévoyaient une mission tous les dix-huit mois.

Avec les restrictions budgétaires actuelles, « on ne peut absolument pas garantir un troisième vol », explique Richard Bonneville, responsable des programmes scientifiques du CNES. Et ce, même si le coût de Pronaos semble très raisonnable en comparaison de celui d'un satellite : 97 millions de francs au total, dont 65 millions pour le développement et 30 millions pour deux vols.

Ces sommes sont à comparer aux quelques 4 milliards de francs dépensés pour le télescope spatial infrarouge ISO. Mais il est vrai que ce dernier a fonctionné sans interruption pendant dix-huit mois, contre dix-sept heures pour Pronaos dont, de surcroît, le premier vol, en 1994, fut compromis par de mauvaises conditions météorologiques.

Christiane Gahus

Un spectre toujours plus large

La majeure partie de l'information qui nous arrive du cosmos provient des ondes électromagnétiques émises ou réfléchies par les différents corps célestes. Mais l'atmosphère terrestre en arrête une bonne part. Au sol, seuls sont accessibles le rayonnement visible (0,4 à 0,8 micron de longueur d'onde) et l'infrarouge lointain ou infrarouge proche qui s'étendent, ainsi qu'une partie des ondes radio (de quelques millimètres à 15 mètres).

L'avènement de l'ère spatiale a ouvert aux astronomes les autres fenêtres du spectre. Les premiers satellites astronomiques sont lancés dans les années 60. Ils travaillent dans les domaines des rayonnements X (1963), infrarouge (1965), ultraviolet (1968) et gamma (1972). Le submillimétrique (100 microns à 1 millimètre), domaine du télescope Pronaos, est situé entre l'infrarouge lointain, déjà observé par les satellites IRAS et ISO, et le millimétrique, dont l'étude est possible à partir des radiotélescopes terrestres. Il était accessible aussi au satellite américain COBE, lancé en 1989.

étoiles. A un moment donné, le nuage de poussière interstellaire devient instable et s'effondre sur lui-même, pour former une proto-étoile, puis une étoile. Ces nuages froids, constitués de gaz et de poussières, sont inobservables à la lumière visible, à cause de l'opacité trop grande de ces milieux. Leur observation en infrarouge ne permet de percevoir que 15 à 25 % des poussières les plus chaudes.

Pronaos a aussi mis en évidence des différences radicales concernant les propriétés des poussières interstellaires entre les régions

d'Abell. Ce signal pourrait être la manifestation de l'effet Sunyaev-Zeldovich (du nom des deux chercheurs soviétiques qui l'ont prévu théoriquement au début des années 70), une distorsion spectrale du rayonnement fossile de l'Univers provoquée par des amas de galaxies.

La mesure de cet effet donne des informations sur le gaz chaud dans lequel baignent les amas. Mais, surtout, elle permet de mieux calculer la constante de Hubble, et donc l'âge de l'Univers. Mais on

Le comportement sexuel de la mouche mâle

est régi par un seul gène

Celui-ci agit dans le système nerveux central

STIL AVAIT CONNU l'ère de la génétique moléculaire, Sigmund Freud aurait apprécié la nouvelle. Des biologistes américains affirment, dans la revue *Cell* (datée du 13 décembre), avoir découvert un gène qui gouvernerait l'ensemble du comportement sexuel de la mouche drosophile mâle. Ce gène, baptisé *fruitless* (ou *fru*), agirait exclusivement sur les cellules du système nerveux central. Une preuve indiscutable que le sexe, chez la mouche comme chez l'homme, est avant tout dans la tête.

Trop simple pour être vrai ? Pas si sûr. D'après les signataires de ces travaux, le gène *fru*, qui régit « l'orientation sexuelle et le comportement de cour » de la mouche drosophile mâle, serait, « hiérarchiquement, le premier gène d'une branche de la détermination sexuelle fonctionnant spécifiquement dans le système nerveux central ». Les mâles possédant une mutation de ce gène présentent des « troubles » à tous les niveaux de leur comportement sexuel, du choix du partenaire à la technique d'accouplement, en passant par les battements d'ailes et autres manœuvres de séduction.

La découverte ne surprendra pas les généticiens. A mesure que les progrès s'accumulent dans la connaissance du génome des animaux supérieurs, on recense un nombre croissant de gènes, dits « régulateurs », qui commandent en solo une cascade d'événements moléculaires. C'est notamment le cas, chez la drosophile, des « gènes du développement », qui déterminent dès le stade embryonnaire la forme du corps et l'emplacement des organes.

Le gène *fru* lui-même n'était pas inconnu. Il y a quelques années, une équipe américaine avait démontré que les mâles drosophiles possédant des versions mutantes de ce gène, bien que montrant des

organes sexuels et une spermatogénèse strictement normaux, présentaient dans certains cas une stérilité « comportementale ». De plus, ces mutants étaient attirés indistinctement par des mâles ou par des femelles. D'où le terme de « gène de l'homosexualité » attribué abusivement à ce gène, dont on ne connaît aucun équivalent chez les mammifères.

ÉQUIVALENT HUMAIN ?

Un groupe de chercheurs de l'université Brandeis (Waltham, Massachusetts) entreprit alors de cloner et de mieux cerner le gène *fru*. C'est à cette équipe et à trois autres, sous la direction de Steven Wasserman (université du Texas, Dallas), que l'on doit les conclusions actuelles. Les chercheurs précisent que le gène *fru* est responsable de la fabrication d'une série de protéines (dites « régulateurs de transcription ») spécifiques de la sexualité, et que ces protéines sont « exclusivement présentes dans les 500 à 100 000 neurones qui composent le système nerveux central de la drosophile ».

Cette étude ne manquera pas de relancer l'inévitable question : ce qui est vrai pour la mouche l'est-il pour l'homme ? En partie, probablement. A l'instar des gènes du développement (dont on sait aujourd'hui qu'ils sont présents et agissent chez tous les animaux supérieurs), l'équivalent du gène *fru* peut bien exister et jouer un rôle chez les mammifères — *Homo sapiens* compris.

Mais les ressorts de notre sexualité sont beaucoup plus complexes que ceux de la mouche. Et les chercheurs pensent que ce gène, s'il existe dans l'espèce humaine, s'inscrit alors dans un contexte biologique, et surtout cérébral, infiniment plus sophistiqué.

Catherine Vincent

Les onzièmes championnats de jeux mathématiques

« VOUS CONNAISSEZ l'énigme des bicyclettes chinoises ? » Lorsqu'il veut expliquer ce qui l'a poussé à créer, il y a dix ans, le premier championnat de jeux mathématiques, dont la onzième édition vient d'être lancée, Gilles Cohen, professeur de mathématiques au lycée Saint-Louis, ne résiste pas à énoncer ce petit problème, aux allures de comptine : dans un village chinois, 33 familles ont chacune une, deux ou trois bicyclettes. Sachant qu'il y a autant de foyers possédant un ou trois vélos, combien y a-t-il de bicyclettes dans le village ?

« La plupart des enseignants auxquels on soumet ce problème posent immédiatement des équations, souligne l'inventeur d'énigmes, égale-

ment président du Comité international des jeux mathématiques. Or, les élèves de primaire, qui ne possèdent pas cette technique, constatent tout aussi efficacement que, si les familles possèdent un ou trois vélos sont aussi nombreuses les unes que les autres, il y a donc, en moyenne, deux vélos par famille, soit 66 bicyclettes en tout. » En fait, en effet. D'autres, adeptes du tâtonnement, procèdent à plusieurs simulations pour constater que, quelle que soit la répartition des familles (10 ayant 1 ou 3 vélos, 13 en ayant 2 ; 15 ayant 1 ou 3 vélos, 3 en ayant 2, etc.), on aboutit toujours à 66 !

Il n'y a aucune raison de considérer qu'une de ces trois méthodes est la bonne, assure Gilles

Cohen. Mais l'expérience prouve que l'« académisme » qui régit l'enseignement des mathématiques privilégie la première. En réaction à cette tendance au « politiquement correct », il a donc voulu créer une compétition de mathématiques qui, sous un mode ludique, permette à chacun de développer son esprit logique et son intuition. Avec l'espoir que cette conception se diffuse dans les établissements scolaires.

Le succès de cette initiative a été immédiat, et le championnat international, qui a lieu chaque année en quatre « tours », accueille environ 120 000 participants, répartis en sept catégories, allant de l'école primaire à la « haute compétition ». Celle-ci est réservée aux spécialistes et aux finalistes des années antérieures, qui s'acharment à garder leur rang. Le premier tour court cette saison jusqu'au 15 janvier. La majorité des concurrents restent les scolaires, concourant à l'initiative des enseignants, qui organisent les premières épreuves éliminatoires dans les établissements. Mais les individus, y compris à l'étranger, peuvent aussi se mesurer aux énigmes soigneusement concoctées et testées par un jury fourni par la Fédération française de jeux mathématiques (FFJM).

« On pouvait craindre que le flot des énigmes originales ne se tarisse rapidement, or il y a toujours pléthore », note Gilles Cohen. Les problèmes les plus difficiles à inventer restent ceux destinés aux plus jeunes. Le championnat fonctionne parfois pour eux comme un révélateur, qui leur ouvre des horizons nouveaux sur une discipline dont la portée et l'esthétique leur avaient jusqu'alors échappé.

Hervé Morin

* Un dossier de participation, comprenant les énoncés des problèmes des quarts de finale individuels, peut être obtenu auprès de la FFJM, 1, avenue Foch, 94780 Maisons-Alfort.

Deux énigmes entre seize

Points de vue symétriques

Les cinq cubes déguisés sont tous identiques. De combien de points sont-ils composés ?

Que lisez-vous et vous saurez sûrement de l'autre côté du pont de papier ?

Le jeu de l'âne

Le jeu de l'âne, se joue sur la table.

C'est le grand loup en personne qui va à la recherche de la chèvre. Les pions sont disposés sur la table comme suit :

Section initiale

Section finale

Section intermédiaire

Section finale

La vie sur Mars,
la pub sur Internet,
la culture bio :
y-a-t-il un monde meilleur ?

Vincent Parizot
6h → 7h

A quoi sert l'info si on ne s'en parle pas ?

EUROPE 1

Noël à Stockholm

Le traditionnel marché prépare à la fête avec ses boutiques qui vendent queues de renard et saucisson de renne

STOCKHOLM
de notre envoyé spécial
Si vous avez manqué la remise des prix Nobel le 10 décembre et la fête de la Sainte-Lucie le 13, avec ses processions de jeunes filles couronnées de bougies, il n'est cependant pas trop tard pour aller fêter Noël à Stockholm. L'arrivée de nuit - celle-ci tombe dès 15 h 30 en hiver - permet de découvrir la ville sur le mode intime. Émergent des façades obscures, les sept lucioles des chandeliers de l'Avent font de chaque fenêtre un tableau chaleureux, au-delà duquel le regard devine les intérieurs confortables.

A Gamla Stan, le centre de la ville, une île en forme de cœur, cinq fois détruite avant 1500 par les incendies successifs, on ne trouve plus guère que deux maisons en bois datant du XIII^e siècle. Quelques restaurants abritent encore des caves en briques du XIV^e qui ont échappé au feu.

Les rues étroites aux pavés inégaux de cette île recèlent des tré-

sors d'architecture baroque. A chacune sa spécialité : rue des antiquaires (Köpmangatan), rue des boutiques d'artisanat et de cadeaux (Vasterlangsgatan), rue des restaurants (Osterlangsgatan).

Sur la grand-place se tient le marché de Noël, une tradition dans ce pays. On peut y acheter tous les d'accessoires de la fête : guirlandes, bougies, trolis en bois ou en pierre, queues de renard, saucissons et mitaines fourrés, objets artisanaux. Il est aussi possible de remplir ses paniers de victuailles.

BUFFETS SPÉCIAUX

Karin, qui travaille à Stockholm, y vient chaque année pour acheter le saucisson de renne, la gelée d'alouettes et de lingon *hyllon* : des mûres jaunes qu'on ne trouve qu'en Laponie. « C'est moins cher qu'ailleurs, mais malheureusement de plus en plus commercial », explique-t-elle. On peut également s'y procurer le précieux flacon d'épices (mélange d'essence de



PARTIR

LA GRANDE CATHERINE A AMSTERDAM. Dans le cadre de l'année Pierre le Grand, la Nieme Kerk consacre, jusqu'au 13 avril 1997, une exposition à Catherine de Russie, qui lui succéda sur le trône. Une vie illustrée grâce à trois cents objets empruntés au Musée de l'Ermitage de Saint-Petersbourg, parmi lesquels son carrosse d'or, des œuvres de peintres hollandais et italiens, dont *La Sainte Famille* de Rembrandt, des costumes, des bijoux et le plus grand service de table fabriqué par la maison Wedgwood.

★ Renseignements auprès de l'Office du tourisme néerlandais au 01-43-12-34-20, de 10 à 12 heures.

SUR LES TRACES DU TIGRE. Baptisé « L'Inde de Kipling », un circuit de 14 jours des voyages Knoi explore les réserves du nord de l'Inde. Au programme, safaris-photo à dos d'éléphant ou en Jeep, pour découvrir, aux meilleures heures du soir ou du matin, Ranthambore et Bandhavgarh, réputées pour l'abondance de leurs félins, et surtout Khamma, et ses 2 000 km² de nature sauvage, où le tigre est protégé. Un circuit ponctué par les visites de Delhi, Jaipur et son Palais des vents, Agra et le Taj Mahal, Khajuraho et ses fresques érotiques. Possibilité de traquer le tigre dans la jungle du Terai, au Népal, grâce à une extension de 5 jours. À partir de 20 000 F en chambre double et pension complète dans les hôtels de la chaîne Taj et les lodges situés dans les réserves. Un à deux départs par mois à partir de janvier 1997 et jusqu'en avril.

★ Renseignements au 01-42-82-04-02 ou 01-43-43-50-10.

L'HIVER AU SOLEIL. Noël ou les vacances de février sont-ils propices à la découverte de Séville ou de Pékin, à la descente de l'Amazonie ou à un séjour à Ushuaia, en Terre de Feu ? Des questions auxquelles le guide *Saisons & Climats*, de Jean-Noël Darde, qui analyse la couleur du ciel de 190 pays, apporte près de 50 000 données climatiques (températures de l'air et de la mer, ensoleillement, pluies), pays par pays, région par région, avec, en prime, des informations sur la fréquentation touristique pour éviter la foule.

★ *Saisons & Climats* (Balland), 440 pages, 139 F.

NEIGE CANADIENNE. L'hiver canadien est présent (hélicoptère, motoneige, pêche blanche, chiens de traîneau, ski, observation de la faune, carnavales, etc.) dans le Guide des activités hivernales publié par la division du tourisme de l'ambassade du Canada. Y sont notamment regroupés par thème les séjours programmés par quelque 30 voyageurs. On y trouve aussi les meilleurs tarifs aériens (vois réguliers ou volés), ainsi que divers renseignements pratiques tels que climat, formalités d'entrée, vie pratique et calendrier des principales manifestations hivernales.

★ Division du tourisme, ambassade du Canada, 35, avenue Montaigne, 75008 Paris, tél. : 01-44-43-25-57, Montréal 3615 Canada.

Carnet de route

● **Y aller.** En Suède, on fête Noël le 24 décembre, et non pas le 25. Le week-end à Stockholm comprenant un forfait de trois jours et deux nuits, le voyage en avion (vois réguliers SAS) et l'hébergement en hôtel trois ou quatre étoiles, avec petit déjeuner, est proposé entre 2 250 et 2 790 francs (enfants de 2 à 11 ans : 1 290 francs) par Alantours (tél. : 01-42-96-59-78), Bennett Voyages (tél. : 01-48-01-87-77), Euro Paul (tél. : 01-49-77-28-28), Pandore Voyages (tél. : 01-40-56-02-56) et Scandinavies (tél. : 01-45-61-74-50).

● **Sur place.** La Carte Stockholm (175 couronnes) permet pour une période de un à trois jours l'accès illimité aux transports en commun et l'entrée dans soixante-dix musées et sites, pour un adulte

accompagné de deux enfants de moins de dix-huit ans. Pour se déplacer, on peut emprunter le métro (panneau T comme Tunnelbanan), l'autobus, et le taxi. Attention, les prix des taxis peuvent varier du simple au double, selon qu'il s'agit d'une compagnie privée ou non. Préférez les voitures portant l'une des inscriptions suivantes : *Stockholm Taxi*, 0 20, ou *Taxi Kurir*.

● **A visiter.** Musée Skansen : ouvert tous les jours, sauf le 23 décembre. Musée Vasa : ouvert tous les jours de 10 à 17 heures (jusqu'à 20 heures le mercredi). Fermé du 23 au 25 décembre, le 31 décembre et le 1^{er} janvier.

● **Renseignements.** Office suédois du tourisme, 18, boulevard Malesherbes, 75008 Paris. Tél. : 01-43-43-26-27.

Cuba à la page

Cinq éditeurs ont publié un guide sur Cuba en 1996 et quatre autres suivront au printemps 1997. Pour les éditeurs, « Cuba est dans l'air du temps ». Un phénomène conforté par les voyages du *Lider maximo*, son âge, l'engouement pour la salsa, le cinéma - *Terre Indigo*, le feuilleton télévisuel de l'été, a valu à l'office de tourisme de Cuba un déferlement de lettres - une ouverture soudaine, le goût pour les pays interdits et l'imaginaire. « Pour les gens, Cuba, c'est le communisme in vitro : alors, on veut aller voir », note Laurence Billet, de Lonely Planet, dont le guide doit paraître au printemps. Dans le lancement d'une destination, chacun a sa part. Il faut d'abord une volonté gouvernementale d'ouverture dans laquelle s'engouffrent voyageurs, journalistes et éditeurs de guides. Sans oublier le pays, dont les infrastructures doivent suivre. « Tout le monde, note-t-elle, est dans la même

problématique de recherche de différenciation » : le voyageur quête la destination inédite, l'éditeur, lui, est plus prudent, le support papier devant durer. ● Gallimard vient de publier un *Cuba* (314 p., 175 F) dans la Bibliothèque du voyageur (une collection allemande imprimée à Singapour et traduite de l'anglais) et en prépare un autre pour son encyclopédie. « Le phénomène de mode n'est pas déterminant pour nous, jeune éditeur de guides de voyages, car nous devons traiter des destinations primordiales comme New York ou Venise ». Comme il faut deux ans pour faire un guide, Gallimard jongle avec ses deux collections. Selon Pierre Marchand, directeur éditorial, « Cuba est à faire en bateau. Aujourd'hui, on ne peut mouiller l'ancre partout, mais, le jour où l'île se libérera, elle fera beaucoup de tort aux Antilles françaises et anglaises ».

● Le *Cuba* du Routard (200 p., 78 F) est une première édition. Pour Pierre Josse,



rédacteur en chef, l'affaire est d'une « simplicité biblique » : des flux touristiques se

dessinent. Le problème est la réactualisation des 65 guides annuels. Cuba a dû s'inscrire dans ce calendrier. « Nous savons que c'était la destination qui montait mais, pour nous, il y a le couplet de la réédition annuelle qui nous contraint à articuler réactualisation et nouveauté ». Le succès du Routard, c'est l'homonéité de la collection : humour, rigueur de l'information, à quoi s'ajoutent le style, l'ironie décalée de chaque rédacteur. « Cuba, je connais », explique l'un d'eux. J'y suis allé il y a trente ans pour aider la révolution cubaine. Je coupais la canne, je plantais le café, je rêvais de faire un guide. Des Cubains, il dit : « C'est un peuple extraordinaire, qui subsiste dans la pénurie et garde son humour ainsi qu'un grand sens de l'autodérision. Il ne peut être normalisé ».

● Sans avoir la notoriété du Routard, le Petit Futé chasse sur ses terres. La

deuxième édition de son *Cuba* (276 p., 89 F) est un « pari sur l'avenir ». Dans cette même optique « pratique », se situe le guide de poche Berlitz (144 p., 48 F) et celui de l'éditeur canadien Ulysse (316 p., 120 F).

● S'agissant de la Manufacture, qui a publié deux *Cuba* en 1995 - un *La Manufacture* (220 p., 150 F) et un *Pélican* (144 p., 155 F) -, la stratégie de Philippe Valode, président-directeur général, est affirmée : les destinations secondaires, « pour ne pas se trouver en forte concurrence avec Gallimard ». Sa cible : l'Amérique latine et des destinations un peu rares qui piquent la curiosité du voyageur et où le chef d'entreprise est appelé à se déplacer.

La liste n'est pas close, puisque le printemps 1997 donnera un *Cuba* signé Edouard Bailly chez Arthand, dont les éditions sont désormais datées sur la couverture, un Oitane et un Visa Hacheine.

Danielle Trarnard

WAZA STOP

DÉGRIFTOUR
VILLARS DE LANS
7 Nuits studio 4 personnes
1 380 F - 2 785 F

NOUVEL AN EN SICILE
7 Nuits hôtel 3*. Pension complète
Diner St Sylvestre. Vois A/R
Départ Paris : 3 160 F - 4 640 F

PARIS - TOULON
Vois rég. A/R : 630 F - 890 F

3615 01 - 140 101 - 2 23 81 min
00361 03 36 36 36 36 36 36 36 36 36

Dirac Tours
DES PROMOTIONS
DE QUALITÉ

EXCEPTIONNEL !
Départs Paris et toutes provinces*.
*sauf Corse.

AUTOTOURS CALIFORNIE 8j vol rég. + 7 nuits en motel + voiture km limité et assurance incluse.
2 990 F

Prix basé sur 4 personnes en 1 chambre à 2 grands lits, sup. base 3 = + 200 F, base 2 = + 800 F, départs quotidiens du 15/01 au 15/03. Motels au choix parmi 750 établissements.

FLORIDE 9j vol rég. + 7 nuits hôtels*** + voiture km limité, ass. incluse. 2 765 F base 4. Base 3 = + 245 F, base 2 = + 745 F départs quotidiens.

LOUISIANE 9j vol rég. + 7 nuits hôtels*** + voiture km limité, ass. incluse. 2 870 F base 4. Base 3 = + 200 F, base 2 = + 800 F. Brochures gratuites sur demande.

Brochure sur demande au 31 45 52 62 62 à Lyon au 04 72 46 93 40
50 Av. des Champs-Élysées
12 Nuits 3215 Dirac Tours (12 22 81 min)

53350 MOLINES-EN-QUEYRAS
Hautes-Alpes - Parc Régional
à 5 km de SAINT-VERAN
Soleil - Calme - Randonnées pédestres
V.T.T. - Pêche - Rafting

HÔTEL LE CHAMOIS **
Logis France / Michelin
1/2 pension : 271 F
Tél. : 92.45.83.71 - Fax : 92.45.80.58

Royal Tours
MAROC - TUNISIE - EGYPT
MARRAKECH - Fin d'année
Départ 21.12, retour 28.12.96

Vol aller/retour de Paris et Lyon

1 100 F

Nous disposons encore de
QUELQUES CHAMBRES D'HÔTELS
et VOITURES DE LOCATION

Téléphonez à votre agence de voyages
Demandez les produits Royal Tours
01.41.86.06.06 pour information

HÔTEL DU LAC
au pied des pics (à l'aplan et de fond)
Piscine - Sauna - Spa
Pension complète 240 F à 370 F

PROMOTION :
5 Jours minimum, motel, forfait ski, pension
haute saison : 1 670 F - Noël : 2 100 F
SOMMAND-PRAZDLY
Tél. : 04.50.34.30.88 - Fax : 04.50.34.87.22

PARIS

SORBONNE
HÔTEL DIANA **
73, rue Saint-Jacques, Paris 5^e
Chambre avec bains - W-C
T.V. couleur - Tél. direct
De 300 à 395 F

Tél. : 01.43.54.32.55 - Fax : 01.43.34.34.30

DE NOËL À PAQUES
SKI ET SOLEIL EN SUISSE
Loisirs de la cohue des villes
Tél. : 00 41 27 733 11 22
Fax : 00 41 27 733 10 89

HÔTEL-CLUB pour familles avec enfants et ados. Couples. Célibataires. Ambiance saine et sportive. Repas. Garderie enfants gratuite. Facultative. Ski alpin et fond très avantageux. 7 Jours PENSION COMPLÈTE de 2150 FF à 3070 FF. Réserv. ent. et ados. Gratuité.

HÔTEL-CLUB SUNWAYS (80 places)
1838 CHAMPEX Valais Suisse

DENARO VOYAGES

SPECIAL NOËL

	Catalogue	NOUVEAU
DIEMER 8j/7n Vol A/R + Hôtel 3* + P.C.	3880 F	2730 F
MARRAKECH 8j/7n Vol A/R + Hôtel 4* + D.P.	3900 F	3240 F

08.3668.1668 3617 DENARO 08.3668.1668

VACANCES ET LIBERTÉ
CROISIÈRE EGYPTE 8j.
2 990 F pension complète
du 04/01/97 au 11/01/97
BATEAU 5 étoiles
Tél. : 01.40.82.99.11

JURA
SKI DE FOND / 3^e PARIS TGV
Audience locale connue du XVIII^e.
Grand confort, mobilier confortable.
Table d'hôte, produits maison et régionaux.

TARIF : selon période
(question complète + vin ou repas, matériel de ski suppl.)
Renseignements au : 01.28.12.11.91
LE CRÉT L'AGNEAU 28800 LA LONGEVILLE

SPECIAL NOUVEL AN

NAPLES du 29/12/96 au 01/01/97
3 050 F* (4 jours/3 nuits)

Prix par personne comprenant :
Le transport en avion spécial au départ de Paris à destination de Naples + Les transferts A/R aéroport/hôtel + logement en chambre double hôtel **** en demi-pension et le service de la Saint Sylvestre + une journée d'excursion à Naples et Pompéi. Taxes aériennes en sus : 70 F par personne.

Tél. : 01.44.51.39.27
MINTEL 3615 (1,29 F/min.)
Cit Evasion

cit
Compagnie Indienne de Tourisme

PROFESSIONNELS DU TOURISME, invitez nos lecteurs aux voyages :
RUBRIQUE "ÉVASION" ☎ 01.44.43.77.36 - (Fax : 01.44.43.77.30)

مكتبة الامم المتحدة

CINÉMA Récompensée par le prix Louis-Delluc (Le Monde du 14 décembre) pour *Y aura-t-il de la neige à Noël ?*, Sandrine Veysset surprend par l'originalité et la fi-



nosse de sa première réalisation, qui mêle conte de fées et vision réaliste du travail à la campagne. ● RÉALISÉ par Edgardo Cozarinsky, *Le Violon de Rothschild* évoque

l'histoire de ce siècle sous les auspices de la littérature et de l'opéra. ● JANE CAMPION a tenté la gaucherie d'adapter *Portrait of a woman*, du romancier Henry James.

Un drôle de conte de fées, familial et rural

Y aura-t-il de la neige à Noël ? Sandrine Veysset raconte avec vigueur et humour une histoire pathétique centrée autour de la figure d'une mère. Le travail et les saisons rythment ce film météore

Film français de Sandrine Veysset. Avec Dominique Reymond, Michel Duval, Jessica Martinez, Alexandre Roger, Xavier Colonna, Fanny Rochetin, Flavie Chimenès, Jeremy Chabx, Guillaume Mathonnet. (1 h 30.)

Les sept derniers noms de la liste qui précède sont des noms d'enfants. Chaque nom suscite un visage, de l'adolescente au bébé. C'est l'un des petits miracles de ce film, qui n'en est pas avarié : donner une existence singulière à chacun, existence qui ne doit rien ni à la reconnaissance du vedettariat ni à un « typage » physique, psychologique ou romanesque. Ils existent, voilà tout, ils sont les enfants de la mère, puisque autour d'elle tournent leur vie, et le film. Leur communauté est montrée un peu comme un système astral - la mère au centre, mais chacun de ses rejetons-satellites sur son orbite particulière. Le film serait la photographie gale et tragique de cette galaxie-là.

Cette galaxie est soumise à de graves perturbations, nées du statut singulier de cette famille, et du rôle du père, qui possède une exploitation maraîchère dans la campagne drômoise, et une famille officielle en ville (à Cavallion). Et puis cette deuxième femme, à laquelle il a fait sept enfants, installés dans la ferme. Il désire et mé-



DESIGN JACQUES VALLAT

prise la femme, aime et exploite les petits, qu'il fait travailler dans ses champs. Notable local, il cache cette deuxième épouse et sa progéniture ; don Juan de canton, il court le jupon - tentant même sa chance auprès de son aînée - tout en surveillant son bien. La mère, les enfants - dès que l'école leur en laisse le loisir - travaillent. Aux champs et à la maison. Le travail et les saisons rythment entièrement ce film météore. Et voilà que la cueillette des tomates ou le nettoyage des radis au lavoir deviennent événements, que l'arrivée du froid ou le départ en classe est un « rebondissement dramatique ».

LEU DE CACHE-CACHE

Si on adhère de la sorte aux micro-périphéries du film, si on accepte de ne pas être d'emblée informé des singuliers liens de famille qui unissent les protagonistes, si on associe aussi désagréablement à chaque nom, c'est grâce à l'un des deux principes autour desquels est construite la remarquable mise en scène de ce premier film : il est entièrement vu de l'intérieur, depuis le cœur même de ce petit groupe. Dès la première séquence, un jeu de cache-cache dans une grange à foin, filmée caméra à la main comme par un des participants, la réalisation fait du spectateur un membre supplémentaire de cette famille.

Second parti pris du film : raconter une histoire pathétique sans le moindre pathos. Rien de drôle, a priori, dans cet enchaînement de labeurs et de vexations, de difficultés et de conflits de plus en plus exacerbés entre le père, d'une part, la mère et ses enfants, d'autre part, jusqu'à l'affrontement ouvert après l'agression contre la fille aînée. A ce moment, la relation entre les parents bascule, et le film aussi : jusqu'à présent comme collée au tissu des jours, la cinéaste choisit alors une image explicitement construite, avec le jeu sur les couleurs violentes (très belle et très cruelle : la mère devenue navel au milieu des neiges). Cette rupture de style autorise le changement de ton de la dernière partie, qui frôlera le mélodrame misérabiliste (soirée de Noël) comme la tragédie de fait divers, pour esquiver l'un et l'autre.

Pour déjouer un à un les pièges de ce projet à la fois original et périlleux, Sandrine Veysset bénéficie du renfort de l'étonnante Dominique Reymond. Logiquement, l'actrice est au centre du film, comme la mère est au centre de la famille, et la similitude entre la position du personnage et celle de son interprète contribue à faire de *Y aura-t-il de la neige à Noël ?* un puissant, chaleureux, et complexe portrait de femme.

J.-M. F.

Dominique Reymond du théâtre au cinéma

LONGTEMPS, Dominique Reymond a cru que le cinéma n'était pas pour elle. Que ça n'allait pas avec son métier de comédienne de théâtre, de théâtre seulement. Aucun mépris dans cette attitude, qui témoigne d'une histoire et d'une formation. Dominique Reymond est

actrice. Elle a fait les arts décoratifs à Genève, puis le Conservatoire populaire de la ville. Là, elle a obtenu une bourse pour aller à Paris, en 1978, étudier au Conservatoire national supérieur d'art dramatique. Une période faste : Antoine Vitez enseignant dans la « maison », réunissant autour de lui des jeunes gens à qui il insufflait une manière résolument nouvelle d'appréhender l'art dramatique. « A l'époque, se souvient Dominique Reymond, nous ne pensions qu'au théâtre. Il n'y avait pas de cours de cinéma au Conservatoire. »

Très vite, Dominique Reymond a les honneurs de Chabrol, qu'Antoine Vitez dirige à partir de 1981. Elle joue dans *Fabrizio*, de Kailash, *Le Héron*, d'Adamov, et *La Mouette*, de Tchekhov (en 1984), dont elle tient le rôle-titre. Longue, brune, avec une carnation de nacre et une voix de mezzo aux virillements étranges, Dominique Reymond dévoile sa singularité : une détermination sensible mais sans familiarité, comme si la comédienne gardait une part secrète, une réserve d'imaginaire pour ceux qui la regardent. « Je suis une interprète, dit-elle, je me laisse guider par les choix des metteurs en scène. Je n'ai jamais été à l'origine d'un projet, comme certains comédiens qui veulent absolument jouer certains rôles. Peut-être parce que j'ai envie de tout jouer et sûrement parce que j'ai toujours été gâtée. »

PAR PETITES TOUCHES

Sur le chemin de Dominique Reymond, on croise Bernard Sobel - qui la dirige dans *La Ville*, de Paul Claudel, *La Forêt*, d'Ostrovski et *Taruffi*, de Mollière - et Klaus Michael Gruber - qui en fit une magnifique Marie dans *La Mort de Danton*, de Büchner. C'était en 1989, la Révolution française donnait un lent baiser à la mort, sur l'immensité du plateau de Nanterre, et Dominique Reymond, assise dans un fauteuil vert, éclairait la nuit de sa blancheur. Deux ans plus tard, elle était assez forte pour rivaliser avec les plus grandes (comme Edith Clever) en jouant Cléopâtre, dans *Antoine et Cléopâtre* sous la direction de Pascal Rambert.

Pendant ce temps, le cinéma est venu à elle. Par petites touches. En 1988, Christian Dupeyron et René Ferré l'ont appelée pour de courtes scènes dans *Drôle d'endroit pour une rencontre* et *Euphémie*. En 1992, Philippe Garrel l'a choisie pour être de *La Naissance de l'amour*. Pour l'avoir vue au théâtre, Elie Placard, le conseiller artistique de Sandrine Veysset lui a parlé de Dominique Reymond. « J'ai dû tout apprendre, dit la comédienne. D'abord la vie à la campagne, que je ne connaissais pas. Avant de tourner le film, j'ai passé du temps dans les champs, avec les enfants qui allaient devenir « mes » enfants, nous avons pu nous apprivoiser. Nous avons pris notre temps : six mois de tournage, pendant lesquels j'ai été aidée par l'immense détermination de la réalisatrice. J'ai aimé pouvoir raconter une histoire magnifique avec des phrases aussi simples que « Mets ton chapeau ». »

Brigitte Salino

Sandrine Veysset, réalisatrice, Prix Louis-Delluc

« J'avais mon film à faire et voilà tout »

JEUNE réalisatrice (elle est née à Avignon en 1967) au profil atypique, Sandrine Veysset a voulu faire de son premier film un conte réaliste. C'est elle qui vit, depuis la présentation de *Y aura-t-il de la neige à Noël* dans une section parallèle au festival de Cannes, un bien réel conte de fées, celui de l'accueil réservé à sa réalisation, couverte de récompenses dans les festivals et qui vient de recevoir le prix Louis-Delluc.

« Comment êtes-vous devenue cinéaste ? »

« Par hasard, j'ai fait des études de lettres modernes et d'arts plastiques à Montpellier. Léon Carax tournait *Les Amants du Pont-Neuf* dans la région, un copain m'a dit qu'on cherchait du monde pour la décoration ; comme je suis assez manuelle je suis allée voir et j'ai été embauchée. J'ai aimé ce lieu magique, cette reproduction de Paris à la campagne. Ensuite, je

suis montée à Paris, Carax cherchait quelqu'un pour le conduire en voiture, je ne connaissais pas la ville mais j'ai essayé tout de même. Je l'ai conduit pendant six mois, nous sommes devenus amis, et c'est lui qui m'a conseillé d'écrire un scénario. Je n'y pensais pas particulièrement, la déco de cinéma me plaisait, j'ai d'ailleurs continué d'y travailler sur d'autres films tandis que j'écrivais.

« Pourquoi particulièrement ce conte ? »

« J'ai eu envie d'écrire à la manière d'un conte pour enfants, mais situé dans le milieu que je connais le mieux, la campagne où je suis née et où j'ai grandi. Le film n'est pas autobiographique mais il est issu d'expériences vécues, et de mes relations avec ma mère, à qui je l'ai dédié : son thème central concerne l'amour entre une mère et ses enfants. Au début, j'étais intéressée par l'écriture en tant que telle, très vite je me suis aperçue que j'associais des images aux mots.

« Comment avez-vous construit le récit ? »

« Tout de suite, je voulais que l'histoire commence dans la paille et finisse dans la neige. Pour le reste, comme il n'y a pas d'actions spectaculaires, j'ai cherché à créer la tension dramatique en ne révélant que peu à peu les informations sur les personnages. Je voulais que tous les personnages connaissent le tableau d'ensemble, que seul le spectateur découvre petit à petit les relations entre eux. Une information reste volontairement imprécise : pour moi, l'époque à laquelle l'histoire se déroule, c'est la fin des années 70, la période de mon enfance, mais le film n'est pas daté, je voulais seulement un léger décalage donnant une impression d'intemporel, comme dans les contes.

« Dans un conte il faut un ogre. »

« Le père, qui remplit cette fonction, ne devait pas être complètement un sale type, j'ai essayé de ne pas le traiter de manière caricaturale. A l'origine de ce que raconte le film il y a une histoire d'amour entre le père et la mère, si on n'y croit pas le scénario devient in-

compréhensible. Il y a un passé avant le début de l'histoire, puis qu'ils ont eu sept enfants ensemble.

« Qu'avez-vous fait lorsque le scénario a été terminé ? »

« Je l'ai déposé à l'avance sur recettes, que j'ai obtenue. Ensuite je suis allée voir plusieurs producteurs mais on me disait toujours qu'il fallait obtenir une somme d'argent élevée, qu'ils ne parvenaient pas à la réunir. Je ne comprenais pas, il me semblait qu'en ce cas il n'y avait qu'à tourner pour moins cher. On m'a aussi fait de nombreux commentaires, qu'il fallait que je réalise d'abord des courts métrages, ou que je prenne des acteurs connus pour combler le fait que je venais « de nulle part ». On m'a dit que sept enfants c'était trop, trois ce serait mieux, ou qu'il fallait inventer des péripéties, rythmer davantage. La plupart des professionnels fonctionnent selon des schémas préétablis, qui ne m'intéressent pas. Plutôt continuer mon métier de décoratrice, qui me plaît.

« Comment la situation s'est-elle débloquée ? »

« J'allais perdre l'avance sur recettes quand j'ai eu la chance de trouver le producteur. Humbert Balsan, qui a été partant sans chercher à m'imposer quoi que ce soit. J'ai pu ensuite choisir une équipe technique que je connaissais grâce aux films où j'avais travaillé comme décoratrice. Malgré certaines difficultés, en particulier le fait de tourner en trois fois, à trois saisons différentes, ce qui était essentiel à mes yeux, nous avons réussi à faire le film pour environ 6 millions de francs (moins du tiers du coût moyen d'un film français).

« Pourquoi teniez-vous tant à montrer les saisons ? »

« Le passage des saisons est indispensable, il commande à la fois la psychologie des personnages et l'espace du film. A la campagne, l'été c'est immense, tout l'espace est disponible, à l'automne on se replie sur la cour, on passe moins de temps dehors, c'est aussi le moment de retourner à l'école, en hiver on se cale dans une seule pièce. L'histoire est construite sur cette évolution. Mais tourner durant trois saisons fait peur aux

gens de cinéma, c'est cher et compliqué, on m'avait conseillé de faire semblant, de « tricher », c'était impensable. Ma seule inquiétude concernait les enfants acteurs, je me demandais s'ils arriveraient à retrouver le fil, d'un tournage à l'autre, j'ai découvert que ce n'était pas du tout un problème pour eux. En revanche, j'ai beaucoup l'idée qu'on les verrait grandir à l'écran.

« Vous n'avez aucune formation. Comment savez-vous à l'avance que vous sauriez réaliser un film ? »

« On ne peut pas le savoir. J'avais suivi la fabrication des Amants de près, en conduisant Carax, par curiosité mais sans l'idée d'apprendre pour le faire ensuite. A mes yeux, cela n'a jamais fait problème, je ne me suis jamais posée la question d'« entrer dans le monde du cinéma », de franchir une barrière. J'avais mon film à faire et voilà. Pour mettre en scène, il n'est pas nécessaire de dominer la technique, il faut avoir une vision de ce qu'on veut obtenir et trouver les personnes qui sauront faire le nécessaire pour y arriver. C'est en ce sens que j'ai choisi les techniciens avec lesquels j'ai travaillé.

« Vous étiez-vous fixé des principes de mise en scène ? »

« Je savais que je ne voulais pas de jolies images de la campagne, ni des mouvements gratuits de caméra. J'avais des idées précises sur la manière de tourner chaque scène, mais que j'ai souvent modifiées en fonction des conditions pratiques, et de la grammaire élémentaire du cinéma que m'apprenait la chef opératrice, Hélène Louvart, à mesure que je risquais de commettre des erreurs. Durant le tournage, nous avons inventé beaucoup des petites choses, la réalisation a un côté bricolage qui me convient.

« Depuis sa présentation dans une section parallèle au Festival de Cannes, *Y aura-t-il de la neige à Noël* accumule les éloges et les récompenses. Qu'allez-vous faire à présent ? »

« J'écris un nouveau scénario. Il ne se déroule pas à la campagne. »

Propos recueillis par Jean-Michel Frodon

Visions en miettes d'un groupe d'adolescents

Dans la mêlée. Un premier film pour découvrir l'Italien Gianni Zanasi

Film italien de Gianni Zanasi. Avec Giacomo Ciarrapico, Cristina Aubry, Manrico Gammarota, Daniel Alegi, Paolo Sassanelli et des acteurs non professionnels. (1 h 28.)

Ce film constitue, depuis sa conception jusqu'à son aboutissement, une attaque séduisante à l'encontre de l'ordre établi.

Tourné en extérieur et en six semaines dans un quartier excentré de Rome, avec des acteurs pour la plupart non professionnels et une équipe débutante, il raconte l'histoire d'un groupe de jeunes adolescents vivant d'espoir, de combines, d'eau fraîche et de rapines. Autant dire qu'il ne raconte presque rien, mais que la façon dont ce « rien » s'impose dit à peu près tout. Dans la mêlée

commence par un court métrage tourné par le réalisateur Gianni Zanasi dans son quartier voilà trois ans, où les principaux protagonistes trompaient déjà leur ennui en voulant offrir à un ami atteint d'un cancer (imaginaire) les services d'une prostituée.

Poussés en graine, voici donc les mêmes qui se lancent aujourd'hui dans la libre entreprise, tentant d'écouler en vain de faux billets à une épicière dépourvue de monnaie, ou de revendre à un pizzaiolo goguenard des lots de tomates volées. Tout cela procède par vignettes, croise les parcours, s'égare, s'amuse et se revendique même d'une philosophie, formulée par l'un d'entre eux après avoir lamentablement échoué à circonvier le cerbere d'une boîte de nuit : « Tout va bien, mais il y a un problème. »

Ce problème, capté au fil du paysage urbain entre la brusquerie d'un rire et la fragilité d'un silence, n'est autre que l'insouciance désarçonnée d'une jeunesse marginalisée par la société. Ce film pourrait se situer au centre d'un triangle constitué par *Les Vitelloni*, de Federico Fellini (pour la peinture de jeunes gens velléitaires), *Les 400 Coups*, de François Truffaut (pour sa fraîcheur et sa révolte) et *Colte que coûte*, de Claire Simon (comme document sur le libéralisme avancé). Depuis l'apparition de Nanni Moretti, ce premier long métrage d'un réalisateur âgé de trente et un ans est l'un des films les plus intelligents que nous aura proposés le cinéma venu d'Italie. On reparlera nécessairement de Gianni Zanasi.

J. M.

L'opéra-fantôme du siècle

Le Violon de Rothschild. Un monument à la mémoire, par la musique et l'image

Film français d'Edgardo Cozarinsky. Avec Sergueï Makovetsky, Dainius Kazlauskas, Miklos B. Szekely, Sándor Szóter, Mari Torócsik. (1 h 41.)

Le Violon de Rothschild est l'un des rares films contemporains à prendre la mesure de l'histoire de ce siècle, et doit être compté à ce titre comme une des très grandes œuvres de cinéma réalisées depuis l'après-guerre. Produit en France et tourné en langue russe par un cinéaste d'origine argentine, il incarne de surcroît un « cosmopolitisme » que le siècle en question n'a pas cessé de victimiser, ce qui ne gâche rien.

Grand film donc, d'abord parce qu'il a pris acte que l'art moderne est essentiellement un témoignage sur une idée, et donc une représentation, de l'homme qui a catastrophiquement échoué. Mais aussi parce que, en dépit de ce constat, Cozarinsky raconte une histoire qui, sans recourir au fil blanc de la fiction consolatrice, retrouve dans le tissu même de l'histoire le fil rouge d'un espoir ténu. Cette histoire, génialement racontée, est celle d'un opéra.

Adapté d'une nouvelle éponyme d'Anton Tchekhov, l'opéra

Le Violon de Rothschild commence d'être composé peu avant la seconde guerre mondiale par un musicien juif soviétique, Benjamin Fleischmann. En 1941, celui-ci trouve la mort au cours de la défense de Leningrad, et c'est son maître, Dimitri Chostakovitch, qui achève la composition et en assure l'orchestration. Mais l'opéra, qui évoque l'univers du stét, est interdit par l'appareil stalinien, qui s'apprête à liquider, au lendemain de la Shoah, l'intelligentsia juive du pays.

Cette composition à bas bruit, qui porte en elle le hurlement décomposé des vaincus de l'histoire, Cozarinsky l'exhume dans ce film sous la forme d'un triptyque dont l'écriture, à la Chostakovitch, privilégie le motif et le contrepoint. Motif principal de l'ouvrage, l'opéra en constitue la partie centrale, introduite par un Chostakovitch qui, venant d'apprendre la mort de Fleischmann, ferme les yeux et rêve l'achèvement de l'œuvre, et partant celle d'un monde. « Il était une fois », lit-on en incrustation.

De fait, c'est l'univers primitif, étiologique, d'un stét de légende qui apparaît alors dans un chatoiement de couleurs édiennes, et dont les protagonistes (par le

choix du tournage en extérieur et de la postsynchronisation) retrouvent l'expressivité lyrique du cinéma muet. L'histoire, simple et belle, peut se résumer à un don : celui que Bronza, violoniste au sein de la mort, fait de son instrument au juif le plus pauvre du village, ce Rothschild qu'un grandiose plan final voit disparaître, chagallien, à l'horizon.

CONTREPOINT SONORE ET VISUEL

Cette longue digression musicale, allègre et funèbre à la fois, cet anti-violon sur le toit par excellence, ne trouve son sens que rapportée à l'annéantissement d'un peuple promu par le siècle au rang de victime exemplaire. Mais, débordant l'abîme de la Shoah, elle concerne tous ceux qu'évoque cette parole de Chostakovitch citée par le film : « Trop de gens chez nous ont été tués et personne ne sait où ils sont enterrés. Qui peut ériger un monument à leur mémoire ? Seule la musique peut le faire. » Non, le cinéma aussi, et Cozarinsky le prouve en encadrant l'opéra de deux volets qui embrassent l'histoire (de 1939 à nos jours) par un constant recours au contrepoint sonore et visuel.

Reconstitution romanesque et images d'archives, lettres échan-

gées et monologues en voix off en constituent la trame narrative hétérogène, selon une « mise en conversation » parfaitement maîtrisée par le cinéaste. Chostakovitch, tour à tour célébré et vilipendé par le pouvoir, en demeure la figure principale. L'ouverture relate sa relation avec Fleischmann sur fond de montée des périls, la dernière partie, plongée dans l'atmosphère surréelle des procès de l'après-guerre, découvre la face solitaire et nocturne d'un compositeur qui aura décidé de répondre « à tous et à tout par la musique ». Était-ce suffisant ? Le film rappelle également qu'à cette époque des motifs yiddish commencent à nourrir son œuvre.

Le Violon de Rothschild est ainsi non seulement la rédemption filmée d'un opéra, mais encore une réflexion très subtile sur les voies spirituelles empruntées par la résistance au totalitarisme, sur le lien charnel qui unit les morts aux vivants, et finalement sur cette transmission mystérieuse - artistique - qui permet à chaque génération de jouer plus ou moins clandestinement sa partition d'humanité.

Jacques Mandelbaum

1894-1996 : d'un violon l'autre

QUATRE STRATES successives aboutissent à ce film. Tchekhov pose la première pierre en 1894, avec la superbe nouvelle qui lui donne son titre. Bronza, le personnage principal, y est fabricant de cercueils dans une bourgade « habitée presque uniquement par des vieillards qui mouraient si rarement que c'en était contraire ».

Chrétien affublé d'une rare ordinairement attribuée aux juifs, la pingrerie, Bronza passe donc sa vie à calculer les profits qu'il aurait pu faire. Jusqu'au jour où sa femme meurt et où il réalise quel gâchis a été son existence, et combien la mort est, tout compte fait, plus profitable que la vie. Il meurt donc, non sans léguer son violon au juif Rothschild, par remords de l'avoir trop souvent insulté et fait mourir par les chiens. Rothschild tiendra de l'instrument des âges où s'opérera la fusion sublime de la tristesse russe et de la plainte juive.

En 1999, Benjamin Fleischmann, alors âgé de vingt-six ans, commence à travailler à l'opéra en un acte tiré de cette nouvelle, sous la houlette de Dimitri Chostakovitch, son professeur au conservatoire. Mais le jeune compositeur meurt et son

maître décide d'achever son œuvre. Ce sera chose faite en 1944, sans qu'on puisse préciser quelle part revient à l'un ou à l'autre d'un opéra désormais commun.

CINÉMA DESTIN

Le Violon de Rothschild connaît un bien curieux destin. Dans l'immédiat après-guerre, Chostakovitch peut d'autant moins l'imposer qu'il est lui-même, en 1948, stigmatisé par l'opinion qu'il a fait voter contre lui et quelques autres une déclaration dénonçant les tendances « cosmopolites » de leur musique. La première a finalement lieu en avril 1968 à Leningrad, dirigée par le fils du compositeur, Maxim Chostakovitch. Il n'y aura pas d'autre représentation, l'opéra étant interdit dès le lendemain au motif qu'il pourrait servir à la propagande sioniste. L'œuvre sera enregistrée en 1963 par le chef d'orchestre Guennadi Rojdestvenski.

Ici intervient Edgardo Cozarinsky, écrivain et cinéaste argentin installé en France depuis 1974, auteur notamment de *La Guerre d'un seul homme*

(1981) et d'un récent *Citizen Langlois* diffusé sur Arte (1995). « J'ai découvert l'opéra de Fleischmann sur France-Culture voilà six ou sept ans. Comme j'ai un côté un peu détective, j'ai commencé à mener une enquête, comme ça, pour le plaisir. Et c'est en découvrant toute cette histoire que l'idée du film s'est imposée. Cette idée n'était rien d'autre qu'une hypothèse poétique : que, dans la vie, on ne saurait donner sans recevoir en même temps. »

Réenregistré pour les besoins du film par Rojdestvenski en 1995, l'opéra a été tourné en Hongrie, les autres scènes en Russie et en Espagne, dans les lieux mêmes où il fut si longtemps banni.

J.-M.

★ La nouvelle de Tchekhov et le scénario du film sont publiés par Actes Sud, 104 p., 120 francs. Le nouvel enregistrement, avec Sergueï Leiferkus, Konstantin Huzhnikov, Marina Shaguch et Ilya Levinsky, l'Orchestre philharmonique de Rotterdam dirigé par Guennadi Rojdestvenski est publié par RCA 1 CD 09026 69434-2.

LES AUTRES NOUVEAUX FILMS

ZONE FRANCHISE

Film français de Paul Vecchiali. Avec Jacques Le Carpentier, Jean-Marie Meshekin, Maryse Grob et les habitants du quartier « Les Coteaux » à Mulhouse. (1 h 16.)

À l'origine, il y a cette proposition du ministère de la culture à Paul Vecchiali et Patrick Raynal - écrivain et directeur de la « Série noire » chez Gallimard - d'animer un atelier d'écriture auprès de jeunes d'une cité de Mulhouse. Il en naît un scénario, dont est tiré ce film où les scénaristes sont également les acteurs (*Le Monde* du 23 mai). Le projet est original, et l'on comprend qu'il ait pu séduire un cinéaste dont les films se situent souvent à la frontière du document et de la fiction, du cliché et de son dépassement. En un mot, un cinéma en « zone franche », dont le titre en forme de jeu de mots reprend le sens littéral de l'expression - territoire soumis à une administration spéciale - en même temps qu'il évoque l'authenticité de sa fabrication. C'est sur ce second point que le bât blesse. Paul Vecchiali s'est pris au jeu de la sincérité en véhiculant cette histoire trop édifiante, même si elle touche parfois juste. Avec, d'un côté, la population d'une cité exemplaire de solidarité et de tolérance, et des jeunes qui maîtrisent leurs propres dérives avec un sens aigu de la responsabilité, et, de l'autre, des policiers imbéciles et cyniques, quelques skinheads locaux et un vieux couple de Français, algériens et solitaires, par qui le malheur finalement adient. Ce manichéisme est instructif : il renvoie à la société la distorsion spectaculaire de sa propre vision, toute aussi schématisée, des cités. Mais le simplisme des uns ne justifie pas forcément celui des autres. J. M.

LES BOULUGRES

Film d'animation français de Jean Hurtado. Avec les voix de Michael Lonsdale, Catherine Ringer, Daniel Berlioz. (1 h 10.)

Réalisé il y a déjà une dizaine d'années, *Les Boulugres* représente une tendance minoritaire mais inventive du cinéma d'animation français : des personnages stylisés - un seul trait dessinant une silhouette qui se déforme en fonction de leurs émotions - évoluent en pétarant dans un espace taché de couleurs. Un industriel réussit à vendre aux Boulugres, une peuplade insulaire lointaine, un remède destiné à guérir leur mal atavique (un champion leur pousse sur la tête). La campagne prophylactique sera le prétexte d'une révolution. L'humour, légèrement caustique, joue avec les clichés de toutes sortes et prend pour cible l'hypocrisie bourgeoise, la naïveté humanitaire, les révolutions tiers-mondistes. Les trois comédiens qui prêtent leur voix aux créatures dessinées s'amuse à prendre toutes sortes d'acents et d'intonations. Ils constituent ainsi une des dimensions essentielles du plaisir que l'on peut prendre à voir *Les Boulugres*. Jean-François Rauger

DAYLIGHT

Film américain de Rob Cohen. Avec Sylvester Stallone, Amy Brenneman, Viggo Mortensen, Dan Hedaya. (1 h 54.)

On croyait le film-catastrophe enterré sous ses propres décombres. C'était compter sans Rob Cohen, qui ressuscite quasiment à l'identique ce sous-genre, florissant dans les années 70. Vérification faite, tout y est. L'ouverture chorale dressant la typologie des principaux protagonistes (de la famille moyenne au fourgon de prisonniers en passant par une actrice au chômage). La catastrophe proprement dite, dans le tunnel routier reliant Manhattan au New-Jersey, et la transformation de ce lieu de passage anodin en piège mortel pour les survivants, soumis à l'épreuve de vérité. La petite charge de rigueur contre l'impéritie et la logique froide de l'administration. Enfin l'apparition miraculeuse d'un sauveur (Stallone), qui se trouve être l'ex-responsable des urgences de la ville, qui explose une ancienne bavure en étant devenu chauffeur de taxi. C'est dire qu'il y a du sacrifice et de la rédemption dans l'air, cet air libre que les rescapés retrouveront d'ailleurs, au cas où l'on aurait mal compris, grâce à une statue du Christ qui leur indique le chemin. Reste à dénombrer ceux qui n'en sont pas revenus pour s'assurer que le film n'est pas indigne de son catastrophique brevet. En l'occurrence, un petit loupard teigneux, un acteur de publicité mégalo-mane, un policier sympathique mais tout de même célibataire et sans enfant, ainsi qu'une femme qui ne s'était jamais consolée de la mort de son fils. Ceux-là n'avaient pas joué collectif ; l'Amérique de Rob Cohen continue sans eux. J.-M.

MRS. WINTERBOURNE

Film américain de Richard Benjamin. Avec Shirley McLaine, Ricky Lake, Brendan Fraser, Loren Dean, Miguel Sandoval. (1 h 44.)

Du roman de William Irish *J'ai épousé une ombre*, Mitchell Leisen avait tiré en 1950, avec Barbara Stanwyck, *Les Chânes du destin*. En 1982, Robin Davis adapte la même œuvre (*J'ai épousé une ombre*) avec Nathalie Baye, Francis Huster et Madeleine Robinson. Richard Benjamin en reprend l'histoire : abandonnée, enceinte, une jeune femme change d'identité à la suite d'un accident de chemin de fer. Ayant à peine accouché, elle est conduite auprès des très riches et très snobs Winterbourne, persuadés qu'elle est la bru qu'ils n'ont jamais vue. Le frère jumeau du décédé ne supporte pas l'intruse ; la belle-mère, en revanche, lui sera une sorte d'alliée. Le cinéma hollywoodien semble avoir perdu le secret du thriller. Shirley McLaine joue les belles-mères acides, Brendan Fraser ne manque pas de charmes mais, malgré sa double prestation, d'un véritable rôle. La tenue délicate comble mal ses carences. Rondeur truculente dans *Hairspray* et *Cry Baby*, de John Waters, Ricky Lake a perdu du poids et changé de visage en devenant animatrice de *talk-show* à la télévision. En chemin, elle est devenue presque banale. Henri Béhar

THE INCREDIBLY TRUE ADVENTURE OF TWO GIRLS IN LOVE

Film américain de Maria Magentl. Avec Lauren Hollyman, Maggie Moore, Kate Stafford. (1 h 35.)

The Incredibly True Adventure of Two Girls in Love fait partie de ces petits films américains qui marquent davantage leur indépendance par rapport à Hollywood dans le choix d'un « sujet » original que par une quelconque audace formelle. Deux lycéennes tombent amoureuses l'une de l'autre. L'une est blanche, issue d'un milieu plutôt populaire mais sans horreurs, l'autre est noire, d'une famille très *upper class*, et découvre son homosexualité. La double transgression (sexuelle et raciale) du scénario fournit le prétexte à une comédie sympathique mais anodine. Les difficultés engendrées par la situation semblent s'effacer comme dans un rêve. De ce petit film, très patiemment mis en scène, reste un moment magique, porté par le talent des deux actrices principales : celui où les deux adolescentes prennent conscience du désir qui s'est progressivement et irrésistiblement installé entre elles. J.-E. R.

REVUE

CINÉMACTION

N° 81. Jean Rouch ou le ciné-plaisir. Corlet-Télérama. 239 pages, 150 francs.

En 1982, *Cinéaction* consacrait à ce cinéaste rare un numéro spécial, Jean Rouch, un *griot* gaulois, longtemps resté la somme la plus complète consacrée en France au réalisateur. Après la rétrospective dédiée avec succès à Rouch par le Jeu de paume, la réactualisation de ce numéro vient à point. L'essentiel est conservé, qui aborde les champs de prédilection du cinéaste : l'Afrique, le cinéma ethnographique, le cinéma-vérité et les liens avec la nouvelle vague. Si on perd au passage un débat musclé entre Rouch et des tenants du cinéma militant, on y gagne, outre une mise à jour de la filmographie, cinq interventions essentielles. La longue interview-bilan menée par René Prédal, l'analyse par l'anthropologue Marc-Henri Plaunt de l'appartenance strictement ethnologique du cinéaste, le regard séduisant de Christopher W. Thompson sur une œuvre selon lui dominée par l'attrait tinoldien de l'aventure, le questionnement de la notion de cinéma-vérité par Daniel Serceau, enfin un article critique de Colette Plaunt, doublé d'un second entretien avec le réalisateur - fort pugnace celui-ci, puisqu'il porte sur le refus de Rouch de renoncer au commentaire dans ses films africains -, contribuent à l'enrichissement de cet ouvrage de référence. J. M.

cité de la musique

Roaring Twenties !

Ensemble Intercontemporain
Jonathan Nott, direction
Stravinsky, Antheil
Daugherty, Mason

Projection du film Ballet mécanique
de D. Noyes et D. Legner

22 décembre < 16h30

Porte de Pantin

réservations

01 44 84 44 84

PROLONGATION
LES 26.27.28.30 ET 31 DÉCEMBRE
A 20 H 30
DIMANCHE 29 DÉCEMBRE A 17 H

LOCATION : 01 45 31 10 96

ARTHUR MILLER

JEAN-CLAUDE GRUMBERG
REGIS SARTON

VICTOR LANOUX
FREDERIQUE TIRMOY
OLIVIER BRUNHES
JULIEN ROCHFORT
VINCENT SOUGNAC
NICOLAS VOGEL
VINCENT GRASS
CHRISTINE GUERDON
STEPHANIE MARIE
FRANCOIS PROTHOMI S
ANNICK SARADOURT
LAURENT CLAUSS 

De la difficulté de restituer la subtilité de Henry James

Portrait de femme. Jane Campion passe à côté du roman qu'elle tente d'adapter

Film américain de Jane Campion. Avec Nicole Kidman, John Malkovich, Barbara Hershey, Mary-Louise Parker, Martin Donovan, Viggo Mortensen, Christian Bale. (2 h 23.)

Sans être forcément attendue, la transposition à l'écran par Jane Campion de *Portrait de femme* de Henry James n'a rien de surprenant. Isabel Archer, l'héroïne du roman de James, interprétée par une Nicole Kidman livide, presque catatonique, s'inscrit dans la droite ligne des autres héroïnes des précédents films de Jane Campion : Janet Frame, la jeune adolescente d'*An Angel at my Table* avec sa chevelure rousse qui rappelle celle de Nicole Kidman, et Holly Hunter dans *La Leçon de piano*, dont l'adaptation à son milieu social est proche de celle d'Isabel Archer.

Même si l'atmosphère de Jane Campion pour le roman de James est explicable, le résultat reste, lui, beaucoup plus flou, et il est bien difficile de voir, après deux heures de film, où elle voulait en venir.

On saisit bien qu'Isabel Archer, jeune femme de la haute société américaine, cherche avant tout à s'échapper de son milieu pour gagner son indépendance, en partant pour l'Europe d'abord, en repoussant ensuite les demandes en ma-

riage de Lord Warburton et de Caspar Goodwood, car ceux-ci représentent le système qu'elle abhorre. et en épousant finalement Osmond (John Malkovich), qui semble, en apparence, déconnecté de la bourgeoisie guindée dont elle est issue.

Malheureusement, ce parcours en dents de scie d'une femme qui fait tout pour ouvrir les yeux sans s'apercevoir qu'elle tombe dans les pièges qu'elle tente d'éviter, est complètement mis à plat, dépouillé de toutes les subtilités qui se trouvaient dans le roman de James. On ne comprend à aucun moment, qu'en se moquant de la hiérarchie sociale, Isabel Archer s'efforce de trouver une certaine liberté de jugement. Indépendance sociale et indépendance de pensée allaient de pair chez James, un lien complètement négligé par Jane Campion. Lorsqu'Isabel rencontre, dans le roman de James, pour la première fois Caspar Goodwood, le soupçon américain qui lui suit à travers toute l'Europe, elle est frappée par sa malchance carée qui lui donne à penser que cet homme ne pourra jamais « se trouver à l'unisson avec les rythmes les plus profonds de la vie ».

De Caspar Goodwood, il reste bien, dans le film de Jane Campion, les macholles carrées qui sont celles de l'excellent Viggo

Mortensen, sauf qu'elles n'expriment rien ici. Pourquoi aussi avoir cantonné John Malkovich dans un rôle à la Valmont, séducteur et libertin, ensorcelant la pauvre Nicole Kidman par des méthodes qui rappellent trop celles des *Liasons dangereuses* ? La fascination d'Isabel pour Osmond, telle qu'elle était envisagée par Henry James, était bien plus complexe. C'est son absence de biens - pas d'argent, pas de titre, pas de distinctions honorifiques - qui en faisait un homme attirant à ses yeux.

TAPÉ À L'ŒIL

Portrait de femme, le film, s'ouvre sur une voix murmurant que ce qu'il y a de plus agréable dans un baiser est le moment qui le précède, avant de parler d'un miroir que l'on doit trouver, qui doit vous renvoyer le reflet le plus fidèle possible. Apparaît ensuite une jeune fille avec un Walkman sur la tête tendant une main sur laquelle est inscrit « *Portrait de femme* ».

Tout le film est rythmé par des images dont on a du mal à saisir la signification, un gros plan sur une tasse de thé, et plusieurs plans de Nicole Kidman filmés au ralenti, l'un en compagnie de John Malkovich dans une scène d'embrassement faisant manifestement référence à *Vertigo* et à l'éternelle interminable entre James Stewart et Kim No-

vak, et deux autres dans un couloir et à la sortie d'une maison, où l'on prend bien sûr la mesure de la beauté de la chevelure rousse de Nicole Kidman, mais à la manière d'une publicité pour un parfum. Ce plan se rapproche de celui du piano à queue abandonné sur une plage dans *La Leçon de piano*, image improbable qui n'apportait rien au film, si ce n'est la satisfaction désintéressée d'obtenir un effet baroque, inattendu, tape-à-l'œil.

Seulement, *Portrait de femme* repose sur une histoire infiniment plus subtile que *La Leçon de piano* et dont les rebondissements sont difficilement cernables. Jane Campion était sans doute consciente de la difficulté de transposer à l'écran un roman où il ne se passe presque rien, si ce n'est une femme qui tente d'échapper au néant pour mieux y retomber. La frontière est mince entre raconter ce néant et tomber dans la vacuité.

Dans ce « rien », Henry James allait beaucoup plus loin, et décrivait un paradis perdu d'où son héroïne était à tout jamais chassée, perdant une liberté qu'elle avait recherchée pourtant de toutes ses forces. Jane Campion ne reste qu'à la surface des choses et, s'en tenant à des apparences, elle livre un film creux.

Samuel Blumenfeld

La riche cinématographie de l'ex-Tchécoslovaquie

A Beaubourg, 150 films tchèques et slovaques

Rétrospective jusqu'au 23 mars 1997. Centre Georges-Pompidou, Salle Garance (Séances quotidiennes, sauf le mardi, à 14 h 30, 17 h 30, 20 h 30).

Depuis 1978, date à laquelle il a pris en charge la programmation cinématographique du Centre Georges-Pompidou, Jean-Loup Passek convie cinéastes et touristes virtuels à ce qu'il nomme « un voyage immobile à travers les continents ». Soit, à raison de deux ou trois grandes étapes annuelles, des manifestations couvrant chacune une cinématographie nationale depuis les origines jusqu'à nos jours. Dix-huit ans et cinquante-trois éditions plus tard, il a ainsi ouvert des fenêtres sur la plupart des régions du globe, « contre la standardisation du cinéma et pour la reconnaissance des cultures ».

Dernière offensive en date, déployée jusqu'au 3 mars 1997 : le cinéma tchécoslovaque, tchèque et slovaque depuis 1993 par la force de l'histoire.

Ce cycle devait se dérouler voilà déjà dix ans, mais fut annulé, à l'époque, du fait de l'interdiction de sortie de certains films. On n'a rien perdu pour attendre : avec la participation des Archives nationales du film de Prague et de l'institut slovaque du film de Bratislava, 150 longs métrages en version originale sous-titrés sont aujourd'hui projetés (110 films tchèques et 40 films slovaques), dans leur grande majorité inédits en France et présentés en copies neuves.

On peut commencer par les classiques des années 20 et 30, méconnus en France, tels le sulfureux Gustav Machaty (*Erzinkan*, *Extrême*) réputé pour avoir dénué la future Hedy Lamarr, le prolifique Martin Fric et ses comédies (*Une vie de chien*, *Jansky*), ou encore Otakar Vavra qui, par ses adaptations des classiques de la littérature tchèque, et son ambition artistique, devint rapidement le cinéaste national par excellence (*Virginie*, *La Confiance des demoiselles de Kutna Hora*).

CINÉMA D'ÉVASION
Après l'occupation nazie (marquée, dans le cinéma, par une « évasion » assez semblable à celle qui se produisit en France à la même époque), la Tchécoslovaquie passe sous le contrôle soviétique. Elle n'en produit pas moins, via la célèbre école de cinéma créée en 1946 (la FAMU), deux courants qui connaîtront une renommée internationale.

Le premier est celui du film d'animation (plus particulièrement de marionnettes), qui ménage dans les années de glaciation stalinienne un petit espace de rêve et de liberté. Jiri Trnka, Karel Zeman et Hermína Týrlová le dominent de tout leur talent.

Le second apparaît une décennie plus tard, dans le sillage de la déstalinisation. Une génération nouvelle apparaît, telle une belle fleur insolite et printanière sur laquelle les chars soviétiques finiront par rouler le 21 août 1968 à Prague, contraignant des dizaines de ci-

néastes à l'exil ou au silence. L'occasion est donc unique de découvrir toute la diversité de cette « nouvelle vague » tchécoslovaque, depuis les premiers opus des Forman, Passer, Papoušek et autres, jusqu'au film considéré comme annonciateur du mouvement (en même temps d'ailleurs que de l'émancipation du cinéma slovaque), *Le Soleil dans le ciel* (1962) de Stefan Uher, en passant par l'œuvre collective qui en est le manifeste : *Les Petites Perles au fond de l'eau* (1965), signé Věra Chytilová, Jiri Menzel, Evald Schorm, Jaromír Jires et Jan Nemec.

Depuis l'indépendance, puis la partition, une vingtaine de films

Réalisateurs slovaques en colère

Invités, les cinéastes slovaques n'ont pas assisté à l'inauguration de la manifestation organisée au Centre Pompidou, pour protester contre la politique des autorités de Bratislava, « contre la situation intenable dans laquelle se trouve le cinéma slovaque en ce moment ». Dénonçant le comportement « non démocratique du pouvoir, par la centralisation et la mainmise sur les ressources financières, [dont] les partenariats avec des pays étrangers, parmi lesquels la France joue un rôle considérable », ils soulignent « la gravité de la situation, alors que la France était devenue le principal coproducteur et protecteur des cinématographies d'Europe de l'Est ». Et s'alarmant de ce que « le ministère de la culture impose les intérêts politiques et économiques de la coalition au pouvoir, tendue à diviser les créateurs, menace la liberté et l'indépendance de la création ».

par au sont produits dans la république tchèque, et cinq ou six en Slovaquie. Comme dans tout l'ancien bloc de l'Est, la libéralisation fait des ravages, la relève se fait attendre et le public s'est mis à l'heure américaine. Jaromír Jires, une des figures de la nouvelle vague des années 60, a cette belle formule : « La liberté manquait à l'époque, mais pas l'espoir. C'est l'inverse aujourd'hui. Nous avons la liberté, mais nous manquons de cet espoir sans lequel les cinéastes, en particulier, ne savent pas encore vivre ».

Cette phrase est citée dans l'imposant livre-catalogue publié à cette occasion (*Le Cinéma tchèque et slovaque*, sous la direction d'Eva Zádralová et Jean-Loup Passek, Éditions du Centre Georges-Pompidou, 288 pages, 300 F), composé d'articles très fouillés ainsi que d'un dictionnaire complet des films et des auteurs. « Il est important que les gens voient les films, il est tout aussi important qu'ils en gardent mémoire » souligne Jean-Loup Passek.

J.M.

Pour aider vos enfants à s'endormir, lisez-leur Le Monde



Pour Noël, Le Monde vous offre dans son édition du vendredi 20 décembre datée 21, un conte tout en couleurs : « Le marchand d'ailes » de Jacques Taravant, illustré par Peter Sís

Les Inrockuptibles 1986-1996 l'album des 10 ans



J.J. Harvey, Oasis, Leonard Cohen, Les Cam, Amel Dapchich, Snopce, Dany, Dany, Brian Eno, David Byrne, Happy Mondays, Jay Jay, Maurice Pélissier, Beck, Nirvana, Michel Houellebecq, Serge Gainsbourg, Steve Walker, The Smiths, Björk, Virginia Despentes, Louis Calaferte, Art Spiegelman, Jean-Luc Godard, Jacques Sureau, Jean-Louis Massot, Pelt, Nilsen, Willem, Pelt, Pelt, Michel Rocard, Serge Dany, Pierre La Police...

300 pages, 99 F. En kiosque le 18 décembre.

Le patron du Groupe Bruxelles-Lambert vient de confirmer son intention de demeurer un acteur du paysage audiovisuel européen

■ **PRIX :** le prix Lazareff, présidé par Philippe Labru, décerné par une vingtaine d'anciens collaborateurs du journaliste de *France-Soir*, qui a récompensé Corine Lesnes pour l'année 1996 (*Le Monde* du 13 décembre), a attribué une mention spéciale à Amine Bedjaoui, correspondant à Alger du quotidien *La Croix*.

■ **PRIX :** le prix Lazareff, présidé par Philippe Labru, décerné par une vingtaine d'anciens collaborateurs du journaliste de *France-Soir*, qui a récompensé Corine Lesnes pour l'année 1996 (*Le Monde* du 13 décembre), a attribué une mention spéciale à Amine Bedjaoui, correspondant à Alger du quotidien *La Croix*.

Guy Duthell

Radio

France-Culture

20.00 Le Rythme et la Raison.
Jean-Claude Carrière (7/5).

20.30 Antipodes.
L'anthropologie et le sida.

21.33 Correspondances.
Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Sibirie : la justice en Belgique Avec Jean Ladrère, professeur de philosophie à l'université catholique de Louvain.

22.00 Communauté
des radios publiques de langue française.
Histoire de la photographie au Canada : le commerce de l'art photographique.

22.40 Nuits magnétiques.
Zappa à Paris.

21.00

SAUVEZ WILLY 2
Film de Dwight Little
(1995, 95 min). 1560
Deux ans après s'être lié
d'amitié avec Porque Willy, le
jeune Jesse retrouve celui-ci,
venu lui rendre visite.
22.35 Flash d'Information.

22.45
LAWA

LA HAÏNE ■ ■ ■
Film de Mathieu Kassovitz
(1995, N, 94 min.). 28697

Les jeunes d'une cité de banlieue ont pris la haine du système. Ce film, remarquablement « travaillé » en noir et blanc, exprime le point de vue de ces jeunes avec une révolte sincère.

0.20 Sauvage et Beau ■ ■ ■
Film de Frédéric Rossif
(1984, redif., 90 min.). 77001

1.50 Frédéric Rossif,
la beauté et la violence du monde. Magazine.
(redif., 35 min.). 92554

Les films sur les chaînes européennes

RTBF1
21.15 *Nikita*. Film de Luc Besson (1990, 120 min).
Anne Parillaud, Patrick.
RTL 9
22.25 *Mé d'un roi maître*. Film de Graham Baker
90 min., avec John Sturges. Action.
0.50 *Un soldat marié*. Film de Ted Koppel (1975, 90
avec Peter Onorato. Guerre.
TSR
23.00 *Les Diamants sont éternels*. Film de Guy Ha
(1971, 120 min), avec Sean Connery. Espionnage.

► Signalé dans « Le Monde
Télévision-Radio-
Multimédia ».

- On peut voir.
- ■ Ne pas manquer.
- ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.

♦ Sous-titrage spécial
pour les sourds et les

La mutuelle et les pirates

Pendant trois heures, Canal Jimmy s'interroge sur les centaines de millions perdus par la GMF à Saint-Martin. Un dossier complexe, difficile d'accès pour les non-spécialistes



L'ASCENSION, au milieu des années 80, et la chute, dix ans plus tard, de la maison GMF (Garantie mutuelle des fonctionnaires) - aujourd'hui reprise par le groupe Azur - constituent une histoire sans pareille dans le monde de l'assurance et de l'économie sociale. Avec d'autres dérives - Crédit lyonnais, Comptoir des entrepreneurs, Crédit foncier - elle illustre ce qui restera comme des années folles de laisser-aller, d'incompétence... et de corruption.

Si la GMF n'était pas, comme les autres entreprises citées, un groupe public mais une mutuelle d'assurance de trois millions de fonctionnaires, gérée par des fonctionnaires et contrôlée par des fonctionnaires, l'impunité y était aussi la règle. Ses cotisations mensuelles avaient donc parfaitement leur place dans le magazine original de Canal Jimmy, « Le Meilleur du pire », qui s'est fait une spécialité de la dénonciation des affaires économiques-craquelées.

Le magazine consacre une émission de trois heures aux malheurs de la GMF. Pour éviter de s'en tenir à des généralités, les auteurs ont focalisé sur une seule des « affaires » qui ont entraîné la chute de la mutuelle, la plus emblématique et la plus inavouable, celle du projet immobilier et touristique de Saint-Martin, dans les Antilles française et néerlandaise. La GMF a englouti plus de 2 milliards de francs dans un complexe aujourd'hui presque abandonné et évalué dans ses comptes à 400 millions de francs. Mais, à ce prix-là, il

ne trouve pas de repreneur. L'affaire Saint-Martin a valu à plusieurs dirigeants de la mutuelle, dont son ancien président, de février 1987 à mars 1994, Jean-Louis Pétriat, d'être mis en examen dans le cadre d'une information judiciaire pour « abus de biens sociaux, recel et trafic d'influence ».

Cela n'a pas empêché M. Pétriat, avec un certain courage, d'être présent sur le plateau et de tenter, pas toujours adroitement, de se défendre en se présentant avant tout comme une victime de sa trop grande crédulité et de la confiance qu'il mettait dans ses collabora-

teurs. Une argumentation qui réside difficilement à la multiplication de preuves démontrant son rôle actif dans la plupart des décisions importantes autour de cette affaire.

La soirée est construite autour d'une enquête remarquablement menée par Jean-Pierre Moscardo et Vincent Nouzille intitulée « Opération Simpson Bay, du nom de la baie autour de laquelle a été construit le complexe touristique (marina, casino, appartements, plage artificielle...) ». Ce document d'une durée de 1h35 démontre les détournements, les montages,

les fausses factures, les filières de redistribution de l'argent. Mais la qualité de l'enquête, presque policière, finit paradoxalement par nuire à la compréhension d'une affaire très complexe.

Le reportage nous mène successivement à Saint-Martin, dans ses parties néerlandaise et française, à Genève, à Paris, à Washington et à Bruxelles. A chaque fois se mêlent immédiates doutes, ardeurs personnelles de Michel Baroin, le président de la GMF jusqu'à sa disparition, en 1987, dans un accident d'avion, relations de son successeur, Jean-Louis Pétriat, sociétés écrans, cafés maîtres et paradis fiscaux. Entre les différentes parties de l'enquête et en conclusion, plusieurs débats permettent de mieux comprendre comment aucun contrôle et aucun contre-pouvoir n'a pu empêcher une mutuelle aussi importante que la GMF de tomber aussi bas.

Mais l'histoire est loin d'avoir révélé tous ses secrets. L'insurrection menée dans l'affaire Saint-Martin par le juge Mireille Filippini n'a pas identifié plus de 800 millions de francs de dépenses liées à l'acquisition de terrains, à la construction du complexe, à son fonctionnement et aux multiples commissions douteuses. Entre 150 et 200 millions sont considérés comme des détournements.

Eric Lecer

* « Le Meilleur du pire », Canal Jimmy, jeudi 19 décembre, à 20 h 30.

Télé-charité

par Agathe Logeart

TOUS LES ANS à la même époque, en même temps que les guirlandes et les cheveux d'ange, on nous les ressort des cartons où on nous les avait rangés les années précédentes, nos SDF. C'est un fruit de saison que l'on trouve sur nos marchés télévisés quand le mercure se met à flirter dangereusement avec zéro, et que le risque s'accroît, le matin venu, de buter au creux d'une porte, sur un tas de chiffons qui, vaincu par le froid, cette fois, ne se réveillera plus.

Nouvel arrivant sur la planète des débats de société, *Le Monde de Léa*, dirigé sur TF1 d'une baguette humaine, si humaine, par Paul Amar, a, comme c'était donc prévisible, sacrifié au rituel pour sa dernière émission d'avant la trêve des confessions. On connaît par cœur le dispositif scénique de ce genre d'intervalle, entre une pub pour les poupées Barbie ou le dernier jeu électronique sans lequel Noël ne serait pas Noël, et la énigmatique mouture d'un projet de loi contre l'exclusion, avatar sans cesse repoussé des mesures urgentes que l'on nous clame depuis dix-huit mois pour lutter contre la fameuse fracture sociale, sans apparemment que l'on soit vraiment prêt à gâcher le platine nécessaire à sa réduction. On prend donc pour bicolore vite fait le plateau, au hasard dans la rue, ou bien guidé par ces associations qui font du si beau travail, quelques exemplaires bien représentatifs de déshérités. On y sème des spécialistes, on y ajoute un ministre en activité (le toujours télégraphique Xavier Emma-

nuelli avec ses yeux doux et son SAMU social, belle et généreuse trouvaille de l'homme de terrain), et un ex-ministre de l'autre bord pour bien montrer que la lutte contre l'exclusion n'a pas de parti (ici Martine Aubry, figure emblématique des socialistes pour qui les R 25 ne sont pas tout dans la vie), et vogue la galère !

Il y a donc Bruno et Annaud, qui vivent dans une forêt avec leur chien aux yeux bleus, loin des tracas de la ville, du harcèlement des contrôleurs du mètre, du racket entre SDF et des foyers sinistres qu'on leur propose pour seul abri. Et puis Martine, la compagne, Jean-Philippe, le fils, et Jean, le père, qui viennent de décorer d'un petit sapin le bout de cave qui leur sert de tanière quelque part dans la banlieue parisienne. Et Hossine, qui a décroché un contrat à durée déterminée, après des années d'errance. Ils n'ont que des prénoms, ces gens-là. Jamais de nom, comme s'ils avaient laissé, barde inutile, sous le dernier toit en dur qu'ils aient connu. Comme si les noms, ce n'était bon que pour les gens installés, qui ont une raison sociale. Le temps d'une émission, on les regarde avec les yeux de l'amour, ces pauvres traits de leur anonymat. On leur parle avec beaucoup de précautions comme on le fait avec de grands et fragiles malades. On veille à tenter de les mettre à l'aise. C'est de la télé-charité, une figure désormais imposée du patinage télévisé, où l'on se gargarise, au contact des pauvres, de sa propre et si éphémère générosité.

TF 1

- 12.50 A vrai dire. Magazine.
- 13.00 Journal, Météo.
- 13.38 Femmes. Magazine.
- 13.40 Les Femmes de l'Amour. Séries.
- 14.35 Côte Ouest. Série. Les choix.
- 15.30 Côte Ouest. Série. Un état d'esprit.
- 16.25 Une famille en or. Jeu.
- 16.35 Club Docu. Série.
- 17.35 Karine et Art. Série. Ciderella.
- 18.10 Le Rebelle. Série. Vieilles canailles.
- 19.00 L'Or à l'appel. Jeu.
- 19.50 et 20.45 Météo.
- 20.00 Journal. L'image du jour. Dictionnaire.

France 2

- 12.15 Pyramide. Jeu.
- 12.50 et 13.40 Météo.
- 12.55 Rapports du Loto. Jeu.
- 13.00 Journal.
- 13.50 Derrick. Série. L'obscur vol.
- 14.50 Le Ruisseau. Série. Camarade de classe.
- 15.50 Derrick. A Vincennes.
- 16.05 et 5.20 La Chance aux chansons. [2/2].
- 16.55 Des chiffres et des lettres. Jeu.
- 17.25 C'est cool ! Série.
- 17.55 Hartley, comtesse à vie. Série.
- 18.45 Qui est qui ? Jeu.
- 19.15 Sonnerie des petits. Jeu.
- 19.25 et 20.00 Studio Gabriel.
- 20.00 Journal. A cheval. Météo. Point route.

France 3

- 12.10 Le 12-13 de l'Information.
- 13.30 Keno. Jeu.
- 13.35 Parole d'Expert ! Invité : Claude Sarraute.
- 14.30 Document animalier. Le Jardin des algues. (28 min.)
- 14.55 Questions au gouvernement. Au direct du Sénat.
- 16.10 Secrets de famille. Les Millénaires.
- 16.40 Les Millénaires. 17.25 C'est cool ! Série.
- 17.55 Hartley, comtesse à vie. Série.
- 18.45 Qui est qui ? Jeu.
- 19.15 Sonnerie des petits. Jeu.
- 19.25 et 20.00 Studio Gabriel.
- 20.00 Journal. A cheval. Météo. Point route.

La Cinquième

- 12.00 Tout savoir. 12.30 Signes de vies. 12.55 Attention santé. Les muscles. 13.00 Les Grandes Aventures du XX^e siècle. Lawrence d'Arabie. 13.30 Dément l'entreprise. 14.00 Des Kazabes en Chine. 15.00 Arrêt sur images (rediff.). 16.00 Le Journal de la création (rediff.). 16.30 Métropole. (1/6) La tour sans fin. 17.00 Jeunesse. Cello. 17.25 Arrêt. 18.00 Des religions et des hommes. Les camps. 18.15 Cinq sur cinq. 18.30 Le Monde des animaux.
- 18.00 Don Quichotte. Dessin animé. (12/89) L'estrade. L'histoire de la bataille contre les autres de vin.
- 19.30 1/2. Magazine. Dayton, un an après.
- 20.00 La Collection d'art de Frédéric II. Documentaire de Jürgen Stöcker (1996, 30 min.).
- 20.30 1/2. Journal.

M 6

- 12.25 La Petite Maison dans la prairie. Série.
- 13.25 Preuves à l'appui. Témoin de Rod Holcomb, avec Tim Matheson (100 min.). 9772074
- 15.05 Drôles de dames. Série.
- 16.30 Têtu casting. Magazine.
- 17.05 et 2.15 Falles comme chez vous. Invité : David Douillet, Whitfield.
- 18.00 Mission impossible, vingt ans après. Série. Regrets de Bogota.
- 19.00 Code Quantum. Série. Course poursuite.
- 19.54 56 minutes d'information.
- 20.00 Une noumou d'enfer. 20.35 Passé simple. Magazine. 1960 la vague des comédiens.

Canal +

- 12.26 Central Building. En clair jusqu'à 12.35.
- 12.30 La Grande Famille. 13.35 La Haine. Film de Mathieu Kassovitz (1995, 95 min.). 2485108
- 15.10 Les Allumés. Fay Presto, une vie d'illusion. Documentaire de Sally George (30 min.). 3089631
- 15.40 L'Or de Curly. Film de Paul Weiland (1994, 110 min.). 9682628
- 17.30 Pas si vite. Magazine.
- 17.45 - Il était une fois... les explorateurs.
- 18.15 Jung's show. En clair jusqu'à 20.15.
- 18.35 Nulle part ailleurs. Invité : Fabrice Luchini. Invité musical : John Cale.

Radio

- France-Culture**
- 20.00 Le Rythme et la Raison. Jean-Claude Carrière. Une journée en mai (195).
- 20.30 Lieux de mémoire. La Hégène. A l'occasion du 100^e anniversaire de la mort de Henri IV.
- 21.32 Fiction : Masques nus. Cycle Paradis. Côté de Luce Paradis.
- 22.40 Nuits magnétiques. Mesures les ambassadeurs de France.
- 0.05 Du jour au lendemain. Bernard Franc. 0.48 Musique : les Chœurs du music-hall. Orchestre Philharmonique de Paris. 1.00 Les Nuits de France Culture (rediff.). Les Chemins de la connaissance. Le Japon en images. 2.25 L'Etat de l'Union. Le monde et la baccinette. 2.37 Nuits magnétiques. Portrait de Tomino Guerra. 3.34 Le Bon Plaisir de Luciano Berio.
- France-Musique**
- 20.00 Concert. En direct du Théâtre des Champs-Élysées, par l'Orchestre national, dir. Claude-François. Concerto pour piano et orchestre n° 1 de Beethoven. 20.30 Concerto pour piano et orchestre n° 3 de Beethoven. 20.50 Concerto pour piano et orchestre n° 5 de Beethoven. 21.30 Concerto pour piano et orchestre n° 9 de Beethoven. 22.30 Flash d'information.
- 0.00 Tapisage nocturne. Concert à la Cité de la musique à Paris. Œuvres d'Azzola, Griffes, Fosses, Chaillet, Lassegues, Caratini, Sola, Riel, Ardel, Caratini. 1.00 Les Nuits de France-Musique.
- Radio-Classique**
- 20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Caprice n° 24 de Paganini. Thomas Zelenka. Violon. Concerto pour violon n° 3 de Haydn par l'Orchestre de chambre Francis Liez. Quintette D. 667 La Truite de Schubert. Phantasie pour harpe et cordes de Britten. Concerto pour violon et orchestre op. 33 de Dvorak.
- 22.30 Les Soirées. (Subst.) 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

20.50

COMMISSAIRE MULLIN
Série (A) d'Yves Renier. 108800
Le commissaire Mullin recherche l'assassin d'un policier lors d'une manifestation dans une cité...

20.55

ENVOYÉ SPÉCIAL
Magazine présenté par Bernard Baudouin.
Les mystères de la mer Morte : Les sources Gosses - Post-Scriptum : Phosphore-poisson. 4000008
21.00 Expression directe. Magazine. R.R.

20.50

LA SANCTION
Film de Clint Eastwood.
Avec Clint Eastwood. 942820
Les mystères de la mer Morte : Les sources Gosses - Post-Scriptum : Phosphore-poisson. 4000008
21.00 Expression directe. Magazine. R.R.

20.40

SOIRÉE THÉMATIQUE : 40 ANS DÉJÀ : LA PILULE
Proposée par Ch. Potting et R. Herzig.
20.45 Le père qui était une mère : Carl Djerassi et la pilule. Documentaire (1996, 35 min.). 9028167
En 1956, des femmes portoricaines testent une pilule anticonceptionnelle (un dosage 200 fois plus fort que celui que nous connaissons aujourd'hui) mise au point par Gregory Pincus, John Rock et Carl Djerassi. De ces trois chercheurs américains, seul le dernier est encore en vie. Parcours d'un chimiste.

20.50

APPARTEMENT 512
Film de Ben Verborg, avec Rensé Soutendijk (1994, 100 min.). 477800
Une intrigue de thriller pas forcément originale mais à laquelle l'univers froid des tours modernes donne une atmosphère inquiétante.

20.15

FOOTBALL
En direct.
20^e journée du championnat de France de D1 : Bastia - Bordeaux. 20.30 Coup d'envoi : A la mi-temps, le Journal du foot (35 min.). 9647553
22.30 Flash d'information.

22.35

LA PORTE DES ÉTOILES (STARGATE)
Film de Roland Emmerich, avec Kurt Russell, James Spader, Carsten, avec Robert Carradine. Les chercheurs du docteur Mirade (A), de John Carpenter, avec Steven Bauer, 128 pour ouï (A), de Tobe Hooper, avec Mark Hamill. 0.15 Culture rock. La malediction du rock noir (60 min.). 7488961
1.35 Best of rock. 3.00 E = M 6. Magazine. 4.30 Hot form. Magazine (rediff.). 4.50 Culture path. Magazine (rediff.). 25 min.

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5

- 20.00 Il Maestro. Film de Martin Hume (1989, 90 min.). 4882948
- 21.30 30 millions d'années. Des cinq continents.
- 22.00 Journal (France 2).
- 22.30 La Marche du siècle. Le monde des aveugles (France 3 du 17/12/96).
- 0.00 Alice. Tapisage, Glans ou Rom.
- 0.30 Soir 3 (France 3).

Paris Première

- 20.00 et 0.15 20 h Paris Première.
- 21.00 Un million de en main. Film de V.C. Potter (1994, 95 min.). 5789777
- 22.35 et 1.30 Le J.T.S.
- 23.05 Mahler : Le Chant de la Terre. Par l'Orchestre de James Gustav Mahler, dir. Bernard Haitink. Avec Benn Heggen, Thomas Hampson (70 min.). 8130180

Ciné Cinéma

- 20.30 Le Temps de la peur. Film de Philip Dunne (1959, 105 min.). 3163722
- 22.15 Si loin, si proche ! Film de Wim Wenders (1994, 95 min.). 54816258
- 0.35 Mille milliards de dollars. Film de Henri Verneuil (1981, 130 min.). 78528572

Série Club

- 20.20 Flapper le dauphin. (1/2) Flapper s'engage dans la marine.
- 20.45 Le Club.
- 21.40 et 1.35 Le Trésor des Hollandais.
- 22.30 Chasse au crime. Faux témoins.
- 23.00 Flash. Rien ne va plus.

Eurosport

- 20.30 Triathlon. Pro Tour 96. L'homme d'Hawaï.
- 22.00 Equitation. En direct. Coupe du monde Volvo. Tour préliminaire de jumping à Londres. 1^{re} (90 min.). 328787
- 23.30 Boxe. Championnat WBC poids lourds-légers : Roy Jones Jr (EU) - Mike McCallum (Jamaïque).

Canal Jimmy

- 20.30 Le Meilleur du pire. 0.30 L'ère d'écrou. 0.15 Destination séries. Dingo de toi. 0.50 Star Trek. Une partie de campagne.

RTBF 1

- 20.30 Des souris et des hommes. Film de Gary Shyne (1992, 115 min.). avec John Malkovich. Drame. 22.30 Urg. Film de Nicha Mishaylov (1991, 120 min.). avec Radmila. Aventures.

RTL 9

- 20.30 Un privé en escarpins. Film de Jeff Kanew (1991, 95 min.). avec Kathleen Turner. Comédie policière.
- 22.05 S.O.S. Concorde. Film de Ruggero Deodato (1978, 95 min.). avec James Franciscus. Catastrophe.
- 23.55 S.O.S. Jaguar à mains armées. Film d'Umberto Lenzi (1975, 90 min.). avec Maria Rosaria Omaggio. Policier.

TMC

- 20.35 Un mariage. Film de Robert Altman (1978, 120 min.). avec Geraldine Chaplin. Comédie.

Les films sur les chaînes européennes

RTBF 1

- 20.30 Des souris et des hommes. Film de Gary Shyne (1992, 115 min.). avec John Malkovich. Drame. 22.30 Urg. Film de Nicha Mishaylov (1991, 120 min.). avec Radmila. Aventures.

RTL 9

- 20.30 Un privé en escarpins. Film de Jeff Kanew (1991, 95 min.). avec Kathleen Turner. Comédie policière.
- 22.05 S.O.S. Concorde. Film de Ruggero Deodato (1978, 95 min.). avec James Franciscus. Catastrophe.
- 23.55 S.O.S. Jaguar à mains armées. Film d'Umberto Lenzi (1975, 90 min.). avec Maria Rosaria Omaggio. Policier.

TMC

- 20.35 Un mariage. Film de Robert Altman (1978, 120 min.). avec Geraldine Chaplin. Comédie.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.

- Signification des symboles : ► Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
- On peut voir.
- No pas manquer.
- Chef-d'œuvre ou classique.
- ◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

L'ère du teraflop

par Pierre Georges

C'EST une toute petite dépêche en provenance d'ailleurs. Datée de Santa Clara précisément, de la mythique Silicon valley. Mais l'on pourrait tout aussi bien dire de Mars, des limbes, du zéro et de l'infini. Une de ces dépêches sidérales et sidérantes qui, au petit matin blême, vous laissent à peine le choix entre la résignation, l'ébahissement et le verre du condamné.

Car autant le préciser d'entrée : nous sommes fous ! L'ère du teraflop est arrivée. Cela pourrait être vaguement poétique comme annonce, un peu gag aussi. Teraflop, le mot est amusant, qui saute sur le trampoline des mots et piroquette sur la langue. Il est presque joyeux, semblant, dans l'imaginaire, faire des bonds entre dinosaure et cabri.

La poésie, hélas, n'évite pas le danger. Le teraflop, ou plutôt la machine à teraflop, est un monstre. Et un monstre froid. Des chercheurs américains viennent de mettre au point un super-ordinateur capable de réaliser plus de 1 000 milliards d'opérations par seconde. Très précisément une machine de 1,06 teraflop c'est à dire, ouvrons les guillemets, de « 1 060 milliards d'opérations en virgule flottante ».

Mille milliards de tonnerre de Brest ! Mais c'est tout simplement monstrueux, l'apocalypse faite calcul ! La firme concernée, Intel, dont on ne doute pas qu'elle procède ainsi à une opération usuelle de marketing a, pour ce faire, mis des microprocesseurs en ligne. Plein de microprocesseurs. Une vraie batterie de poulets nimbés, 9 200 microprocesseurs fonctionnant selon la méthode d'élevage et de calcul dite du « massivement parallèle ».

Mille milliards d'opérations se-

conde, 10 puissance 12, funéraires ! Aurons-nous assez de calculs à fournir au temps et de temps à soumettre au calcul ? Et pour quel faire de nos dix doigts ? D'autant que l'ère du teraflop est avancée, déjà presque dépassée. Les collègues des Sciences à qui ce genre de nouvelle ne fait ni chaud ni froid se sont fait un plaisir d'annoncer la suite. Viendront successivement, car l'avenir sera calculé ou ne sera pas, les éra radieuses du petaflop (1 million de milliards) de l'exaflop (1 milliard de milliards) du zettaflop (1 000 milliards de milliards) et du yotta (là on a définitivement renoncé à compter, du genre 1 million de milliards de milliards).

Ces phénomènes nous dépassant définitivement, feignons de les ignorer. Et voguons vers ces zones encore humaines où les hommes comptent et se comptent encore. Quelle merveille que la bonne vieille statistique à la papa, cousue main, façon boulier et Insee ! Devant le gouffre flopien ou flopesque qui s'annonce, il est réconfortant de compter les naissances à l'ancienne. Selon les derniers chiffres, 710 993 bébés sont nés en France en 1994. Et plus encore en 1995, avec une hausse de 18 000 candidats supplémentaires à l'ère teraflop. Voilà une bonne nouvelle ! Les enfants de la France s'obtiennent à naître. La machine à teraflop en un éclair vous comptabiliserait cela, 1 948 enfants-jour. Mais remarquerait-elle, en sa froide sagesse, qu'en plus, ces chers petits ont l'extrême délicatesse de naître moins ou d'y être moins invités, les jours de fête ? Le 1^{er} janvier 1994 fut jour de relâche dans les maternités : 1 254 naissances seulement, record annuel !

Un commando guévariste détient 200 otages dans l'ambassade du Japon au Pérou

Le groupe Tupac Amaru exige la libération de membres de son mouvement emprisonnés à Lima

LIMA

de notre correspondant

Une première détonation s'est produite dans une aile de la résidence de l'ambassadeur du Japon à Lima, qui recevait, mardi soir 17 décembre, plus de 600 invités à l'occasion de la fête nationale. Beaucoup pensaient d'abord à l'explosion d'une voiture piégée. Quelques minutes plus tard des rafales de mitrailleuse ont été lâchées en plusieurs endroits du bâtiment. « Tous au sol », hurlaient certains : une confusion générale s'est installée et l'assistance ignorait si les coups de feu et les explosions de barres de dynamite venaient du service d'ordre de la légation ou d'une attaque de commando.

On devait apprendre rapidement que le mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA), d'obédience guévariste, était l'auteur de la prise d'otages et réclamait la libération de ses militants emprisonnés. Le chef du commando a ordonné aux invités de se lever, les mains sur la tête, et de se diriger vers les salons de la résidence de l'ambassadeur. Les centaines de personnes qui assistaient à la réception, parmi lesquels plusieurs ministres – dont le chef de la diplomatie, M. Tudela – des généraux, des responsables de la police, des membres du Congrès, des diplomates, le président de la Cour suprême, ainsi que la mère et la sœur du président Fujimori, ont été regroupés dans les salons ou entassés dans les toilettes. La chaleur était étouffante et une épaisse fumée envahissait certains salons. Les MRTA, mitrailleurs en main hurlaient : « Ne nous regardez pas ; nous voulons libérer nos compagnons emprisonnés ». L'ambassa-

deur du Japon, Moditsa Aoki, est intervenu : « Ne tirez pas. Ne faites rien. Que la police s'occupe ». Les forces de l'ordre qui encerclaient le bâtiment ont lancé des gaz lacrymogènes en direction du mouvement de panique. Le représentant de la Croix rouge, présent à la réception, Michel Minning, s'est emparé d'un mégaphone du commando pour s'adresser aux forces de l'ordre : « Ne tirez pas.

La porte principale et la fenêtre étaient barricadées par des matelas, des tables et des guéridons. A 21 h 45, un homme âgé, dans un fauteuil roulant, accompagné d'une femme, ont été les premiers otages relâchés. Puis 150 femmes ont été autorisées à quitter l'ambassade. Pendant ce temps, dans les salons, le commando du MRTA – une vingtaine d'hommes en tout, selon les enquêteurs – cherchait à

compagner d'une quarantaine de diplomates. Les membres du commando se seraient introduits, selon la police et plusieurs témoins, déguisés en fleuristes, voire servant le champagne aux invités. Le commando du MRTA, « Hémigidio Huerta Loayza », du nom d'un ouvrier tué par la police le 4 janvier 1979, a déclaré : « Nous voulons protester contre la politique économique et des droits de l'homme du gouvernement Fujimori, appuyé par le Japon. C'est une politique néo-libérale qui réduit à la misère la population (...). Nos militants sont enfermés dans des prisons dans des conditions qui les détruisent physiquement et moralement (...). Ils sont 4 à 500. Nous avons fait des prisonniers et il n'y a d'autres solutions qu'un échange de prisonniers ».

Les membres du commando exigent, entre autres, la remise en liberté de leur dirigeant, Victor Polay Campos (dont les deux enfants et l'épouse sont réfugiés à Nantes), ainsi que de Peter Cardenas Schulze, prisonnier depuis 1992 et Lucero Cumpa, détenue en 1993. Tous les trois ont été condamnés à la prison à vie. Les hommes du MRTA ont demandé la médiation du pape belge, Hubert Lissiers, aumônier des prisons et de Jorge Santisteban, défenseur des droits civiques. Les deux sont membres de la commission chargée de libérer les personnes injustement condamnées pour des actions terroristes.

Les prisonniers du MRTA avaient entamé au début de la semaine une grève de la faim pour exiger une amélioration de leur conditions de détention.

Nicole Bonnet

Un mouvement révolutionnaire en déclin

Apparu au Pérou sous le mandat du président Alan García Pérez (1985-1990), le Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA) tient son nom d'un chef indien, Tupac Amaru II, qui avait mené un soulèvement contre les colons espagnols en 1780.

Le combat du MRTA vise à ouvrir un front révolutionnaire unifié couvrant le Pérou, la Bolivie, le Chili, la Colombie et l'Équateur. Il s'oppose en cela aux maoïstes du Sentier lumineux, qui mènent une révolution plutôt paysanne et nationale. Le MRTA, très actif dans la décennie 80, a commencé à décliner en mai 1992, après l'emprisonnement à vie de son dirigeant et fondateur, Victor Polay Campos. Son successeur, Nestor Cerna Carollini, un ancien dirigeant syndical, continue le combat dans le centre du pays. L'action la plus spectaculaire du MRTA a été, en juillet 1990, l'organisation de l'évasion d'une prison péruvienne, en creusant un tunnel de plus de 200 mètres de long, d'une cinquantaine de ses militants, parmi lesquels Campos.

Vous êtes en train de mettre en danger la vie des otages. Le désordre était indescriptible : les invités avaient peine à respirer sans les membres du MRTA qui portaient des masques à gaz.

La police a cessé de tirer. M. Minning est sorti de l'ambassade pour engager des pourparlers sur la libération des femmes et des enfants. Le chef du commando lui a répliqué : « Nous ne céderons pas ; nous sommes prêts à assumer tous les risques pour obtenir la libé-

identifier parmi les invités les membres de la famille du président Fujimori ainsi que les parlementaires de son parti. Le chef expliquait aux otages : « Nous ne sommes pas le Sentier lumineux. Nous ne tuons pas des gens sans défense et c'est la raison pour laquelle les femmes et les enfants sortent sains et saufs ».

Mardi matin, 200 hommes environ restaient les otages du MRTA. L'ambassadeur du Japon se trouvait au deuxième étage en

M. Chirac a inauguré la Bibliothèque François-Mitterrand

LE PRÉSIDENT Jacques Chirac a inauguré mardi après-midi 17 décembre les espaces « grand public » de la Bibliothèque François-Mitterrand, au côté de l'épouse de l'ancien chef de l'Etat et de ses fils Gilbert et Jean-Christophe. Le 30 mars 1995, François Mitterrand avait inauguré le bâtiment vide. Une troisième inauguration est prévue à l'été 1998, au moment de l'ouverture de l'ensemble aux chercheurs.

Guidé par Jean Favier, le chef de l'Etat a parcouru les salles du haut-de-jardin, qui seront ouvertes vendredi 20 décembre à 10 heures. Il a écouté dans la salle de l'audiovisuel l'allocution du capitaine Dreyfus au jour de sa réhabilitation, tandis que se croisaient anciens et nouveaux ministres : Jack Lang et Philippe Douste-Blazy, Robert Badinter et Jacques Toubon, Roland Dumas et Anne-Marie Couderc.

■ OPA : le groupe américain Entergy a lancé le 18 décembre une offre publique d'achat (OPA) amicale de près de 1,3 milliard de livres (10,4 milliards de francs) sur London Electricity. Cinq groupes américains ont déjà lancé des offres de rachat sur des compagnies régionales d'électricité britanniques. Trois d'entre elles ont abouti.

Le dirigeant nationaliste corse François Santoni a été écroué

LE JUGE d'instruction Jean-Louis Brugière a ordonné le placement en détention provisoire, mercredi 18 décembre peu après minuit à Paris, du dirigeant d'A Cuncolta, François Santoni, et de la principale avocate de ce mouvement, dont la branche armée est le FLNC-Canal historique, Marie-Hélène Mattel. Tous deux ont été mis en examen pour « tentative d'extorsion de fonds, association de malfaiteurs, reconstitution de ligne dissoute, toutes infractions en relation avec une entreprise terroriste » dans l'affaire de racket visant la société gestionnaire du golf international de Sperone (Corse-du-Sud). M. Santoni a, en outre, été mis en examen pour « complicité de destruction de biens immobiliers », en relation avec l'attentat à l'explosif ayant soufflé une maison du complexe de Sperone.

« C'est un coup de chance inespéré, commente un responsable de l'enquête judiciaire, d'avoir réuni dans cette affaire la chaîne complète d'une tentative d'extorsion de fonds suivie d'attentat. » Le 10 décembre, M^{me} Mattel a eu un entretien téléphonique avec le PDG de la société Golf de Sperone, Jacques Dewez, pour fixer un rendez-vous auquel elle s'est rendue, le lendemain, au siège parisien de la société. Le 11 décembre, l'émissaire annoncé par l'avocate bastiaise auprès du PDG, André-Noël Filippeddu, un restaurateur corse, s'est à son tour

déplacé au bureau de M. Dewez pour réclamer, au nom du FLNC, le versement de 4 millions de francs avant Noël. Le PDG ayant refusé, une explosion a dévasté une maison du golf de Sperone, le 12 décembre, au terme d'une opération de commando qui a été revendiquée, le 13 décembre, par le FLNC-Canal historique. M. Dewez a, le même jour, décidé de porter plainte, une attitude rarissime dans les dossiers d'extorsion de fonds concernant la Corse.

Lors de son audition par le juge Brugière, M^{me} Mattel a reconnu sa visite au bureau du PDG à Paris. L'avocate a admis avoir effectué cette visite à la demande de François Santoni – qui a confirmé ce point aux enquêteurs – et pour la Cuncolta. Mais les versions de l'avocate et du PDG s'opposent à propos du contenu de l'entretien. Selon elle, il s'agissait uniquement d'évoquer un dossier pénal en cours concernant l'interpellation en flagrant délit d'une douzaine de membres d'un commando FLNC-Canal historique qui, le 18 octobre 1994 à Sperone, avaient tiré en direction des forces de l'ordre avant d'être arrêtés et écroués.

Selon le PDG, à l'inverse, le déplacement de M^{me} Mattel avait pour but de lui annoncer la visite prochaine d'un émissaire, M. Filippeddu. Or, ce dernier a confirmé les propos de M. Dewez : il a reconnu avoir réclaté au PDG 4 millions de francs au nom du FLNC. Le juge Brugière a enfin mis en examen et écroué M. Filippeddu, ainsi que quatre nationalistes corses visés par la tentative d'extorsion de fonds et l'attentat contre le complexe de Sperone. Peu après l'explosion, des témoins ont aperçu deux de ces militants emprisonnant un chemin proche du golf international à bord d'une voiture qui, vérification faite, appartient bien à l'un des suspects. L'enquête du juge Brugière va maintenant porter sur la série d'attentats à l'explosif revendiquée ces derniers mois par le FLNC-Canal historique.

Erich Inciyan

BOURSE TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le mercredi 18 décembre, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES
Tokyo Nikkei 2013,30 -0,04 +1,13
Hong Kong Index 12815,40 -0,94 +28,17



OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES
Cours au 17/12 16/12 fin 95

Paris CAC 40	2195,70	-1,30	+17,19
London FT 100	—	—	+5,91
Zurich	—	—	+20,08
Milan MIB 30	—	—	+17,29
Frankfurt Dax 30	2814,17	-1,46	+24,85
Bruxelles	—	—	+12,42
Suisse SMI	—	—	+3,53
Madrid Iboex 35	—	—	+28,40
Amsterdam CBE	—	—	+29,64

Tirage du Monde daté mercredi 18 décembre 1996 : 495 522 exemplaires.

dunhill

Collection de briquets Alfred Dunhill
inspirés des années 20, à partir de 1 375 F.

BOUTIQUE ALFRED DUNHILL 15, RUE DE LA PAIX, PARIS 2ÈME.
OUVERTURE EXCEPTIONNELLE LE DIMANCHE 22 DÉCEMBRE 96 DE 11H À 18H
LISTE DES REVENDEURS AGRÉÉS AU 01 44 13 93 93 - MODÈLE PRÉSENTÉ
EN PLAQUE ARGENT ET LAQUE NOIRE ET ROUGE : 2 375 F.

مكتبة الامم المتحدة